

**APRÈS LA MORT
DE DEUX DE LEURS COLLÈGUES**
Plusieurs centaines de policiers
manifestent devant le ministère
de la justice à Paris
LIRE PAGE 10

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry
Directeur : André Laurens

3,80 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 65 c. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 360 ¥ ; Liban, 0,350 \$; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 90 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 85 d.
Tarif des abonnements page 14
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

M. Marchais accentue ses critiques contre le chef de l'Etat

M. Mauroy menace de poser la question de confiance

**Les P.C.
et les euromissiles**

Les dirigeants soviétiques espèrent toujours apparemment qu'une nouvelle et vigoureuse campagne des « mouvements de paix » en Europe occidentale parviendra à empêcher au dernier moment l'installation, qui doit commencer en décembre, des Pershing 2 et des missiles de croisière. C'est l'axe des raisons de l'impasse constatée à Genève. Et c'est dans l'espoir de faire tomber cette carte maîtresse du Kremlin que les responsables américains annoncent maintenant qu'aucun déblocage de la négociation n'est probable avant le début du déploiement.

Il paraît normal que, dans cette grande épreuve de détermination, les forces sur lesquelles Moscou s'appuie dans le passé soient appelées de nouveau à la rescousse. Mais, paradoxalement, la contestation a surtout été depuis trois ans le fait des pacifistes allemands, néerlandais, britanniques ou scandinaves, des Eglises et des écologistes, beaucoup moins des deux grands partis communistes ouest-européens, qui, chacun pour ses propres raisons, se sont trouvés assez largement en retrait.

Cette situation semble devoir maintenant être rectifiée. A Rome, c'est le P.C. italien qui voit dans la déclaration de Williamsburg sur la sécurité « une grave décision dérogant à toutes les procédures qui régissent l'alliance atlantique » et annonce le « nouvel élément de fracture et de tension » que constitue selon lui « l'affirmation selon laquelle les missiles américains devront être de toute façon déployés ». A Paris, c'est la vaste campagne que lance le P.C.F. pour le « piquetage géant » du 19 juin en faveur de la paix, et surtout les critiques, indirectes mais nettes, adressées à M. Mitterrand lui-même. Alors que M. Mitterrand avait cru faire un geste en direction des opinions européennes en prévoyant un déploiement limité des engins américains et en écartant le chiffre officiel de 572 qui a la préférence des Américains, M. Marchais, lui, veut qu'on en revienne au « déploiement zéro », même si l'attitude soviétique actuelle exclut en fait toute réduction correspondante des SS-20.

Au moyen d'acrobies dialectiques, son adjoint, M. Gremetz, s'était attaché tout à la fois à justifier la position de Paris et à « comprendre » celle de Moscou. Mais, depuis Williamsburg, la contradiction est par trop patente, et l'on peut se demander si ce problème de missiles ne sera pas la goutte d'eau qui fera déborder le vase de la patience communiste, ou encore la première « coulée » que le partenaire de la difficile coalition constituée il y a deux ans ne parviendra plus à avaler.

En même temps, le P.C. a été emporté par son élan au risque d'affaiblir sa position : sa proposition de faire participer la France aux négociations de Genève va à l'encontre de toutes les traditions gaullistes dont il se réclame lui-même en partie — elle a été rejetée d'emblée par les anciens « compagnons » du général et par la gauche du P.S. Elle ignore la préoccupation très généralement exprimée de voir la force de dissuasion française exclue du marchandage, puis-que un négociateur français sera encore plus soumis à la pression soviétique sur ce point.

Et s'il est vrai que M. Andropov n'a jamais demandé à la France de venir à Genève, il serait le dernier à s'y opposer : le Kremlin a toujours pris soin de préciser que s'il ne formulait pas une telle exigence, ce n'est pas qu'il voulait exclure la France, mais tout simplement parce que Paris le refusait.

En réponse aux critiques de M. Georges Marchais sur les conclusions du sommet de Williamsburg et aux divergences qui s'expriment à l'intérieur du parti socialiste sur l'efficacité de la politique gouvernementale, l'hôtel Matignon a fait savoir, jeudi soir 2 juin, que M. Pierre Mauroy n'hésiterait pas à « poser la question de confiance » devant l'Assemblée nationale si « un doute se crée sur l'existence de la majorité ».

Ce rappel à l'ordre du premier ministre s'adresse, aussi, au président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe, qui, tout en affirmant dans une interview au Nouvel Obser-

Le gouvernement cherche à banaliser l'agitation qui se fait jour tant du côté du P.C.F. que de certains composantes du P.S. Ainsi M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, s'est-il référé aux « cactus » évoqués en son temps par Georges Pompidou, lorsque des critiques avaient été émises au sein de la majorité d'alors.

La mise en cause de M. Delors par M. Marchais, mercredi soir, à l'Assemblée nationale, selon le P.C.F., le ministre lui-même que sa déclaration sur « l'appréciation positive et l'appui » des partenaires de la France, à Williamsburg, à propos de la politique menée par le gouverne-

ment, observant que le président de la République n'a pas obtenu, lors de

ce sommet, le moindre changement dans les positions américaines en matière économique, les communistes s'étonnent que les responsables gouvernementaux puissent porter un jugement positif sur cette rencontre.

M. Marchais a rappelé, jeudi, que M. François Mitterrand avait fait, avant d'aller à Williamsburg, une proposition de conférence monétaire internationale, avec laquelle le P.C.F. était, au demeurant, d'accord. Or, selon le secrétaire général et en dépit du sentiment de la délégation française, aucun progrès n'a été fait dans cette direction. Les communistes tiennent donc à mettre en évidence que la recherche d'un consensus des partenaires de la

valeur que « la politique de rigueur peut servir l'intérêt national », souligne en même temps ses convergences d'analyse avec M. Jean-Pierre Chevènement.

M. Jacques Delors avait répliqué, pour sa part, à M. Georges Marchais, qui l'avait mis en cause pour ses déclarations sur le sommet de Williamsburg : « Il arrivera un moment où M. Marchais atteindra des limites à ne plus dépasser ». Le secrétaire général du P.C.F. a répondu au ministre de l'économie, sur TF1, en se réclamant de la « démocratie » qui a-t-il dit, « veut que l'on puisse s'exprimer librement ».

France à la politique qu'y mène une majorité de gauche ne peut constituer le critère de la réussite de cette politique.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 9.)

Un entretien avec M^{me} Bouchardeau sur la chasse

« LA FRANCE DOIT APPLIQUER PAR ÉTAPES LA LÉGISLATION INTERNATIONALE »

(Lire page 18.)

L'ENGOUEMENT POUR LE TENNIS

Les marronniers de Roland-Garros

par ALAIN GIRAUDD

Tous les records d'affluence auront été battus, cette année, aux Internationaux de tennis de Roland-Garros. L'engouement pour ce sport a débordé le cercle traditionnel des initiés, et cet engouement donne lieu lui-même à des débordements où le sport n'est pas le seul enjeu.

« Le jour des demi-finales dames n'est pas un bon jour », Prototype de la « bol génération », le petit araqueur qui proposait, jeudi, des tickets au « noir » à l'ombre des marronniers en fleurs de l'avenue de la Porte d'Auteuil n'a pas fait de bonnes affaires ce jour-là.

Depuis le début de la grande quinzaine du tennis, plus de vingt et un mille personnes, en moyenne, ont franchi quotidiennement les portes du stade Roland-Garros, soit 9 % de plus que l'année dernière (pour une augmentation de 22 % des recettes). Mais le jour des dames les entrées ont plafonné à dix-sept mille.

Contrairement aux Britanniques, qui vouent une admiration sans borne au jeu féminin, les Français, malgré deux millions de pratiquants dont un bon nombre de femmes, ne mettent pas encore sur un pied d'égalité Chris Evert-Lloyd et Mats Wilander. Il est vrai que la terre battue ne met pas particulièrement en valeur la qualité de ces échanges, pourtant aussi richement dotés que ceux des hommes. Il reste que les Internationaux de France sont devenus un événement qui fait courir tout Paris.

« Cent sacs une place numérotée pour la demi-finale hommes ». Notre araqueur qui possède trois billets de 110 F est sûr de les vendre à dix fois leur valeur. Les places pour les quarts de finale se négocient déjà à cinq fois leur tarif officiel. Trois autres margouillins rôdent dans les parages. « Ce sont les mêmes qui opèrent aux abords du Parc des Princes les jours de football », dit un contrôleur de la société de surveillance.

« Il y a dix ans, quand la boxe marchait fort avec Boutier et Cohen au Palais des sports de la porte de Versailles, il y avait les mêmes problèmes ». C'est un professionnel qui a filtré les publics des concerts de rock, du Cirque de Moscou et des réunions politiques qui parle. Il juge la foule qui passe au guichet avec un oeil de maquignon. Le rapprochement entre les passionnés du ring et ceux des courts n'est pas dénué de fondement.

Les quelques amateurs éclairés qui venaient naguère écouter la musique mate des tziganes de la raquette seraient aussi surpris en revenant sur les lieux après dix ans d'absence qu'un banlieusard qui avait laissé un pavillon de meublier au bout d'une impasse et retrouvait une H.L.M. au milieu d'un échangeur d'autoroute.

L'odeur des merveilles flotte maintenant aux abords de la porte d'Auteuil, où la chaussée est jonchée de tonnes de débris publicitaires. Dans l'enceinte du stade dont le ciment armé cinquantenaire a subi d'abondantes greffes de béton, le jean a supplanté le tweed et la fla-

La guérilla au Salvador contrôle désormais près du tiers du pays

La situation militaire se dégrade rapidement au Salvador, où la guérilla contrôle déjà près du tiers du pays et s'est solidement implantée ces derniers jours dans la partie orientale, en occupant le centre de communications de l'armée qui couvrait la région.

M. Reagan, qui vient de relever de ses fonctions l'ambassadeur des Etats-Unis, multiplie les initiatives pour renforcer le gouvernement et l'armée d'un allié vital pour les Etats-Unis, ainsi que pour affaiblir le gouvernement sandiniste du Nicaragua, son adversaire. Consécutif, néanmoins, que la guerre du Salvador risque de devenir un boudoir, le chercheur apparemment un marchandage global en Amérique centrale.

Durcissement à Washington

De notre correspondant

Washington. — « La politique des Etats-Unis en Amérique centrale est inchangée », répète le président Reagan après chacune de ses nouvelles initiatives. Inchangée peut-être, mais progressivement accentuée. On assiste depuis quelques semaines à une escalade et à un durcissement

qui sont sensibles à différents niveaux : le remplacement de responsables, l'accroissement de l'assistance militaire, le développement des opérations clandestines et les attaques verbales.

Le remplacement de responsables est le moins facile à interpréter. M. Thomas Enders, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, va céder sa place à l'ambassadeur au Brésil, M. Langhorne Motley. Simple routine, a-t-on d'abord expliqué. Puis la Maison Blanche a laissé entendre qu'elle n'était pas contente de la manière dont M. Enders appliquait la politique présidentielle.

Ce serait une divergence sur la méthode, non sur le fond. Mais nul n'ignore à Washington que ce « dur » avait évolué et penchait de plus en plus pour une solution politique. Il s'était heurté aux tenants de la fermeté : le responsable du Conseil national de sécurité, M. William Clark ; l'ambassadrice à l'ONU, M^{me} Jeane Kirkpatrick, et le commandant des forces en Amérique latine, le général Nuring.

Un marché a eu lieu alors entre la Maison Blanche et le département d'Etat. On a fait comprendre à M. George Shultz que s'il voulait contrôler la politique interaméricaine — devenue l'apanage de M. Clark — il devait se séparer de M. Enders. Mais rien ne dit que le secrétaire d'Etat va vraiment prendre les choses en main et que cela se traduira par une nouvelle modération.

D'une part, on ignore si M. Shultz est un modéré ou s'il a les moyens de l'être.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 4.)

« LES AFFAIRES HERSANT » ET LE STATUT DE LA PRESSE

L'Elysée et les réformes

Agacé. Voilà un patron de presse qui développe son empire, enverne et contre tous, qui semble considérer la justice et le fisc comme des adversaires de faible taille, qui méprise la législation — il n'est pas le seul, mais lui, il en rajoute —, qui se moque ouvertement des journalistes et déclare à Grenoble que l'absence de grève des journalistes du Dauphiné libéré constitue un accueil « enthousiaste » !

Agacé... Surtout pour un gouvernement de gauche que M. Robert Hersant et une grande partie des journaux qu'il contrôle combat jour après jour, colonne après colonne. Certains syndicalistes ou militants de gauche piaffent : alors quoi, ce gouvernement-là ne fera rien pour l'arrêter ?

Le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, M. Georges Filloud, espère bien que l'exaspération qui commence à tou-

cher un certain nombre de responsables politiques à propos « des » affaires Hersant va enfin lui permettre de déboucher la mise en chantier des réformes juridiques et économiques qu'il a annoncées comme « prioritaires » au début de cette année (Le Monde du 13 janvier).

Depuis cette date, on attendait le démarrage d'une concertation avec les milieux professionnels, la nomination d'un conseiller d'Etat, sorte de « M. Presse » comme il y a maintenant un « M. Cible ». L'ouverture d'un débat sur un sujet controversé. Rien, si ce n'est, et c'est beaucoup, la mise au point du dossier et de certaines propositions de réformes par le secrétaire d'Etat et son service des études juridiques et techniques (S.J.T.), que dirige M. Jean-Pierre Hoss.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 26.)

DEUX ÉLECTIONS A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

- M. Léopold Sedar Senghor, la négritude debout
- M. Jacques Soustelle, l'ethnologie des Aztèques et des Mayas

(Lire nos articles page 23.)

**Les Français s'interrogent.
Pour sortir des malentendus,
un livre d'espoir et de clarté.**



« Le talent de l'auteur s'y retrouve : chapitres brefs qui marient étroitement les idées et les exemples, don de la formule, images expressives, titres ingénieux... L'auteur du *Mal français* n'est pas homme à affirmer sans preuves. L'opposition puisera à pleines mains dans le répertoire ainsi mis à sa disposition. La majorité aussi serait bien inspirée de lire Peyrefitte. »

René REMOND, *Le Monde*

« L'acte politique le plus éclatant que l'opposition ait engagé depuis sa débâcle. Le principal mérite de ce livre explosif est sa sérénité. Les ennemis de Peyrefitte ne sont pas des hommes, mais des idées. »

André-Gérard SLAMA, *Le Point*

Changement social et dynamisme industriel

par JEAN-PAUL BACHY (*)

CONTRAIREMENT à ce que certains disent, le monde du travail comprend le langage de la rigueur et n'entend pas créer a priori des difficultés au gouvernement. Il y a nettement moins de conflits sociaux aujourd'hui que sous le septennat de Giscard. Encore faut-il que, sur le long terme, le monde du travail se reconstruise dans la politique pratique. Il lui faut donc des signes tangibles.

L'un des enjeux de la période réside dans un autre partage du pouvoir. Contrairement à ce qu'affirme la droite, on ne peut espérer une amélioration de la productivité, donc de la compétitivité des entreprises françaises, sans une association plus étroite de tous les salariés, à commencer par les ingénieurs, techniciens et cadres, à la décision économique. Jamais la droite n'a démontré comment l'exercice d'un pouvoir patronal de « droit divin » pouvait être un gage d'efficacité économique. L'exemple de beaucoup de pays européens, plus en avance que le nôtre, démontre en revanche qu'une reconnaissance pleine et entière du syndicalisme comme partenaire et qu'une protection mutuelle des salariés contre les licenciements sont des facteurs positifs de dynamisme industriel. Il ne faut donc pas attendre du parti socialiste qu'il accepte le ne sais quel marchandage avec le patronat ou la droite, pour retarder la mise en œuvre des nouveaux droits des travailleurs.

Comme le disait récemment Jacques Delors, des compromis sont inévitables et nécessaires entre toutes les forces économiques et sociales. Mais il est un point qui n'est pas négociable, c'est bien celui-ci.

Dans le secteur privé, les salariés comprennent qu'il y ait, de la part d'un patronat qui se montre l'un des plus traditionnels de tous les pays industriels, des résistances au changement. Ils attendent avec d'autant plus d'intérêt de la part des entreprises nationalisées qu'elles donnent l'exemple du dynamisme et de l'ouverture sociale.

Faire du secteur public le lieu privilégié de nouvelles formes de gestion, telle est depuis longtemps l'ambition des socialistes. Elle s'inscrit dans une perspective positive. Sous le poids des contraintes tatillonnes et technocratiques, la droite avait déformé les entreprises publiques et dénaturé leur fonctionnement.

Les socialistes, en associant largement les travailleurs aux décisions, veulent au contraire y faire souffler un vent nouveau. Il s'agit en fait de donner au secteur public les moyens d'une nouvelle dynamique industrielle. Tel est le sens des propositions du président de la République et du ministre de l'Industrie, qui soulignent la nécessité de l'autonomie

de gestion. Tel est aussi le sens des dispositions les plus novatrices du budget sur la démocratisation du secteur public qui vient d'être adopté à l'Assemblée nationale.

Présence des travailleurs élus au suffrage universel dans les conseils d'administration aux côtés des représentants de l'État et de personnalités qualifiées, mise en place de conseils d'atelier... Ces dispositions qui complètent les lois Auroux déjà en vigueur concernent plusieurs centaines d'entreprises publiques de tailles très différentes.

Un vent nouveau

La droite a bien compris l'importance de ce projet puisqu'elle veut aujourd'hui au Sénat, après l'avoir fait à l'Assemblée, le combattre pied à pied. L'essentiel, cependant, se fait sur le terrain. Les tentatives savamment entretenues par les directions de certains groupes parlementaires dans la mise en œuvre des lois Auroux votées depuis la fin de 1982 et les blocages délibérément provoqués par certaines hiérarchies laissent mal augurer de l'avenir.

Quand la première entreprise condamnée pour entrave à l'application des dispositions des lois Auroux est l'une des plus prestigieuses des sociétés nationalisées de mars 1982, ce n'est pas acceptable. Quand tel directeur technique d'une autre grande entreprise diffuse à tous ses cadres « pour application » un argumentaire expliquant comment contourner la loi sur les comités d'entreprise votée, ce n'est pas acceptable non plus.

Ceux qui ont peur de la démocratisation des entreprises, ceux qui refusent de voir le syndicalisme et les salariés aux-mêmes jouer pleinement leur rôle dans la vie économique, se privent d'un atout irremplaçable.

Les propositions gouvernementales ne mettent pas en cause la possibilité de direction, elles maintiennent l'unité de décision. Simplement, elles

(*) Secrétaire national du parti socialiste, chargé des entreprises.

prennent acte que la démocratie s'est généralisée, que les travailleurs ont évolué et que l'entreprise ne peut pas, sans se priver elle-même d'une source de progrès et de dynamisme, rester à l'écart de ce mouvement. Nous, socialistes, pensons qu'il y a, en effet, une autre légitimité. Les travailleurs, par leur qualification et leurs efforts quotidiens, créent la richesse. Leur présence, leur dévouement et leur conscience professionnelle font qu'une entreprise est prospère ou ne l'est pas. Qu'ils soient totalement privés du pouvoir d'expression politique à l'intérieur de l'entreprise, nous n'avons pas été entendus puisque le texte est resté identique quant au fond, fond qui touche à la conception même de la démocratisation. En principe, une telle notion devrait être flatteuse aux oreilles des syndicalistes. Alors, pourquoi nos réserves ?

Pour ne pas être victime de l'idéologie, qui est courante en ce domaine, les choses méritent d'être bien précisées. Dans les faits, le texte entend faciliter l'accès de certains travailleurs aux postes de responsabilité. Un tiers du conseil sera élu, mais, en corollaire, toute possibilité de représentation des intérêts des travailleurs dans l'entreprise sera retirée. Sous prétexte de démocratisation, on supprime donc un droit à certains salariés.

A partir de ce moment, dire que les administrateurs seront à égalité est une contre-vérité, qui s'applique au fait de la part numérique (deux tiers étant désignés par le gouvernement), et l'élection ne permet plus le contrôle syndical, mais ouvre la voie aux excès matériels lors de la propagande pour obtenir des voix.

Laisser croire que les administrateurs ainsi élus pourront modifier la politique de gestion de l'entreprise, c'est de l'utopie ou du leurre. Tout au plus ils seront caution des décisions prises et très rapidement les contradictions apparaîtront.

Cet élément prend encore plus de signification lorsqu'on sait que certaines organisations syndicales sont avant tout un courroie de transmission ou un syndicat-parli.

Le texte prévoit, en outre, la création de conseils d'atelier dans lesquels les salariés « s'expriment dans tous les domaines intéressant la vie de l'atelier ou du bureau ».

Il est finalement clair que la conception qui sous-tend ce projet est la démocratie directe, par opposition à la démocratie par délégation

Utopie ou leurre ?

par MARC BLONDEL (*)

L E projet de loi relatif à la « démocratisation du secteur public » a fait l'objet de plusieurs consultations des organisations syndicales depuis dix-huit mois.

Lors de celles-ci, comme lors des auditions au Parlement, de l'avis du Conseil économique et social ou encore au Haut Conseil du secteur public, la C.G.T.-F.O. a fait connaître ses observations. Et il faut constater que sur l'essentiel, sauf sur le droit d'expression politique à l'intérieur de l'entreprise, nous n'avons pas été entendus puisque le texte est resté identique quant au fond, fond qui touche à la conception même de la démocratisation. En principe, une telle notion devrait être flatteuse aux oreilles des syndicalistes. Alors, pourquoi nos réserves ?

Pour ne pas être victime de l'idéologie, qui est courante en ce domaine, les choses méritent d'être bien précisées. Dans les faits, le texte entend faciliter l'accès de certains travailleurs aux postes de responsabilité. Un tiers du conseil sera élu, mais, en corollaire, toute possibilité de représentation des intérêts des travailleurs dans l'entreprise sera retirée. Sous prétexte de démocratisation, on supprime donc un droit à certains salariés.

A partir de ce moment, dire que les administrateurs seront à égalité est une contre-vérité, qui s'applique au fait de la part numérique (deux tiers étant désignés par le gouvernement), et l'élection ne permet plus le contrôle syndical, mais ouvre la voie aux excès matériels lors de la propagande pour obtenir des voix.

Laisser croire que les administrateurs ainsi élus pourront modifier la politique de gestion de l'entreprise, c'est de l'utopie ou du leurre. Tout au plus ils seront caution des décisions prises et très rapidement les contradictions apparaîtront.

Cet élément prend encore plus de signification lorsqu'on sait que certaines organisations syndicales sont avant tout un courroie de transmission ou un syndicat-parli.

Le texte prévoit, en outre, la création de conseils d'atelier dans lesquels les salariés « s'expriment dans tous les domaines intéressant la vie de l'atelier ou du bureau ».

Il est finalement clair que la conception qui sous-tend ce projet est la démocratie directe, par opposition à la démocratie par délégation

à laquelle nous sommes attachés à Force ouvrière. Il s'agit, en effet, de mettre en place des mécanismes visant à réorganiser les organisations syndicales au second plan en les désaffectant de certaines fonctions, à chercher à les mettre en opposition en les plaçant en situation potentielle de conflit avec un salarié administrateur ou un conseil d'atelier, voire aussi à les court-circuiter en raison de l'impossibilité de réalisation d'une unité syndicale de type syndicat-parti, à laquelle certains rêvent.

Notons aussi, et c'est là une contradiction significative, que ce texte, prônant la démocratie directe, est soumis au Parlement, dont les élus ont démocratiquement un pouvoir de délégation... Alors, quand on parle d'avancée sociale démocratique, nous protestons.

Mais encore, et surtout, le projet n'est pas ressenti comme une revendication par les travailleurs concernés.

Contrôle ouvrier

Rappelons, en effet, que les salariés sont avant tout attachés à des garanties, que d'ailleurs l'exposé des motifs des lois de nationalisation du gouvernement Léon Blum avait indiquées et dont la C.G.T.-F.O. s'est faite le porte-parole en réclamant, au nom des travailleurs, le maintien des contrats collectifs et de l'emploi. Et si, sur le premier point, nous avons obtenu satisfaction, encore qu'il n'y ait guère de grain à moudre actuellement, sur le second, force est de constater que toutes les entreprises industrielles nationalisées en 1982 ont, sans exception, allégué leurs difficultés. Fidèles aux orientations de la vieille C.G.T. - que F.O. perpétue - selon lesquelles l'émancipation et la défense des travailleurs passent par le contrôle ouvrier et non l'intégration, nous avons expliqué tout cela à qui de droit en citant parfois les expériences réussies des anciennes nationalisées.

Défendre les intérêts quantitatifs des salariés serait-il une chose archaïque en période de difficultés économiques ? Nous ne le pensons pas, ne serait-ce, d'ailleurs, que parce que les défenseurs privilégiés du statut ont des racines antérieures à la révolution industrielle.

(*) Secrétaire confédéral de la C.G.T.-F.O.

Une orientation déterminante

par PIERRE BEY (*)

L'ANCIENNE majorité avait pris une décision importante en bloquant le rapport Sudreau et, contrairement aux fermes promesses de M. Giscard d'Estaing à M. Jean Menu, président de la C.G.C., en s'opposant à l'entrée des cadres dans les conseils des sociétés. Ces deux mesures ont eu des effets sensibles, peut-être déterminants, sur le résultat des élections de 1981 tant à été grande la déception de la part agissante de l'encadrement. Celui qui s'implique dans les rapports sociaux du pays doit dépasser les oppositions nées de la lutte des classes.

Les nationalisations, discutables en elles-mêmes, ne sont pas la panacée mais elles existent ; elles peuvent amener une évolution des comportements. Si elles sont bien conduites, elles induisent dans l'ensemble de l'économie nationale la mutation qui s'impose.

Le législateur doit jeter des bases opérationnelles pertinentes et veiller aux protections qui éviteront leur contournement. La loi de 1945, qui introduisit dans les conseils d'administration, avec voix consultative, les représentants des trois collèges des salariés d'entreprise portait de belles perspectives... Dans la plupart des cas, le patronat a alors évacué des conseils tout ce qui aurait pu aider les syndicalistes à se faire une idée plus claire des fondements de la politique de l'entreprise. Les conseils ne sont qu'une instance formelle ; président, administrateurs, syndicalistes, énarquent ensemble et n'échangent rien.

Pendant huit ans, j'ai participé aux conseils d'une grande entreprise. M. Ambroise Roux, président de la C.G.E., régnait sans précédent : c'était l'Alstom, elle est devenue Alstom-Atlantique, elle a signé de bons et de moins bons accords, que les syndicalistes dénonçaient en vain ; cinq présidents se sont alors succédés mais les conseils restaient d'une tranquillité inquiétante.

Des lacunes

Le 20 septembre 1979, quand le président déclarait : « Le climat social de nos usines est calme », je suis intervenu pour signaler que ce n'était qu'apparence : « Monsieur Bey n'importe pas messieurs les administrateurs, vous passerez à mon bureau... » Le 26, la grève du centenaire se déclenchait à Belfort. Nous étions 8 000, et elle devait durer deux mois. Au conseil suivant, la date fixée depuis longtemps, le conseil a bien voulu écouter mes commentaires sans autres débats ; pourtant cette grève de deux mois n'était ni furtive ni innocente.

En d'autres occasions, il ne fallait pas de une main pour lever les interdictions orales et écrites du président, pour attirer, parfois avec succès et quelques retours de bâton, l'attention du tout-puissant et redouté président Ambroise Roux.

Le comportement de l'encadrement C.G.C. dans la grève du centenaire d'Alstom me vaut d'être un conseil de la C.G.E. nationalisée.

Le fonctionnement du conseil de la C.G.E. n'est pas pleinement satisfaisant. Il sera amélioré si la loi de démocratisation comble les lacunes du statut provisoire. Le résultat pourrait être un conseil d'entreprise positif pour induire dans les sociétés de droit privé un goût de renouveau qui n'a que trop tardé.

C'est au nom de l'efficacité industrielle que le gouvernement a demandé d'ajuster le seuil d'application de la loi STI y croyait, cet argument devait justifier l'inverse. L'entrée des syndicalistes dans les conseils a deux buts : c'est pour les salariés un peu de contre-pouvoir régulateur face à ceux qui décident ; c'est pour les syndicats une reconnaissance de la nécessité de dépasser la revendication pour apprendre la participation et toutes ses implications. Ce n'est pas un luxe coûteux, c'est un investissement social rentable, s'il est aménagé convenablement. Bien sûr, le temps à allouer aux administrateurs salariés est à moduler suivant l'étendue de leur représentation.

On a pu lire approximativement : « Le gouvernement serait hostile aux déplacements des administrateurs salariés dans les établissements du groupe d'entreprise qu'ils représentent. » Pourquoi ? Les nationalisations ont coûté cher aux finances publiques. Je suppose que le gouvernement y croit encore. La vocation admet des administrateurs salariés est de ramener au conseil l'avis des salariés, de leur faire connaître la nécessité de dépasser la revendication pour apprendre la participation et toutes ses implications. Ce n'est pas un luxe coûteux, c'est un investissement social rentable, s'il est aménagé convenablement. Bien sûr, le temps à allouer aux administrateurs salariés est à moduler suivant l'étendue de leur représentation.

L'avenir des relations sociales dans les entreprises du secteur public va dépendre du niveau de la considération accordée à ceux qui représentent le personnel dans les conseils. Comment croire à une saine évolution en val si, au sommet, les dispositions ne sont pas prises pour un mieux attendu et nécessaire ?

(*) Administrateur général de la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.).

Gare à l'étatisation !

par YVES DURRIEU (*)

L ES projets sur le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise ne contentent personne. Pourtant ces lois, tout en permettant une avancée au plan social, ne justifient pas les attaques hystériques du patronat. Elles assurent la représentation syndicale dans l'entreprise, tout en proposant, à terme, un droit d'expression individuel des travailleurs. Elles favorisent certaines initiatives du personnel en matière de sécurité dans le travail et rendent obligatoires des rendez-vous entre direction et salariés de l'entreprise, en particulier pour les discussions salariales. Ce qui ne fait que confirmer les pratiques les plus courantes des pays occidentaux, y compris la France ; il n'y a que quelques grandes firmes (Citroën, Simca, etc.) qui contournent ces règles en utilisant leur syndicat bidon, et une bonne partie des P.M.E., qui évitent toute implication syndicale. C'est à elles que les lois Auroux s'adressent : elles leur imposent de remettre en cause « le pouvoir patronal ». Mais celles-ci ne changent rien ni dans les entreprises privées modernes ni dans le secteur public.

Or le gros problème auquel se heurtent nos plans économiques et sociaux, le gouvernement, c'est l'utilisation rationnelle d'un secteur public grandissant dans une économie mixte, encore soumise en majorité à la logique du profit privé.

Du temps de Giscard, on avait tendance à exploiter le secteur public à la manière du secteur privé, c'est-à-dire à lui imposer des critères de gestion financiers à court terme. Et pourtant, on n'a pu nier, même dans ce contexte hostile, les réussites économiques d'un certain nombre de ces entreprises : pour la recherche des débouchés, en France et à l'étranger (voir Renault et la SNIA) ; pour le perfectionnement technologique et les approvisionnements en matières premières (voir E.D.F. et G.D.F.) ; pour la recherche de meilleurs matériels (voir S.N.C.F.).

Le rôle du secteur public élargi doit, désormais, consister à favoriser la relance économique, grâce à une politique judicieuse d'investissements qui tiennent compte de la perméabilité des marchés, mais aussi permette aux entreprises de pousser avec une volonté délibérée leurs avantages sur ces marchés (en particulier sur le marché français). Pour mener cette politique tout à la fois opportuniste et volontariste, il faut respecter la logique propre de ces entreprises et donc leur autonomie, dans le cadre du Plan qui tolérera l'initiative en matière de recherche de marchés, de choix des produits et de fixation des prix.

Comment rendre autonome une entreprise publique sans donner davantage de pouvoirs à ses travailleurs ? Sinon, on favorise une caste de technocrates (énarques ou autres), que ce soient ceux qui ont « passé » dans ces entreprises, ou ceux qui ne l'ont pas encore fait et qui régissent dans les ministères. Au contraire, la remise du pouvoir des entreprises publiques entre les mains des travailleurs permet à chacun, de l'ouvrier au cadre, en passant par les techniciens et la maîtrise, de faire leurs suggestions et d'arbitrer leurs différends par la voie la plus démocratique, l'élection. C'est ainsi qu'on réalisera la paix sociale et qu'on évitera l'étatisation, en faisant du secteur public l'élément pilote de l'économie mixte.

Enfin, en cette période d'austérité, il serait bon que les travailleurs décident eux-mêmes de la part consacrée à leur pouvoir d'achat et de celle revenant aux investissements, afin qu'ils fassent l'apprentissage de leurs responsabilités. Or la grosse lacune de la politique actuelle du gouvernement est de ne pas savoir utiliser le secteur public dans le cadre de cette économie mixte qu'il veut créer.

En ce qui concerne précisément les droits des travailleurs dans leur entreprise, les articles 8 et 9 de la loi du 2 février 1982 sur les nouvelles nationalisations sont caractérisés par les tendances étatiques : deux tiers des conseils d'administration désignés par l'Etat, un tiers représentant les travailleurs. Et cela pour deux ans.

La thèse selon laquelle le secteur public ne doit pas précéder, dans le progrès social, le secteur privé est dangereuse, car, au contraire, le secteur public devrait servir à démontrer qu'une politique sociale d'avant-garde, loin de pénaliser la bonne marche d'une entreprise, assure la paix sociale et la prospérité par la même une meilleure rentabilité. Or c'est cette thèse négative quant au secteur public qui semble l'emporter actuellement, quand on constate que la loi sur les droits des travailleurs dans les entreprises publiques (anciennes et nouvelles) a pris du retard, et surtout qu'elle semble vidée de ses dispositions les plus intéressantes.

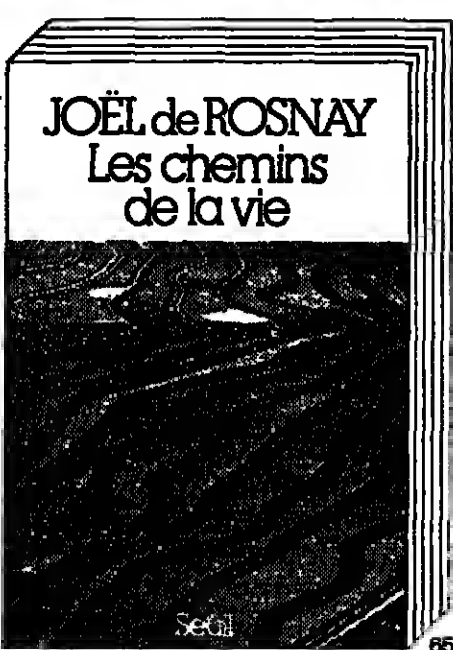
Il est donc à craindre que le secteur public n'échappe pas à l'étatisation, qui a fait fiasco partout dans le monde, et qu'il ne remplace pas sa fonction d'entraînement après du patronat privé, qui, sans aller jusqu'à emprunter les pratiques autocratiques des entreprises publiques, devrait être amené à accepter des méthodes s'en rapprochant si elles pouvaient leur être efficaces.

(*) Président de Socialisme et Action.

Démocratisation du secteur public

Le Sénat discutera à partir de lundi prochain du projet de loi sur la démocratisation du secteur public. Pour Pierre Bey, les conséquences de son application pourraient être positives à condition que l'on ne rogne pas sur les nouveaux pouvoirs accordés aux représentants des salariés. Jean-Paul Bachy voit dans ce texte le reflet de la cohérence entre objectifs économiques et objectifs sociaux des socialistes. Mais Marc Blondel estime que c'est là une dangereuse expérience de démocratie directe, et Yves Durrieu, qui élargit son propos aux lois Auroux, met en garde contre la dérive étatique, du fait de la « surreprésentation » des pouvoirs publics.

Joël de Rosnay Les chemins de la vie



Interdisciplinaire comme il se doit, Joël de Rosnay nous entraîne avec le même bonheur sur les pentes de la biologie, de l'informatique, de l'énergie. Pierre Drouin / Le Monde

Joël de Rosnay nous donne une saine leçon de tolérance : il montre que l'on peut à la fois croquer la modernité avec un appétit d'adolescent et louer la nature avec la conviction d'un sage. Dominique Simonnet / L'Express

Joël de Rosnay intéresse, passionne, donne à réfléchir. Georges Elgozy / Le Figaro

Un livre captivant et incisif. Gérard Moëtti / L'Expansion

Seuil

السلامة

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

SELON M. WEINBERGER

L'U.R.S.S. dispose depuis longtemps d'engins nucléaires en Europe de l'Est

Le groupe parlementaire du parti social-démocrate de R.F.A. a tenu une session à huis clos, mercredi 2 juin, sans se prononcer à ce stade sur la position à prendre à propos du déploiement des missiles américains, nous indique notre correspondant à Bonn Alain Clément. En même temps, l'organisation syndicale D.G.B. a écarté l'idée d'une grève générale visant à empêcher le déploiement, comme le réclamait M. Lafontaine et d'autres radicaux du S.P.D., et fait savoir qu'elle respecterait la décision du pouvoir légitime.

● A MOSCOU, M. Andropov a reçu, jeudi, M. Harrison, ancien ambassadeur des Etats-Unis.

Bruxelles. — Réunis pendant deux jours au sein du comité des plans de défense de l'O.T.A.N., les ministres de la défense du commandement intégré de l'alliance atlantique ont salué les résolutions de Williamsburg, en se réjouissant que les Japonais soient plus ou moins directement associés aujourd'hui à une « défense globale ». Encore ont-ils précisé qu'il ne saurait être question d'étendre le territoire couvert par l'O.T.A.N., même si chacun des membres est invité à soutenir, en cas de besoin, les forces d'intervention des Etats-Unis susceptibles d'entrer en action au-delà du périmètre atlantique. Ils ont regretté le récent vote du Parlement danois souhaitant que l'on

en U.R.S.S., et son épouse pour un entretien de plus d'une heure. Le secrétaire général du P.C. soviétique a saisi cette occasion d'appeler les Etats-Unis à la « modération réciproque », celle-ci devant être « la base des efforts communs visant à trouver des ententes mutuellement acceptables afin d'éviter l'irréparable », annonce l'agence Tass.

● A PARIS, M. Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'O.N.U., a été reçu par M. Mitterrand jeudi matin. Interrogé peu après par Europe 1, elle a salué comme « tout à fait raisonnable et bienvenue » la position du président français sur le problème des euromissiles.

De notre correspondant

ajourne la mise en place des nouvelles armes de l'O.T.A.N. Le représentant danois a cependant fait savoir que son gouvernement reste fidèle aux engagements déjà pris. Quant au secrétaire général de l'O.T.A.N., M. Luns, il n'a craint de faire savoir qu'à son avis « ce que peut dire le Parlement de Copenhague n'a pas beaucoup d'importance ».

Comme un de ses collaborateurs, M. Perle, l'avait indiqué non officiellement à la presse, M. Weinberger, ministre américain de la défense, a confirmé que l'U.R.S.S.

dispose de missiles nucléaires en Europe de l'Est depuis bien longtemps déjà. Il y a, dit-il, des Fogs, des Scuds, des SS-21, sans parler des avions porteurs d'armes nucléaires, et tout cela serait « très largement connu » aux Etats-Unis. Rappelant les récentes déclarations du Kremlin faisant savoir que, si les Occidentaux déployaient leurs Pershing-2 et leurs missiles de croisière, l'U.R.S.S. se verrait contrainte d'installer des armes analogues en Europe orientale.

M. Weinberger a affirmé que les Soviétiques menaçaient donc de « faire ce qu'ils ont déjà fait ». Le ministre américain a été toutefois évasif sur le nombre de ces fusées soviétiques en Europe orientale ou sur leurs emplacements. Selon lui, le terme de « statu quo » serait tout à fait inapproprié. Les fusées en question ont, en effet, l'avantage d'être mobiles. Elles pourraient, en quelques heures, « entrer et sortir » d'un pays de l'Est. Aussi serait-il impossible de les « localiser » d'une façon permanente.

Le ministre de la défense a fait preuve d'un peu plus d'embaras encore à propos des négociations de Genève. Il avait cru bon de dire que, si on négocie un accord avec les Soviétiques limitant, par exemple, les fusées d'une portée de 5 000 kilomètres, le Kremlin s'empresse d'installer alors de produire des engins d'une portée de 4 999 kilomètres. Aussi la question lui a-t-elle été posée de savoir quelle portée limite a été fixée pour les engins dont il est question à Genève. Toutes les armes différentes des SS-20, mais d'une efficacité assez proche, sont-elles, désormais, incluses dans les négociations américano-soviétiques ?

La réponse de M. Weinberger a été pour le moins décevante : il ne sait pas si une limite précise touchant la portée des euromissiles a été fixée.

JEAN WETZ.

AU SÉNAT

L'opposition est satisfaite de la fermeté de l'Occident face aux menaces soviétiques

L'actualité a donné matière au débat qui a suivi jeudi 2 juin au Sénat une déclaration du gouvernement sur la politique étrangère. La plus grande partie des quelque huit heures qu'a duré la discussion a été consacrée à la rencontre de Williamsburg et à la préparation du prochain sommet européen de Stuttgart.

L'appréciation critique portée par le P.C.F. sur la déclaration finale des Sept, rappelée par M. Bouche, a permis à M. Lecanuet d'illustrer une nouvelle fois sa théorie sur l'incompatibilité des thèses internationales des socialistes et des communistes. Cette faille dans l'union de la gauche affaiblit la France, estime le président de l'U.D.F., mais s'y ajoute la dégradation de notre situation économique.

« Les SS-20 ne menacent pas que l'Europe », constate M. Cheysson, qui précise : « Nous en avons entendu parler en Chine, les Japonais y pensent sans cesse. » Il ajoute : « où une globalisation et une complication du problème... » Dans la suite du débat, en réponse à M. Lecanuet, il assure : « Quant au niveau des forces auquel devrions nous nous référer, il est évident que le gouvernement tout entier, il a été précisé qu'il pourrait être zéro ou plus. »

Puis il rappelle le souhait de la France qu'une conférence sur le désarmement en Europe se tienne avant la fin de l'année — sans doute à Stockholm. Il souligne la fidélité de la France à l'« intuition » du général de Gaulle, jugeant inacceptable la division de l'Europe née de Yalta.

La politique étrangère de la France dégage une impression de « flou », indique M. Lecanuet (Union cent., Seine-Maritime). Le président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat se demande pourquoi le gouvernement « entretient des illusions sur un nouvel ordre monétaire avant le sommet de Williamsburg. L'explication relève à ses yeux de « manœuvres de politique intérieure ». « Depuis sa constitution, le gouvernement est à la recherche des alibis de ses échecs », note-t-il, alors que la hausse du dollar découle de la faiblesse du franc, elle-même résultat de l'expérience socialiste. Pour le président de l'U.D.F., l'« innovation » de Williamsburg réside dans l'extension de la solidarité occidentale « au-delà du monde atlantique jusqu'au Japon ». « Quand le péril est mondial, la riposte, estime-t-il, ne peut être que mondiale. La riposte des Sept s'imposait, dit-il, après les menaces soviétiques, d'autant que cette fermeté a plus de

a-t-il constaté avec les autres orateurs de l'opposition. Le président du groupe R.P.R., M. Pasqua, s'est demandé comment une France faible pourrait prétendre jouer un rôle international.

Inquiets sur le devenir d'une Europe « en sommeil », les porte-parole de la majorité sénatoriale ont manifesté davantage de satisfaction après l'affirmation de la fermeté de l'Occident face aux menaces soviétiques. M. Cheysson n'a pas manqué, sur ce point, de souligner la mondialisation des problèmes d'armement et de défense. Cette dimension nouvelle, apparue à Williamsburg, correspond bien, aux yeux de l'opposition nationale, à la réalité qui exige qu'à une menace mondiale corresponde une riposte mondiale. A. CH.

reinte à l'indépendance de la France [et] elle fait état des seules propositions américaines et non des autres ».

Après M. Chamant (R.P.R., Yonne), qui s'inscrit de « sommeil » de l'Europe, M. Bettencourt (R.I., Seine-Maritime) constate que la politique étrangère est le domaine où lui et ses amis « se sentent les plus proches du président de la République ». A l'interrogation qu'il formule sur l'éventualité d'un voyage de M. Fidel Castro en France, le ministre des relations extérieures indique qu'« elle n'est pas prévue » mais qu'« elle n'est pas interdite », et que lui-même se rendra prochainement à La Havane. M. Bourquin (R.I., Paris) regrette, au contraire de M. Bettencourt, que la France n'ait pas quitté le S.M.E.

M. Nucci, ministre de la coopération, amené à répondre à M. Gaud (P.S., Drôme) sur la politique de la France en Afrique, et surtout M. Cheysson contestent l'analyse de M. Cantagrel (Gauche dém., Français de l'étranger) qui estime que l'image de la France sur ce continent s'altère en raison non seulement de la dégradation de la situation économique mais aussi du « grignotage de l'influence française par les deux super-puissances ».

Notant l'émergence d'une position européenne commune contre les excès de la politique métréaire américaine, M. Pontillon (P.S., Hauts-de-Seine) s'inscrit de l'échec de la négociation Nord-Sud et du « silence » observé sur cette question à Williamsburg. Pour M. Pélissier (P.C., Paris), la France, par « son rayonnement international et l'espoir qu'a suscité dans le monde l'arrivée de la gauche au pouvoir, a des responsabilités particulières » à l'égard des pays en voie de développement.

M. Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe R.P.R., s'interroge : « J'ai vu de la confiance absolue du président de la République, débarrassé de vos collègues à problèmes — M. Cot, M. Jaber, — qu'est-ce qui vous manque pour faire une politique extérieure cohérente et non pas cahotique ? Elle manque d'efficacité, parce qu'elle fait le va-et-vient entre l'idéologie et le réalisme. Or notre pays est devenu fragile, en dépit des lignes Molotov construites à Pétrograd ou ailleurs. La réduction des crédits militaires jette le doute sur notre volonté de défense. »

M. Marchais rectifie et récidive

M. Marchais, dans un communiqué de son secrétaire publié ce vendredi 3 juin dans l'Humanité, tout en admettant implicitement qu'il nous avait attribué à tort des propos tenus par le président de la République, n'en retire pas moins une controverse. Le secrétaire général du P.C.F., qui, sur ce point précis, nous avait traités de « faussaire » au cours d'une réunion mercredi, à Ivry, a d'ailleurs répété cette controverse, jeudi, sur TF1. De son côté, le sénateur de Paris, M. Bouche, a déclaré au cours du débat de politique étrangère de jeudi : « Les attaques anticommunistes du président Lecanuet s'inspirent (...) d'un article publié hier dans le Monde par M. Delarue, que Georges Marchais a pu qualifier de faussaire. »

Selon M. Marchais, à Ivry, nous avions dit que la déclaration de Williamsburg « épouse très exactement » ce qu'avait dit en janvier M. Mitterrand devant le Bundestag. Or ces paroles sont de M. Mitterrand lui-même dans sa conférence de presse de lundi. Le secrétaire de l'Humanité le reconnaît ce vendredi, en citant un passage de notre mise au point (le Monde daté du 3 juin), mais n'en réaffirme pas moins mensongèrement que selon nous la déclaration de Williamsburg est le « reflet exact » du discours du Bundestag.

A quoi rime cette polémique ? M. Marchais prétend qu'entre le discours du Bundestag et la déclaration de Williamsburg, M. Mitterrand a changé d'avis. Mais on ne voit pas, du moins au début, car il a depuis précisé son attaque, s'en prendre directement au président de la République, c'est le Monde qu'il a qualifié de « faussaire » pour ses citations de M. Mitterrand.

Cette polémique est révélatrice des procédés de M. Marchais, mais, sur le fond, la référence au discours du Bundestag n'est pas l'essentiel (1). L'essentiel c'est que, à Williamsburg, M. Mitterrand, Reagan et quelques autres ont estimé qu'il fallait se mettre d'accord avec les Soviétiques sur un certain nombre d'euromissiles américains et soviétiques. C'est un objectif auquel M. Mitterrand « tient essentiellement », comme il l'a dit encore lundi.

M. SCHMIDT CHEZ M. MITTERRAND A LATCHE

Soustrans (Landes). — M. Mitterrand et l'ex-chancelier d'Allemagne fédérale, M. Schmidt, à titre privé, séjourneront, depuis jeudi 2 juin, dans la résidence du président à Latche.

M. Schmidt, qui est accompagné de quelques collaborateurs, devrait, selon les premières indications, quitter Latche vendredi dans l'après-midi. Il avait déjà séjourné à titre privé à Latche voici un peu plus d'un an. L'ancien chancelier a rencontré récemment M. Giscard d'Estaing. Il a fait, par ailleurs, des commentaires assez incisifs sur le sommet de Williamsburg, contestant notamment la trop grande présence des médias dans ce type de rencontres entre chefs d'Etat pour lesquelles il suggère qu'elles aient lieu sur une île ou sur un bateau.

Les pays socialistes demandent une réforme des mécanismes de contrôle du Bureau international du travail

Genève. — La séance d'ouverture de la soixante-neuvième Conférence internationale du travail, qui a été déroulée au Palais des Nations, le 1^{er} juin, a été peu différente de celle des précédentes sessions, en dépit de l'absence des délégations polonaises (le Monde du 2 juin).

M. Blanchard, directeur général du B.I.T., nous a déclaré regretter cette décision fondée, à son avis, sur une information qui ne correspond ni de près ni de loin à la réalité, « selon laquelle » des organisations syndicales de l'Ouest et des pays membres de l'O.T.A.N. auraient inspiré l'attitude suivie par la Pologne. Il rappelle à cet égard que les trois votes qui ont sanctionné, en novembre 1982, mars 1983 et mai 1983, les débats au sein du conseil d'administration du B.I.T. donnent la mesure des préoccupations qu'inspire à la très large majorité, selon la présidence du conseil, la situation syndicale en Pologne. Le directeur général du B.I.T. estime enfin que le gouvernement polonais pourrait utilement faire son parti des conclusions d'une commission de cette nature.

La conférence, qui a désigné à sa présidence M. James Bolger, ministre du travail de la Nouvelle-Zélande, se tiendra jusqu'au 22 juin et devra se prononcer sur le budget de 1984-1985, dont le montant proposé s'élève à 261 millions de dollars. Elle recevra, le 8 juin, le président égyptien, M. Mubarak, puis les premiers ministres d'Australie et du Zimbabwe.

Son ordre du jour comprend notamment l'examen de nouvelles normes de « politique de l'emploi », pour tenter de trouver une solution au drame des sans-travail, des sous-employés, des marginaux... La B.I.T. estime que, à cet effet, un milliard d'emplois devraient être créés d'ici à l'an 2000. Or, actuellement, la situa-

Liberté syndicale bafouée

Les problèmes propres à plus de vingt millions de travailleurs migrants seront examinés, de même que ceux qui posent le travail de millions d'enfants dans le monde. M. Francis Blanchard a présenté à la conférence un nouveau rapport sur cette question (le Monde daté 22-23 mai).

La liberté syndicale, sans cesse bafouée par de trop nombreux gouvernements, est un thème faisant l'objet de débats arides après arides. Une étude d'ensemble, rédigée par une commission d'experts, dresse un bilan alarmant sur la difficulté de faire respecter les conventions internationales conclues en ce domaine. Les experts se déclarent « très préoccupés » par la dégradation générale de la situation à cet égard, et déclarent que les cas soumis au comité de la liberté syndicale du B.I.T. « ne concernent pas seulement des atteintes à certains des principes les plus fondamentaux énoncés dans les conventions, mais plus particulièrement la violation des droits fondamentaux de l'homme dont le respect est essentiel au libre exercice des droits syndicaux ».

De notre correspondant

Une part importante du temps prévu pour la recherche de solutions à des problèmes concrets risque encore une fois de donner lieu à des débats politiques aussi stériles que rituels sur l'apartheid, d'une part, et sur une résolution tendant à condamner de nouveau Israël, d'autre part. Plus grave est l'offensive menée par les délégués de pays qui, ignorant chez eux la liberté du travail, sont tentés à s'apercevoir les efforts tendant à promouvoir et à protéger cette liberté. Les représentants des syndicats des pays démocratiques ne cachent pas leur inquiétude devant les manœuvres déployées par des pays ne reconnaissant pas la liberté syndicale, depuis quelques années, pour faire adopter des mesures ayant pour effet d'affaiblir les instances de contrôle du B.I.T. et de ses organes juridiques, en invoquant notamment le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

D'ores et déjà, dès la première séance, le 2 juin, de la commission d'application des normes de travail, M. Ingolf Noack, représentant gouvernemental de la R.D.A. et s'exprimant au nom des pays d'Europe de l'Est, de la Mongolie et de Cuba, a lu une longue déclaration attaquant violemment le mécanisme de contrôle des normes internationales du travail, instauré par le B.I.T., mécanisme qui, selon lui, sert des buts « diamétralement opposés à ceux dont sa création devait assurer la réalisation ». Aux termes de ce texte, « les pays qui manifestent peu de volonté de coopérer sur le plan international dans le domaine social et le domaine du travail (...) se trouvent dans la situation la plus privilégiée. Ayant de larges possibilités pour critiquer les autres, ils restent pratiquement invulnérables à la critique dont ils peuvent être l'objet ».

En conclusion, le texte propose

qu'un groupe de travail spécial soit chargé de créer un mécanisme de contrôle inédit, « en tenant compte du principe de la représentation équitable de toutes les parties, toutes les régions et tous les systèmes sociaux et politiques ».

ISABELLE VICHNIAC.

CONNAÎTRE TOUS LES PARIS
PARIS D'AUJOURD'HUI
PARIS DE DEMAIN

SELECTION France 1983

GUIDES QUELLE DELPAL

PARIS

Tous les musées et jardins, quartiers, restaurants et curiosités de Paris. 400 pages de visites et balades, renseignements et photos couleurs ! 119 F

FERNAND NATHAN

EUROPE

Turquie

Ankara annonce la fin des opérations contre les Kurdes en Irak

Ankara (A.F.P.). - L'opération de nettoyage lancée le 26 mai dernier en territoire irakien avec l'accord de Bagdad « a pris fin après avoir été menée avec succès », et les troupes turques sont rentrées jeudi 2 juin en Turquie, a annoncé à Ankara un communiqué du ministère des affaires étrangères. Au cours de cette intervention de sept jours (effectuée selon des sources diplomatiques par quinze mille hommes appuyés par l'aviation turque), seuls deux combattants - un soldat turc et un maoïste kurde - auraient été tués, selon ce communiqué. Le ministère turc des affaires étrangères ne précise pas le nombre de Kurdes faits prisonniers par les troupes de choc durant l'opération menée, selon lui, « dans le seul but d'assurer la sécurité de la région frontalière ».

L'incursion avait commencé le 26 mai, avec l'entrée en territoire

irakien de deux brigades des forces spéciales de la gendarmerie turque et des forces parachutistes, aidées, selon des sources diplomatiques irakiennes, de deux brigades de gardes-frontières, et bénéficiant de l'appui « réduit » de l'aviation turque et de quelques hélicoptères. On indique de même qu'aucun soldat irakien ne participait au nettoyage, mais que quelques officiers irakiens ont collaboré avec l'état-major d'Ankara à la coordination de l'action des troupes turques sur le terrain.

Le communiqué du ministère turc des affaires étrangères estime par ailleurs que la coopération qui s'est établie entre les deux pays pour lutter contre les rebelles kurdes « se poursuivra dans l'avenir, afin d'assurer d'une façon permanente la paix et la sécurité dans cette région frontalière ».

Grèce

A L'OCCASION DU DÉBAT SUR UN PROJET DE LOI GOUVERNEMENTAL

Les rapports entre socialistes et communistes enregistrent une nouvelle dégradation

Athènes (A.F.P.). - Plus de cinquante mille personnes ont manifesté jeudi 2 juin devant le Parlement grec pour réclamer le retrait du projet de loi gouvernemental de « socialisation » des entreprises publiques, qui a notamment pour objectif de restreindre l'usage du droit de grève (le Monde du 2 juin). Au même moment, les députés en entraînement scandaient des slogans tels que « Ne touchez pas au droit de grève ! », « Le peuple exige le vrai changement ! ».

Cette manifestation, à laquelle avaient participé de nombreuses fédérations syndicales proches des communistes, marque une nouvelle dé-

gradation des rapports internes à la majorité de gauche, après une trêve de plusieurs mois. A l'instigation des communistes, les arrêts de travail se multiplient depuis quelques jours, y compris dans le secteur privé. Dans les syndicats, la rupture entre dirigeants proches du PASOK (parti socialiste panhellénique de M. Papandréou) et du K.K.E. (parti communiste) « de l'extrême gauche », prévient, est désormais consommée. Le secrétaire général de cette dernière formation, M. Florakis, a réclamé, mercredi, au Parlement, l'organisation immédiate d'élections anticipées, sans attendre l'expiration normale de l'autisme 1985.

Pologne

Mgr Glemp appelle le pouvoir et la population à s'accorder un « pardon » réciproque

Varsovie. - A deux semaines de l'arrivée du pape en Pologne, le cardinal-primate, Mgr Glemp, a longuement appelé, jeudi 2 juin, les autorités et la population à s'accorder un « pardon » réciproque. Ce thème de l'oubli des torts et des griefs a été au cœur de la recherche d'une véritable concorde nationale pour bien préfigurer le ton général des homélies que prononcera Jean-Paul II.

Cette approche permettrait au Saint-Père d'inscrire sa volonté de voir levées toutes les mesures répressives découlant de l'état de guerre dans la perspective d'une mobilisation de toutes les énergies en faveur de la reconstruction du pays et, par là même, de la paix civile. L'Eglise et son chef pourraient ainsi définir une ligne durable alliant le soutien aux aspirations populaires à une apparente concorde d'objectif avec un pouvoir se réclamant de la recherche d'une « entente » fondée sur l'intérêt national.

Ce serait évidemment à jouer sur les mots, dans la mesure où l'entente telle que la concevait les autorités exclut aussi bien la volonté de démocratie représentée par Solidarité que les hommes du régime. Cette ambiguïté, qui n'a cessé depuis août 1980 de dominer la crise polonaise dans toutes ses étapes, est plus que jamais inévitable et indispensable, car elle seule permet d'espérer utiliser la tension politique vers un compromis et non pas vers le développement de la violence. Elle n'interdit, au demeurant, pas plus à l'Eglise qu'à l'opposition de ne pas mâcher ses mots. Définissant le pardon, et implicitement donc l'amnistie, comme « l'élément fondamental d'un ordre social orienté vers l'avenir et porté aussi par la morale chrétienne », le primate a publiquement condamné les brutalités policières en évoquant la mort de Grzegorz Przemyk, le lycéen qui a succombé le 14 mai après un passage dans un commissariat.

« Nous ressentons », dit Mgr Glemp devant plusieurs milliers de fidèles réunis aux abords de

De notre correspondant

la vieille ville de Varsovie pour la Fête-Dieu, le besoin de normalisation de nos rapports sociaux. A côté de douloureux cas de violation de la dignité humaine, on ne peut pas remarquer des symptômes positifs. Parmi ces événements douloureux, il y a, avant tout, les actes de discrimination envers des hommes pour leur attachement à une conception des syndicats qui n'est pas approuvée (officiellement). Ce qui évite une opposition particulière, c'est cette pédagogie de tabou, surtout des jeunes gens (appauvrissements). Nous avons pourtant des espoirs fondés que les événements, connus universellement, qui ont eu pour conséquence la mort du jeune Grzegorz n'auront plus jamais lieu (applaudissements prolongés).

« Le plus difficile est devant nous »

Peu après que cette homélie ait été prononcée, et saluée par la foule, mais dressée dans le signe de la victoire, l'agence PAP a diffusé, avec trois jours de retard, le discours par lequel le général Jaruzelski avait clos, mardi 31 mai, le plénum du comité central.

« Le plus difficile est derrière nous, le plus difficile devant nous », dit le général Jaruzelski, en ajoutant que, « pour parvenir à une pleine normalisation, il faut encore beaucoup d'efforts et pas peu de temps ». Ce qui a été fait en faveur de la « stabilisation » n'est que « la première étape d'une route difficile et pénible », et « la question du temps qu'il faudra pour surmonter la crise et du prix à payer pour cela n'est pas encore résolue ».

L'opposition « veut se maintenir à la surface. (...) Nous n'avons pas encore assez fait pour dévoiler la nullité de (son) programme (en)

Grande-Bretagne

LA CAMPAGNE POUR LE SCRUTIN DU 9 JUIN

Une polémique sur les Malouines donne aux travaillistes l'occasion d'un nouveau faux pas

De notre correspondant

Londres. - La question de la guerre des Malouines et des relations anglo-argentine a fait son apparition dans le débat électoral britannique, sous la forme de violentes diatribes travaillistes destinées à priver M^{rs} Thatcher du bénéfice de l'« effet Falkland ». M. Denis Healey, leader adjoint du parti travailliste, a accusé le premier ministre de « se draper dans l'Union Jack », de « se glorifier du massacre », et de faire preuve d'une « hypocrisie stupéfiante » dans son attitude vis-à-vis de l'Argentine. « Voilà un premier ministre qui a tiré avantage de nos forces armées durant la guerre des Malouines, et qui, maintenant, prie des millions de livres à la dictature militaire de Buenos Aires », a lancé M. Healey du haut d'une tribune, avec la froideur qui le caractérise.

M^{rs} Thatcher s'était expliquée à la Chambre des communes, voici quelque temps, sur la question des crédits britanniques à l'Argentine. Le premier ministre a reconnu que ces prêts pouvaient théoriquement être utilisés pour acheter des armes, mais a insisté dans le même temps sur les risques que ferait courir au système bancaire international une Argentine en faillite, incapable de payer ses dettes.

Quelques heures avant l'intervention de M. Healey, un autre membre du cabinet fantôme avait ouvert le feu sur le thème des Malouines. Le porte-parole travailliste pour les affaires d'éducation, M. Neil Kinnock, a demandé l'ouverture d'une enquête sur le torpillage du destroyer argentin General Belgrano par un sous-marin de la Royal Navy, le 2 mai 1982. Cet épisode meurtrier

est considéré comme un des tournants de la guerre de l'Atlantique sud. Certaines personnalités de l'opposition prétendent que le gouvernement Thatcher donna l'ordre de couler le navire argentin, alors qu'il s'éloignait de la flotte britannique et qu'il se trouvait en dehors de la zone d'exclusion maritime établie par la Navy autour de l'archipel des Malouines. Ce désastre argentin, qui coûta la vie à près de quatre cents marins, « torpilla », à son tour les négociations de paix qui s'engageaient à Lima sous l'égide des gouvernements péruvien et américain.

Si les Malouines avaient toujours été présentes de façon sous-jacente dans la campagne électorale britannique, la question n'avait pratiquement jamais été abordée de façon directe avant les interventions de M. Healey et Kinnock. Les conservateurs craignent d'être accusés d'exploiter le sacrifice des soldats britanniques à des fins électorales, tandis que les travaillistes souhaitent éviter de s'allier les nombreux supporters de leur parti qui se sont enrôlés dans la performance des troupes de la force d'intervention. Dans ce contexte, l'offensive Healey-Kinnock ne pouvait que surprendre les Tories.

Le Labour a sans doute jugé, dans un premier mouvement, et compte tenu de l'écart considérable qui le sépare du parti conservateur à une semaine du scrutin, qu'il n'avait plus grand-chose à perdre et qu'il était temps de tenter le tout pour le tout. Mais il a dû, une nouvelle fois, faire précipitamment machine en arrière devant le tollé soulevé par les propos de ses dirigeants, chez les conservateurs bien sûr, mais aussi dans l'opposition social-démocrate et libérale, voire chez certains cadres et militants travaillistes. Au cours d'un débat télévisé, jeudi soir, M. Healey a indiqué qu'il « regrettait » d'avoir dit que M^{rs} Thatcher s'était « gloriifiée du massacre » et n'aurait dû parler que de « conflit ». Certains dirigeants du Labour redoutent que ce nouveau faux pas ne paracheève le triomphe des conservateurs. - (Interim.)

Plus de cinq cents manifestations antinucleaires au total ont été organisées, depuis le début de la semaine, en raison de leur tentative d'abandon d'une base de bombardiers américains à Upper-Heyford, a annoncé, jeudi 2 juin, la police britannique. Il s'agit des premières arrestations massives opérées contre des pacifistes en Angleterre depuis le début des années 60. - (Reuter.)

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES

TRÉCA EPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET VENTE

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

17 Av. de la République - PARIS 11

Métro: Parmentier - Parking

Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

JOCKEY-CLUB

jusqu'à fin juin

SOLDE

AVANT TRAVAUX

CHENILLES

ARROW

228 F = 175 F

PANTALONS COTON

280 F = 249 F

VESTES WASH AND WEAR

265 F = 590 F

240 bis, boulevard Saint-Germain

Métro: Bc. 548.28.77

AMÉRIQUES

El Salvador

La guérilla multiplie les actions de harcèlement

San José (A.F.P.). - La situation militaire dans l'est du Salvador, où les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) sont solidement implantés, s'est à nouveau détériorée cette semaine tandis que l'hypothèse d'un report des élections générales, prévues pour décembre prochain, prend corps dans les milieux politiques.

Après avoir annoncé dimanche une offensive de grande envergure dans toute la région orientale, la guérilla a réussi le lundi 30 mai à s'emparer d'une base de communications de l'armée installée sur le mont Cacabuatique, à environ 150 km à l'est de San Salvador (le Monde du 2 juin). Les guérilleros affirment avoir tué deux hommes de la garnison et fait quarante-neuf prisonniers dans la prise de la station, qui contrôle les communications dans toute la région orientale.

D'autres groupes de guérilleros ont, tout au long de la semaine, multiplié les opérations de harcèlement contre les forces armées régulières, non seulement dans l'est du Salvador, mais également dans le département de San Vicente, au centre du pays. Le dynamitage de plusieurs routes, au passage de convois transportant des renforts, aurait, selon des informations non confirmées, mis plusieurs dizaines de soldats hors de combat. Face à ces diverses offensives, l'armée a multiplié les patrouilles tout au long des principales routes du pays, notamment la Panaméricaine, qui traverse d'est en ouest, et celle du littoral, le long de la côte du Pacifique, où on tente de réparer les ponts détruits par le

F.M.L.N. Néanmoins, dans le nord-est du Salvador, les transports collectifs ont été une nouvelle fois bloqués cette semaine à la suite de menaces des guérilleros de faire sauter tout véhicule qui se risquerait à circuler.

L'un des chefs du F.M.L.N., le commandant Joaquín Villalobos, a annoncé à Radio-Venezuela, la station du Front, que la guérilla entendait multiplier les actions dans l'est du Salvador, pour paralyser l'économie et porter un coup financier au gouvernement.

Depuis près de trois ans que les guérilleros se sont implantés dans les départements de Morazan, Usulután, San-Miguel et La Unión, soit près du tiers de la superficie du pays, l'économie de cette région s'est effondrée.

La récolte de coton, l'une de ses principales richesses, a chuté de 60 % l'an dernier. La production industrielle est arrêtée et la région isolée par les incessantes coupures des voies de communications. Enfin, les sabotages des installations électriques et de communications augmentent le chaos.

En outre, les élections générales, prévues pour le mois de décembre, risquent d'être reportées au mois de mars. On souligne dans les milieux politiques que le conseil central des élections, chargé de les préparer, est paralysé par le manque de crédits, alors qu'il doit élaborer le registre des électeurs digne de foi, dans un pays où une grande partie de la population vit en situation irrégulière, sans domicile fixe.

Durcissement à Washington

(Suite de la première page.)

D'autre part, on imagine mal que la Maison Blanche se désintéresse d'un dossier si important à ses yeux. C'est d'ailleurs un « Reaganien », loyaliste, n'ayant pas été formé dans la carrière diplomatique, qui a été choisi pour remplacer M. Enders. Son expérience limitée lui interdira de jouer au jeu personnel, du moins dans un premier temps.

L'ambassadeur au Salvador, M. Deane Hinton, est relevé, lui aussi, de ses fonctions. Pour le libérer d'une tâche harassante, comme on l'affirme en haut lieu ? Ou parce qu'il a balancé un peu trop entre les thèses officielles et des considérations humanitaires ? Il sera remplacé par l'actuel ambassadeur au Nicaragua, M. Thomas Pickering. Deux autres postes diplomatiques - au Costa-Rica et au Guatemala - changeraient également de titulaire.

Le principe de « symétrie »

Plusieurs initiatives ou projets récents illustrent l'accroissement de l'assistance militaire aux gouvernements « amis ». On a d'abord appris que des C-130 de reconnaissance de l'U.S. Air Force survoleraient le Salvador pour détecter les livraisons d'armes à la guérilla. Puis que plusieurs dizaines d'instructeurs supplémentaires iraient au Honduras pour entraîner des soldats salvadoriens. Enfin, une équipe médicale de l'armée américaine, comprenant une vingtaine de médecins, se rendrait pendant six mois au Salvador. Cette dernière mission n'aurait posé aucun problème en d'autres circonstances. Mais, désormais, la moindre initiative du gouvernement Reagan est examinée à la loupe par le Congrès.

Washington applique en Amérique centrale un nouveau principe, baptisé « symétrie », qui pourrait s'énoncer ainsi : faisons au gouvernement du Nicaragua ce qu'on lui reproche de faire au Salvador. Il s'agit d'appuyer techniquement la guérilla antisandiniste et, parallèlement, de favoriser sa législation démocratique par une opération de relations publiques. Ces rebelles, qui opèrent à partir du Honduras et du Costa-Rica, sont déjà près de sept mille.

Officiellement, la C.I.A. ne les soutient que pour décourager Managua d'envoyer des armes aux révolutionnaires salvadoriens. Certains membres du Congrès avaient compris autre chose en entendant à huis clos M. William Casey, le directeur de l'agence : Washington miserait sur le renversement du pouvoir sandiniste et croirait cet objectif réalisable avant la fin de l'année. Le démenti formel de M. Casey n'a convaincu qu'à moitié.

Le gouvernement Reagan s'aperçoit, en tout cas, qu'il lui est plus facile de « déstabiliser » le gouvernement du Nicaragua par des opérations clandestines limitées que de défendre au grand jour et à grands frais le gouvernement du Salvador. Dans ce dernier pays, le temps semble jouer en faveur de la guérilla. Ne sachant trop comment se sortir du bourbier salvadorien,

M. Reagan vise apparemment à un marchandage global.

Le succès d'activité de Washington se double d'une campagne verbale. Un nouveau Livre blanc vient d'accuser l'U.R.S.S., Cuba et le Nicaragua d'introduire des quantités massives d'armes dans la région. Le régime castroïste s'est fait traiter de « nouveau colonialisme » et de « nouveau fascisme » par M. Reagan. Le sénateur Goldwater est allé plus loin : selon lui, on aurait dû faire de Cuba le cinquante et unième Etat de l'Union, c'est-à-dire l'envahir et l'annexer.

Le cinquante et unième État ?

Le nouvel engagement américain provoque diverses questions inquiètes aux Etats-Unis. N'est-on pas en train d'amener les sandinistes à se militariser davantage et à durcir leur politique intérieure, obtenant l'envoie de ce qu'on chercherait ? En envoyant davantage de conseillers militaires au Honduras et en faisant de ce pays la base de la guérilla antisandiniste, ne risque-t-on pas de l'entraîner dans une guerre contre le Nicaragua ? Les Etats-Unis eux-mêmes ne vont-ils pas être impliqués de plus en plus dans la région - même si leur engagement actuel est sans commune mesure avec ce qu'il était au Vietnam - et, à la limite, pourront-ils faire l'économie d'une intervention militaire ?

Le récent assassinat du sous-chef des conseillers américains au Salvador, le commandant Schaefelberger, a fait beaucoup de bruit. Personne n'a osé exploiter politiquement cette affaire au Congrès : ni les tenants de la négociation ni les partisans de la manière forte. Mais elle reste présente à tous les esprits.

Il serait difficile au président Reagan de se présenter à nouveau devant les électeurs si sa politique contre-américaine avait complètement échoué. Comme M. Carter, qui avait tenté de faire libérer les otages de Téhéran en pleine année électorale, il peut être tenté par un coup d'éclat.

Les dirigeants démocrates réagissent à tout cela avec prudence. Ils ne veulent pas être rendus responsables de la « perte » de l'Amérique centrale. M. Reagan ne les accuse-t-il pas déjà d'avoir empêché une assistance suffisante aux gouvernements « amis » en rognant sur les crédits demandés par la Maison Blanche ? La tendance actuelle des démocrates est plutôt de se « couvrir » derrière les républicains, en cherchant des votes de compromis au Congrès. L'opposition limite les ambitions de M. Reagan. Mais si elle cesse d'influencer sa politique, elle ne la condamnera pas vraiment.

ROBERT SOLÉ.

CAR-FERRIES SNCM

LIGNES DE CORSE ET DE SARDAIGNE

La SNCM confirme que le car-ferry "Provence" ne rentrera en service régulier que le 24 juin 1983.

Les passagers qui ont des places réservées sur ce navire pour des départs entre le 10 et le 24 juin sont priés de se mettre en rapport avec une agence SNCM :

PARIS : 12, rue Godot de Mauroy - Tél.: (1) 266.67.98

MARSEILLE : 61, bd des Dames - Tél.: (91) 91.92.20

LYON : 3, rue Président Carnot Tél.(7) 842.22.70

(1) Dans le vocabulaire officiel, droite désigne les réformateurs, puisqu'ils s'opposent de l'orthodoxie communiste, tandis que gauche et extrême gauche qualifient les conservateurs et ultra-conservateurs, attachés, eux, à l'orthodoxie.

البريد 1550

الشرق الأوسط

UES

multiplie harcèlement

MLN. Nour...

Washington

Washington

Washington

Washington

Washington

Washington

ASIE

LA DÉTENTION DU DOCTEUR AUGOYARD EN AFGHANISTAN

La chasse aux médecins

POINT DE VUE

LES détournements d'avion par...

tent vers l'Afghanistan et le tiers-monde.

par BERNARD KOUCHNER (*)

Le concept des droits de l'homme est devenu un fourre-tout alimentant à peu de frais le show politique et télévisuel.

ment que son prédécesseur les demandes d'aides humanitaires, mais il est non moins vrai que nos actuels dirigeants se montrent ombrageux et difficiles d'accès sur un terrain qu'ils estiment être le leur : celui des droits de l'homme.

L'Aube fête l'Agriculture à la foire de Champagne du 3 au 12 juin 83 à Troyes.



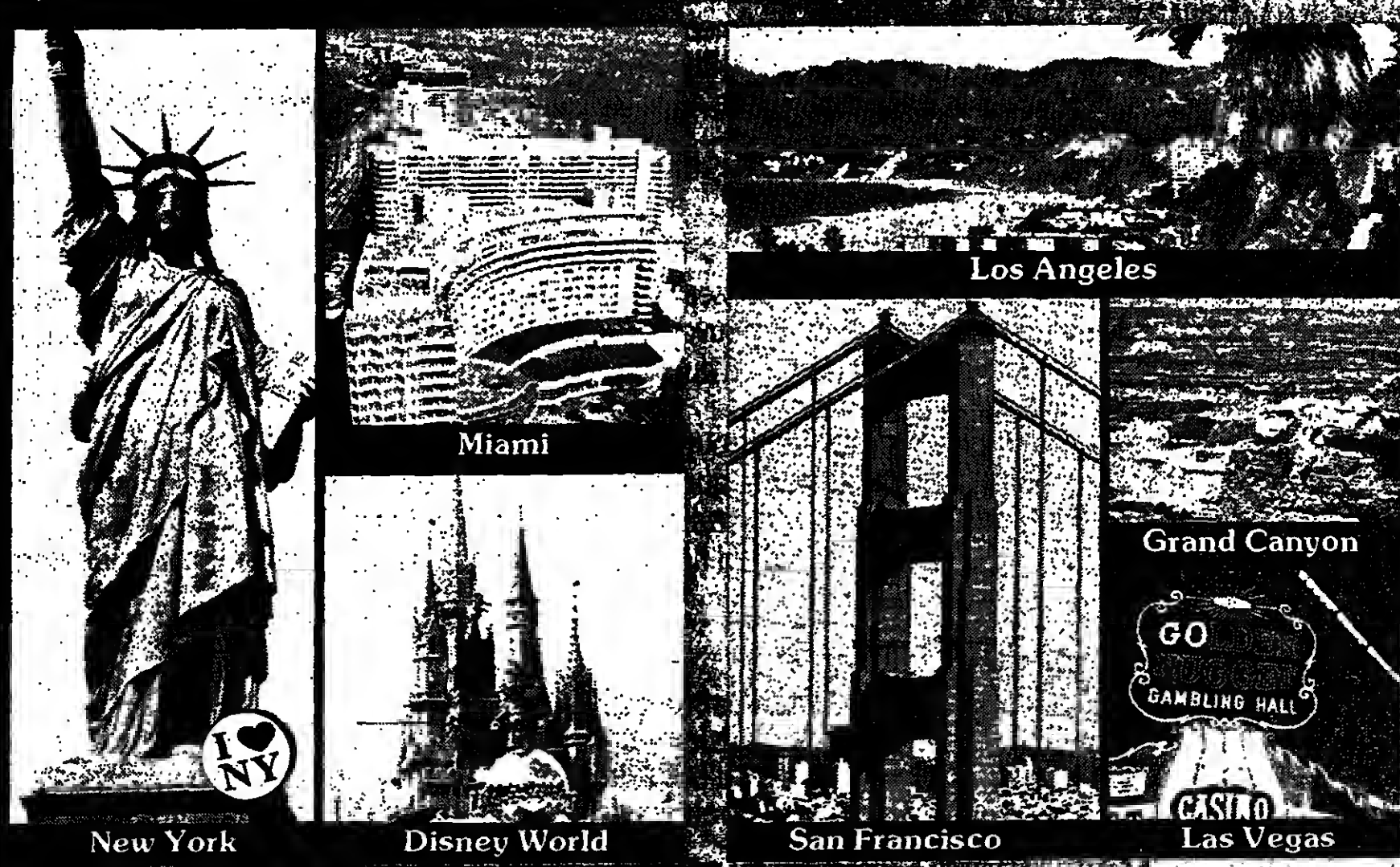
L'AUBE Tout pour que ça marche

CHARTERS ÉTÉ 83 U.S.A. NEW-YORK 2 850 F A/R CANADA MONTRÉAL/QUÉBEC 3100 F A/R AIRCOM SETI 26, rue La Boétie 75008 PARIS Tél. : 268-15-70

Comment TWA vous rend l'Amérique possible.

Visiter l'Amérique reste possible cette année, même avec des moyens limités. TWA "Flâneries Américaines" vous offre toute une palette de formules de vacances aux USA à des prix très raisonnables.

Vous pouvez partir 2 semaines en demi-pension, en voyageant à votre rythme - 1150 F seulement étant déduits de votre carnet de change, vous resterez 1850 F d'argent de poche, soit près de \$ 20 par personne et par jour.

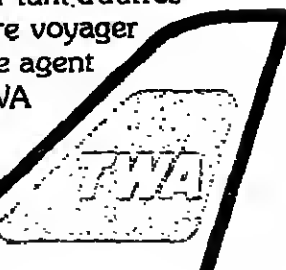


Flâneries en Floride. Cette formule comprend : le vol TWA Paris - New York, le vol New York - Orlando et le vol Miami - Paris ; la location d'une voiture pendant 12 jours, kilométrage illimité ; deux nuits à New York, 4 nuits à Orlando et 8 nuits à Miami, dans des hôtels de 1^{re} catégorie en demi-pension, plus l'entrée à Disney World et Epcot.

Flâneries sur la côte Ouest. Cette formule comprend : le vol TWA aller-retour Paris - Los Angeles, la location d'une voiture pendant 15 jours, kilométrage illimité ; 3 nuits à Los Angeles, 1 nuit à Phoenix, ainsi qu'à Grand Canyon, Bryce et Las Vegas, 2 nuits à Fresno, 3 nuits à San Francisco, 1 nuit à Monterey et la dernière nuit à Los Angeles, dans des hôtels de 1^{re} catégorie en demi-pension, plus l'entrée dans tous les Parcs Nationaux de votre trajet.

Et bien d'autres... Ce ne sont là que deux exemples parmi tant d'autres - Alors n'oubliez pas TWA "Flâneries Américaines" peut vous faire voyager en Amérique, même avec des moyens limités - Consultez votre agent de voyages, TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Vous plaire nous plaît.



NON à la baisse du pouvoir d'achat

Chaque jour, les Centres Edouard LECLERC se battent sur le front des prix :

D'origines sociales diverses, souvent modestes, près de 500 chefs d'entreprise se sont regroupés dans le but de faire évoluer la Distribution française pour répondre aux vrais besoins des consommateurs.

Fiers de leur indépendance, et frondeurs à l'égard de tous les pouvoirs, ils ont fait de leur mouvement le fer de lance de la lutte contre la hausse des prix.

Si personne ne conteste plus leur action, peu de gens imaginent avec quel attachement et enthousiasme ils se consacrent à cette œuvre.

La récession :

Les Centres Edouard LECLERC sont attristés par la troisième dévaluation qui frappent les Françaises et les Français de toutes conditions.

Tant d'efforts gâchés !

En deux ans, le pouvoir d'achat des salariés s'est anéanti ! Il a régressé de 30%

La baisse du pouvoir d'achat, présentée aujourd'hui comme un objectif politique, est une catastrophe pour notre économie. Elle entraînera une modification du comportement des consommateurs.

A court terme, ce sont toutes les dépenses alimentaires qui seront comprimées, entraînant la faillite de notre secteur agro-alimentaire, pétrole vert de la France.

Quant à l'industrie textile, déjà moribonde, elle ne se remettra pas de la baisse générale des ventes.

Les responsables :

La responsabilité en incombe à tous ces professeurs dogmatiques qui prétendent aujourd'hui remplacer les chefs d'entreprise. Non contents d'exercer le pouvoir politique, la nouvelle classe dirigeante a en main tous les leviers de notre économie (nationalisation du crédit, fixation des prix et des salaires, suppression de la politique contractuelle).

La responsabilité en incombe aussi aux vieux routiers du corporatisme.

Opposés à toutes modernisations, protecteurs des situations acquises, les corporatistes ruinent la France.

Des fonctionnaires aux commerçants, aux agriculteurs, aux professions libérales, les voix de la contestation qui s'élèvent aujourd'hui ne sont pas encore celles qui mobilisent par leur espérance.

Le choix

Entre le dogmatisme militant et la renaissance poujadiste, les Centres Edouard LECLERC refusent de choisir :

Ils ne militent pour aucune chapelle et interpellent directement les consommateurs. A ceux qui sont déçus, nous voulons faire partager notre combat pour le retour à une économie de liberté et d'initiative.

Contre la baisse orchestrée du pouvoir d'achat, il faut se mobiliser.

A suivre...

Edouard LECLERC

Eds



OUI, la baisse des prix est possible.

السلامة والبيئة

PROCHE-ORIENT

M. Arens et le nouveau style de la diplomatie israélienne

M. Moshe Arens, le ministre israélien de la Défense, est un homme aussi discret qu'efficace. A Paris depuis deux jours, il a été reçu, jeudi 2 juin, par son homologue, M. Hernu, et s'est aussitôt beaucoup intéressé au salon du Bourget. C'est une vieille habitude pour ce spécialiste de l'aéronautique, né en 1925 en Lituanie, mais formé aux Etats-Unis. Contrairement à son prédécesseur, le bouillant général Sharon, qui a toujours eu une prédilection pour la provocation, M. Arens possède l'art de la nuance. Nous recevons mercredi soir, il nous avait dit sa « déception » devant le manque d'enthousiasme de la France face à l'accord israélo-libanais sur le retrait des troupes israéliennes. Le lendemain, M. Arens n'était plus déçu. C'est, en tout cas, ce qu'il a affirmé au cours d'une conférence de presse, précisant qu'il avait « reçu confirmation », de M. Hernu, du soutien de la France à cet accord. Paris considère qu'il est « important que l'accord soit mis en œuvre », a-t-il expliqué. M. Arens, de son côté, a déclaré, selon l'A.F.P., que « la France est d'accord avec l'accord, car elle pense que pour sauvegarder l'indépendance du Liban et son autorité, il faut aller vers le départ de toutes les troupes étrangères ».

Pour le reste, M. Arens s'inquiète de la nouvelle implantation soviétique en Syrie. Selon lui, on compterait déjà six mille militaires russes dans ce pays : trois mille cinq cents conseillers militaires et deux mille cinq cents combattants, chargés, notamment, de servir les fusées SAM-5 qui seraient arrivées à Damas, via la port de Latakia. Il s'agit là, selon le ministre israélien, d'une « politique de tension au bord du gouffre ». Mais Israël « ne se laissera pas entraîner dans une guerre d'usure ». L'Etat juif, toujours selon M. Arens, n'effectuera pourtant pas de « retrait unilatéral », même s'il existe des solutions de rechange à l'impassée actuelle. Lesquelles ? Jeudi, le ministre a confirmé que son gouvernement n'excluait pas un retrait du Chouf, mais seulement après des discussions avec les Américains et les Libanais, car il n'est pas question d'abandonner la place aux Syriens.

Liban La procédure de ratification de l'accord avec Israël pourrait être longue

Les autorités libanaises ont démenti, jeudi 2 juin, les affirmations israéliennes selon lesquelles Beyrouth retarderait volontairement la ratification de l'accord du 17 mai. Un porte-parole du gouvernement a souligné que le texte avait été envoyé mercredi à l'Assemblée nationale pour ratification, mais que « la procédure pourrait être longue ».

Aux termes de la Constitution libanaise, le chef de l'Etat est autorisé à conclure des traités et pactes secrets sans en référer à l'Assemblée. Toutefois, rappelle-t-on à Beyrouth, M. Gemayel entend s'assurer un très large soutien sur la question de la ratification et ne pas avoir recours à ce droit. De sources parlementaires, on indique que les députés sont divisés sur la tenue éventuelle d'un débat extraordinaire avant la ratification. On estime donc que compte tenu de ces divergences, il paraît probable que l'accord sera d'abord débattu en commissions, ce qui risque de prendre du temps.

Entre-temps, la radio et la presse libanaise s'élèvent contre les récentes arrestations effectuées par les autorités israéliennes à la suite de la recrudescence des attentats dirigés contre l'armée israélienne au Sud-Liban. Ces arrestations ont touché, selon la presse, deux cent cinquante Libanais et Palestiniens depuis dix jours. Ces personnes appartiennent à toutes les catégories professionnelles, avec notamment des avocats, un ingénieur, un maître d'école, l'assistant du maire de Sarafand sur la route côtière entre Saïda et Tyr. Outre les quarante-huit personnes qui

ont été internées dans le camp d'Al-Ansar, des dizaines de « suspects » seraient gardés dans plusieurs centres militaires, notamment au siège du gouverneur militaire de Saïda, situé dans les bâtiments du sérail de la ville.

Selon la radio officielle libanaise, les arrestations se sont étendues, jeudi, à la partie de la plaine libanaise de la Bekaa, sous contrôle israélien, où huit personnes ont été arrêtées dans le village de Qaraoun et quatorze dans celui d'Aln-Arab.

Ces arrestations, qui se font en général de nuit, ont créé une atmosphère de peur dans la ville de Saïda, paralysant l'activité économique et entraînant un exode des jeunes vers Beyrouth. D'autre part, les journaux signalent que près de cinquante femmes, en majorité palestiniennes, sont détenues dans une prison de femmes installée récemment dans la ville de Nabatieh, au Sud-Liban.

Une dizaine de notables, dont M. Nazih Berri, député chiite de Saïda, ont lancé, jeudi, un appel à l'opinion arabe et internationale pour intervenir afin de mettre un terme aux mesures israéliennes. De son côté, le secrétaire général de l'Organisation populaire nassérienne, M. Moustapha Saad, a stigmatisé « la passivité des dirigeants libanais face aux mesures israéliennes » et s'est demandé « si l'attitude officielle libanaise est conforme à l'esprit de l'accord libano-israélien du 17 mai ». — (A.F.P., Reuter.)

VOUS CHERCHEZ UN PIANO

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Conditions spéciales avant vacances :

- Poss. de ne rien payer av. septembre 83 ;

- Poss. crédit gratuit jusqu'à 12 mois.

Liaison gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDE

75 bis, av. de Wagram, 17°

227-88-54/763-34-17

L'Aube chante, danse, mange Tahiti. Tahiti est à la fête de Champagne du 3 au 12 juin 83 à Troyes.



Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe

les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5°

Téléphone (le soir) : 707-85-84

Transamerica c'est L'Amérique SAN FRANCISCO

Vols réguliers au départ de Paris Orly-Sud.

Tous les dimanches, à partir de

5.175frs

Transamerica Airlines

Réservations

Tel. (1) 265.48.35

Ou auprès de votre agent de voyage.

LA DISSIDENCE PALESTINIENNE

Le numéro deux du Fath reproche à M. Arafat « d'avoir fait preuve de négligence »

Les dirigeants du Fath ont contesté jeudi 2 juin, la représentativité d'Abou Akram, membre du conseil révolutionnaire du Fath, qui s'était rallié mercredi aux dissidents du mouvement d'Abou Moussa en se présentant comme le responsable du Fath au Liban, disposant du soutien de plusieurs centaines de cadres et de combattants palestiniens. On indique à ce propos qu'Abou Akram « ne représente que lui-même », et n'a jamais eu d'emprise directe sur les combattants.

La position des dissidents a été davantage renforcée par les critiques adressées à M. Arafat par Abou Iyad, dans une déclaration faite au quotidien d'émirats arabes unis, *Al Khalfi*, avant son départ pour Moscou. Le numéro deux du Fath reproche notamment au chef de l'O.L.P. « d'avoir fait preuve de négligence et de ne pas avoir suffisamment consulté la direction collégiale du mouvement ». Il souligne toutefois à la décharge de M. Arafat que « quiconque prendrait sa place agirait probablement exactement comme lui, étant donné la complexité de la situation dans

le monde arabe ». Il ajoute que, malgré tout, le chef de l'O.L.P. continue de représenter le « symbole » de la révolution palestinienne. Abou Iyad critique également le comportement des dissidents. « Je reconnais, dit-il, que leurs revendications sont légitimes, mais la manière dont ils ont agi, surtout en ce moment critique, ne peut qu'encourager les plans de nos ennemis ».

Les deux principales composantes de l'O.L.P., après le Fath, le F.F.L.P. de M. Georges Habbache, et le F.D.P.L.P. de M. Nayef Hawatmeh, ont abondé dans le sens des propos d'Abou Iyad, en déclarant dans un communiqué commun rendu public à Damas qu'une réforme démocratique « sur la base de l'unité nationale » était indispensable. Les deux fronts estiment que « l'accélération de la réforme au sein des cadres, institutions et organismes de l'O.L.P., et dans les rangs des forces palestiniennes, implique la fin du rôle joué par les catégories bureaucratiques et bourgeoises, militaires, administratives et diplomatiques ». — (A.F.P., U.P.I.)

AFRIQUE

Quand le roi du Maroc « s'invite pour un café » à Alger

De notre correspondant

Alger. — Au cours d'un entretien avec la presse étrangère jeudi 2 juin, M. Benabd Mohamed Ousaid, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a donné pour la première fois la version officielle algérienne de ce que s'est passé pendant les quelques jours de la semaine dernière où il avait été question d'un sommet maghrébin à Alger en présence du roi du Maroc.

M. Ousaid a dit : « Dès que le roi du Maroc a su que le président Bourguiba viendrait en Algérie en visite officielle, il a exprimé le souhait, le désir, de venir à Alger rencontrer ses pairs et prendre un café. L'Algérie ne pouvait refuser d'accueillir à ce titre, d'autant plus que cette demande était exprimée au lendemain de la rencontre du 26 février [avec le président Chadi] et s'inscrivait dans le cadre de la dynamique de paix. En acceptant cette proposition du roi du Maroc, qui s'est invitée lui-même, nous avons jugé utile de saisir l'occasion pour avoir des consultations élargies à l'ensemble des pays maghrébins, ce qui à notre sens offrait la couverture maghrébine au règlement de la question sahraïenne tel que proposé par l'Al-

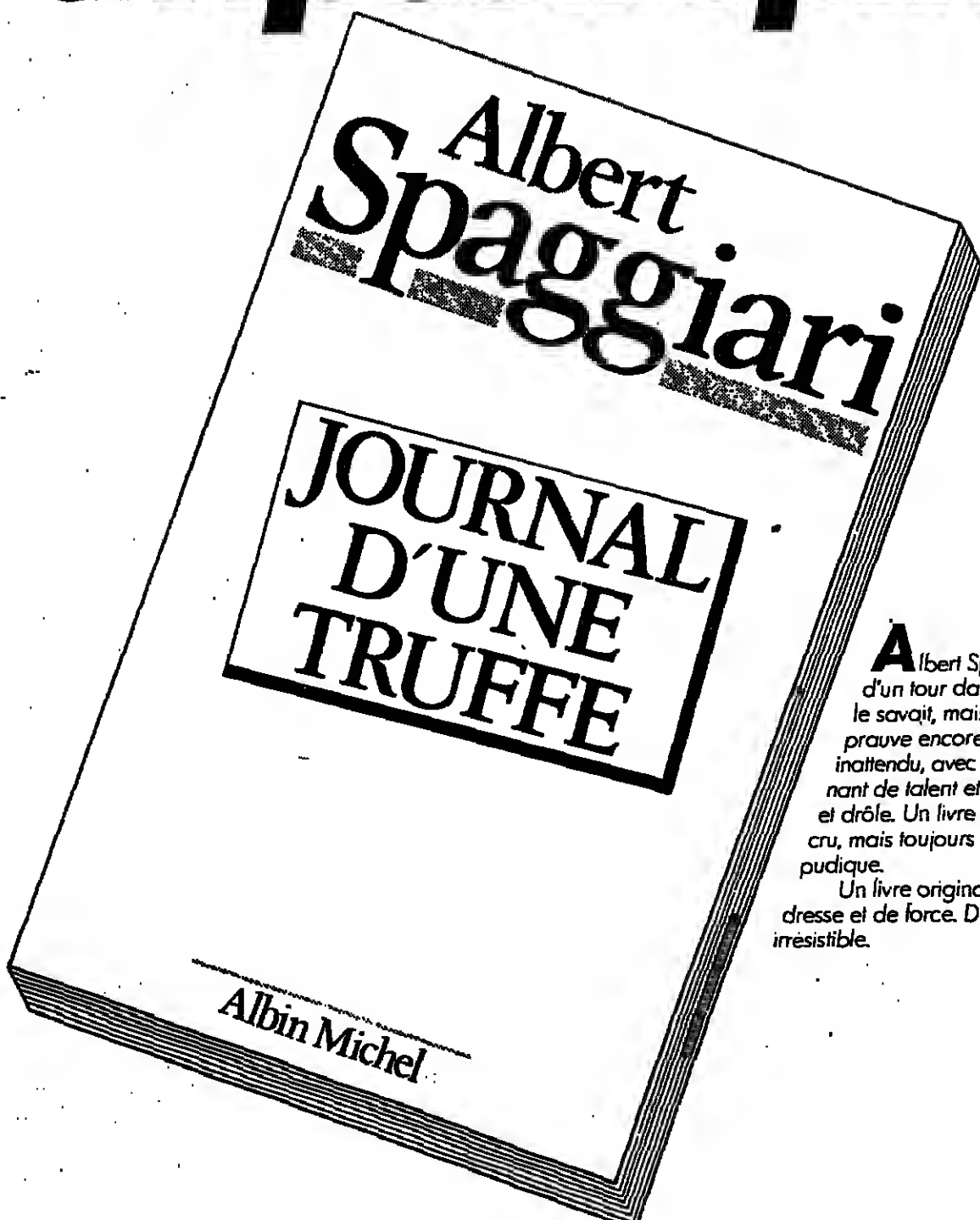
gérie lors de la rencontre du 26 février. Mais, pour nous le Maghreb contient six États, et le roi Hassan ayant exprimé le désir de s'asseoir qu'à un sommet à trois, les consultations élargies n'ont malheureusement pas eu lieu ».

Après ces explications, les choses ne sont guère plus claires. Les six États du Maghreb évoqués par le porte-parole sont l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie, la Libye et la République arabe sahraïenne démocratique. Même pour un « café », la compagnie des dirigeants du Polisario avait peu de chances d'être acceptée par le roi, devenu bien sûr « docteur » des Algériens. De même le sommet pouvait débiter qu'il était fort délicat pour ses hôtes de réunir tout le Maghreb chez eux en tenant à l'écart les dirigeants d'un « Etat » qu'ils soutiennent dans ses efforts pour être reconnu sur la scène internationale.

Pourquoi donc cette rumeur de rencontre élargie quatre jours avant le début de la visite du président tunisien ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

L'ÉVÉNEMENT Spaggiari à Apostrophes



Albert Spaggiari a plus d'un tour dans son sac. On le savait, mais voilà qu'il le prouve encore sur un terrain inattendu, avec ce livre bouillonnant de talent et de vie, profond et drôle. Un livre quelquefois très cru, mais toujours parfaitement pudique.

Un livre original, bourré de tendresse et de force. D'une séduction irrésistible.

Albin Michel

Le Monde

politique

LES DIVERGENCES AU SEIN DE LA MAJORITÉ

A SAINT-BRIEUC

L'expérience justifie nos critiques contre le plan Delors

déclare M. Lajoie

De notre envoyé spécial

Saint-Brieuc. — Des déplacements comme celui-ci — une journée dans une ville et ses environs, visite d'entreprises — en l'absence de la fédération du P.C.F., rencontre avec des militants et sympathisants — les dirigeants communistes en font beaucoup. Cette fois, la presse était invitée, et c'est accompagné d'une petite suite de journalistes que M. André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., responsable du secteur agricole, a visité, jeudi 2 juin, un institut d'élevage installé à Ploufragan, faubourg de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), et, dans cette ville même, un établissement organisant des stages d'insertion et de qualification pour les chômeurs de seize à dix-huit ans, une usine de contreplaqué menacée de fermeture et une radio locale.

Dans une salle du GRETA (groupe d'études de techniciens) placé sous la responsabilité du directeur de l'école normale d'instituteurs et qui assure les « stages Rigout » à Saint-Brieuc, les chaises sont sagement alignées devant le bureau professoral; les jeunes d'un côté, les adultes (élus et formateurs) de l'autre. M. Lajoie écoute les explications du conseiller en formation continue, puis interroge les jeunes. A quel stage d'insertion, de décembre à juin, leur a-t-il servi? « A rien », lance une jeune fille. Mais encore? En insistant un peu, on s'aperçoit que ce n'est pas si simple. Victimes de l'échec scolaire et maudissant l'école qu'ils avaient quittée pour l'A.N.P.E., ces jeunes n'ont reçu, pendant six mois, la formation élémentaire faute de laquelle ils étaient complètement désarmés pour la recherche d'un emploi. Ils ont, aussi, travaillé dans des entreprises, reçu les conseils d'artisans et d'agriculteurs. Tout cela ne fait pas un emploi, d'au leur déception, mais les y prépare.

Pour M. Lajoie, la mise en place de ces stages est l'un des aspects les plus positifs de l'action du gouvernement. « La qualification ne garantit pas un emploi, mais elle aide », a-t-il dit aux jeunes du GRETA, en

soulignant qu'il vaut mieux faire cela que d'être chômeur.

Aux établissements Chalos, fabrique de contreplaqué dont les cent soixante employés entretiennent les machines depuis le dépôt du bilan, en janvier dernier, un élève de l'ENA, en stage au conseil général, a expliqué au président du groupe communiste de l'Assemblée nationale à quelles conditions l'usine, viable, pourrait redémarrer. M. Lajoie, convaincu, a promis aux employés qu'il en parlerait au secrétaire d'Etat à la forêt. « Il faut continuer à vous battre, a-t-il dit, et tirer toutes les sonnettes ».

Interrogé sur Radio-Littoral, M. Lajoie a rejeté toute réduction du programme électro-nucléaire français. « L'énergie doit tirer la production, a-t-il expliqué, et non s'adapter à la conjoncture du moment. » Il souhaite, en outre, que le gouvernement aille plus loin sur la voie du démantèlement des montants compensatoires agricoles et aide les éleveurs endettés.

Le soir, une assemblée-débat était organisée à la salle Robien. Devant quelque six cents personnes, M. Lajoie a expliqué que « l'expérience justifie les critiques » que les communistes avaient émises contre le plan Delors, qui ne va pas dans le sens d'un développement de la production industrielle et de la création d'emplois. A propos de la hausse des salaires du premier trimestre de cette année, le député de l'Allier a déclaré: « Nous nous félicitons qu'il y ait eu des succès dans certaines entreprises, mais nous savons bien que ce ne sont, le plus souvent, que des rattrapages après le blocage de 1982 ».

« Nous voulons que les engagements (pris en 1981) soient tenus rapidement », a souligné M. Lajoie. Manifestement, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale estime que la politique jusqu'à l'été 1982 par son groupe ne va pas, à cet égard, dans la bonne direction.

P. J.

M. JOBERT: « Une défaite économique est en cours »

M. Miel Jobert, ancien ministre d'Etat, écrit dans l'éditorial de sa Lettre mensuelle du mois de juin: « Une défaite économique est en cours. Personne ne le dit. Disons-le. Les mesures et les attitudes prises sont médiocres, illusaires par rapport à l'événement. Le pays devine le danger sans bien le mesurer ».

« Par un réflexe trop habituel, hélas, et déplorable, on craint davantage son réaction qu'on ne recherche son concours. Aussi le rassurage et se rassure-t-on d'un indice d'un résultat, d'une prévision. La catastrophe grande, mais on annonce le beau temps pour après-demain. On se préoccupe même de « communication » pour persuader le public de la réalité de l'action publique! Mais cette action est-elle à la mesure de la situation affligeante où nous nous trouvons aujourd'hui et dont les prochaines semaines devraient immanquablement les effets? »

On ne m'avait pas parlé de l'éventualité d'un communiqué sur la sécurité

affirme M. Marchais

Interrogé au cours du journal de la mi-journée sur TF1, jeudi 2 juin, M. Georges Marchais a développé ses critiques contre la rencontre de Williamsburg. « On tient un sommet qui devait avoir pour objet d'examiner les problèmes économiques et monétaires, a déclaré le secrétaire général du P.C.F. En définitive, ces questions ont été au second plan. On n'a pas véritablement discuté des problèmes qui préoccupent les peuples: du problème du chômage, des difficultés pour vivre, des problèmes si importants du tiers-monde ».

« Ensuite, on dit: on a pris les décisions. Mais quelles décisions? Je constate que le dollar est à 7,66 F. C'est-à-dire qu'il continue de monter, que les taux d'intérêt ne bougent pas. (...) »

« Nous allons donc continuer de financer le déficit du budget américain qui se chiffre à 200 milliards. Aux Etats-Unis, on réduit les impôts de 10 %, mais c'est nous qui allons continuer de payer cette réduction, et cela au détriment des investissements dans notre pays ».

« Il y a, c'est vrai, une dernière décision: on a décidé une commission. Mais vous connaissez comme moi les propos célèbres de Clemenceau sur la question: « Quand je veux me débarrasser d'un problème, je crée une commission. »

M. Marchais a indiqué qu'il avait exprimé au président de la République, le 25 mai, le soutien du P.C.F. à sa proposition de réunir une conférence du type de celle de Bretton-Woods. Mais, a-t-il ajouté, « le dollar continue de monter, et, hélas! cette montée du dollar a pratiquement déjà mangé les économies que Jacques Delors croyait faire avec son plan de rigueur ».

« Je suis un peu surpris de la façon dont on présente maintenant les résultats de cette réunion au sommet », a déclaré M. Marchais, parce que j'avais cru comprendre, après le précédent sommet, qui s'est tenu à Versailles, que le président de la République tirait la conclusion que ce genre de rencontre n'était pas très efficace. Si on regarde les résultats de Williamsburg, c'est précisément le cas ».

An sujet de la déclaration de Williamsburg sur la sécurité, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré: « Là aussi, je ne peux cacher ma surprise. Pour être tout à fait honnête, on ne m'avait pas parlé de l'éventualité d'adopter un communiqué sur les problèmes de sécurité. C'était prévu. Le sommet devait porter sur les questions économiques et monétaires ».

« Naturellement, on m'a dit que, probablement, pendant la conférence qui dure deux jours et demi, on serait amené à parler de cette question. C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit à réaffirmer au président les positions qui sont les nôtres. Mais jamais on ne m'a parlé de l'adoption d'un communiqué. Or ce communiqué existe, maintenant, et il constitue — il n'y a qu'à examiner les textes — une modification dans l'attitude de la France par rapport à la négociation de Genève ».

M. Marchais a souligné que la France est, maintenant, concernée par la négociation de Genève, à laquelle elle doit donc participer, comme l'ensemble des gouvernements européens, sans que sa force de dissuasion puisse être réduite. Il a observé, à cet propos, que « le

nombre de pays capitalistes européens susceptibles de participer à la conférence — sur la base de la proposition du P.C.F. — est nettement supérieur aux pays socialistes. Par conséquent, a-t-il dit, nous ne favorisons pas le camp socialiste avec cette proposition ».

Le secrétaire de M. Marchais a publié, d'autre part, un communiqué répondant aux commentaires du Monde sur le point suivant: le passage de la déclaration de Williamsburg, selon lequel la négociation de Genève doit fixer le niveau de déploiement des missiles nucléaires en Europe, est-il conforme, ou non, au discours de M. Mitterrand devant le Bundestag, le 20 janvier dernier? « Dans un cas (la déclaration de Williamsburg) on s'installe délibérément dans la perspective de l'installation de nouveaux missiles en Europe. Dans l'autre (le discours au Bundestag), on souhaite expressément que la négociation aboutisse à la non-installation de ces missiles », affirme le secrétaire de M. Marchais.

Le premier ministre pourrait poser la question de confiance

Le cabinet du premier ministre a fait savoir à la presse, jeudi 2 juin, en fin d'après-midi, que M. Pierre Mauroy pourrait engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale s'il apparaissait que « des doutes ou des ambiguïtés » persistent au sein de la majorité parlementaire sur le soutien de celle-ci à la politique gouvernementale.

Réagissant à la fois aux déclarations de M. Marchais et aux diver-

gences qui s'expriment à l'intérieur du P.S. avant le congrès de Bourges-Bressac, l'hôtel Matignon souligne: « Il n'y a qu'une seule politique possible, celle qui a été définie par le gouvernement et qu'il continuera d'appliquer. Si par hypothèse on doute de l'existence de cette majorité, le premier ministre aura les moyens de faire apparaître la réalité, c'est-à-dire de poser la question de confiance ».

M. GALLO: à trop jouer

avec les cactus, on risque de se piquer

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a répondu jeudi 2 juin, sans citer M. Marchais, aux critiques formulées par le secrétaire général du P.C.F.: « A trop jouer avec les cactus, on risque de se piquer. » « Qu'il y ait débat ou expression publique de réserves à l'intérieur des composantes de la majorité, c'est un fait. C'est la V^e République, l'habitude. Et les cactus ne poussent pas que d'un côté », a-t-il ajouté, certains paraissent

avoir oublié que Jacques Delors ne prend pas seulement l'avion pour Williamsburg mais se rend aussi régulièrement dans sa mairie de Cligny, la banlieue populaire dont il est élu ».

A propos de la négociation de Genève, M. Gallo a rappelé la position de la France: elle doit avoir lieu entre les deux grandes puissances, et il n'est pas question que la France y participe.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le nombre des personnalités extérieures dans les conseils d'administration des universités est réduit

L'Assemblée nationale continue, jeudi 2 juin, la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur commencée le mardi 24 mai. Discutant de l'article 23, les députés abordent la section du texte concernant le fonctionnement des universités.

« Composition: les universités comprennent « des unités de formation et de recherche, des écoles, des instituts et des services communs, des départements de formation, des laboratoires, des centres de recherche créés par délibération statutaire », L'U.D.F. et le R.P.R. s'efforcent — sans succès — de faire rétablir le terme de « faculté ». M. Santrot (P.S., Vienne) explique: « Derrière le mot faculté se cachent des comportements que nous avons voulu gouverner. » La commission le refusant, M. Savary, ministre de l'éducation nationale, retire un amendement du gouvernement précisant que le contrôle des statuts des composantes de l'université par le conseil d'administration de celle-ci n'est pas d'opportunité mais de conformité avec la réglementation en vigueur.

« Les organes de direction des universités prévus par l'article 24 sont: le président, le conseil d'administration, le conseil scientifique et, création de ce projet, le conseil des études et de la vie universitaires. L'opposition critique le trop grand nombre de conseils et demande sans succès la suppression du troisième. M. Ducloux (P.C., Hauts-de-Seine) craint lui aussi « des risques de conflit de compétences ».

« Le président de l'université est élu, prévoit le projet de loi, par l'ensemble des membres des trois conseils — parmi les enseignants-chercheurs permanents de l'université de nationalité française ». Le R.P.R. et l'U.D.F. mènent une lon-

gue bataille pour obtenir que seuls des professeurs titulaires puissent être élus président. Ils font remarquer que ce texte va plus loin que la loi de 1968: pour la majorité, ils veulent simplement revenir à la loi Sauvage qui, en 1980, avait modifié la loi de 1968 pour, dit M. Giovannelli (apparenté P.S., Morbihan), « laisser les présidences d'université aux mandarins », et qui avait été annulée dès novembre 1981. « Depuis l'abrogation de la loi Sauvage, c'est l'abrogation de la loi Sauvage, c'est l'abrogation de la loi Sauvage », M. Gauthier (U.D.F., Paris): « M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne) revient au sein de l'université. Son amendement est repoussé. »

Tous les amendements déposés par le R.P.R. et l'U.D.F. sont repoussés. M. d'Aubert retire celui qui rendait possible l'élection à la présidence d'un membre du personnel administratif. Le P.C. retire aussi son texte qui demandait que le président soit élu par le seul conseil d'administration et soit « responsable devant lui ».

En revanche, la commission fait précéder que le président est élu à la majorité absolue et qu'il doit être un enseignant-chercheur « en exercice ». Un amendement de M. Bourg-Broc (R.P.R., Marne) interdisant que le président détiennne un mandat politique est aussi repoussé. Le P.C. retire le sien demandant qu'il y ait au moins un vice-président étudiant.

M. Bourg-Broc demande que la possibilité pour le président de déléguer sa signature au vice-président

soit limitée. Il explique: « Il sera possible, en effet, à un président de peu d'emvergure (ce qui n'est pas exclu par le fait que le président pourra être un enseignant de rang subalterne) d'être rapidement transformé en président « potiche » par une délégation permanente de signature à un vice-président ou à un secrétaire général dont on peut imaginer par quel appareil il serait tenu en main. (...) » C'est ainsi que sous couvert d'un président apparemment apolitique et souvent réellement incolore, inodore et sans saveur, certains appareils politiques, au moyen de vice-présidents dévoués, assument le véritable pouvoir au sein de l'université. « Son amendement est repoussé. »

« Les conseils d'administration des universités ont une composition qui a souvent été critiquée. M. Madelin s'étonne « que les professeurs soient minoritaires dans les conseils de leur propre établissement et qu'ils puissent même en être complètement exclus » par le jeu du collège électoral unique pour tous les enseignants. Le R.P.R. avait déposé un amendement, mais il n'est pas débattu, demandant que les enseignants-chercheurs « ayant rang de professeur » aient au moins 30 % des places dans ces conseils. M. Hage (P.C., Nord) demande la place du personnel administratif, technique, ouvrier et de service (ATOS).

C'est surtout le nombre des personnalités extérieures qui est sujet à discussion, certains milieux universitaires trouvant la part faite à celles-ci trop importante. M. Savary répond au R.P.R., qui reprenait cet argument, que, dans les grandes écoles, souvent vantées par l'opposition, elles occupent, en général, 50 % des places des conseils. Il fait aussi remarquer que si la loi de 1968 accordait de 16,6 % à 33 % des places du conseil d'université aux personnalités extérieures, elles en occupent actuellement en moyenne 22 %, les enseignants étant 38 %, les étudiants 31 % et les « ATOS » 9 %.

Le ministre de l'éducation dépose un amendement modifiant son projet initial: les « ATOS », qui n'avaient que 10 % des places dans le premier texte, peuvent en avoir dorénavant de 10 % à 15 %; les étudiants passent de 15 % à une « fourchette » de 20 % à 25 %; les enseignants et les chercheurs seront de 40 % à 45 %; en revanche, les personnalités extérieures, qui pouvaient détenir de 30 % à 40 % des places, ne pourront plus en posséder que de 20 % à 30 %. La commission, elle aussi, avait diminué la part de ces personnalités extérieures pour augmenter celle des autres, mais de manière moins sensible que le gouvernement. Si les socialistes — et l'Assemblée — se rallient à la proposition de M. Savary, ils soulignent donc qu'au cours de la deuxième lecture le « plancher » pour les personnalités extérieures soit relevé à 25 %. Le ministre accepte de revoir cette question en cours des « sabbats ». Les statuts de chaque université détermineront la part de chacune des catégories dans les « fourchettes » ainsi décidées.

La séance est levée avant que ne soit commencée la discussion des pouvoirs des conseils d'administration des universités.

Th. B.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA JUSTICE AU QUOTIDIEN

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Chez Citroën, du 3 au 7 juin 1983.

Gagnez l'argent de vos vacances!

Gagnez l'argent de vos vacances. Disposez immédiatement du montant de votre reprise. Citroën vous fait un chèque.

Gagnez **3000 Francs** sur la reprise de votre voiture.

Pour tout achat d'une Citroën neuve, Citroën vous reprend votre voiture aux cours et conditions générales de l'Argus + 3000 francs.


Gagnez sur le crédit.

Partez en vacances sans payer: 48 mois de crédit total; 1^{re} mensualité 2^e quinzaine de septembre. (Crédits offerts par SOFISOVAC sous réserve d'acceptation du dossier - 19, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris).

Gagnez sur le délai.

Livraison immédiate. (Dans la limite des stocks disponibles).

En avant Citroën Paris!



Trans...
est L...
LOS A...

ET L'ATTITUDE DU P.C.F.

M. Marchais accentue ses critiques contre le chef de l'Etat

(Suite de la première page.)

Outre qu'ils s'inquiètent de la réduction de la base sociale qui soutient jusqu'à présent la gauche, les communistes ne peuvent laisser au seul CERES le soin de décanter le risque de dérive que recèle une telle orientation.

Ils constatent, aussi, que le volet du sommet de Williamsburg ayant trait à la sécurité marque une limitation de la liberté d'action de la France en ce domaine. Bref, il n'y a, selon eux, rien de bon à espérer d'une politique extérieure trop complaisante vis-à-vis de l'actuelle administration américaine.

Cette critique met en cause le président de la République lui-même, les communistes ne s'en cachent pas. M. Marchais a exprimé son « étonnement » de ce qu'une déclaration sur la sécurité ait été adoptée à Williamsburg alors que M. Mitterrand lui avait dit, le 25 mai, que cela n'était nullement envisagé.

Les responsables du P.C.F. ont interprété les explications données par le président de la République lors du conseil des ministres du 1^{er} juin et à travers l'exposé fait le même jour, à l'Assemblée nationale, par M. Claude Cheysson, comme signifiant que la délégation française à Williamsburg avait été « piégée ». Ils maintiennent que si cette déclaration n'est pas conforme au discours de M. Mitterrand devant le Bundestag le 20 janvier, c'est bien que le chef de l'Etat français n'est pas entré dans la position initiale.

Celle-ci consistait, aux yeux des communistes, à agir pour éviter l'installation de nouvelles missiles américains en Europe. C'était, estiment-ils, conforme à la déclara-

tion P.C.F.-P.S. du 23 juin 1981 et, plus encore, à la conception que M. Mitterrand semblait avoir du rôle de la France comme facteur d'apaisement de la confrontation soviéto-américaine. M. Marchais a rappelé implicitement le président de la République à cet engagement lorsqu'il a souligné jeudi que, lorsqu'on se « réclame de la paix », on « doit se conduire en véritable combattant de la paix ».

Qu'en est-il en fait? Il est exact que, avant de se rendre à Williamsburg, le chef de l'Etat était hostile au principe d'une déclaration sur la sécurité. Il avait donc mis un terme aux travaux préparatoires à un tel texte en faisant savoir à ses partisans qu'une décision en ce domaine ne pouvait être que du seul ressort des sept personnalités présentes autour de la table de négociations.

Sur place, M. Mitterrand s'est trouvé confronté à une situation nouvelle : d'une part, la volonté de M. Reagan avait été sous-estimée (on raconte même, de source française, que le président américain a tapé du poing sur la table à trois reprises, agacé par les réticences du président français); d'autre part, et surtout le jour même de l'ouverture du sommet le 28 mai, M. Andropov a, en quelque sorte, donné la main à M. Reagan. La déclaration du dirigeant soviétique menaçant d'installer des fusées en Europe de l'Est a placé le chancelier allemand devant la nécessité de se rallier à la position américaine, alors qu'il soutenait initialement celle de M. Mitterrand.

A ce stade, le président de la République a décidé, plutôt que de mener un combat d'arrière-garde, de s'employer à influencer le contenu d'une déclaration devenue inévitable.

Si donc la délégation française a été « piégée », c'est au moins autant par l'initiative de M. Andropov que par l'insistance de M. Reagan. M. Mitterrand s'estime, pour sa part, satisfait d'avoir refusé des formulations proposées par les Américains telles qu'elles auraient pu faire apparaître la France comme membre du commandement intégré de l'OTAN. Lors du dîner du 9 juin prochain à Paris, réunissant les ministres des pays de l'OTAN, M. Mitterrand aura l'occasion de clarifier sa position sur ce point s'il en était besoin.

Le chef de l'Etat est aussi satisfait d'avoir obtenu que la déclaration de Williamsburg reprenne une phrase qu'il avait lui-même employée devant le Bundestag le 20 janvier dernier, et qui est non pas restrictive, comme le dit le P.C.F., mais, selon M. Mitterrand, ouverte et pragmatique, à savoir : « C'est l'état de la négociation qui déterminera le niveau du déploiement ».

Cette position correspond à l'état actuel de la négociation de Genève dont chacun constate le blocage. Elle constitue, aux yeux du gouvernement français, un appel à poursuivre cette négociation par la perspective d'un désarmement « contrôlé et vérifiable », comme l'a dit M. Cheysson à l'Assemblée nationale. Le P.C.F., cherchant de son côté à mobiliser l'opinion publique sur le thème, beaucoup plus simple, de l'opposition à l'installation de toute nouvelle arme atomique, refuse d'entrer dans cette logique. Du moins peut-on s'attendre qu'il s'y refuse jusqu'au 19 juin prochain, date de la grande manifestation qu'il espère susciter à Paris contre la « course aux armements ».

PATRICK JARREAU.

Le R.P.R. et l'U.D.F. signent une « charte » commune

Au cours d'une dernière réunion de concertation, jeudi 2 juin, les délégations du R.P.R. et de l'U.D.F. qui, le 19 mai, étaient venues de la nécessité d'élaborer un « texte commun » de l'opposition ont adopté une « charte », qui, en quatre pages et en sept points, rappelle les principes essentiels sur lesquels doivent être fondés le redressement de la France et la réconciliation des Français.

Parce qu'elle manifeste leur « volonté commune d'une autre politique », cette déclaration, signée

avec quelque solennité à l'Assemblée nationale par les secrétaires généraux des deux formations, MM. Michel Pinton (U.D.F.) et Bernard Pons (R.P.R.), les présidents de groupe de l'Assemblée nationale et du Sénat, MM. Jean-Claude Gaudin et Adolphe Chaurin pour l'U.D.F. et MM. Claude Labbé et Charles Pasqua pour le R.P.R., devrait, de l'avis des signataires, répondre à « l'insécurité et au désarroi de la majorité des Français ».

« Il est nécessaire, dans la situation actuelle », a souligné M. Pons, de montrer que l'opposition est en mesure de répondre à tout moment à l'appel qui pourrait lui être fait par le suffrage universel et celui-ci doit s'exprimer ». De son côté, M. Pinton a insisté sur l'aspect « constructif » d'une telle déclaration qui, jette les bases de ce que pourrait être l'action de l'opposition le jour où elle reprendra le pouvoir. Il insiste également sur la nécessité d'« explorer » maintenant « en détail » chacun des principes énoncés pour, le moment venu, proposer une « alternative sérieuse et réfléchie ».

Ce sera la tâche des commissions mixtes mises en place par le R.P.R. et l'U.D.F. dans le domaine des affaires étrangères et de la défense, de l'éducation et de l'économie. « D'autres pourront être créées », ont précisé les responsables des deux formations.

Cette déclaration commune — la quatrième depuis le 10 mai 1981 — a été rédigée à partir d'un texte envoyé il y a quelques jours par M. Pinton au R.P.R. Ce texte reprenait pour l'essentiel les principes adoptés par l'U.D.F. dans son manifeste du congrès de Pantouze.

Il devait être ensuite amendé par le R.P.R., qui proposait un canevas en sept points.

Jeudi, les deux formations ont manifesté leur « grande satisfaction » d'être parvenues « aussi rapidement » à un tel accord.

Dans le préambule de leur déclaration le R.P.R. et l'U.D.F. affirment notamment : « Pour sauvegarder l'unité nationale, notamment outre-mer, pour donner à la nation les moyens de faire face aux dangers qui la menacent, pour rompre

avec des habitudes d'étatisme brutalement aggravées par le régime social-communiste, nous avons décidé d'adopter une charte de sept principes. Ils manifestent notre volonté commune d'une autre politique. Constatant que nos différences, qui témoignent d'un plus réalisme utile, ne nous séparent en rien sur l'essentiel, nous savons qu'au travers de ces principes (...) nous exprimons la voix d'une immense majorité de Françaises et de Français ».

Le texte énumère ensuite sept principes, les « sept piliers de la société », selon l'expression de M. Pasqua : « Redresser l'économie pour mettre la France en situation de faire face aux défis internationaux; ouvrir un véritable dialogue social fondé sur la nécessité du travail; définir un budget social de la nation plus solidaire et garantir l'avenir; assurer la qualité et le pluralisme de l'enseignement; améliorer le fonctionnement de la justice et garantir plus de sécurité; libérer l'information; donner à la France les moyens de son indépendance nationale ».

Des principes généraux

Pour ce qui est du redressement de l'économie, le texte précise notamment : « Retrouver la maîtrise des équilibres économiques constitue la toute première des priorités (...). Seule une vraie politique de rigueur dans la gestion des finances publiques, dont l'objectif sera la diminution des prélèvements obligatoires, est de nature à répondre à cette exigence. Il est aussi nécessaire de stimuler la production (...) en levant les blocages de tous ordres qui paralysent l'initia-

tive, en supprimant les tracasseries et règlements de toutes sortes qui entravent la marche des entreprises (...) ».

Cette politique doit s'accompagner d'une action de désattribution des entreprises actuellement sous le contrôle de l'Etat (...).

Le R.P.R. et l'U.D.F. affirment que, pour assurer le « pluralisme » de l'enseignement, « l'Etat doit reconnaître et garantir, une fois pour toutes, par un acte de portée constitutionnelle la liberté de choix des parents, donc la liberté de l'enseignement ».

Les formations de l'opposition insistent sur la nécessité de « mettre fin au monopole de l'Etat » sur la télévision. Elles affirment d'autre part que « l'effort budgétaire en faveur des armées doit être accru et aucune composante de notre défense ne doit être négligée ».

Si le R.P.R. et l'U.D.F. ont pu se mettre d'accord assez rapidement sur ce texte — dont la portée, à la lecture, reste limitée dans la mesure où il énumère une série de principes généraux —, il leur reste à approfondir leur réflexion. Un tel travail fera apparaître les divergences nombreuses qui existent entre les deux formations. Il pourrait permettre toutefois à l'opposition de retrouver une partie de la confiance de l'opinion publique, une confiance que celle-ci ne lui accorde encore que très peu. Selon un sondage de B.V. publié par l'hebdomadaire Paris-Match et réalisé du 13 au 15 mai auprès d'un échantillon de 978 personnes, 43 % des Français pensent que l'opposition, si elle était au pouvoir, ferait « sensiblement pire » que l'actuelle majorité. Dans ce même sondage, la popularité de M. François Mitterrand enregistre plus de mauvaises opinions (48 %) que de bonnes (39 %), tandis que M. Mauroy recueille 32 % de mauvaises opinions contre 33 % de bonnes.

LA CGC

UNE VOLONTE POUR LA FRANCE

CONSTRUISONS ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE PAYS

Vous qui refusez de penser que l'échec économique est inéluctable,

Vous qui en avez assez de vivre dans un climat social chaque jour plus dégradé,

Vous qui n'acceptez ni la France coupée en deux, ni la lutte des classes,

AUJOURD'HUI, NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE AIDE POUR DÉVELOPPER NOTRE ACTION

Parce que notre organisation est la seule qui regarde les réalités en face et qui ne cesse de proclamer la vérité,

Parce que nous représentons la première force de proposition dynamique, capable de promouvoir le redressement de notre pays,

Parce que nous prônons l'effort et la responsabilité de chacun mais aussi la justice pour tous les Français,

QUELLE QUE SOIT VOTRE PROFESSION OU VOTRE SITUATION, SOUTENEZ LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'ENCADREMENT CGC

Indépendants de tous les pouvoirs et de tous les groupes politiques, nous n'avons que les cotisations de nos adhérents pour financer nos campagnes : elles ne suffisent plus pour nous permettre de poursuivre notre combat et d'obtenir plus de sérieux dans la conduite des affaires de la nation.

EN NOUS APPORTANT DÈS MAINTENANT VOTRE APPUI FINANCIER*, AIDEZ-NOUS A CONSTRUIRE L'AVENIR DE LA FRANCE

*Si minime soit-elle, votre contribution sera pour nous la marque de votre sympathie et l'expression de votre volonté de nous aider.

NOM :

ADRESSE :

PROFESSION :

Je soutiens l'action de la CGC et lui apporte mon appui financier pour un montant de

Effectuez votre versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de CGC-Souscription 30, rue de Gramont 75002 Paris

Transamerica
c'est L'Amerique
LOS ANGELES

Vols réguliers au départ de
Paris-Orly-Sud.
Tous les dimanches,
à partir de

5.175frs

Transamerica
Airlines

Reservations:
Tel (1) 263.48.35
Ou auprès de votre agent
de voyage.

L'aube vous guide
à travers Troyes et ses
réservoirs artistiques
le 6 juin : C'est la journée
du tourisme à la
foire de Champagne
du 3 au
12 juin 83.

L'AUBE
Tout pour que ça marche

APRÈS LA MORT DE DEUX POLICIERS A PARIS

Plusieurs centaines de manifestants devant le ministère de la justice

La mort des deux policiers tués le 31 mai à Paris par des malfaiteurs qui n'ont pas été retrouvés et l'agression dont a été victime, le lendemain, un autre policier - qui est dans un état critique - ont suscité de nombreuses réactions dans les milieux politiques et syndicaux.

La cérémonie officielle d'hommage aux deux policiers tués a eu lieu vendredi matin dans la cour d'honneur de la préfecture de police de Paris en présence de MM. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, Joseph Franchesi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, Jacques Chirac, maire de Paris, et Jean Périot, préfet de police. M. Franchesi a prononcé un discours devant la levée des corps. A la sortie des personnalités, peu après 10 heures, MM. Defferre et Franchesi ont été conduits par plusieurs centaines de manifestants en cortège en direction du ministère de la justice, où les dirigeants du Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) et du Syndicat général de la police (S.G.P.) avaient l'intention de déposer une motion.

Le long du parcours ils ont scandé : « Defferre c'est faux la police est dans la rue et... » et « Policiers en colère, c'est la faute à Badinter ». On a aussi entendu des policiers crier

« Badinter en prison ! » et « Badinter assassin ! ».

Un autre rassemblement était prévu en début d'après-midi avenue Trudaine, sur les lieux du drame. Il devait être suivi d'un défilé jusqu'au ministère de la justice. Organisé par la Fédération professionnelle et indépendante de la police nationale (F.P.I.P.), ce rassemblement a reçu le renfort du Front national de M. Jean-Marie Le Pen.

Dans les milieux politiques, M. Jacques Chirac, interrogé par une radio libre de Versailles, Radio-C.V.S., a déclaré jeudi : « Ce n'est pas la faute du gouvernement mais je dis que c'est le climat, le laisser-aller actuel qui favorise la délinquance ».

Le garde des sceaux a répliqué le même jour, à Antenne 2, à ceux qui, à propos de ces drames, mettent en accusation la justice : « Je ne laisserai pas, a dit M. Badinter, mettre la justice française en cause, et je n'accepterai pas une récupération politique de la douleur ». M. Badinter a souligné qu'il avait adressé, dès avril 1982, une circulaire aux procureurs généraux pour leur recommander « une répression sans faiblesse » contre les auteurs de crimes contre les policiers, en évoquant la « fréquence et la gravité de tels crimes ».

« La fermeté est là, a-t-il poursuivi, mais c'est vrai que cela ne résout pas les choses. Les magistrats sont ulcérés quand on insinue qu'ils ne font pas leur devoir. Les prisons sont surpeuplées, la police française est forte et efficace, elle est l'une

des plus fortes d'Europe, mais la justice française est pauvre, l'une des plus pauvres d'Europe. Le budget de la justice tout entier est équivalent aux quatre cinquièmes de celui de la gendarmerie ».

Dans les syndicats de police, plusieurs organisations ont dénoncé les risques de « provocations ». La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. ont publié un communiqué commun mettant en garde « l'ensemble des policiers contre la politisation outrancière et les provocations de toutes sortes qui risquent de dénaturer le recueillement que l'on doit aux familles des deux policiers tués ». Ces organisations « en appellent au sens des responsabilités de l'ensemble des policiers pour déjouer tous les pièges qui nous sont tendus afin que l'hommage de nos collègues soit rendu dans la dignité, comme a toujours été l'expression le corps policier ».

Les syndicats plus proches de l'opposition (U.S.C., C.G.C. et C.F.T.C.), qui avaient appelé leurs collègues à participer « dans la silence et la dignité » à la cérémonie de vendredi matin, ont toutefois déclaré qu'ils « n'excluent pas d'exprimer de façon plus marquée leur colère ». Ces trois syndicats estiment : « Nul doute que l'effet Badinter soit le facteur le plus inquiétant dans la dégradation de la sécurité en France. Les policiers français refusent plus longtemps de payer un lourd tribut à une politique judiciaire qui aublie de mettre hors d'état de nuire les délinquants. En conséquence, les policiers exprimeront à M. Badinter leur indignation et leur colère ».

JUSTICE

LA FIN DU PROCÈS DE L'ANCIEN LIEUTENANT SS

Heinz Barth : la honte d'un citoyen devenu « exemplaire »

De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — « Honoré tribunal, j'ai honte d'avoir participé à toutes ces opérations. Je n'espère aujourd'hui qu'une chose, c'est que des événements de ce genre ne puissent plus se reproduire et que les hommes d'Etat et de gouvernement y veillent ». Ainsi a parlé, jeudi 2 juin, Heinz Barth, invité à faire une ultime déclaration, devant le tribunal qui le juge pour sa participation à quatre-vingt-deux exécutions après jugement sommaire en Tchécoslovaquie et, ensuite, le 10 juin 1944, au massacre d'Oradour-sur-Glane. Le tribunal rendra son jugement le 7 juin.

Auparavant, Barth avait écouté le réquisitoire de M. Horst Bussse, qui avait demandé contre lui la prison à vie lui consentant ainsi, malgré tout et implicitement, des circonstances

atténuantes, puisque la peine de mort existe encore en République démocratique allemande et que l'ancien lieutenant SS l'encourt effectivement.

Pour M. Bussse, ce réquisitoire fut aussi l'occasion d'indiquer, au-delà du cas particulier de Barth, qui de 1932 à 1945 « suivit la carrière du parfait nazi », que la R.D.A. n'a jamais varié dans sa volonté de punir les criminels de guerre alors qu'en République fédérale, des hommes comme l'ancien général Lammerding, chef suprême de la division Das Reich ou de moins importants, comme le capitaine Otto Kahn, supérieur de Barth, « avaient pu vivre en paix, protégés par des organismes officiels en contrepartie de services rendus à la C.I.A. ou au F.B.I. américains ».

A ce réquisitoire, M. Dietrich Wolf a opposé une défense habile et qui fut réelle, dont il a dit qu'elle n'était pas « contradictoire avec sa position d'avocat communiste et antisémite ». Laisant de côté les faits reprochés « puisque l'accusé ne les conteste pas », il a surtout fait valoir qu'Heinz Barth n'était plus aujourd'hui, à soixante-deux ans, le SS qu'il avait été jusqu'à vingt-quatre ans. Lui aussi, en 1945, aurait pu rester en République fédérale d'Allemagne, comme tant d'autres. Il a choisi de revenir en République démocratique allemande où « il a vécu en citoyen exemplaire en se dissimulant certes par des mensonges, mais en se montrant digne de cette patrie puisque avant d'être arrêté en 1981, il s'y comportait en travailleur tout à fait assidu ».

Autrement dit, le jeune homme qui avait succombé à la tentation de l'idéologie nazie « avec bien d'autres, juges, avocats, écrivains, hommes d'église, assurément mieux armés que lui intellectuellement, ne devrait pas être assurément considéré comme non coupable, mais il ne saurait être frappé plus durement que certains des accusés de Nuremberg qui, d'un autre rang et d'une autre trêmpie ne furent condamnés qu'à de faibles peines temporaires ».

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

RELIGION

Les Bibles

pour tous les publics

La Bible est toujours un best-seller. On a beau imaginer que le marché finira par être saturé : de nouvelles versions sortent régulièrement et s'adressent, de plus en plus, à des publics bien déterminés. Ainsi en ont-il des trois dernières éditions : la première pour le lecteur pressé, la deuxième pour le fidèle qui veut approfondir sa connaissance des Ecritures, la troisième pour le fidèle.

C'était à prévoir. La *Sélection du Reader's Digest*, dont la réussite est venue de l'idée toute simple que l'homme moderne n'a plus le temps ni le goût de lire des livres dans leur intégralité, devait un jour s'attaquer au livre des livres. Voilà qui est fait. La Bible du Reader's Digest vient de paraître en anglais (1), sous forme condensée, avec l'Ancien Testament réduit de moitié et le Nouveau Testament d'un tiers. Les paroles du Christ lui-même ont été raccourcies d'un dixième, afin de « faciliter la lecture ».

Plus sérieux et plus original est l'effort entrepris depuis une dizaine d'années par un moine bénédictin de la Pierre-qui-Vire, Dom Claude Jean-Nesmy, et une moniale de Sainte-Cécile de Solesmes, la Sœur Elisabeth de Solesmes, pour proposer une nouvelle et éclairante lecture de la Bible. Leur *Bible chrétienne* (2) se présente sous forme de synopsis : c'est-à-dire que les textes de l'Ancien Testament (le premier volume est consacré au Pentateuque) sont assortis de textes en parallèle tirés d'autres livres de l'Ancien Testament et du Nouveau Testament. Ensuite, les deux séries de textes, qui s'éclairent mutuellement, sont commentées dans un deuxième volume, consacré aux Pères de l'Eglise et à d'autres auteurs spirituels.

L'ensemble fournit une lecture synoptique des cinq premiers livres de la Bible, qui n'existent pas à présent que dans des traductions évangéliques entre eux, et donne aux chrétiens non spécialistes un instrument pour approfondir leur compréhension et leur méditation de la parole de Dieu. Une réserve toutefois : les auteurs ne cachent pas leur méfiance devant l'association des textes, qui sont commentés dans un deuxième volume, consacré aux Pères de l'Eglise et à d'autres auteurs spirituels.

« Vivre c'est traduire ».

La troisième Bible est d'une originalité plus grande encore : puisqu'il s'agit d'une traduction qui colle au plus près aux langues sémitiques originelles. « Lorsqu'on me demande comment faire pour traduire la Bible, confie André Chouraqui à Jacques Deschamps (3), je dis qu'il faut simplement six peints encriers, un bon stylo et quelques kilos de papier ».

Réponse simpliste pour une œuvre monumentale, dont l'auteur explique qu'elle a été « nourrie par quarante ans de travail au désert et deux mille ans d'exil et de méditation de la Parole ». Dès lors, aux éditions Deschamps de la Bible, cette Bible est aujourd'hui proposée par les éditions Lidi (5) sous une forme luxueuse et enrichie de photographies.

On se envie d'écrire en évoquant la traduction d'André Chouraqui qu'il existe la sienne et toutes les autres. Né en pays musulman, élevé en milieu juif, cet ancien maire adjoint de Jérusalem n'a cessé de dialoguer avec des chrétiens.

Parlant l'hébreu comme le français, il a, dès le début, refusé « l'image floue des traductions » qui n'ont « rien de commun avec l'après du texte ». Ne pouvant adopter le mot à mot, il dit lui-même avoir « tenté de trouver le juste milieu ». Cela donne une lecture d'un ecclésiaste souvent difficile pour le non spécialiste.

Plus qu'un livre utilisable quotidiennement, il s'agit d'une œuvre de poète aux phrases rudes, André Chouraqui a voulu, au-delà des traditions gréco-latines, retrouver la voix des prophètes. Sa Bible provoque. En ce sens, elle est intéressante. Différente à tous points de vue, elle ne peut remplacer aucune autre traduction. — A.W. et J.-N. F.

(1) *The Reader's Digest Bible*, condensed from the Revised Standard Version Old and New Testaments, 800 p., \$ 15.95.

(2) *Bible chrétienne*, deux volumes : textes en parallèle, commentés, par Dom Claude Jean-Nesmy et Sœur Elisabeth de Solesmes, O.S.B., Editions Anne Sigier, Québec, 392, et 432 p., 350 F.

(3) *Retour aux racines*, Edition du Centurion, 1981, 264 p.

(4) *Sept volumes* format de poche. Desclée de Brouwer, 1974-1977.

(5) *L'Univers de la Bible*, Editions Lidi. Vente en souscription. Dix volumes à raison d'un volume tous les quatre mois (24 x 31), 2 200 p., 3 200 illustrations, 3 491 F.

ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les universités utopiques de M. Savary

Une école heureuse : la maternelle. La monde entier nous l'a longtemps envinée avant de l'imiter avec plus ou moins de réussite. Une école heureuse, parce qu'elle plaît à tous et d'abord aux enfants. Mais aussi aux parents, aux maîtres et aux maîtresses (1) qui ont chéri cette école parce qu'ils étaient peut-être doués pour le bonheur et séduits par des enfants heureux dans une école heureuse.

A l'autre extrémité du système éducatif : les grandes écoles, pleines de certitudes. Elles sont intouchables : elles forment les élites et, s'il est difficile d'y entrer, les portes de sortie donnent sur des voies toutes tracées, souvent royales.

Entre les deux, un corps malade. Toutes les réformes adoptées (combien ?), appliquées ou non, quelques-fois même écartées, n'ont pu empêcher ce corps de sa morosité, de son inquiétude, de son engoûlage.

Les instituteurs, ténus, effacés, admirables, qui individuellement continuent à former les bons élèves, ne peuvent pas, à eux seuls, porter le système à bout de bras. Pas plus que ces professeurs agréés ou non, qui disent si bien la poésie ou l'entente de la grenouille qu'ils font naître dans leurs classes des hommes de cœur, des hommes d'esprit, des hommes de sciences. Pas plus que ce superbe professeur de droit, d'histoire ou de médecine qu'on vient écouter pour se sentir un peu plus intelligent.

Et si, dans une sorte d'inspiration utopique, le ministre de l'éducation nationale avait formé ce grand projet de donner aux universités un peu du bonheur de la maternelle et un peu des certitudes des grandes écoles ?

Ni la maternelle ni les grandes écoles n'ont fait l'objet, depuis longtemps, de réformes fondamentales. C'est bien qu'elles détiennent, chacune à sa manière, une part de vérité.

La maternelle, c'est le contraire de la compétition et de la sélection (notamment sociale). On fait de tout à la maternelle : de la danse, de la musique, de la lecture, de l'écriture, de la gymnastique, du dessin, de la peinture, du chant, de la poésie, de la cuisine... d'histoire ou de médecine qu'on vient écouter pour se sentir un peu plus intelligent.

De bons esprits estiment que ce sont deux années luxueuses. A ce compte, une école de luxe. Un luxe désormais indispensable.

Deux ans pour choisir une carrière dans le labyrinthe universitaire, est-ce trop ? Trop coûteux ? S'il y a là utopie, elle n'est que d'ordre financier. Aucune difficulté de cet ordre ne résiste à la volonté politique. Surtout lorsqu'il s'agit d'un investissement sur l'avenir.

Ce qui fait les certitudes des grandes écoles, c'est la sélection. La sélection qui (à partir du deuxième cycle) rendra à l'université et à ses étudiants les certitudes qu'ils ont

perdu depuis longtemps. Y a-t-il ici utopie ? Répondre par l'affirmative à cette question consisterait à admettre que les grandes écoles sont, elles aussi, justiciables d'une réforme et que les enseignants de l'université sont incapables de prendre en compte les mutations technologiques et sociales qui appellent une profonde adaptation de leurs activités.

A lui seul, le taux d'échec — coûteux financièrement et socialement — enregistré actuellement pendant le premier cycle (60 % des étudiants abandonnent) pourrait justifier que l'on croie un peu plus aux universités utopiques de M. Savary.

PIERRE TREY.

(1) Quelques instituteurs, encore en petit nombre, commencent à apparaître dans les classes maternelles.

CORRESPONDANCE

Service public et gratuité de l'éducation

A la suite de l'article que nous avons publié dans le Monde du 6 mai à propos d'un colloque du club de l'Horloge intitulé « Libérer l'éducation », M. Alain Madelin, député U.D.F. d'Ille-et-Vilaine, nous a adressé la lettre suivante :

Quelques phrases isolées de leur contexte et certains « raccourcis » de mes propos aboutissent à des conclusions fausses susceptibles de donner à vos lecteurs une vue erronée des idées que je défends en matière d'éducation et qui m'amènent à la mise au point suivante :

Depuis l'époque de Jules Ferry, la logique de l'éducation a changé. Il ne s'agit plus d'imposer d'en haut la scolarisation aux citoyens pour leur bien, pour leur inculquer les principes de la « morale universelle » ou pour lutter contre l'analphabétisme. Il s'agit de répondre à une demande d'éducation toujours plus grande et plus diversifiée. Dès lors, l'idéal du service public national et centralisé doit faire place à celui d'un véritable service du public au sein d'un système pluraliste favorisant la plus large entente.

C'est en ce sens que je parle de « dénationaliser » l'éducation. S'agissant de la gratuité, afin de donner à chacun sa chance — ce qui est pour moi la première mission de l'éducation, — il y a deux façons d'assurer cette gratuité.

La première consiste à attacher l'aide de l'Etat aux établissements et à leur fonctionnement. Elle aboutit à un système centralisateur, tutélaire et figé, qui, de plus, entraîne — comme l'a notamment relevé le rapport Schwartz — de nombreux effets anti-démocratiques.

La seconde consisterait à redistribuer l'impôt sous la forme d'une allocation scolaire directement octroyée à l'enfant. Je me suis employé à démontrer que cette voie aboutirait pour l'avenir à un système plus juste, plus souple, plus efficace.

Devenez une lumière en anglais!

PROCHAINS COURS INTENSIFS
le 13 et 27 juin 1983
INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.4137

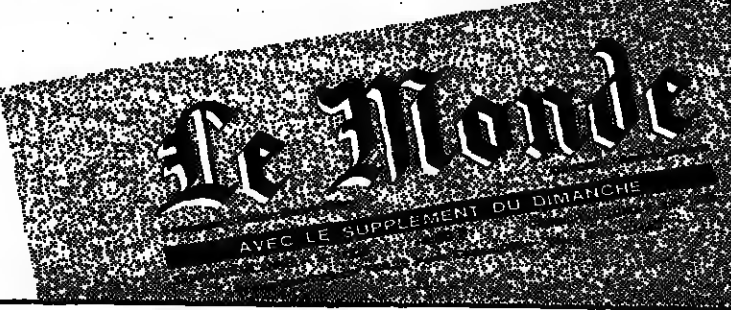


SAMEDI DIMANCHE

- GRANDE-BRETAGNE :
Le boy-scout de la politique anglaise
- CANADA :
Votez pour moi, I speak french...
- MALAISIE :
Le paradis d'Allah
- MONNAIES :
Les tyrans du F.M.I.
- DOM-TOM :
Lucky Luke en Polynésie
- ENQUÊTE :
Les Français parle des Français
- JUSTICE :
Les sept crimes de J.-T. Recco.

Et, avec « le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RELIGION

La Bible pour tous les jours

MÉDECINE

LE PROFESSEUR
JEAN BERNARD
REÇOIT
LE PRIX BAILLET LATOUR

Le prix Artois-Baillet Latour de la santé, l'un des plus importants prix internationaux destinés à récompenser une œuvre médicale de portée mondiale, a été remis, vendredi 3 juin à Bruxelles, au professeur Jean Bernard, en présence de la reine Fabiola de Belgique.

Ce prix, d'un montant de 4 millions de francs belges (600 000 francs français), est couronné, selon le communiqué de son jury, « une contribution exceptionnelle à la connaissance, aux causes, au diagnostic et au traitement des affections cancéreuses, du sang et du système lymphatique tant chez l'enfant que chez l'adulte ». Il est, pour la première fois, attribué à un savant français.

BEAU RIVAGE.
Chez votre caviste
et épicerie fine.



Se perfectionner, ou apprendre
la langue est possible
en suivant
**LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC**
Cours avec explication en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCEM
6, rue de Saint-75005 Paris

SCIENCES

AU SALON DU BOURGET

Les industriels français de l'espace à la recherche d'un programme militaire et d'une politique à long terme

Au 35^e Salon de l'Aéronautique et de l'Espace du Bourget, qui touche à sa fin, peu de décisions formelles et d'annonces franchissables dans le domaine de l'espace. Mais au cours de nombreuses rencontres entre sociétés actives dans ce domaine se sont dégagées des perspectives et des stratégies d'avenir.

A tout seigneur tout honneur. Pour la France, le seigneur, c'est Ariane. Le lanceur européen, à participation française majoritaire, est la clé de tous les programmes. Chacun est donc « suspendu » au prochain tir qui doit avoir lieu le 16 juin. Ce jour-là, Ariane doit mettre en orbite le satellite européen de communication ECS-1 de l'Agence spatiale européenne (ESA), ainsi qu'un satellite allemand Amsat-P 3 B destiné aux radios amateurs. Ce sera une nouvelle occasion de tester le système Sylda, cette coque en fibres de carbone qui contient un des satellites et porte l'autre, permettant ainsi au lanceur de placer deux satellites en orbite sans qu'ils se gênent mutuellement.

Il est important, mais insuffisant, que le tir soit réussi : Ariane a besoin d'une succession de réussites pour que sa crédibilité ne soit pas entamée.

D'après son président, M. Frédéric d'Alles, Arianeespace ambitionne de conquérir un tiers du marché des satellites géostationnaires. L'objectif est presque atteint : vingt-six lanceurs au total ont été construits ou sont en construction, sept autres sont commandés, et la cadence de production devrait passer de six à huit en 1985. A cette date, l'existence du second pas de tir de Kourou facilitera les lancements, et la construction d'un troisième pas de tir, actuellement à l'étude, pourrait alors être engagée.

L'optimisme commercial qu'affiche Arianeespace ne se retrouve guère chez les constructeurs de satellites. Directeur de la division des systèmes balistiques et spéciaux de l'Aérospatiale, M. Pierre Usunier a rappelé que « la situation des industriels français, et plus généralement européens, est bien moins confortable que celle des industriels américains ». Les séries sont plus longues aux Etats-Unis, la compétence est moins parcellisée entre les diverses industries et, surtout, il existe un marché militaire très porteur.

L'Aérospatiale essaie de valoriser les compétences en matériaux composites qu'elle a acquises en développant le programme spatial. Elle vient de signer un accord avec VETCO, une compagnie de forage offshore, qui devrait conduire à l'installation en France d'une usine de tubes de forage. Le remplacement de l'acier par des matériaux composites, beaucoup moins lourds, paraît, en effet, être une condition sine qua non pour réaliser sans difficulté majeure des forages sous-marins à grande profondeur.

Sur le fond, un parallélisme certain était perceptible entre les propos de M. Usunier et ceux de M. Jean-Luc Lagardère, P-D-G de Matra, bien que le ton de ce dernier soit souvent plus abrupt. Même volonté de rentabiliser la « sophistication technologique » du secteur spatial par des applications à d'autres domaines - à l'exemple du VAL, le métro de Lille, dont M. Lagardère a rappelé qu'il fut pour l'essentiel conçu et construit par des ingénieurs venus de la division spatiale.

Même diagnostic sur l'infirmité des firmes européennes, même regret de l'absence d'un programme militaire : M. Lagardère a précisé que, « sans programme militaire, ni la France ni l'Europe ne peuvent espérer une place de premier rang ». L'abandon du programme de satel-

lites d'observation militaires français SAMRO a été durement ressenti par Matra, qui en aurait très probablement été le maître d'œuvre. Les satellites militaires - comme les satellites scientifiques - sont l'occasion d'études et de progrès technologiques qui profitent ensuite aux programmes civils soumis à rude concurrence.

Une structure privilégiée

L'industriel spatial le plus heureux pourrait être Thomson, qui ne construit pas de satellites, mais dont les équipements électroniques se retrouvent dans bien des charges utiles. Il est vrai que la fourniture à la firme américaine Hughes d'une bonne part de l'électronique des satellites Intelsat-6 (40 kilos d'électronique environ sur 300 kilos au total) assure un bon plan de charge. Seuls cinq satellites Intelsat-6 ont été commandés, mais, comme pour les générations précédentes, la série devrait être largement prolongée.

Thomson est partie prenante de presque tous les programmes spatiaux, ce qui lui assure une continuité qui manque aux constructeurs de satellites, obligés de faire un peu trop de « coup par coup ». Thomson est aussi très actif sur les « segments-sols » - stations de contrôle, d'émission-réception, de traitement des données... L'incertitude la plus gênante concerne la télévisión directe. Le satellite T.D.F. et son jumeau allemand T.V.-FAT doivent avoir des successeurs qui assureront un service opérationnel. Mais ceux-ci n'existent encore que dans les discours officiels, et les contrats sont impatientement attendus, moins d'ailleurs pour eux-mêmes que pour le marché des équipements de réception qu'ils créeront.

Dans notre pays, où les relations de la recherche et de l'industrie sont souvent entravées par des pesanteurs diverses, il me semble que l'espace est une structure privilégiée. Ces propos de M. Laurent

Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, lors de sa visite du pavillon du Centre national d'études spatiales (CNES), ont été appréciés, et plus encore son indication que « l'effort budgétaire important [qui] a été accompli en 1983 pour accroître la recherche technologique de base (...) devra être poursuivi ». Mais ces propos ne sauraient tenir lieu d'une politique spatiale claire dont le besoin se fait sentir.

Surtout, il faudrait lever l'hypothèque du regroupement Aérospatiale-Matra auquel Matra est violemment opposé et auquel l'Aérospatiale ne paraît guère favorable. Certes, deux constructeurs nationaux de satellites peuvent paraître un luxe excessif pour un pays de la taille de la France, mais leur concurrence est parfois fertile, et un industriel trop ouvertement « bleu blanc rouge » ne serait sans doute pas le mieux placé pour l'exportation. Les associations et consortiums entre firmes européennes, avec ou sans participation américaine, sont sans doute une meilleure formule. Mais ces associations, trop variables d'un programme à l'autre, manquent un peu de solidité. Sous cet angle, une politique nationale et une politique européenne mieux définies ne seraient pas inutiles. « Le long terme ne doit jamais être négligé », a dit M. Fabius.

MAURICE ARVONNY.

BEAU RIVAGE?
Dans tous les bons
restaurants.



L'Aube fête les petits
métiers peu connus
de l'artisanat à
la foire de Champagne
du 3 au 12 juin 83
à Troyes.



L'AUBE
Tout pour que ça marche

BEAU RIVAGE!



Un excellent Bordeaux.

**SI VOUS
MESUREZ
1 m 80
OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS
ÊTES
MINCE
OU FORT**

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt-à-porter
grandes tailles.

40, Av. de la République
75011 PARIS
Tél. 335.66.00
Ouvert du lundi au
samedi de 9h30 à 19h
Métro Parmentier
Parking gratuit.
Catalogue gratuit
sur demande

**4,9L A 90km/h...
SUR DU VELOURS!**

Aérodynamisme exceptionnel, allumage électronique
intégral, boîte 5 vitesses... Consommations pour 100 km à
vitesse stabilisée: 6,7 l à 120 km/h et 8,7 l en cycle urbain.
Une performance d'économie la Renault 18 GTL.

Modèle présenté: Renault 18 GTL: prix clés en main
au 10.02.83: 53.800 F. Millésime 83. 1.647 cm³.

Renault 18: 19 versions berlines ou break, essence ou
diesel, boîte mécanique ou automatique. RENAULT présente



**RENAULT 18
LA PERFORMANCE**

JACOB - ELIE - AARON - MOISE - DAVID - SALOMON
ABRAHAM - SIMON - EDIT
POUR REBECCA - EPHRAIM - IDA
SARAH - RACHEL - SAMUEL - ADAM - EVA - DEBORAH
RENCONTRER
JEZEBEL - ISRAEL, JONATHAN
IM - Yael JONAS-J
SABRINA - SHOSHANA - AVYLA - RINA - YAFFA
SARITA - BATSHEVA - DALILA - SHULAMIT - GALIT
H - MYRIAM NATHAN - JUDITH - I
SAIE - ESAU JUDICAE - DANIEL - I
TEL SAMSON - AB
PH ILANA - HAN.
SUFFISENT.

420F

**AVION +
VOITURE**

1 semaine en liberté, location
voiture comprise (séjour
non compris): 2850 F
dont 420 F en devises.

LC 583

850F

**HÔTEL
TEL-AVIV**

1 semaine (chambre et petit
déjeuner), hôtel 4 étoiles:
4060 F dont 850 F en devises.

LC 472

1000F

**FORMULE
CLUB**

1 semaine en pension complète
au Club Kibboutz Shafayim:
3950 F dont 1000 F en devises.

LC 152

* Tous les prix comprennent le voyage aller retour en avion.
* Pour plus de renseignements, consultez votre Agence de Voyages
ou l'Office National Israélien de Tourisme,
14, rue de la Paix, 75002 PARIS. Téléphone 261 01 97

Office National
Israélien de Tourisme.



PERCUTANT ET DÉNONCIATEUR...

Télérama



La radioscopie d'une classe... l'histoire d'un gâchis.

J.C., Le Provençal

Un professeur ose écrire ce que beaucoup de ses congénères pensent.

Femmes d'aujourd'hui

Il faudrait pouvoir citer quelques-uns de ces témoignages écrasants.

Y.F., Le Monde diplomatique

Un livre vertigineux.

François Nourissier, Le Figaro-Magazine

Diagnostic passionnant.

Live

Un livre démystificateur.

Laurence Arven, Témoignage chrétien

L'histoire subjective d'un gâchis.

Libération

Maurice Maschino a raison de dénoncer cet abandon à quoi l'Instruction publique condamne la jeunesse.

J.C., Le Canard Enchaîné

69F

HACHETTE

Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle
ETRAVE 38 av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32



FNAC : LE LIVRE BLANC DES ZOOMS

Edition 1983
Gratuite dans toutes les Fnac

AVANT fait leurs années d'apprentissage, les zooms sont résolument entrés en concurrence avec les objectifs à focale fixe. Mais leur nombre, sur le marché, rend le choix difficile.

Et c'est pourquoi, tous ces zooms, la Fnac les a testés. Pour la troisième année consécutive. Et en éditant, à partir des mesures de son Laboratoire, les 80 pages

d'une plaquette qui prend en compte les 73 zooms signés par les marques d'appareils et 51 zooms que proposent les producteurs indépendants.

On découvre ainsi qu'il ne faut pas toujours prendre pour argent comptant ce qu'affirme la publicité. Aussi bien qu'un zoom moins cher n'est pas forcément moins bon.

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Les marronniers du tournoi

(Suite de la première page.)

Cela tient du Salon des arts ménagers et du port de Saint-Tropez en août. Même « look » même foule. Et mêmes parasites. Les pickpockets sont de plus en plus nombreux et causent bien des tracasseries aux organisateurs. Les resquilleurs font assaut d'imagination. D'un champion de judo connu qui se faufile sous le nez des contrôleurs à ce gamin qui escalade les grilles au risque de s'emparer - le SAMU est intervenu deux fois le 1^{er} juin - on use de toute la gamme des fraudes. « Il y a ceux qui essaient de passer en force », note M. Ortega, le patron des quarante-cinq contrôleurs qui opèrent aux différentes entrées. « J'ai deux garçons à l'hôpital. L'un avec le crâne fendu et l'autre avec trois côtes enfoncées ».

Des pompiers, des gardiens de la paix, des journalistes non accrédités essaient aussi « d'entrer à l'enrobée ». « Les gens le prennent souvent de haut quand on les rejette. Ils affirment qu'ils connaissent Philippe - ils ne disent jamais M. Chatrier - et qu'on va entendre parler d'eux. Dans 99 % des cas la fédération nous donne raison ».

Les jeunes, en particulier, défilent des rues de Saint-Tropez pour pénétrer dans le stade. Mercredi, on a coéduit devant un adjoint du directeur du tournoi un garçon de douze ans qui prétendait être un « copain » de son fils, âgé de dix-huit mois. Pour accéder au central, certains tendent un billet de 100 francs au lieu d'un billet numéroté. « On va mettre bon ordre à tout cela l'an prochain, dit-on à la Fédération de tennis. Des grilles plus difficiles à franchir et des contrôles en cascade pour accéder aux gradins ».

La tribune présidentielle est la cible des resquilleurs de haut vol. « L'an dernier, on a dû faire sortir une foule de M. Chatrier et un faux chef du cabinet de M. Barre. Cette année, on a eu plusieurs coups de fil annonçant la visite d'émissaires de l'Élysée. Après le sommet de Williamsburg, quelqu'un a même prétendu être le neveu du président Reagan auquel aurait été transmis une invitation du président Mitterrand », raconte M. Régine Tourres, qui aide depuis sept ans le président Chatrier à répartir les hôtes de

marque dans ces deux cent soixante places de choix. « Pour les demi-finales tous les prix et pour la finale il a fallu prévoir des coussins sur les marches ».

On comprend que la concurrence soit vive pour pénétrer dans cette enceinte si l'on jette un œil sur le buffet qui l'approvisionne : « On sert environ soixante-dix bouteilles de champagne par jour, six ou sept de whisky, deux cents litres de jus d'orange et soixante litres d'eau minérale », précise le maître d'hôtel.

An « village » aussi, le champagne coule à flots. Quarante sociétés ont payé 400 000 francs le droit de faire leurs relations publiques pendant quinze jours sous une toile de tente. Cela va du prix orange attribué par l'agence de publicité « L. et A. » à Björn Borg au déjeuner d'affaire du géant de la chimie britannique I.C.I.

Un banquier américain raconte un cas curieux : « Pour rencontrer un P.-D. G., il faut en temps normal attendre quatre semaines pour avoir un rendez-vous dans un restaurant où il va quasiment tous les jours. En l'invitant ici, il accourt et j'établis une qualité de relation exceptionnelle dans une ambiance extraordinaire. Les hommes d'affaires sont toujours très flattés de pouvoir bavarder avec les champions qui viennent nous voir. Cela alimente leurs conversations en ville et c'est bon pour la suite de mes affaires ».

Juste vision des choses cependant : « Quand on a ouvert le village, on ne pensait pas qu'il aurait un tel succès », reconnaît M. Patrice Clerc, un adjoint du directeur du tournoi. « Mais, ajoutez-y, cela pose quelques problèmes car les gens qui louent des loges pour traiter leurs clients ou leurs relations ne les occupent pas en permanence. Or la télévision montre ces fauteuils vides, ce qui soulève des protestations ».

Cadences infernales

Voilà du tennis, finalement on en revient toujours là, est bien l'essentiel. Jean-Yves, un petit rouquin de onze ans, a trouvé la meilleure place qui soit : sur le court, ramasseur de balles. Comme cinq cents gamins, il avait posé sa candidature. Trois semaines avant le tournoi, il a passé un test et a été retenu avec cent cinquante autres camarades. Avant de pouvoir opérer, Yves a dû suivre encore un stage et faire trois fois du footing au Bois de Boulogne. Puis pour 18 francs de l'heure, de 8 heures à 19 heures, il a galopé après les balles. « C'est dur », mais il a eu deux grandes joies : « Tim Mayotte m'a donné 20 francs pour garder son sac et après il m'a raconté ce qu'il faisait dans les tournois ».

Françoise pensait qu'en devenant hôte elle pourrait aussi avoir une place de choix. Elle a dû déchanter : « On travaille 12 heures par jour sans voir le soleil, et en trois ans je n'ai pas pu regarder un set ».

Étrange dépendance engendrée par la passion de la petite balle. De la famille algérienne des Seguen, qui est logée à l'année sous la tribune B pour entretenir les courts, au gardien de la porte A, qui vend les balles et les accessoires, l'attachement pour le tennis sonnet les quatre mille personnes travaillant dans le stade pendant le tournoi à des cadences infernales.

Les Internationaux finiront-ils par être victimes de leur succès ? « L'événement est à la fois un succès populaire et un pôle d'attraction pour les leaders d'opinion, remarque-t-on à la Fédération de tennis. Il faudra veiller à garder cet équilibre. Mais résistera-t-il le tourbillon du chauvinisme qu'entraînera une finale disputée par un Français au terme d'un événement qui aura été retransmis pendant plus de soixante heures par la télévision ? »

BASKET-BALL

L'Italie et l'Espagne en finale du championnat d'Europe

L'Italie et l'Espagne joueront, samedi 4 juin à Nantes, la finale du championnat d'Europe de basket-ball.

Les Italiens ont battu (88-69) les Pays-Bas, jeudi 2 juin, au terme de la deuxième demi-finale. Les Espagnols avaient obtenu leur qualification en éliminant l'U.R.S.S. (95-94).

De son côté, l'équipe de France, qui a battu (90-82) celle de R.F.A., jouera contre Israël à la cinquième place de ce championnat d'Europe.

TENNIS

Honneur aux dames, jeudi 2 juin, au dixième jour des Internationaux de Roland-Garros. Mima Jausovec, la Yougoslave de vingt-six ans, championne en 1977, et Chris Evert-Lloyd, l'Américaine de vingt-huit ans, championne en 1974, 1975, 1979 et 1980, se sont qualifiées pour la finale du samedi 4 juin. Honneur aussi aux paires Jarryd-Simonsson et Dyke-Prajoux qui disputeront la finale du double messieurs.

La versatilité du jeu de dames

La vraie finale du tournoi féminin eut lieu, jeudi 2 juin, sur le coup de midi, entre Chris Evert-Lloyd et Andrea Jaeger : un match du Central où ne serait écartée la foule de Wimbledon et qui n'avait attiré qu'une demi-chambre à Roland-Garros. Pourtant, la première nommée a déjà remporté quatre fois les Internationaux (1974, 1975, 1979, 1980) et la seconde fut finaliste en 1982, après avoir précédemment et aisément battu l'adversaire Chris Evert.

La demi-finale fut la réplique inverse (5-3, 6-1) du match de l'an passé qu'Andrea Jaeger avait gagné sur le même score. Cette dernière, jeudi 2, n'en conquit pas la moindre revanche apparente.

Dans le simple dames, la contestation n'est pas à craindre. Raison technique : il n'y a plus ici de surprises-carbon ni de retour à 200 à l'heure. Talant sauter dans leurs orbites les petites des jupes de ligne. Raison affective : les antagonistes opposent à l'infortune la douceur de leur sexe. On les verrait mal se demurer se tenir comme des harangères sur le terrain.

Pour Chris Evert-Lloyd, dont la présence dans la finale de demain ravit tout le monde, il n'y avait aucun danger. Pour Andrea Jaeger, l'enfant prodige passée pro à quatorze ans - en 1979, - connue pour son caractère irascible, c'était moins sûr. On n'a pas oublié les propos aigres-doux qu'elle échangea après sa défaite de l'année dernière avec Martina Navratilova parce que celle-ci n'avait pas cessé de conspuer du regard ses deux adversaires.

Née en Suisse, fille d'un riche notaire suisse, elle a été formée comme une cheffaine avant d'émigrer aux États-Unis : on l'imagine plutôt distribuant des bourrades à la ronde au départ d'une randonnée en patouges.

Jausovec

la petite boulotte

Les professionnelles de la raquette forment un collège féminin qui se déplace de tournoi en tournoi à longueur d'année. S'il n'y a pas entre ces dames d'éclats proprement violents, elles poursuivent cependant des querelles de ménage, dont les ondes sentimentales se répercutent à l'œil nu sur le court.

scandées par des scores continuellement syncopés. Cette tension, ces exaltations, ces chutes de confiance, ne s'observent jamais mieux que dans les semaines cruciales, où se disputent les tournois du « grand chelem », singulièrement les Internationaux de France, premiers en date.

De toutes les joueuses du circuit, la Yougoslave Mima Jausovec, gracieuse petite boulotte sans histoire, est la seule à conserver le sourire en toutes circonstances, ce qui ne l'empêche pas de défendre sa chance avec intelligence et énergie contre les plus fortes. Ancienne championne de France en 1977, la voici, de nouveau, en finale après avoir battu tour à tour Sylvia Hanika (numéro 7), Catherine Tanvier et Kathy Horvath, laquelle avait éliminé en personne Martina Navratilova (numéro 1).

Contre Mima Jausovec, la demi-finaliste Jo Durie, qui avait éliminé, de son côté, Pam Shriver, Kathy Rinaldi et Tracy Austin, prit un départ fracassant. Agréable de visage, dotée d'une jolie ligne et d'une allonge redoutable, elle trouve d'autant plus naturellement le chemin de la victoire que la Yougoslave jouait court et dans les angles. Elle s'octroya donc, avec brio le premier set par 6-3. Et déjà, on se remémorait les titres féminins remportés à Roland-Garros par les Anglaises : Angela Mortimer (1955), Shirley Bloomer (1957), Christine Truman (1959), Ann Haydon (1961), Anne Jones (1966), Sue Barker (1976) - sans pouvoir citer, hélas ! la toujours belle Virginia Wade, ancienne championne de Wimbledon, invariablement malheureuse ici malgré sa fidélité au tournoi (après sa défaite au premier tour - comble d'infortune - par sa compatriote Ann Hobbs).

Au deuxième set, cependant, Mima Jausovec commença à réajuster le tir : elle ne joua plus qu'en contrant des balles longues sur son adversaire. Longtemps Jo Durie tira un trait de la meilleure qualité, ne cédant le deuxième set que par 7-5 et, malgré la marque, faisant jeu égal avec son adversaire. Mais celle-ci débordait de confiance au troisième set et brusquement, sur la fin, selon la loi des transferts, Jo Durie perdait sa main heureuse...

OLIVIER MERLIN.

LES RÉSULTATS DU JEUDI 2 JUIN

SIMPLE MESSIEURS
Quart de finale
J. Higuera (Esp.) b. G. Vilas (Arg.), 6-2, 6-7 (7-1), 6-1, 4-6, 6-1.

SIMPLE DAMES
Demi-finales
M. Jausovec (Youg.) b. J. Durie (G.-B.), 3-6, 7-5, 6-2; C. Evert-Lloyd (E.-U.) b. A. Jaeger (E.-U.), 6-3, 6-1.

DOUBLE MESSIEURS
Quart de finale
Dyke-Prajoux (Aust.-Chili) b. Gonzalez-Pocci (P.-R.-Par.), 6-4, 1-6, 6-3.

Demi-finales
Jarryd-H. Simonsson (Suède) b. Sisti-Smidt (Tch.), 6-2, 6-4, 6-4; Edmondson-Stewart (Aust.-E.-U.) b. Dyke-Prajoux (Aust.-Chili), 6-4, 7-6, 6-3.

DOUBLE DAMES
Quart de finale
Madurga-Tanvier (Arg.-Fr.) b. Cassis-Turnbull (E.-U.-Aust.), 6-1.

A LA TÉLÉVISION
VENDREDI 3 JUIN
TF 1
- En direct jusqu'à 18 h : demi-finales simple messieurs (Nob.-Roger-Vasselle, sevl de Wilander-Higuera).
- Résumé à 23 h 10.

SAMEDI 4 JUIN
TF 1
- En direct de 14 h à 15 h 30 et de 16 h 30 à 16 h 55 : finale simple dames (Chris Evert-Lloyd-Mima Jausovec); finale double messieurs; finale double mixte.

6-1; K. Jordan-A. Smith (E.-U.) b. Mandlikova-Rusci (Tch.-Roum.), 6-3, 3-6, 6-2.

DOUBLE MIXTE
Quart de finale
Turnbull-Lloyd (Aust.-G.-B.) b. Bender-Brow (E.-U.), 6-4, 1-6, 6-3; P. Smith-Estep (E.-U.) b. Teegarden-Stollé (E.-U.), 6-4, 6-2; K. Jordan-Teisteter (E.-U.) b. Garriss-Fillo (E.-U.-Chili), 7-6, 6-1; Allen-C. Strode (E.-U.) b. Basset-Arias (E.-U.), 5-7, 6-4, 1-3, abandon.

Demi-finales
Allen-C. Strode (E.-U.) b. P. Smith-Estep (E.-U.), 6-4, 6-3.

Visitez LE DANEMARK et LE GROENLAND

Un grand choix de vacances

- Voyages exceptionnels à Copenhague (avec visite en Suède)
- Séjours individuels à Copenhague
- Vacances à la Ferme
- Vacances à bicyclette
- Nordurist (l'aventure avec le train)
- Randonnées à pied et séjours aux Îles Féroé
- Le Groenland

renseignements et inscriptions :
D S B VOYAGES
Maison de Fex Danois
142, Champs-Élysées
75008 Paris - tél. 359.20.06
ou à votre Agent de Voyages

مكتبة الأصيل

ne pour des internationaux
hommes de vingt six ans.
L'Amérique de vingt-huit
ans se sont qualifiés par
s points Larry Simonetti
pour la mesure.

Jeux de dames

[illegible][illegible][illegible][illegible]

1950年10月1日

[illegible]

Visitez
LE DANEMAR
et
LE GROENLAN

- Voyages
- Capetown
- Sydney
- Copenhagen
- Vancouver
- Helsinki
- Honolulu
- Stockholm
- Singapore
- Oslo
- London
- New York
- Los Angeles
- San Francisco
- Seattle
- Portland
- Tacoma
- Everett
- Olympia
- Bellingham
- Everett
- Snohomish
- Skagit
- Whatcom
- Island
- Jefferson
- Pierce
- King
- Sno
- Clark
- Cowlitz
- Grays
- Lewis
- Mason
- Multnomah
- Washington
- Oregon
- California
- Nevada
- Arizona
- New Mexico
- Texas
- Louisiana
- Mississippi
- Alabama
- Georgia
- Florida
- South Carolina
- North Carolina
- Virginia
- West Virginia
- Maryland
- Delaware
- Pennsylvania
- New Jersey
- Connecticut
- Rhode Island
- Massachusetts
- Vermont
- New Hampshire
- Maine
- Alaska
- Hawaii

DES VOYAGES
Chemin de fer
Paris
Lyon
Marseille
Nantes
Bordeaux
Strasbourg
Lille
Calais
Cannes
Nice
Montpellier
Toulouse
Nîmes
Clermont
Rennes
Angers
Poitiers
Tours
Orléans
Le Mans
Caen
Reims
Amiens
Compiègne
Laon
Rouen
Evreux
Paris

**JUSQU'AU 27 JUIN
INCLUS !!**

**JUSQU'AU 27 80IN
INCLUS !!**

FANTASTIQUE !

**LANCEMENT
DE SON NOUVEAU PROGRAMME
SUR LA CÔTE D'AZUR**

**LANCEMENT
DE SON NOUVEAU PROGRAMME
SUR LA CÔTE D'AZUR**

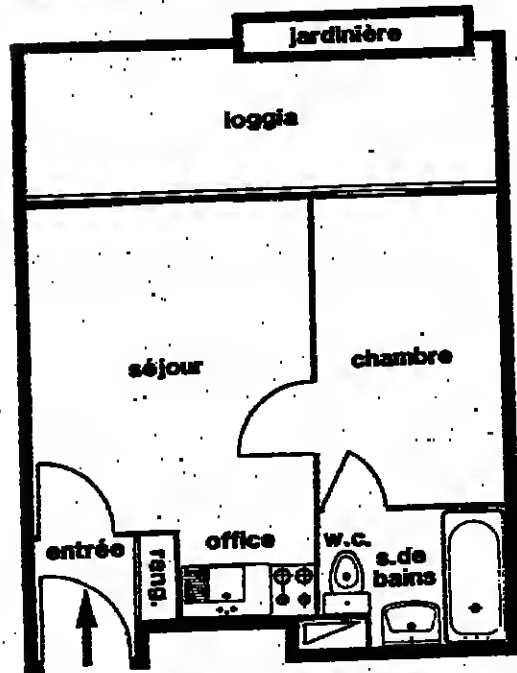
La Croisette

Résidence

LA CROISSETTE. Une résidence sur un emplacement unique, au milieu des mimosas et sous les palmiers. A deux pas de la plage, dans un cadre naturel et préservé, face à la mer.

**VOUS NE COMMENCEZ
A PAYER QU'UN AN APRES***
*après acceptation du dossier et comptant légal.

Pour des vacances heureuses ou une retraite paisible, sur la Côte d'Azur, au milieu d'un parc extraordinaire, il ne faut pas attendre. Saisissez vite cette affaire signée Merlin.



Plan d'un 2 pièces loggia.
Renseignez vous vite
dans nos bureaux

2 PIECES
loggia
229 000
PARKING
COMPRIS

avec **5 000f** SEULEMENT à la
RESERVATION

dessin approximatif des immeubles et de l'environnement

BON A RETOURNER A MERLIN

4, avenue de Paris. 94300 VINCENNES
sans engagement de ma part, envoyez moi votre documentation gratuite
sur vos programmes pour un rendez vous à domicile tél.(1)374.12.24

NOM: _____
ADRESSE: _____

TEL: _____ TEL BUR: _____

LE MONDE CROISSETTE 03.06.83

POUR LA REGION RHONE ALPES

LYON 44, Pl. de la République (7)842.5044

LILLE 113, Rue Nationale (20) 54.14.58

STRASBOURG 14, Rue de la Fonderie (88) 224322

PARIS

31, Rue de Rivoli

(1)277.11.13

BON A RETOURNER A MERLIN

4, avenue de Paris. 94300 VINCENNES

sans engagement de ma part, envoyez-moi votre documentation gratuite
sur vos programmes pour un rendez vous à domicile tél. (1) 374.12.24

NOM: _____
ADRESSE: _____

TEL: _____ TEL BUR: _____

LE MONDE CROISSETTE 03.06.83

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Les bijoux de la rue

Enchâssé dans la pierre, la brique ou le plâtre, l'émail des plaques publicitaires retient un instant le regard du passant. Il n'en faut pas plus pour faire éclore sur les murs des villes, à la fin du siècle dernier, ces inévitables polychromes, sources éphémères de prochaines consommations.

Parmi les résurgences qu'il provoque, l'art nouveau, après le bronze, le verre et l'affiche, multiplie les fioritures industrielles de l'émail, héritage de traditions millénaires. (Sait-on que les « barbares » Gaulois détestaient, bien avant les Romains, le secret des oxydes métalliques fondus sur l'airain ardent ?)

De grands graphistes comme Cappiello, Léon Dupin, Jean d'Ilen, Charles Loupot, Henri Morvan et plus récemment Savignac, ont eu conscience de l'impact visuel des plaques émaillées, autrement fort que les vitres éclairées au néon des Abribus. Peu de collectionneurs ont eu l'idée de s'emparer de ces supports publicitaires, à l'inverse des affiches rapidement décollées dans leur fraîcheur. Avec le temps qui passe, rongé et détruit, ces bijoux de la rue sont souvent tombés dans l'oubli. Rares sont aujourd'hui les plaques intactes, soigneusement décollées, que se partagent quelques collectionneurs clairvoyants avec la ferveur d'amateurs d'estampes. C'est depuis moins de vingt ans que ces œuvres finalement périssables sont descendues des murs pour rejoindre les bric-à-brac des brocanteurs... à moins d'avoir trouvé un second emploi pour couvrir un poulailler.

Grandes signatures

La Musée de l'affiche et de la publicité, dans une intelligente exposition au début de cette année (1), a montré la noblesse artistique de l'émail publicitaire : exposition qui n'aurait pas été possible sans l'apport de l'unique marchand spécialisé, Michel Wissakoff, qui a prêté ses bijoux pour la circonstance : La vache qui fit de Benjamin Rabier, Le bouillonn Ozo, d'après Cappiello, Saint-Raphaël, d'après Loupot, La Potasse d'Alsace, de Hamel, Le Postillon, de Vile, etc. Les grandes signatures étaient au rendez-vous. On peut aujourd'hui découvrir dans la boutique de Michel Wissakoff (65, rue du Montparnasse) les plaques publicitaires patiemment collectées, de brocanteurs en ferrailleurs, ou à l'effrit de boutiques en démolition, encore chamarrées d'émail.

Les prix vont de quelques centaines de francs pour un Bouillon Kub ou une Bière Joraine, à 2 000 francs pour un Chocolat Pupier de Jean d'Ilen, avec thermomètre incorporé.

La valeur des plaques dépend de la rareté - qui n'est pas nécessairement liée à l'ancienneté, mais surtout de la qualité du graphisme, de la vigueur et du nombre des couleurs et de l'état de conservation (les éclats et la rouille sont les ennemis de l'émail). Il faut aussi compter avec la notoriété de l'artiste. Enfin les plaques bombées, et les œuvres originales qui ne sont pas seulement la transposition d'une affiche, méritent une plus-value.

Les plaques d'émail ont émergé à l'Hôtel Drouot le 4 mars dernier dans une vente arts déco. Les enchères sont restées modérées : de 100 à 500 francs pour les plus intéressantes (Buvez Melt Kneipp, Cacao Félix Potin). Une autre vente art nouveau, arts déco, avec hors-d'œuvre en émail (chocolat, bières, apéritifs, pneus, etc.) est annoncée par l'étude Ader-Picard-Tajon pour le 12 juin, avec estimations de 50 à 100 francs par l'expert J.-P. Camerd.

Chasse aux trésors

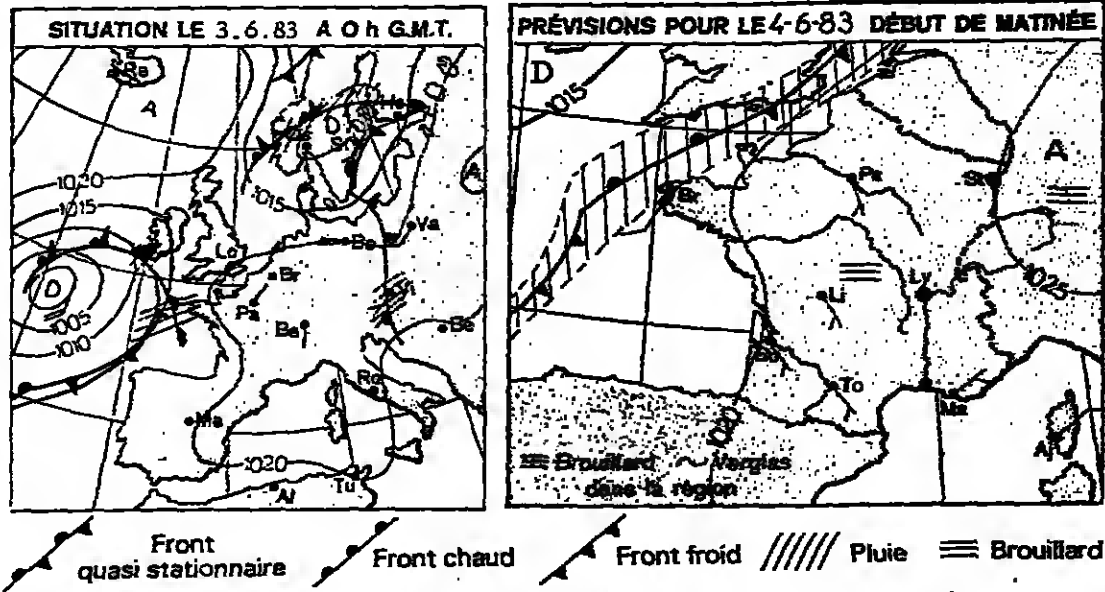
On peut encore trouver des plaques au hasard de la chance. Elles sont parfois recherchées pour leur intérêt thématique, par exemple par les collectionneurs d'accessoires automobiles, passionnés par les écussons Citroën, le panonceau Michelin, les enseignes émaillées de Peugeot, Dacia ou Talbot, ou de préférence à double face. La passion de la demande de quelques fanatiques fait alors monter les prix - abusivement - jusqu'à 3 000 ou 4 000 francs. Certains collectionneurs de Coca-Cola sous toutes ses formes d'expression poussent jusqu'à 1 000 F les grandes plaques rouges et blanches ornées d'une tête de gosse coiffée de la célèbre capsule. (Il en trouveront chez Diego, au stand 24 au marché Jules-Valles à Saint-Ouen).

Mais les pionniers de la collection de plaques émaillées n'hésitent pas à diversifier leurs recherches, tant les morceaux de choix sont difficiles à trouver. Paradoxalement, dans l'immense production d'émailleries alsaciennes, de Japy ou des nombreuses petites émailleries de province - production estimée à près de cinquante mille plaques en un demi-siècle - il faut une certaine chance pour faire une trouvaille. Le champ d'exploration est encore vaste, et l'inépuisable montée des prix pourrait bien faire sortir de l'oubli des plaques encore inconnues. La chasse aux trésors d'émail est ouverte.

F. GERSAINT.

(1) Le Monde du 18 janvier 1983.

MÉTÉOROLOGIE



Front quasi stationnaire Front chaud Front froid Pluie Brouillard

Verglas Neige Averses Vent fort Occlusion

Évaluation probable du temps en France entre le vendredi 3 juin à 0 heure et le samedi 4 juin à minuit.

Les baromètres à la hausse sur la France, au vent du sud-ouest, une persécution sur le proche Atlantique, voilà réunis tous les ingrédients pour une belle journée de printemps, orageux sur les côtes de la Manche.

Samedi : il fera beau dès le matin sur une grande partie de la France, à peu près sur toutes les régions au sud de La Rochelle - Metz. Des températures estivales, 12 à 14 degrés dans l'ensemble, 17 degrés près de la Méditerranée.

Au nord de la Loire, dans le Nord et le Nord-Est, ciel passagèrement nuageux et temps lourd. Sur les bords de la Manche, le ciel sera assez chargé et il pleuvra par places et par moments. Au cours de la journée, le temps sera lourd et orageux sur le Sud-Ouest et de la Charente à la Bretagne et à la Normandie. Sur toutes les autres régions, beau temps bien ensoleillé et chaud.

Il fera 20 à 22 degrés sur les plages de la Manche, 24 à 26 degrés dans le Nord-Est et le Centre, et plus de 28 degrés sur la moitié sud avec même près de 32 degrés au bordure de la Méditerranée.

La zone dépressionnaire qui persiste du golfe de Gascogne à l'ouest du Portugal continuera de diriger sur la France un flux de sud-ouest, temporairement orageux, dans le Sud-Ouest et près de l'océan.

Dimanche, le temps sera beau et chaud dans le Midi méditerranéen, le Centre, l'Est, le sud du Bassin parisien. Les maximums atteignant 27 à 31 degrés.

Le temps sera également ensoleillé dans le Nord et le Nord-Est, avec des maximums modérés élevés.

Des vents de sud-ouest, tempêtes atlantiques et du Val-de-Loire, le temps sera lourd et des foyers orageux se développeront localement, en particulier au sud de la Garonne, où les maximums avoisieront 30 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 3 juin, à 8 heures, de 1 022,2 millibars, soit 766,7 millimètres de mercure. Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 27 et 15 ; Bordeaux, 26 et 16 ; Bourges, 22 et 11 ; Brest, 16 et 13 ; Caen, 19 et 13 ; Cherbourg, 16 et 11 ; Clermont-Ferrand, 23 et 11 ; Dijon, 23 et 12 ; Grenoble, 25 et 12 ; Lille, 18 et 10 ; Lyon, 24 et 13 ; Marseille-Marguarette, 26 et 14 ; Nancy, 23 et 11 ; Nantes, 20 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Paris-

Les mots croisés se trouvent page 22.



COPIE AGRANDIE
COPIE CONFORME
COPIE REDUITE
COPIE REDUITE
COPIE REDUITE

Le système de réduction et d'agrandissement Toshiba est un des plus complets et des plus performants au monde. Des doubles formats à la carte de visite, vous pouvez obtenir 3 taux de réduction, une reproduction conforme et un taux d'agrandissement.

Un copieur qui ne se contente pas de copier, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGMA SYSTEMS 12 BIS RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75008 PARIS.
TEL. 7239703/723364

LES ANTIQUAIRES
AU CHÂTEAU DE VERSAILLES
LES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES
VOUS ACCUEILLENT AU CHÂTEAU DE VERSAILLES.

Dans l'Orangerie de Versailles...
85 des plus grands antiquaires
exposent sur 5000 m² des centaines de chefs-d'œuvre de l'art.

Aggré par le Ministère de la Culture,
le Salon des Antiquaires à Versailles se veut un hommage
au patrimoine artistique

Un rendez-vous exceptionnel avec l'exceptionnel.

Du 3 au 12 juin 1983 de 10 h à 21 h à l'Orangerie de Versailles.

LOTO TIRAGE N°22
DU 1^{er} JUIN 1983

9	10	14	18	21	40
---	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE 45

BOONS NUMEROS	13	702	3 392	184 788	3 211 196
6 BOONS NUMEROS	993 205,60 F	63 292,50 F	5 709,70 F	104,80 F	8,70 F

PROCHAIN TIRAGE LE 8 JUIN 1983
VALIDATION JUSQU'AU 7 JUIN 1983 APRES-MIDI

Le Monde
DIMANCHE

Dans son numéro du 5 juin 1983.

L'ARRIVEE DE « KING SUNNY » ADE
Le « Roi Soleil » de la musique africaine
à l'assaut de l'Occident

Reportage d'Alain Wais
— Les quarante prix littéraires bretons.
— Les squatters tranquilles de Sevres.
— Gerard Genette et le grand jeu de la littérature.
— Nouvelle : « Les Deux Nounous » d'Alain Elkann.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel vendredi 3 juin :

UNE LOI

« Loi relative à la modernisation des exploitations agricoles ».

« Modifiant le décret du 20 novembre 1963 portant détermination du titre de bachelier technique ».

UN ARRÊTÉ

« Fixant les émoluments des canaux et rivières canalisées pour l'année 1983 (à l'exception des voies navigables de l'Ouest) ».

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 5 JUIN

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).
« Ecole militaire », 15 heures, métro Ecole-Militaire (Caisse nationale des monuments historiques).
« Abbaye Sainte-Geneviève », 15 heures, 23, rue Clovis (Paris et son histoire).
« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Régénération de Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30, 60, boulevard de La Tour-Maubourg, M. Brunfeld : « La Tunisie inconnue » 16 h 30, « Israël » (Rencontre des peuples) (audiovisuels).

BREF

LOISIRS

STAGES POUR ANIMATEURS DANS LES HAUTS-DE-SEINE.
— L'Institut de formation d'animateurs de collectivités des Hauts-de-Seine (IFAC) propose des postes de directeurs de centres de vacances ou de loisirs pour les périodes de juillet et août pour la mer, la montagne et la campagne. Il faut être titulaire du B.A.F.D. (brevet d'aptitude aux fonctions de directeurs) ou en cours de formation.

— IFAC, 16, rue de l'Abbé-Dorcy, 92150 Issy-les-Moulineaux, tél. 736-04-08.

STAGES

CONVERSION EN BRETON. — L'Association des professeurs de langue bretonne (A.P.L.B.) organise un stage de conversion bretonne. Ce stage est destiné aux personnes ayant étudié la langue depuis deux ans et, plus généralement, à tous ceux ou celles qui souhaitent accéder à une pratique active du breton.

Le stage a lieu les 4 et 5 juin, 11 et 12 juin, 18 et 19 juin à Paris (Roc de Buffon) ou Saint-Denis (université de Paris-VIII).
* Ivan Gwegwa, 24, avenue Saint-Marc, 91300 Massy. Tél. : 011-69-97.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75407 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Directeur d'édition :
Hubert Bourne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé en France
S. r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437.
ISSN : 0395 - 3037.

الطبعة 1354

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

MUSCLES A L'EXERCICE

CASSE-GUEULE

Avec les fous des cataractes

« Tu es prêt ? On y va !... » Claude s'élance dans le torrent. A son tour... Immédiatement, le courant m'entraîne. L'eau est froide. Elle s'infiltre progressivement sous la combinaison. J'agrippe fermement les poignées de mon hydrospeed et m'allonge dessus. Les berges qui bordent la Vézère défilent : pourvu que ce soit efficace ! Pourvu que le gros flotter en polyuréthane qui ne supporte pas d'être un bouclier efficace contre les rochers qui parsèment le torrent.

A terre, cela semblait si évident, mais, une fois à l'eau, ce n'est pas sans une légère hésitation que je vois avancer vers moi les premiers blocs de pierre. Les conseils de Claude reviennent à ma mémoire : « Pour éviter un obstacle sur la droite, incline ton hydrospeed de 45° sur la gauche et pousse à fond. » Pour passer une chute, freine bien les couilles dans le carénage, tiens fermement ton flotter, ne te laisse pas traîner et accorde les jambes pour augmenter la stabilité. » Prends ta respiration et ferme la bouche. »

Le rocher est déjà là. C'est le moment. Je m'applique. Ça passe ! Les genoux raclent le fond du torrent, mais les genouillères amortissent le choc. A quelques mètres, entre deux crêtes de rochers, l'apogée Claude. Il m'indique le chemin à suivre et surveille attentivement mes évolutions. « Ça va ? Ecoute, plus les jambes ! » Un slalom entre deux rochers et il disparaît.

Nous abordons le fameux saut du loup, ma première « vraie » chute. Le temps d'inspirer une bouffée d'air, un léger pincement au cou et je bascule à l'envers vers l'écran blanc et bouillonnant qui m'engloutit. L'eau me glace le visage, et, déjà, mon flotter me tire à la surface. J'émerge au milieu d'une superbe vague. L'hydrospeed cogne fortement à droite ; ma cuisse heurte le rocher, mais c'est supportable. Petit à petit, le courant s'apaise. Claude m'attend : « On continue ? On continue ? On continue ? On continue ? »

Une pour bleue

Il ne sont qu'une centaine de passionnés à pratiquer régulièrement en France ce sport plutôt singulier, baptisé nage en eau vive, qui consiste à descendre des torrents à la nage. Si les origines de ce sport remontent au début des années 70 durant lesquelles quelques navigateurs ont osé s'élancer dans des eaux tourmentées, son organisation et son évolution technique reviennent incontestablement au club de plongée du Laboratoire central des ponts et chaussées (C.P.L.C.P.C.).

C'est en 1974 que, les de pratiquer leurs entraînements d'hiver dans les eaux polluées de la Seine ou de la Marne, les membres du C.P.L.C.P.C. à l'initiative de leur responsable, Claude Puch, décident d'aller pêcher dans les eaux plus saines du haut Doubs. Les quelques 450 kilomètres à parcourir avant d'y parvenir n'ont pas été un obstacle à leur volonté de pratiquer la nage dans un cadre plus accueillant.

Cependant, l'équipement classique - combinaison, masque, palmes et tuba - reste insuffisant puisque, en 1976, dans cette rivière de classe 2 (selon les normes de canoë-kayak), un nageur se fêle une côte. Il faut faire quelque chose.

Claude Puch met alors au point un premier système de protection : une chambre à air de camion ficelée en forme oblongue comportant des coquilles pour protéger les mains et les coudes. Apprenant à la même époque que des nageurs avaient réussi à passer la Haute-Cure, Claude Puch et Pierre Morin, un jeune ingénieur tisserand, entreprennent la descente avec leur nouveau matériel. « Nous avions minutieusement reconnu l'ensemble de notre parcours, explique Claude Puch, mais, au premier départ, j'avais néanmoins une peur bleue. » L'appréhension, vaincue, l'expérience restée leur apprend que l'utilisation de genouillères et le port d'un casque s'avèrent indispensables.

Les deux amis se chargent d'encourager leurs compagnons à les suivre dans leurs évolutions. De leur côté, tous deux partent de temps en temps à la découverte de nouveaux cours d'eau à niveau de difficulté plus élevé. En 1977, ils attaquent le Chaland, là, au passage de la chute du Haut-de-Courthas, connue des kayakistes qui y ont laissé plus d'une embarcation, c'est l'accident. La chambre à air dérive, sur le côté : Claude s'assoie en percutant une pierre située au centre de la chute. Tirant les enseignements de cette mésaventure, il se lance dans la conception d'un carénage en plastique P.V.C. qui maintient la chambre à air et permet une protection accrue des mains, des coudes et du bas ventre, et surtout une meilleure manœuvrabilité.

Un an plus tard, l'engin est testé sur le même passage : il cogne mais résiste. Le premier hydrospeed est né. Une société civile est alors constituée pour pouvoir le breveter. Progressivement, les idées apportées par les membres du groupe viennent enrichir ses performances, et un premier moule est construit. L'hydrospeed se compose d'une coque catamaran, de deux poignées internes rigides, et de deux flotteurs latéraux qui assurent et protègent le bassin du nageur. L'engin, en polyester armé de fibres de verre et injecté de mousse polyéthylène, mesure 95 cm de long sur 65 cm de large. Il assure une flottabilité de 70 litres et rappelle la ligne.

A partir de cette création, les événements s'accroissent : 1978, première sur la Vézère ; 1980, création du club de nage en eau vive du C.P.L.C.P.C. et médaille d'argent pour l'hydrospeed à la fête d'exposition de Genève ; 1981, médaille du ministère de la jeunesse et des sports à la Foire de Paris ; 1982, mise en place des statuts de l'Association française pour la nage et la navigation en eau vive (AFNEV) qui regroupe les différents clubs qui pratiquent la descente de torrents.

Une douzaine de torrents comme le Leraud (Pyrénées), l'Ubaye

(Haute-Provence) ou le Taurion (Creuse) sont régulièrement descendus par les adeptes de ce nouveau sport. « Nous devons beaucoup aux conseils judicieux et éclairés des kayakistes et à ceux de la revue Canoë-Kayak Magazine, spécifie Claude Puch, leurs renseignements nous servent en quelque sorte de topoguide. » Grâce aux relations étroites qu'elle entretient avec la Fédération française de canoë-kayak, l'AFNEV peut connaître les horaires des lâchers d'eau des barrages E.D.F. et ceux des compétitions, afin de ne pas perturber le déroulement de ces épreuves.

Entre +1°C et +15°C

Pour pratiquer la nage en eau vive, il convient de bien savoir nager et d'être en bonne condition physique. La température de l'eau varie entre +1°C et +15°C. Jusqu'à présent, la majorité des adeptes, dont 20 % de femmes, sont plongeurs sous-marins. L'équipement du nageur doit être au point et, même si aucun règlement n'impose aujourd'hui la moindre norme de sécurité, il doit au minimum se composer d'un casque, de gants, de chaussures et combinaison de plongée, de genouillères, palmes et fixe-palmes. Ficelles, ceintures, palmes à tuyères ou tout autre accessoire pouvant s'accrocher à une branche sont à proscrire, de même que le masque qui risque de se briser sur les rochers.

Il est toujours possible de se lancer à l'eau sur une chambre à air de canoë, mais c'est très dangereux, trop de dangers et on ne saurait trop conseiller aux débutants de n'aborder ce type d'activité qu'après avoir contacté un club équipé d'engins de descente adaptés et bénéficiant d'un

encadrement pédagogique qualifié. Enfin, le nageur doit être psychologiquement préparé, et vouloir absolument réussir sa descente, sinon, la peur au ventre, il appréhendera les passages difficiles et, inévitablement, se fera mal. Mieux vaut alors rester sur la berge !

Après quelques heures de pratique, le (la) débutant (e) commence à repérer les différents caprices du torrent : ici, les « pleureuses », ces rochers sur lesquels l'eau glisse finement et qu'il faut contourner ; là, un brusque coudé à négocier en palant longtemps à l'avance. Certes, on se fait, de temps à autres, quelques ecchymoses aux tibias, sur les cuisses ou sur les épaules, mais rien de grave qui puisse enlever le plaisir de dévaler la chute d'eau de la Pisciculture (2,50 mètres de haut, 45 % d'inclinaison), de passer sous le vieux pont gothique de Treignac ou de slalomer parmi les rochers de la Gorgeoisière où les canoë-kayaks se « piègent ». Sur ce parcours de la Vézère, long de 15 kilomètres d'une dénivellation de 0,5 %, deux heures de nage et de contact étroit avec l'eau et la nature, au milieu des arbres, du lever des pontes d'eau ou des canards sauvages, dans le roulement mélodieux du torrent.

La nage en eau vive est aussi un état d'esprit. Une cohésion particulièrement sympathique règne entre les « hydrospeedeurs » d'horizons et d'âges si différents. Ici, pas de vedette qui plastronne en racontant des exploits mirabolants, mais des sportifs qui mesurent à leur juste valeur les dangers qu'ils affrontent. Une ambiance qui rappelle, un peu, celle des débutants de la planche à voile ou du deltaplane.

MARC BEYNIÉ.

PÉPÈRE

Pédaler en famille

VOUS êtes, cet été, condamné à la France. Pas de doute possible. Le dollar qui file vers les 8 F, un carnet de change maigrichon de 2 000 F et votre participation fiscale et morale au redressement national : vous vous êtes décidé pour l'Hexagone. Toutefois, la perspective de disputer aux autres estivants quelques mètres carrés sur le sable des plages de Palavas ou de Perros-Guirec ne vous sourit guère. Le « bronze-cul » et l'entassement vous rebutent. Alors, choisissez l'aventure et partez en vélo et en famille à la découverte des provinces de France.

Mettions que, par exemple, vous soyez attiré par le Sud-Ouest. Un petit millier de kilomètres.

Le plus dur, c'est de s'arracher aux tentacules de la banlieue. Du côté de Gometz-la-Ville (Essonne), celle-ci cède enfin la place à de charmants villages à tuileries brunes nichés dans des vallons ombreux. Futiles et châteaux d'Île-de-France entrent par derrière leurs hautes grilles, riches plateaux du Hurepoix, creusonniers de Méreville enchantent. En revanche, quel ennui aux abords d'Orléans !

L'intérêt rebondit en Sologne, où les brumes traînent sur les étangs. Un faisan à droite, un lapin à gauche. Rebondit encore dans le Berry serein, où les vaches à la robe de plus en plus claire voient passer un tracteur par jour. A peine.

Et la Creuse, cette Marche bourrée de buies, de sapins et de murs mangés de lierre qui font oublier les stupides pavillons rencontrés dans la plaine... Et le Limousin, où les vallées encaissées donnent aux pédales des silures d'échappées de montagne... Une mine d'or près de Saint-Yrieix-la-Perche.

L'hôtellerie de préfecture

Place à Sa Majesté le Périgord ! La pierre a roussi. La moindre ferme se donne des airs de gentilhomme. A La Madeleine, et aux Eyzies, nos ancêtres les troglodytes ont creusé les falaises. La Guyenne, elle, est opulente et emmaillottée ; la saute l'odeur de miel de ses séchoirs à pruniaux.

L'Entre-deux-Mers, c'est le jardin des vignes, tout comme les Graves, qui annoncent le plat des Landes. Pénèdes, en veux-tu, en voilà. C'est tout droit, mais courtois de claires, où quelques châteaux raffraichissent une maison trapue au toit immense.

La Charente, aussi, est bien riche avec ses gras maïs et son tabac. Tout comme le pays d'Orléans, elle dresse des collines et creuse ses vallons, car les Pyrénées arrivent et le Pays basque vert, vert, vert. Fin de la France. Le beau livre d'images ! Quatorze jours, quatorze pages.

Pas besoin d'être un as du guidon, ni même vraiment entraîné pour abattre ses 70 kilomètres quotidiens. Il suffit de disposer d'une bicyclette en bon état de marche, de préférence équipée d'un double plateau qui permet de venir à bout de presque toutes les côtes. Le secret consiste à ne pas forcer et à trouver son rythme.

Les enfants éprouvent plus de difficultés que les adultes pour y parvenir. Inconstants par nature, ils font, puis s'effondrent en vue d'une grimpe. A partir de dix ans, ils sont parfaitement capables de tenir en selle quatre ou cinq heures par jour, à condition d'être distraits de la monotonie routière. Tous les prétextes peuvent être bons. Le casse-croûte, une cueillette de mûres, piquer une tête dans une rivière, une réparation, le spectacle d'une fête de village, sont autant d'occasions de halte.

100 F par jour

On pourrait croire que les visites de châteaux et de musées enrichissent les jeunes têtes tout en reposant les jambes. Malheureusement, tel n'est pas le cas, en raison de l'indigence de l'animation des monuments français. Car on se fait meure à la porte, à l'heure du déjeuner, du château de Chambord. On est affligé, dans celui de Valençay, par le discours du guide qui a mis au point - si l'on peut dire - un salmigondis verbal fait de pièces et de morceaux où la prothèse de Talleyrand voisine avec les lustres en cristal de Bobême et les amours du prince qui trahit ses maîtres. Quant au musée de la préhistoire des Eyzies, l'entassement des harpons, des aiguilles et des meules dans les vitrines et l'usage d'un jargon paléontologique dégoûtent de comprendre la nuit des temps.

Afin de laisser aux cyclotouristes le temps de flâner et de se divertir, la distance idéale à parcourir chaque jour tourne autour de la soixantaine de kilomètres. Les mètres de famille apprécieront de n'avoir ni tente à monter ni cuisine à mijoter. Cela suppose de pique-niquer à midi et de s'arrêter vers 17 h-18 h dans un petit hôtel-restaurant.

La formule est d'ailleurs peu onéreuse. Le recours à l'hôtellerie « de préfecture » révèle des prix étonnants. On peut prévoir par personne de 40 à 50 F pour une nuit, avec double et petit déjeuner, auquel s'ajoute le pique-nique et le repas du soir (40 F). Le prix de la journée d'un cycliste n'excède pas de beaucoup les 100 F, auxquels il convient d'ajouter les « extras » : le frein qu'il faut remplacer, la visite du château et la limonade pour la soif.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 17.)

Sur un hydrospeed

DU 11 au 16 juillet 1983, l'AFNEV (Association française pour la navigation en eau vive) organise un stage d'initiation et de perfectionnement à la nage en eaux vives, dans l'Ubaye, entre Barcelonnette et le lac de Serre-Ponçon. Parcours classés 2 à 5, selon les normes canoë-kayak, sous la direction de moniteurs. Prix du stage : 680 F, avec prêt du matériel (hydrospeed, combinaison de plongée) : 550 F, sans la location de la combinaison : 40 F. Le stage comprendra des cours théoriques et pratiques. Le voyage, l'hébergement et les repas sont à la charge des stagiaires.

Quelques idées de prix :
• Le baptême, 40 F. Il comprend le prêt du matériel de protection (genouillères, casque et hydrospeed) et une descente en compagnie d'un moniteur sur un parcours adapté : 50 F par demi-journée supplémentaire.

Pour ceux qui veulent poursuivre cette expérience :

• Location d'hydrospeed :

Caution Journeé Week-end
Ubaye : 500 F 80 F 120 F
Neuf : 800 F 100 F 150 F

• Les genouillères (caution, 50 F) et le casque (caution, 150 F) sont prêtés sur place suivant les disponibilités.

• Location de combinaisons de plongée sous-marine :
- Slimme, 22, rue de la Roquette, 75011 Paris : la journée, 30 F ; le week-end, 50 F.

- Sebba Monge Spormer, 52, rue de la Clif, 75005 Paris : la journée, 50 F ; le week-end, 80 F.

• Cautions de l'ordre de 1 400 F.

• A F N E V, 21, rue des Garennes, 92160 Antony. Tél. : 532-31-79, poste 476. M. Maurice Tivron (président) ; M. Pierre Simon (vice-président).

GRECE
une semaine en climat méditerranéen
à partir de 670 F en double



nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

74, rue de la Fédération 75015 Paris 223 25 26
115, rue Solferino 92000 Levallois 54 39 06

JET EVASION
la liberté retrouvée

ATHÈNES	1100 F
AGADIR	1300 F
MARRAKECH	1250 F
MALAGA	1050 F
NEW YORK	2850 F

VOIS ALLER-RETOUR

Jet Evasion : Paris 75001 - Tél. : (1) 260.30.85 - 205, rue St-Honoré
Paris 75005 - Tél. : (1) 354.86.28 - 20, rue Monge

Novator : Paris 75001 - Tél. : (1) 296.96.06 - 15, av. de l'Opéra

Albatros : Creil 60100 - Tél. : (4) 455.40.99 - 39, rue Gambetta

TUNISIE-CONTACT
Plus que jamais la liberté à son club :

Hôtel CLUB SANGHO
à Zarzis

1 semaine, tout compris : 3200 F
évasion incluse !

800 F seulement prélevés sur vos devises :
passaport inutile : la carte d'identité suffit.
Documentation gratuite sur demande.

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu 75001 PARIS
296.02.25 & 295.14.23

CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse
3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1928
538.68.24

NOUVEAUX « PIONNIERS »

Comment louer une autocaravane ?

La location d'un camping-car (1) est plus rentable que l'achat, si vous ne l'utilisez pas au moins trois mois par an.

La majorité des loueurs sont regroupés dans l'agglomération parisienne : mais pratiquement toutes les régions de France possèdent un ou plusieurs points de départ. Apparemment identiques, leurs formules montrent des écarts de prix considérables. Les plus alléchants n'étant par forcément les plus intéressants.

L'éventail des camping-cars proposés varie d'un loueur à l'autre. Chez Car-Away et Citer, les modèles bas de gamme sont des fourgons aménagés pour deux adultes et deux enfants ; les hauts de gamme sont des motor-homes (châssis-cabine avec capot) : avancée au-dessus du poste de conduite équipée d'une couchette double, conçus pour quatre adultes et un ou deux enfants. Chez Loisirs Industrie et E.L.S., tous les modèles sont des fourgons à toit surélevé luxueusement réalisés pour trois-à quatre ou cinq personnes. Chez Lut et Valem, les bas de gamme sont des pick-ups Peugeot 504 équipés d'une cellule à capot pour deux + deux ; les hauts de gamme sont des motor-homes pour cinq-six personnes.

Laissez ailleurs

Lut, Valem, Citer, les loueurs de voitures particulières qui ont diversifié leurs activités, annoncent un coût à la journée auquel il faut ajouter un prix par kilomètre : 277,58 F par jour + 1,70 F par kilomètre pour un pick-up essence chez Lut à n'importe quelle époque ; 347 F par jour du 28 mai au 19 septembre (207 F le reste de l'année) + 1 F du kilomètre chez Valem, pour le même pick-up version diesel. Mais Valem propose également un forfait hebdomadaire avec 1 400 kilomètres gratuits pour 3 122 F, en haute saison ; ce qui représente une économie de 768 F par rapport au prix de Lut, si l'on tient compte des 10 % de réduction accordés à partir de cinq jours de location.

Autre comparaison entre ces deux loueurs implantés en région parisienne. Le modèle grand confort six places Mercedes 307 D vaut 418,20 F par jour + 2,24 F par kilomètre toute l'année chez Lut, dont

l'unique point de départ camping-car est à Montrouge ; et 768 F en haute saison (463 F en basse saison) + 1,60 F du kilomètre chez Valem, au départ de l'une de ses cinq bases de Paris et de la proche banlieue. Si vous devez parcourir 1 400 kilomètres en une semaine, le forfait Valem à 4 339 F en basse saison est avantageux ; par contre, en haute saison, il est plus économique de choisir la formule Lut, qui revient à 5 437,06 F après déduction de 10 % (6 493 F chez Valem).

Il apparaît donc que la période de location désirée constitue également un critère de choix. La haute saison s'étend, à quelques jours près, du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre chez la majorité des loueurs. La moyenne saison court chez Loisirs Industrie du 4 au 30 juin et du 27 août au 7 octobre, alors qu'elle est inexistante chez Car-Away. Son tarif est le même que vous prenez un véhicule le 10 mars, le 10 juin ou le 10 septembre.

Les spécialistes de location de camping-cars comme E.L.S., Loisirs Industrie ou Car-Away pratiquent essentiellement des forfaits hebdomadaires avec 500 ou 700 kilomètres gratuits et appliquent un tarif dégressif pour deux, trois ou quatre semaines. Seul Car-Away, l'un des grands loueurs implantés à Courbevoie, permet le choix entre le forfait 700 kilomètres gratuits ou celui en kilométrage illimité. Toutefois, ce dernier, comme Loisirs Industrie, indique également des tarifs pour quarante-huit heures avec 300 ou 500 kilomètres inclus - ce qui laisse peu de temps pour se forger une opinion sur les charmes des vacances en camping-car.

La ville de départ de la location peut varier en fonction de la destination choisie et du type de vacances envisagées. Il peut être en effet moins onéreux de prendre le véhicule non loin de son lieu de vacances plutôt qu'à proximité de son domicile, les loueurs assurant généralement le gardiennage des voitures. Loisirs Industrie, installé à Aix-en-Provence, va même chercher ses clients à l'aéroport de Marignane. Ce loueur assure également des départs de Lyon et de Zurich. Citer, dont le siège est à Paris, dispose d'un réseau de correspondants à Arcachon, Toulouse,

Chartres, Blois, Orléans, Bastia et Propriano. Le Choletais E.L.S. met à la disposition des amateurs des camping-cars au départ de Lille, Paris, Lyon, Rennes, Bordeaux et Nice, en plus de sa base de Cholet. A ce jour, il est le seul à pratiquer la formule « louez ici, laissez ailleurs », courante chez les sociétés internationales de location de voitures particulières.

L'équipement du véhicule de base (moteur essence ou diesel), la taille du camping-car, son aménagement intérieur et la qualité de ses finitions expliquent les différences de prix. La plupart des modèles en location sont dotés d'un confort maximum. Mis à part les petits trois-quatre places et les pick-ups, tous les camping-cars disposent d'un coin-toilette avec douche chaude et W.C. chimique. Les hauts de gamme ont également un chauffage - qui fonctionne sur le gaz comme le réchaud, le réfrigérateur et le four - et parfois même une seconde batterie.

Certains loueurs, tels Car-Away et E.L.S., incluent le prêt de batterie de cuisine, vaisselle et linge dans le forfait ; d'autres, comme Citer ou Valem, prévoient la va-

selles en carton et demandent à leurs clients d'apporter leurs draps.

Avant de vous décider, vous devez aussi prêter attention au problème de l'assurance. Citer prévoit par exemple une assurance au tiers illimitée ; Loisirs Industrie, E.L.S. ou Valem proposent une assurance tous risques, avec une franchise variable selon les loueurs, entre 500 et 3 000 F ; ce qui incite de nombreux clients à la racheter moyennant 30 à 70 F de prime journalière. Méfiez-vous pourtant des assurances dites « tous risques » : les dégâts pouvant survenir aux aménagements intérieurs comme aux toits ou aux capotages en sont souvent exclus. Lut précise clairement que le locataire est entièrement responsable, même s'il a souscrit une assurance complémentaire, des dommages causés aux parties supérieures du véhicule. En revanche M. Guegnier, directeur de Car-Away, indique que toutes les parties hautes sont couvertes sans restriction.

Beaucoup de loueurs demandent 30 % du montant total à la réservation et le solde trente jours avant le départ. Certains apportent des va-

riantes ; par exemple Valem consent 10 % de réduction si l'intégralité de la facture est payée soixante jours avant le départ.

N'oubliez pas le paragraphe « annulation ». Les loueurs de camping-cars n'ont pas, comme les agents de voyages, d'assurance-annulation : si bien que dans la majorité des cas, vous perdez votre acompte, lorsque vous annulez vos vacances de trente à dix jours avant le départ.

Sachez aussi que vous devez verser avant de partir une caution d'environ 3 000 F, remboursable au retour, sauf si le véhicule est abîmé, s'il est rendu avec retard ou si un nettoyage intérieur ou extérieur s'impose ; les sommes forfaitaires correspondant à ces pénalités doivent être inscrites clairement dans le contrat.

Levez le capot

Et si vous partez dans un pays hors C.E.E., le loueur déduit 18,60 % de T.V.A. au prorata des jours passés à l'étranger.

Avant de vous « lancer » dans la nature, le loueur vous « livrera » le mode d'emploi des différents équi-

pements et vous accompagnera peut-être sur quelques kilomètres pour une mise en main. Et si Car-Away, Loisirs Industrie et E.L.S. consacrent beaucoup de temps à vous expliquer le fonctionnement du camping-car, en revanche la grande majorité des loueurs réduisent, en période estivale, cette démonstration à sa plus simple expression. C'est ainsi que le premier soir beaucoup de camping-caristes débutants ne se souviennent plus comment se branche la batterie ou le réfrigérateur à l'échappe. Or, les véhicules sont généralement dépourvus de notice d'utilisation. (Si c'est le cas, n'ayez pas honte de prendre quelques notes.)

De même, les loueurs n'ont pas toujours le temps en été d'effectuer les vérifications mécaniques nécessaires. N'hésitez pas à lever le capot avant le départ. Pensez aussi à inspecter l'état des pneus. Les frais divers (vidange, graissage, ...) occasionnés par l'entretien courant sont en principe remboursés par le loueur sur justificatif.

MIREILLE GIGNOUX.

(1) Rebaptisé « autocaravane » par arrêté ministériel.

TARIFS	CARAWAY	CITER	E.L.S.	LOISIRS INDUSTRIE	LUT	VALEM
JOURNÉE						
Bas de gamme		300,06 F + 1,27/km			277,58 F + 1,70/km	347 F + 1 F/km
Haut de gamme		343,94 F + 1,46/km			418,20 F + 2,24/km	768 F + 1 F/km
WEEK-END						
Bas de gamme	900 F/500 km	499,82 F/300 km		1 350 F/300 km		
Haut de gamme	1 275 F/500 km	562,16 F/300 km		1 750 F/300 km		
SEMAINE						
Bas de gamme	1 930 F/700 km ou 2 900 F/km ill.		2 500 F/750 km	2 550 F/500 km	- 10 % + 5 jours	3 122 F/1 400 km
Haut de gamme	2 850 F/700 km ou 4 140 F/km ill.		4 360 F/750 km	3 480 F/500 km	- 10 % + 5 jours	6 493 F/1 400 km

Les six sociétés citées ci-dessus constituent un panel représentatif des loueurs de camping-cars français. Les autres sont des loueurs de voitures particulières ayant un département « camping-cars ». Les autres sont spécialisés dans ce type de véhicules. Certaines n'ont qu'un point de location. D'autres disposent de plusieurs antennes à travers la France.

Nous les avons classées par ordre alphabétique et pour chacune d'elles, nous avons choisi les modèles bas de gamme et haut de gamme. Nous avons indiqué les prix pratiqués en juin et en septembre (les dates des saisons varient considérablement d'un loueur à

l'autre et les trois quarts des véhicules étant déjà loués en juillet et août).

Les tarifs journaliers comprennent la location du camping-car et le prix par kilomètre ; les tarifs week-ends et hebdomadaires incluent un forfait kilométrique. Au-delà, il faut ajouter de 1,82 à 1,50 F par kilomètre supplémentaire selon le loueur et la catégorie du véhicule. (Prix T.T.C. en vigueur au 30 mai 1983. Les loueurs pratiquant des tarifs journaliers prévoient une augmentation d'environ 3 % au 1^{er} juillet 1983).

* CARAWAY, 60, rue de Cam, 92400 Courbevoie. Tél. (1) 334-15-81.

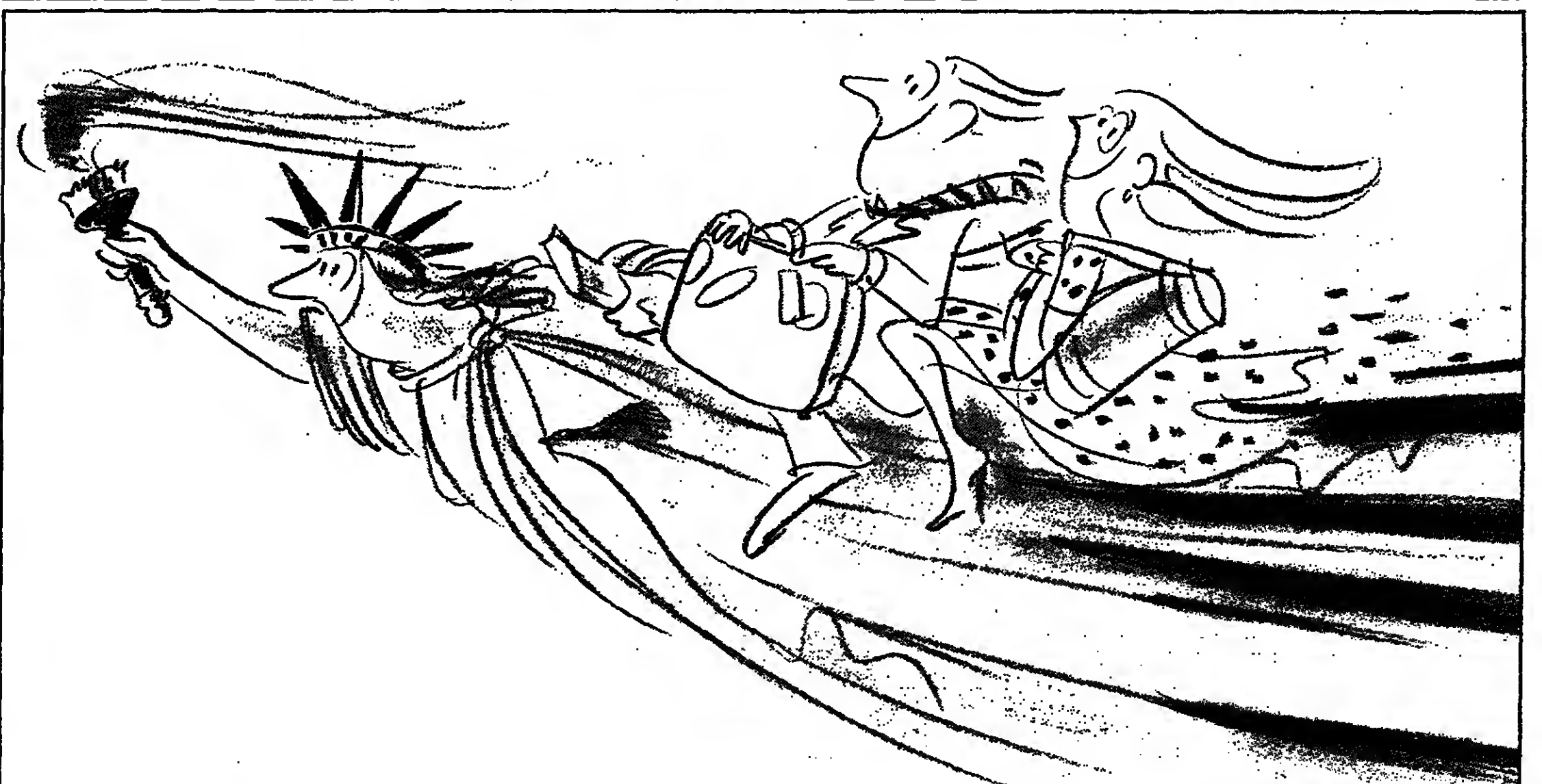
* CITER, 11, rue Erard, 75012 Paris. Tél. (1) 341-45-45.

* E.L.S. (Européenne de Location et de Services), 169, rue de Lorraine, 49300 Cholet. Tél. (41) 62-41-42.

* LOISIRS INDUSTRIE, Chemin des Louves, 13540 Payrard. Tél. (42) 92-04-15.

* LUT, 49, avenue Aristide-Briand, 92120 Montrouge. Tél. (1) 655-41-41.

* VALEM, 28-30, avenue Emile-Zola, 93120 La Courneuve. Tél. (1) 833-38-07.



Cet été, nous avons plus d'un tour pour vous faire visiter les Etats-Unis.

Cet été, choisissez l'Amérique !
Parcourez le continent d'Est en Ouest.
Séjournerez dans la ville de votre choix.
Voyagez comme il vous plaira.
Aujourd'hui, plus de 200 formules de vacances vous sont offertes.

Des formules "tout compris" qui tiennent compte de votre temps-vacances, de votre budget et bien sûr des restrictions de devises.
Consultez votre agent de voyages.



Office du Tourisme des Etats-Unis
23, place Vendôme 75001 Paris
Tél. : (1) 260.57 15



TWA
Tél. : (1) 720.62.11



Pan Am
Tél. : (1) 206.45.45

السياحة في أمريكا

Balade à la carte

Les Dombes aux mille étangs

« VOUS n'y pensez pas ! Du cyclotourisme si près de Lyon ! Que peut-il y avoir à visiter là-bas ? » Ceux qui posent ainsi ne savent ce qu'ils perdent. Certes, l'agglomération, étendue sur un territoire d'environ 100 km², est une véritable oasis de verdure. Mais à l'ouest, la cité des Canuts, dominée par les monts du Lyonnais, premiers contreforts du Massif Central, offre de magnifiques panoramas depuis des sommets culminant à près de 900 mètres d'altitude : pas grimpeurs s'abstenent !

Au sud-est, le département de l'Ain, tout proche, présente une admirable succession de petites collines accessibles à tous les publics (cyclistes). Au nord, enfin, le plateau des Dombes, véritable « Sologne lyonnaise » (voir page 16), représente pour les cyclotouristes de l'Ain et du Rhône une véritable oasis : 112 000 hectares presque entièrement plats, parsemés d'un millier d'étangs, qui sont de cette micro-région le plus fort producteur français de poissons d'eau douce (carpes, tanches, brochets). Sans compter, au milieu des bois, autour de ces plans d'eau, nés au onzième siècle des efforts des hommes, des légions de canards, hérons, grèbes et autres oiseaux aquatiques. Les étangs les plus réputés ont nom : le Grand Bièvre, Chapelle (à Versailleux), Baillieux (à Saint-Paul-de-Varax), Forêt (à Bourgneuf), Chassegny (à Chalmont). Encore ne faut-il point oublier une ribambelle de petites rivières recherchées par les pé-

neis. Aux chasseurs et aux pêcheurs s'ajoutent les mordus du vélo, attirés par son excellent réseau de routes départementales et de chemins vicinaux bien entretenus. En l'absence de statistiques officielles, en tenant compte du pourcentage de la population de l'agglomération par rapport à la population nationale (3 %), le parc lyonnais s'élèverait à 570 000 vélos, et les ventes annuelles à 60 000 (1), chiffres crédibles quand on recense une centaine de marchands de cycles et une quinzaine de « grandes surfaces ».

Dans ces conditions, comment s'étonner que les secteurs de la Dombes les plus proches de Lyon se révèlent certains dimanches matins difficilement accessibles aux voitures ? Le circuit dit de Mésillier (Village célèbre par sa statue romaine de la Vierge dominant le Rhône), tracé par Les Echets et Tramoyes, avec sa quinzaine de kilomètres, est vite devenu le Montlhéry régional : entre les courses officielles et les parties de manivelles des cyclo-sportifs de la fin de semaine, l'endroit apparaît plutôt encombré.

Les vraies Dombes sont plus loin, au nord, constituées d'églises rurales de style roman, érigées avec les faibles ressources des habitants : à Saint-Merol, Villars-les-Dombes, Bourgneuf ou Saint-Nizier-le-Désert avec de lourds clochers ; à Saint-Germain-Renon, Saint-Olivier, Lapeyrouse, Beaumont, Crens avec de petites chapelles ; à Saint-Paul-de-Varax avec une remarquable basilique ; à Versailleux avec un style entrecroisé ou à Montlhieux, où prévaut un contraste de briques roses et de gâbles.

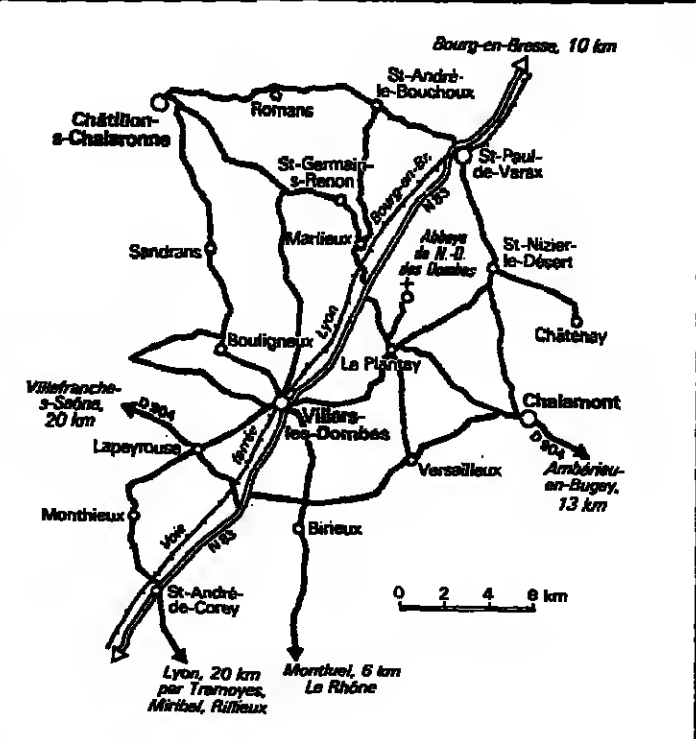
Enjeu militaire au cours des siècles, le plateau des Dombes compte aussi nombre de maisons fortes, fermes fortifiées et petits châteaux en briques roses : à Glairins, Lapeyrouse, Bourgneuf, Montlhieux, par exemple. Et Villars, Chalmont, Châtillon-sur-Chalamont, entre autres, ont su garder leurs vestiges du passé.

« Dans l'Ain, on est bien », proclame un slogan publicitaire du co-

mité départemental du tourisme. Il faut admettre, en effet, que les Bressans, au moins, offrent aux adeptes de la bicyclette des attractions insoupçonnées. Et encore n'insistons-nous pas sur les célèbres poulardes à la crème et aux morilles, les gratins de queues d'écrevisses à la Nantaise, les cuisses de grenouilles aux fines herbes, les quenelles de brochet, les carpes farcies de la Dombes, les gâteaux de foie blond nappés d'un coulis d'écrevisses, les truites au bleu, les crêpes vomassiennes, la galette périgourdine, autant de spécialités « offertes » à Mionnay, Saint-André-de-Corcy, Chalmont, Marlieux, ou à La Chapelle-du-Châtelard, notamment.

De quoi convaincre définitivement les hésitants qui ne verraient dans la région lyonnaise qu'un amas de béton sans intérêt (cyclo) touristique...

MICHEL DELORE.



EN ROUE LIBRE...

- **HÉBERGEMENT :**
 - Office de tourisme, place Bellecour, 69002 Lyon - Tél. : (7) 842-25-75.
 - Comité départemental du tourisme de l'Ain, 2, rue Guichenon - B.P. 79, 01002 Bourg-en-Bresse. Tél. : (74) 23-66-86.
 - Relais des gîtes ruraux de l'Ain, 1, place Clemenceau, 01000 Bourg-en-Bresse - Tél. : (74) 23-61-98.
- **FORFAITS :**
 - Poterie à Pérouges, cité médiévale, onze jours entre le 1^{er} juillet et le 15 septembre, 950 F (hébergement, enseignement, matériel et cuisson compris).
 - Tissage, poterie, à Romanèche-Montagna, en juillet-août, dix jours, 1000 F (hébergement et enseignement compris).
 - Renseignements auprès du comité départemental du tourisme de l'Ain.
- **LOCATION DE VELOS :**
 - Gare S.N.C.F. de Villars-les-Dombes.
 - Lyon deux roues, 139, avenue de Saxe, 69003 Lyon - Tél. : (7) 880-46-40.
- **CARTE :** I.G.N. verte au 1/100 000, n° 44 (Lyon-Genève).
- **A LIRE :** Guide le Gîte et le table dans l'Ain, à réclamer au Comité départemental du tourisme de l'Ain.
- **NATURE :** Informations sur la nature dans la Dombes auprès de la Frapna IFédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature, université de Lyon-1, 43, bd du 11-Novembre, 69621 Villeurbanne-la-Doua.
- **UN CIRCUIT :** « Eglises romanes et châteaux de la Dombes », 416 km, trois itinéraires permanents reconnus par des cyclotouristes chevronnés. Jacques Chané, 101, av. de Saxe, 69003 Lyon.
- **A VOIR :**
 - Parc des Oiseaux, 01330 Villars-les-Dombes - Tél. : (74) 98-05-54. Ouvert toute l'année.
 - Musée français de l'automobile, château de Rochetaillée-sur-Saône (Rhône), sur la RN 433, rive gauche de la Saône, à 11 km au nord de Lyon (de nombreux cycles anciens sont exposés).
- **ACCÈS :**
 - Gare S.N.C.F. à Bourg-en-Bresse et Villars-les-Dombes. Des trains emmènent les vélos en bagage à main depuis Lyon-Bron.
 - Autoroute du soleil et RN 6 : sortir à Villefranche-sur-Saône.

VACANCES-VOYAGES

MOLINES - (Alpes du Sud)
1750 m - 2450 m station village au cœur du parc national du Queyras. Un lieu privilégié (300 jours de soleil par an). Promenades sans limites dans un pays qui a su préserver sites et traditions. Tous types d'accueil. Avant vos prochaines vacances d'été demandez une documentation au :

Bureau du Tourisme
05390 MOLINES EN QUEYRAS
Tél. : (16) 92 46-83-22

Soleil + Sports + animation
St-Raphael - St-TROPEZ
OASIS VILLAGES (94) 40-04-22

Séjours d'une ou plusieurs semaines dans les Landes. Possibilités d'accueil en juin, juillet, août, septembre 83. Listes d'adresses de nos chambres d'hôtes, gîtes équestres, campings, sur demande. (Joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.)

SUAT, Cdt Galland, 40000 Mont-de-Marsan

le plaisir de la voile

PLANCHE EN CORSE pour débutants 2 semaines : 1795 F	CATAMARAN dans le Morbihan 980 F la semaine	NAVIGATION ASTRO Irlande, Groenland Programme au : Tél. (1) 520-01-40 75781 PARIS CEDEX 16
--	--	---

RANDONNÉE VENISE
700 F la semaine

CROISIÈRE CÔTIÈRE
750 F la semaine

LES GLENANS

l'expérience de la mer

AIRCOM SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS 8
268-15-70

ÉTÉ 83

U.S.A. NEW-YORK
à partir de 2 850 F AL

MONTREAL/QUÉBEC
à partir de 3 100 F AL

PAS CHERS, COMPLETS, PRATIQUES... les guides "nouvelles frontières"

LA CÔTE D'IVOIRE

LA SICILE

LA GRECE
EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

L'Algérie • Le Brésil • Le Canada • La Côte d'Ivoire • La Grèce • L'Egypte
Les Etats-Unis • La Grèce • L'Inde • L'Indonésie • La Kenya • Le Maroc
Le Mexique • Le Népal • Les Pays Nordiques • Le Portugal • Le Sénégal
La Sicile • Sri Lanka • La Thaïlande • La Tunisie • La Turquie

les éditions Jeune Afrique, 3, rue Raspail, 75008 Paris

Pédaler en famille

(Suite de la page 15.)

Deux précautions doivent être prises par ceux qui optent pour le combiné vélo-hôtel. Tout d'abord, il est prudent de retenir sa chambre la veille, surtout dans les zones touristiques et au mois d'août, car il n'est pas drôle, au terme d'une journée de route, de se cogner au panneau « complet » et de rallonger l'étape de 10 kilomètres. L'annuaire du téléphone est un excellent outil pour établir son itinéraire. Sélectionnez de préférence les hôtels dont les noms fleurissent non la province : hôtels du Parc, du Lion d'or, du Champ de foire, de la Poste, du Château, de la Gare... Demandez les prix et des détails sur l'équipement sanitaire.

Deuxième avertissement : ne vous offusquez pas des anomalies que vous relèverez dans le comportement de vos bêtes. L'accueil chaleureux rachète une litte aux ressorts vigoureux. Les prix « donnés » font oublier qu'on vous compte, sans sourcil, le service sur la chambre, le petit déjeuner et le repas du soir. Un jour, vous tombez sur un amour d'hôtelière. Le lendemain, sur un coccinelle qui vous en veut de lui donner du travail. Un condensé instructif de l'hôtellerie française.

Le cycliste a faim

Au fil des kilomètres, on découvre mille sensations, trucs et réflexes.

On commence par comprendre que le vélo permet de goûter plus vite que la marche les paysages, les villages tranquilles, les odeurs de ferme. On perçoit la plaine qui se mue en coteaux, les saules qui obéissent le pas aux sapins et les changements de pente des toitures.

La pluie n'est pas l'ennemie que l'on croit. C'est au contraire le soleil qui brûle et enfièvre le cycliste. Ce

ne sont pas les mollets, mais les épaules et les fesses qui paient les efforts des kilomètres.

Les cartes routières classiques ne sont pas adaptées à la randonnée. Elles ne mentionnent pas le relief essentiel dans la peine du cycliste et oublient les merveilleux petits chemins ruraux où l'herbe pousse au milieu du goudron. Vive la carte I.G.N., autrefois dite « d'état-major » !

Le vélo aiguise les sens. Celui de se lever, d'abord, tant il sollicite la transpiration. Toute eau donne

l'impression d'être un bain de jouvence. La pluie ensuite : que ceux qui attendent d'une randonnée à vélo un amaigrissement de leurs formes déchantent. On y dévore et sans vergogne.

En selle donc ! Vers l'Alsace ou la Provence. Au départ de Lille ou de Bordeaux. Droit devant, avec retour par le train, ou la boucle qui ramène au point de départ. En famille ou les copains d'abord. Chacun trouvera sa place à pied et une France pour son plaisir.

ALAIN FAUJAS.

U.S.A. NEW-YORK
à partir de 2 850 F AL

AIRCOM SETI
25, rue la Boétie, 75008 Paris
tél. : 268.15.70 + LIC A962

MÊME SANS DEVIS
PARTEZ EN ANGLETERRE
Séjours en universités, avec cours d'anglais, payables en France sans imputation sur le carnet de change
REGENT SCHOOL, 36, rue de Chazy 92200 Neuilly, Tél. : (1) 637-35-88

UNE SEMAINE DE CHEVAUCHEE FANTASTIQUE: 1200F

Piquer un galop sur les traces de d'Artagnan, 7 jours d'aventure avec un pur sang, et vous découvrirez des sensations que ne renieraient pas John Wayne ou Tarass Boulba. Hébergement en gîte, hôtel ou bivouac.

Alors en selle, faites-vous des vacances équestres en Midi-Pyrénées. Par exemple, une randonnée d'une semaine dans les Pyrénées coûte 1200F. Pour ce prix, vous êtes accompagné par un spécialiste, vous partagez

C'EST CA L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron.

(6) 47.11.12 BP2000 31017 TOULOUSE
Standard 6 jours/7 de 8 à 21 h

PROTÉGEZ LA NATURE !

CHASSE

« Il faut que la France rejoigne par étapes la législation internationale »

nous déclare Mme Bouchardeau

Durant deux jours, les 18 et 19 juin, la pêche et la chasse seront à la fête à Chantilly pour leurs « Journées nationales ». L'en dernier, trente mille visiteurs étaient à Chambord en rendez-vous. Cette année, la manifestation, placée sous le patronage du

ministère de l'environnement, devrait accueillir, estiment les organisateurs, près de cent mille visiteurs. Loisirs populaires, la pêche et la chasse n'ont pas fait jusqu'ici l'objet de déclarations officielles de la part de Mme Bouchardeau, secrétaire d'Etat à

l'environnement, qui a succédé à M. Crépeau le 24 mars dernier. Elle répond ci-dessous brièvement à quelques-unes de nos questions sur des activités qui peuvent parfois donner lieu à controverses.

C. L.

« Il y a en France un million huit cent cinquante mille porteurs de permis de chasse. Quelle est votre position de ministre à l'égard de la chasse telle qu'elle existe dans notre pays et quel est votre sentiment personnel à l'égard d'un loisir qui peut souvent être une passion ?

— Je ne suis ni chasseur ni chasseuse. Je veux dire que, pour ma part, j'ai eu de positions personnelles sur la chasse. En arrivant dans ce ministère, je me suis rendu compte de l'importance que ce « loisir-passion » avait pour beaucoup. Je me suis surtout aperçue de la très grande diversité des formes de chasse.

— Toutes les formes de chasse, à courre, à tir, sélective ou en battue, vous inspirent-elles les mêmes réflexions ?

— Ce que j'ai cru comprendre dans ce dossier « chasse », c'est qu'il y a de très grandes différences : dans certaines régions, la chasse est un loisir populaire qui offre une activité de week-end aux gens qui vivent à la campagne. Si on se place du côté des protecteurs de la nature, il n'y a rien à voir entre la chasse aux oiseaux qui se pratique dans le Midi et la chasse telle qu'on la connaît dans le nord de la France, en région parisienne ou en Sologne par exemple.

— Cela ne veut pas dire que, si on se place du côté des protecteurs de la nature, on va pouvoir faire l'équilibre entre un loisir populaire qui

serait « gentil », pas cruel, et une grande chasse qui mettrait à mort de pauvres bêtes comme dans la chasse à courre. Il peut y avoir de petites chasses très traditionnelles et très cruelles, qu'il faut interdire parce qu'elles s'en prennent à des animaux en voie de disparition. En revanche, il peut y avoir des chasses pratiquées par des gens assez riches pour se payer d'autres loisirs et qui se font cependant suivant les bonnes règles cynégétiques et en respectant la nature. A mon avis, il y a deux buts : d'une part, le butoir de ce que j'appellerai la « préservation des espèces » ; d'autre part, la suppression d'un loisir traditionnel qui pourrait apparaître comme une brimade.

— Après ma nomination, le 24 mars, j'ai décidé que les règles qui avaient été établies pour le printemps par mon prédécesseur seraient maintenues. Mais je pense que la France ne peut pas rester en arrière des autres pays européens en ce domaine. Ainsi, en ce qui concerne par exemple les oiseaux migrateurs, nous sommes très en retard par rapport à la législation internationale. J'ai demandé qu'on prenne l'avis des chasseurs, d'une part, et des protecteurs de la nature, d'autre part, pour que dès l'automne prochain on mette sur pied un ensemble de règlements concernant la chasse, afin de rejoindre par étapes la législation internationale. Il faut aussi éviter de donner l'impression aux chasseurs qu'on va les grignoter petit à petit, année après année. On

doit leur dire où le gouvernement veut aller et dans quels délais. Mes sentiments personnels, en la matière, ont peu d'importance. Je n'ai pas d'affinités particulières pour cette pratique, surtout lorsqu'on se conduit à la manière des anciens seigneurs en bloquant les chemins d'un bois, en interdisant aux promeneurs l'accès à une forêt à cause d'une battue. Toute attitude de prise de possession outrancière de la nature sous prétexte que l'on a acheté des droits sur elle, y compris le côté un peu « machiste » de la chose, tout cela ne me plaît pas beaucoup. Mais je ne veux pas me laisser conduire, à mon tour, par des sentiments irrationnels. On va essayer de mettre les choses à plat. Si, à la fin de septembre, c'est l'impression que je dirai, mais j'espère qu'on y arrivera, et cela compte plus que ma sensibilité personnelle.

— A propos du projet de loi sur la « pêche » qui est étudié par le Parlement, certains s'inquiètent d'une éventuelle atteinte au droit de propriété. Qu'en est-il selon vous ?

— Rien ne change à l'égard du droit de propriété. Le droit de propriété des riverains s'accompagne du devoir de gérer l'espace qu'ils possèdent, berges de rivières ou étangs. On leur laisse la possibilité de le gérer eux-mêmes et de garder leur droit de pêche ou de vendre

ce droit à une association qui va se charger de la gestion. On a fait cette loi pour que les droits de pêche soient assortis de devoirs, tant pour l'entretien des berges que pour la qualité de l'eau et la vie des poissons. Les droits de passage peuvent s'entendre sans aucun préjudice pour les propriétaires et les gens qui font de l'élevage. Par exemple, on peut très bien laisser une clôture en bord de rivière et y installer un « tabouret », comme cela se fait en Ecosse, afin de permettre aux pêcheurs de la franchir. Jusqu'à présent, les raches n'ont pas encore appris à monter sur un tabouret !

PARTIR

Memrods d'outre-mer

Au mois de juillet, commence la saison la plus favorable pour la pêche et la chasse en Guyane. L'aventure au bout de la piste : remontées des fleuves en pirogue, pêche au canot ou à la main, chasse dans la forêt amazonienne... un hémisphère d'été d'été (dix jours, à partir de 12 600 F). Les amateurs de trophées seront plutôt tentés par la grande chasse en République Centrafricaine, dans une région vierge de tourisme cynégétique (douze jours, pour le prix de 26 080 F). Deux séjours en zone franc.

* Jet Tours chasse et pêche, 19, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : (1) 550-20-75.

La Crète à pied et à vélo

La Crète à pied, à vélo ou en autocar. Trois circuits qui proposent Nouvelles Frontières. Pour les amateurs de randonnées, les montagnes couvertes de châtaigniers (deux semaines, 2 990 F + nourriture) ; pour ceux qui ont choisi la bicyclette : jalouses et crêtes (deux semaines, 2 990 F + nourriture) ; enfin, pour celui qui veut « tout » : autocar, avec guide grec (deux semaines, 4 690 F).

* Nouvelles Frontières, 37, rue Voltaire, 75015 Paris. Tél. : (1) 578-65-40.

Les Journées de Chantilly

Les Journées nationales de la chasse et de la pêche se dérouleront dans le parc de châteaux de Chantilly les 18 et 19 juin prochains. Il ne s'agit pas seulement d'un Salon commercial destiné aux passionnés, la manifestation donnant lieu aussi, outre les concours de tir et de pêche, à des expositions-ventes d'objets d'art et de produits régionaux.

En outre, plus de mille chiens de chasse y rivaliseront en travail et en beauté. Enfin, chacun sait que Chantilly est l'un des lieux les plus agréables de France, et les représentants de l'espèce canine seront de la fête.

Les Iles de l'Adriatique à bord de l'Africa Queen

Catalogue dans toutes les agences Havas Voyages et à l'Espace Touring Vacances, 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Tél. : 296.51.41

MONTAGNE

Ascenseur pour Gavarnie ?

UNE controverse est en train de se développer autour des projets d'équipement et d'urbanisation du village de Gavarnie (Hautes-Pyrénées). Celui-ci est le centre principal d'intérêt des excursions qui proposent les agences de voyages de Lourdes aux pèlerins français et étrangers pendant la journée de détente suivant classiquement le déroulement des cérémonies religieuses. On estime à près de un million les pèlerins qui se rendent ainsi chaque saison avec plus de deux cents autocars lourds dans ce que l'on a appelé le Zermatt des Pyrénées.

Regroupés au sein d'un syndicat, les loueurs de montures de Gavarnie (plus de trois cents chevaux et mules spécialement dressés) ne manquent donc jamais de clientèle pendant la haute saison touristique (juillet, août et jusqu'en 10 ou 15 septembre). Sur plus de 4 kilomètres de sentiers de montagne, où ne circule ni le matin ni le soir que le véhicule de ravitaillement de l'habitat d'une famille de guides, les caravanes des excursionnistes s'écartent tout le long du jour. Chevaux et mules, au demeurant placides, sont surveillés par de jeunes accompagnateurs.

Devant le conseil général des Hautes-Pyrénées ou à très récemment évoqué « le vieillissement de la station de sports d'hiver de Gavarnie-Les Espérettes ». Cet échec est contesté formellement par l'ancienne municipalité de Gavarnie, qu'animait le guide Georges Adagas. Sous son impulsion, avant 1977, des remontées mécaniques, volontairement limitées pour ne pas gêner l'environnement, avaient permis à Gavarnie de s'ouvrir à une nouvelle vocation, sans heurter la sensibilité des fervents de la montagne. L'actuelle municipalité, qui a été élue en mars dernier au deuxième mandat avec comme maire un ancien champion de fond des Pyrénées, Germain Bordes, a reconsidéré le dossier.

On avait parlé un temps, et c'était sérieux, d'investissements immobiliers, de pétrodollars pour le compte d'émirs arabes. Mais les conseillers français de ceux-ci, qui avaient pris les contacts avec la municipalité de Gavarnie, furent découragés, fort heureusement, dans leurs approches. Aujourd'hui, le projet est ainsi caractérisé : création de 2 500 lits dans la ZAC dite de Baretge, 250 lits de réhabilitation s'ajoutant aux 675 que possède jusqu'à présent la station, 500 lits supplémentaires prévus dans le camping actuellement en service, 1 400 lits répartis dans le bas de la station, assez loin de la plus belle perspective sur le Cirque. Le total dépassant 4 000 lits inquitte les associations de défense de la monta-

gne. Celles-ci font surtout bloc contre la construction d'un téléphérique dont le départ serait installé au centre du village. Cette remontée transporterait 900 passagers à l'heure jusqu'à l'épave du sonnet de Mourgat, à 1 950 mètres d'altitude.

Le conseil général des Hautes-Pyrénées a, au cours de sa dernière session, accordé sa garantie d'emprunt à la municipalité de Gavarnie pour une somme de 16 millions de francs, car les projets comportent des équipements collectifs d'accueil, devant, selon la municipalité, créer cent emplois dans la station comptant 170 habitants permanents.

Cinq mille lits pour un village

Une association de défense du patrimoine, animée par le guide Georges Adagas, a trouvé des alliés de poids dans son combat contre le projet de quelque 50 millions de francs d'investissements. Les délégués des Hautes-Pyrénées du CO-PRAE (Conseil permanent régional des associations d'environnement) viennent de prendre position publiquement en publiant une protestation qui déclare notamment : « Le conseil permanent du CO-PRAE, présidé par M. Montferrand, délégué régional de l'architecture et de l'environnement, s'élève vigoureusement contre le projet d'extension démentielle de la station touristique de Gavarnie. Le plan plurianuel de développement touristique a déjà reçu les plus vives critiques des associations et fédérations suivantes : commission pyrénéenne de la montagne, SEPANSO Hautes-Pyrénées et Pyrénées-Atlantiques, Club alpin français, Comité d'action montagne, les Verts Midi-Pyrénées et le mouvement Ecologie Bigorre. La montagne est toujours l'objet de convoitise et le site de Gavarnie est menacé par une extension des remontées mécaniques (un téléphérique et une dizaine de téléskis) ainsi que par un programme d'urbanisation de 5 000 lits autour du village. Notre espace pyrénéen ne peut pas être le jouet de l'économie et du tourisme excessif. Ce patrimoine inestimable doit être conservé. Nous indignons d'ailleurs que la commission des unités touristiques nouvelles a décidé, lors de sa réunion à Paris le 3 mai dernier, de donner un avis défavorable au projet d'installation des téléskis et du téléphérique gros porteur. Les associations et fédérations ci-dessus désignées insistent maintenant pour que les projets d'urbanisation restent raisonnables. »

GILBERT DUPONT.

A Malte, avec 1.000F vous irez loin...

Malte vous accueille les bras ouverts. L'hospitalité du peuple maltais, une Méditerranée pure et cristalline, 6.000 ans d'histoire passionnante, des fêtes de village uniques... et surtout, un coût de la vie très avantageux, font de Malte un lieu de villégiature attrayant.

Voyageurs par vol régulier Airmalta, vous aurez droit, dès l'arrivée, à un livret de coupons gratuit (valeur approximative 190 F).

Contactez sans tarder votre agence de voyages ou Airmalta et Bureau de Tourisme de Malte Champs Elysées 92 - 75008 Paris

Tél. Paris: 01/5631753

Tél. Lyon: 7/8372085

Les Iles Maltaises
Le soleil et le cœur sur la main.

INTER-CONTINENTAL BUCAREST

Hôtel situé près du nouveau Théâtre National, dans le même parc, en plein centre ville. 423 chambres à air conditionné, terrasses privées, télévision en couleurs à circuit fermé. Restaurants, bars, night-club, cafés. Magasins, salle de gymnastique, piscine, sauna, salles de conférences et de symposiums. Bd N. Bălcescu, 4, Bucarest 1 (Roumanie) - Tél. 13.70.40 Télex 11541.

INTER-CONTINENTAL HOTELS
THE HELP YOU LOOK GOOD IN MORE THAN 80 CITIES AROUND THE WORLD.

SOYEZ PARÉS POUR LA SAISON !

DU 2 AU 22 JUIN

-18,60%
(équivalent de la T.V.A.)



SUR NOTRE CATALOGUE D'ACCASTILLAGE
(prix au 1^{er} janvier 1983)

PARIS 75004, 2/4, rue de la Bastille - Tél. (1) 272.95.00
BOULOGNE S/MER 82000
93, avenue J.-B. Clément - Tél. (1) 605.98.57

UNE SEMAINE DE RIPAILLE POUR 1150F

Après tout, quand on est en vacances, autant en profiter pour bien manger. Un petit exemple, histoire de vous mettre l'eau à la bouche. Pour 1150F, vous passez une semaine dans un superbe hôtel 2 étoiles en Midi-Pyrénées.

Au menu: foie gras aux câpres, aiguillettes de canard bigarrade, grenadin de veau aux giroles, coquelet quercinois, tourtière du pays.

Et si, ensuite, vous avez faim

de découverte, prenez votre voiture (ou votre vélo) et explorez la campagne. Elle est aussi belle que la chère est bonne.

C'EST CA L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron.

BP2000 31017 TOULOUSE
(61) 47.11.12 Standard 6 jours / 7 de 8 à 21h

السلامة

APRÈS LES G.I.'S, LES G.M...

La Thaïlande double la dose

Le fumet thaïlandais dont l'odeur passablement épicée avait tant chatouillé les narines des voyageurs occidentaux est-il en train de s'évanouir ? Malgré le tintamarre publicitaire qui a accompagné en 1982 la célébration du bicentenaire de la fondation de Bangkok, les touristes européens ont boudé le royaume des éléphants. Selon les statistiques officielles, leur nombre a diminué de 5,7 % par rapport à l'année précédente. Aucun des pays de départ n'a échappé à cette déflation, mais ce sont les Français qui ont semblé les plus réticents. Les touristes tricolores s'en vont vers Bangkok n'ont été que 64 000 soit 8 % de moins qu'en 1981. Les restrictions de change vont encore amenuiser ce chiffre cette année. La compagnie aérienne Thai Airways a déjà perdu 50 % de sa clientèle française en avril en mai.

Les difficultés intérieures de la Thaïlande n'ont pourtant pas été plus signifiées que naguère. Les frictions frontalières avec le Laos et le Cambodge ont suivi leur cours saisonnier. Les guérilleros communistes qui rôdent encore dans les collines ont subi les raffrâges de routine. Dans le Triangle d'or, les bandes armées de trafiquants de drogue ont continué à jouer aux gendarmes et aux voleurs avec la police. La violence quotidienne connaît son niveau coutumier et le pays décline toujours l'un des records mondiaux pour le taux de prisonniers de droit commun par habitant. Quant aux célèbres massenges, elles pointent un peu plus tôt qu'autrefois pour respecter l'obligation de clare leurs cabines à minuit sonné.

Non, il semble bien que tout cet exotisme ait cessé d'exciter les Européens. Après tout, on peut éprouver dans la même région, en Birmanie, en Malaisie, et ailleurs, des sensations plus authentiques.

Un folklore de pacotille

Les Thaïlandais eux-mêmes, et peut-être sans s'en rendre compte, en sont probablement responsables. Voilà un peuple qui depuis des siècles résiste à toutes les tentatives de conquêtes. Ce réflexe collectif, il l'a en l'égard de l'envahissement touristique. La Thaïlande apparaît aujourd'hui comme protégée par une carapace dorée. Entre le pays réel et le pays vendu aux clients des touros-opérateurs s'interpose une sorte de ligne Maginot. Les « go-go girls » en sont les avant-postes les plus séduisants, mais il y a bien d'autres défenses en profondeur.

A Bangkok même, les lieux fétichés par le flot touristique se réduisent à

une douzaine : temples indéfiniment revisités, maisons traditionnelles reconstituées, parc d'attraction où en deux heures tout le folklore thaï vous est livré, marché flottant de pacotille, ferme d'élevage de crocodiles à 30 francs l'entrée, etc. En province, les chemins sont balisés, les villages d'opium comme la visite dans les villages de tribus à « demi-sauvages » où les maisons sont placardées de panneaux explicatifs.

Derrière les échoppes d'artisans soi-disant traditionnels romonnent les ateliers où les gosses travaillent dix heures par jour sur des machines japonaises. Les nobles et légendaires éléphants eux-mêmes, dressés par le syndicat d'initiative, font les clowns de récréation aux plages jadis désertes. Celles qui ont été sacrifiées au tourisme rassemblent chaque jour davantage à notre Côte d'Azur. Quant au point de la rivière Kwai, de cinématographique mémoire, il est devenu un « must » pour les amateurs de frisson rétrospectif.

Mais ces agréables attrape-nigauds sont autant d'abîmes de fixation qui éparpillent au reste du pays, aussi vaste et presque aussi peuplé que la France, de subtils outrages de voyeurisme. Les buffles peuvent dormir tranquilles dans la boue des rizières et les boeufs venir s'allonger dans leurs temples pour y mourir en souriant sous l'œil bienveillant de Bouddha.

Si les fausses fenêtres agacent à présent les Européens, elles fascinent encore les autres peuples du monde. Le courant venu d'Amérique, d'Australie, du Japon continue à s'enfler. Celui qui prend sa source chez les voisins immédiats de la Thaïlande connaît un véritable boom. Les touristes issus de Malaisie et de Singapour représentent le tiers des visiteurs et leur nombre a augmenté de près de 27 % en un an.

Grâce à ces renforts qui ont compensé et au-delà le déficit européen, la Thaïlande a reçu en 1982 un nombre record de touristes : plus de 2,2 millions. Ils ont laissé 20 milliards de bahts, soit l'équivalent de 7,6 milliards de francs. Après l'exportation du riz, le tourisme est la deuxième ressource du royaume. Elle sera probablement la première avant longtemps puisqu'un table sur près de trois millions de visiteurs et leurs 35 milliards de bahts pour 1986.

On fait ce qu'il faut pour les recevoir. D'abord redorer l'image de marque du pays. Le gouvernement s'y applique en insistant sur la sécurité. Les propositions d'arrangement avec le Vietnam pour apaiser les in-

eidents de la frontière cambodgienne vont dans ce sens, comme l'annonce d'opérations réussies contre les trafiquants de drogue et les maquis communistes. Le corps de police qui avait été créé pour assurer tout spécialement la protection des touristes n'avait jusqu'ici que des efforts symboliques. Ils viennent d'être doublés.

Au-delà de la rivière Kwai

Autre orientation assez originale : le nouveau gouvernement affirme qu'il veut promouvoir un tourisme rural s'appuyant sur la découverte du vrai folklore, des fêtes locales, de la nature, des trésors archéologiques. La Thaïlande possède, dans ce domaine, des titres qui en valent bien d'autres. La découverte de certains d'entre eux sont la retombée indirecte de l'épopée douloureuse du pont de la rivière Kwai. L'un des prisonniers de guerre néerlandais travaillant à la fameuse voie ferrée était préhistorien dans le civil. Il repéra un jour dans le balaï qu'il était en train de poser des silex taillés. Quinze ans plus tard il revint sur les lieux et fouilla les grottes du socle. Elles recelaient des peintures rupestres et de nombreux outils de plusieurs époques fort recuées. La Thaïlande n'a pas qu'une brillante histoire : elle a aussi une préhistoire.

En vérité, les observateurs ne croient guère à l'exploitation touristique du pays profond. D'abord parce qu'il n'est pas équipé pour recevoir des étrangers dans des conditions normales d'hygiène, de sécurité et de confort. Ensuite et surtout parce que l'argent s'investit encore et plus que jamais dans des superpalaces évidemment plantés à Bangkok et dans les stations touristiques les plus courues : Pattaya, Chiang-mai, Phuket, etc.

La capitale, notamment, paraît saisie d'une fièvre hôtelière sans précédent. Les établissements de première classe poussent comme des champignons. Leurs dimensions et leur luxe sont pharaoniques. Le dernier en date, le Plaza, financé par un chinois richissime, aura 650 chambres. Trois cascades rafraîchissent jour et nuit son gigantesque hall revêtu de marbre, d'acier gaufré et de teck tout si lours qu'ils ne peuvent enlever, malgré leur taille, qu'un modeste contingent de clients. La salle des banquets est prévue pour 1 500 convives.

Selon la presse locale la capacité hôtelière de Bangkok serait cette année de 16 000 chambres de classe supérieure et, compte tenu des projets en cours, atteindrait les 20 000 en 1986. L'offre ne va-t-elle

pas dépasser la demande ? Inquiet, le lobby hôtelier a obtenu du gouvernement un allègement de la taxe sur les chambres qui est de 16,5 %. Il réclame une baisse des tarifs électriques, car l'air conditionné qui transforme ces palaces en glaciers coûte une fortune chaque jour.

On le voit, il faut, coûte que coûte, que les visiteurs continuent d'affluer en Thaïlande. Tout le monde s'emploie à les attirer. La Thaï, la compagnie aérienne nationale, qui se considère comme le premier promoteur touristique du pays, multiplie les opérations de promotion, y compris en direction des hommes d'affaires. Il y a quelques mois, l'Office national du tourisme a signé une convention avec Gilbert Trigano. Si tout va bien, le Club Méditerranée ouvrirait trois villages à Bangkok, au centre, à Chiang-mai, au nord, et à Phuket, au sud, pouvant recevoir 30 000 « G.M. » par an.

La navigation de plaisance est-elle pratiquement impossible dans le golfe de Siam en raison de la piraterie qui y sévit ? Une compagnie privée n'acquiesce, au Japon, un gros navire pour organiser quand même des croisières, ce qui ne s'était jamais fait. Dans les îles du Sud, cocotiers, coraux et plages de rêve, l'équipement hôtelier était jusqu'ici plus que sommaire : des cabanes en planches plantées sur le sable et pompeusement baptisées « cottages ». A Samui, une Thaïlandaise, architecte de métier et qui a longtemps roulé sa bosse à l'étranger, vient d'ouvrir un hôtel de charme. Au milieu des pelouses arborées, elle a fait bâtir des bungalows style colonial - des vrais ceux-là - attendent une clientèle plus huppée que les hippies qui hantent l'île. Les réservations sont déjà complètes pour toute la saison prochaine.

La Thaïlande ne s'endort pas sur ses lauriers au peu défrêché. C'est un lupo qu'elle ne peut plus s'offrir. Le tourisme est aujourd'hui sa drogue : il faut sans cesse forcer la dose, sinon...

MARC AMBROISE-RENDU.



PORTRAIT D'UN TOURISTE

Un képi sur l'Amazone

Q'EST-CE qui trotte dans la tête d'un fleuve qui, à 3 heures du matin, emmitoufflé dans son uniforme de gardien de la paix et les mains enfouies dans les poches pour se protéger du froid, tape le bitume au pied du mur de la Santé ? L'Amazone.

« Enfin, ça y est, raconte Jacques Bock (1), le tintement de la cloche de Saint-Joseph de Cluny marque 6 h 30. C'est le moment de la relève. Je m'engouffre une dernière fois dans la bouche de métro à Denfert-Rochereau, monte quatre à quatre les deux étages de mon petit immeuble de la rue Chardon-Lagache et me retrouve chez moi dans un capharnaüm invraisemblable. Au milieu de neuf canines métalliques et de six grands sacs à dos bourrés jusqu'à la gueule... » Et en route pour le Pérou.

Hier gardien de la paix dans le quatorzième, aujourd'hui affecté à la brigade de nuit du seizième arrondissement, Jacques Bock passe ses vacances et ses congés sans solde à voyager. D'autres achètent un appartement, une voiture. Lui, il saute dans un avion. Une longue histoire avec, en toile de fond, la passion du voyage, mais pas une fuite face à un métier difficile. « Chez nous, à la police », commence en effet le gardien Bock quand il évoque son métier.

Son aventure à lui, c'est le voyage. Pas ethnologue ni anthropologue. Encore moins historien. Sur-tout pas routard. Découvrir, voir et apprendre. Etude approfondie de l'itinéraire et préparation sérieuse du matériel. Une revanche sur le passé. Né à Toulouse il y a trente-trois ans, enfance difficile dans le Lot, où il court les bois et les collines tout en se régaland, parfois, de poules chaponnées par un compagnon, et cuites sur un feu de bois. Jacques Bock commence sa vie professionnelle à quatorze ans.

Apprenti boulanger, cordonnier, tout ce que l'on peut faire avec ses dix doigts passe entre ses mains. « C'était dur, mais je ne regrette rien. » Souvent, il jette des regards d'envie sur les cartes de géographie. Et puis, comme tout bon provincial, il « monte » à Paris. Mais lui, avec une mappemonde dans la tête. Et il entre à la préfecture de police. Le voici gardien de la paix.

En 1979, il réussit à concrétiser son rêve. Il réalise le premier de ces cinq séjours en Amazonie. L'argent ? Il en trouvera. Le sien, certes, mais aussi celui provenant d'une importante agence de voyages. A l'occasion de sa dernière

expédition, il écrit un livre pour raconter ses aventures. Il en écrit d'autres après avoir vu la misère des enfants « baudouinés » d'Iquitos (Pérou).

Et puis c'est le départ vers la forêt et les villages du rio Galvez. « Mon regard posé sur les gens n'est que celui de l'homme que je suis, rien de plus, avec ses émotions, ses envies de hurler et ses erreurs aussi », assure-t-il.

La grande idée de Jacques Bock, c'est d'organiser, en 1984, une expédition de deux mois (juillet et août) en Amazonie avec cinq ou six jeunes de seize ans. « J'ai déjà défini le cadre de ce voyage, dit-il, et j'ai discuté avec beaucoup de jeunes. Ils n'ont pas la curiosité malsaine de certains touristes, ils ne vont pas voir des Indiens pour découvrir des sauvages. Mais pour les connaître. C'est tout différent. »

Oui, il y a beaucoup de passion sous le képi de ce gardien de la paix qui, chaque nuit, tient une permanence dans un commissariat parisien. Du rêve aussi.

JEAN PERRIN.

(1) Voyage dans la nuit verte, de Jacques Bock. Flammarion. Prix : 75 francs.

Le Monde des PHILATÉLISTES

Dans le numéro de Juin (64 pages)

LES COLIS POSTAUX D'ALSACE-LORRAINE

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques : 10,50 F

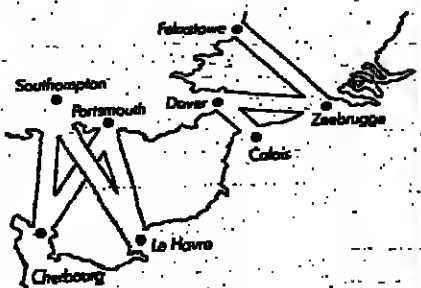
24, rue Chauchat Paris 9^e
Tél. : 824-40-22

L'ANGLETERRE SANS CARNET DE CHANGE.

Pourquoi vous priver d'un long week-end en Angleterre ? Avec les 1000 F par personne que vous pouvez emporter pour chaque séjour à l'étranger, offrez-vous un voyage en Grande-Bretagne sans toucher à votre allocation de devises.

C'est d'autant plus facile que Townsend Thoresen vous propose 50 % de réduction sur la traversée aller et retour pour votre voiture, vos passagers et vous-même. Quels que soient le jour choisi et l'heure, si vous ne restez pas plus de 60 h en Angleterre. Et pour moins de 5 jours, vous bénéficierez de 25 % de réduction.

Alors, à vous l'Angleterre avec Ferry le Magnifique.



Embarquez sur Ferry le Magnifique. Evadez-vous. Ferry le Magnifique apporte à votre traversée vers les Îles Britanniques tout le confort et le charme d'une vraie mini-croisière. Ferry le Magnifique ? Des bars, des restaurants et des boutiques hors taxes. Enfin toute une vie déjà « made in England ».

Ferry le Magnifique. 58 traversées par jour, 5 routes au départ de trois de nos ports : Calais, Cherbourg et Le Havre. Ferry le Magnifique : 75 mn entre Calais et Douvres. La traversée la plus rapide en car-ferry.

Pour tout savoir sur les horaires, les tarifs, les réductions, consultez votre agent de voyages ou envoyez ce bon à Townsend Thoresen, 41, bd des Capucines, 75002 Paris - Tél. (1) 261.51.75.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

MON 3

TOWNSEND THORESEN
European Ferries

AVEC TOURISME
9 JOURS DE CROISIÈRE
MUNIC ET LES GORGES

• Croisière de 9 jours
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

• 2000 F par personne
• 2000 F par personne
• 2000 F par personne

Hippisme

La petite panoplie de Piggott

DÉBUT du grand mois hippique de l'année avec le prix Dollar, le Derby d'Epsom et le prix du Jockey-Club. Pour n'ignorer aucun de ces événements, la chronique se fait journal.

29 MAI, LONGCHAMP. — Une première — symptomatique de l'orientation commerciale qu'ont prise les courses de haut niveau — dans la vie hippique française : un cheval américain débute en France, précédé d'une page de publicité dans *Paris-Turf*. Dans cette page, les propriétaires expliquent que *Lemhi Gold* (c'est le nom du cheval) a gagné 1 118 445 dollars aux États-Unis, qu'il vient en France pour essayer de remporter, à l'automne, l'Arc de Triomphe, et que, en tout état de cause, il sera troisième victoire de l'année. Cependant, le moins qu'on puisse dire est que le second, l'allemand *Oronino*, n'a pas été aidé par son jockey, également Allemand, Longchamp, cela s'apprend...

1^{er} JUIN, EPSOM. — Un seul concurrent français au départ du Derby : *Pluralisme*. La réserve manifestée par les écuries de Chantilly confirme l'impression générale ressentie ce printemps : la millième française 1983 est médiocre, et même les entraîneurs qui croient dé-

tenir les meilleurs crûs ont renoncé à les inscrire au banquet hippique anglais.

C'est un banquet à l'eau. Il est tombé des trombes toute la nuit. Le Derby va se courir dans le terrain le plus lourd qui lui ait été offert depuis 1924.

On savait déjà que le « vieux » Lester Piggott (quarante-sept ans) avait un ordinateur dans la tête pour déclencher le bon réflexe au bon distancé de seconde : un chronomètre dans les yeux pour apprécier le rythme exact de chaque course ; un moteur dans les épaules pour les derniers coups de cravache ; et encore un petit quelque chose d'indéfinissable, qui est peut-être magnétique et qui fait de lui un des cinq ou six hommes au monde sous la monte.

On dit aujourd'hui compléter la panoplie : il a aussi, dans la tête, à côté de l'ordinateur, une station météo. Comme presque tous les ans, plusieurs propriétaires lui avaient proposé de monter leur cheval. Il a choisi, le samedi passé, celui qui s'accorde le mieux du terrain lourd : *Teosoro*.

La ténacité ne fait qu'une bouchée du peloton des vingt-deux autres concurrents. À l'arrivée, trois longueurs séparent *Teosoro* du second, l'irlandais *Carlingford Castle*, fils d'un étalon français qui n'avait été, chez nous, qu'un cheval de course de second plan : *Le Bavard*.

C'est le neuvième Derby de Piggott. Le record sera difficile à battre : il avait déjà fait attendre un siècle et demi (le Derby a été créé en 1780) pour qu'un précédent jockey, Steve Donoghue, accroche six victoires.

Pluralisme termine septième. Il s'est mêlé en insistant aux chevaux de tête vers *Tetterham Corner*, puis il a faibli. C'est probablement un cheval de 2 100 mètres plutôt qu'un de 2 400 mètres.

4 JUIN, EPSOM. — C'est arrivé... tout à l'heure. Ce samedi après-midi, en effet, les *Cahiers* du cheval ont publié le résultat d'une seule écurie française encore, représentée par *Alexandrie*. Mais, cette fois, ce n'est pas une qualité d'ensemble qui est en cause : on peut même considérer que, gagnante à la fois des Guinées anglaises (*Ma Biche*), de notre Poule d'Essai (*Il Altravente*), et première et seconde des Guinées irlandaises (*Il Altravente* et *Maximou*), les poulchies de Chantilly dominent, cette année, le gent hippique féminin européen ; simplement, toutes ces championnes hésitent encore à se

hasarder sur les distances de plus de 1 600 mètres, elles reportent à l'automne les tâches de longue haleine.

Alexandrie, elle, est une poulchère de plus de 2 000 mètres. En outre, elle a déjà gagné deux fois corde à gauche (à Saint-Cloud), le sens en usage à Epsom. Elle est seconde favorite.

6 JUIN, CHANTILLY. — C'est arrivé... demain. Du côté des propriétaires, le prix du Jockey-Club fait penser à un affrontement des nouveaux contre les anciens. D'un côté : *Suzanne Marchois*, le plus récent des grands propriétaires internationaux, des pétroliers sur toutes les mers, couleurs portées par *L'Emigrant*. En face : *Guy de Rothschild*, détenteur d'une des plus anciennes et plus prestigieuses casques françaises, « gréviste » (écrit-il) pour cause de nationalisations mais auteur d'un spectaculaire retour au premier plan avec un excellent *Bre* devenu un best-seller en quelques jours : *Contre bonne fortune*, représentants : *Jeu de Paille* et *Gallant vert*.

Au plan technique, opposition de deux types de chevaux tout à fait différents. *L'Emigrant* est brillant, capable de l'accélération qui fait la différence dans les derniers mètres, mais il a la fragilité d'une œuvre raffinée ; *Jeu de Paille* et *Gallant vert* sont deux rocs.

Nous inclinons plutôt vers les « Rothschild ». Mais il y aura aussi un excellent *Esprit du Nord*, et *Dom Pasquini*, mener d'un franc saut de début de saison (il avait gagné le prix Gréville, à Longchamp, trois jours après une victoire à Saint-Cloud), ensuite mis un peu en sommeil.

Comme *Teosoro*, le vainqueur du Derby d'Epsom, ce *Dom Pasquini* est un spécialiste du terrain lourd. Il ne serait pas étonnant que nous ayons un week-end pluvieux. Car, autre rapprochement, *Dom Pasquini* a été choisi par Saint-Martin, qui ne doit pas être loin, comme Piggott, d'avoir une station météo dans la tête.

LOUIS DÉNIEL.
N. B. — Quatre lignes sont restées au poteau de départ de notre dernière chronique. Nous y rapportons une explication de l'entraîneur Porzier selon laquelle, si *Margouez* n'avait pas très bien couru dans le prix Lupin, c'est qu'il avait tourné dans son box tout le long de la nuit précédente, énévée par les frottements d'une noix dans une propriété voisine. Ce qui établit un rapport, au moins indirect, entre la gloire hippique et le mariage des voisins ; rapport affirmé par le titre de l'article.

Plaisirs de la table

Patis d'hôtels

AVEC les beaux jours, le patio du *Régence Plaza* (25, avenue Montaigne (8^e), tél. 723-78-33) comme celui des *Princes* (restaurant du *George V*, 31, avenue George-V (8^e), tél. 723-94-00) seront logiquement très appréciés. Au *Régence Plaza*, les connaisseurs apprécieront les cinq saveurs du Régence (variations marines en cinq casseroles d'argent reliées entre elles, pour ne pas dire entrelacées, bijou d'orfèvrerie que les dames voudraient emporter). Aux *Princes*, en attendant les transformations annoncées pour la rentrée, le vol au vent de homard au whisky. Deux plats de fête en ces parterres de fleurs et d'arbustes que sont les jardins de ces palaces.

Mais voilà que l'*Hôtel de la Trémoille* (14, rue de la Trémoille (8^e), tél. 723-34-20) équilibre de ces deux pôles et, comme eux, « chose » du Trust House Forte, outre des brunches (à vos souhaits !) propose une restauration simple et certainement de qualité (si non d'originalité, en effet, les viandes, est-il indiqué, sont servies avec des pommes vapeur ou des pommes allumettes — comme s'il n'y avait pas vingt légumes passionnants à traiter ?).

Nouvelle carte pour *La Louisiane* (le restaurant du *Hilton Orly* — tél. 687-33-88). Et surtout carte intelligente qui inaugure bien de la nouvelle direction de M. Manfred Pieper. En effet, y sont séparés les spécialités exotiques et les plats traditionnels. Et la gourmandise hésite entre les huîtres chaudes Rockefeller (sur épinards) et les escargots à la lyonnaise, le jambalaya et la sole meunière bien de chez nous, le poulet créole à l'ail et jus de citron vert et le filet béarnais. Le chef Claude Lecoq passe de l'un à l'autre avec aisance, mais il faut jouer le jeu, tout au moins en terminant le repas par un café brûlot.

Comme, d'autre part, on refait tout le lobby et les salons équipés pour conférences et séminaires sont bien conçus, on juge si le snack du *Hilton* et sa *Louisiane* ont des atouts.

On dit grand bien aussi du *Relais de Sèvres* (8-12, rue Louis-Armand, dans le 15^e — le long du périphérique — tél. 554-95-00), de la chaîne Sofitel. Malheureusement bien mal accessible aux non-initiés. Les viandes, ici, sont toujours accompagnées de légumes de saison. Un grand bon point !

Ce *Relais de Sèvres* était classé au challenge de l'Académie des chroniqueurs de la table, dont le « numéro one » fut le *Bristol* (112, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e), tél. 266-91-45). Ce restaurant est ouvert sur les jardins. Et comme le bar a été déplacé et vous attire, désormais, dans la salle d'hiver et le restaurant d'été, situation stratégique, on y peut attendre patiemment la cuisine exceptionnelle de Tabourdin.

A ce challenge, le restaurant *Le Mazagan* (*Hôtel Roblin*, 6, rue Chauveau-Lagarde, Paris (8^e), tél. 265-57-00) fut, lui aussi, bien classé. La cuisine classique, inspirée de Nigoun souvent, est assez remarquable et mérite ses amateurs (la bœuf-chicelle, par exemple). Mais, en passant par le bar, vous pourrez aussi

apprécier le *Petit Grill*, où, rapidement, l'on peut déjeuner ou dîner avant spectacle d'une entrée et d'un plat (irisé au lard et paré au roquefort par exemple) pour 45 F plus le service. Et comme on ne vous dira rien si vous ne buvez que de l'eau de la carafe et vous privez de dessert, ce *Petit Grill* devient, du coup, un des coins les moins chers de Paris.

LA REYNÈRE.

En couleurs

D'ARCIMBOLDO aux natures mortes de Chardin, du *Bœuf écorché* de Rembrandt aux modernes, les peintres ont souvent fait bon ménage avec la table. « Vest-ce point Carène qui disait : « Les Beaux-Arts comprennent l'architecture, qui a pour branche principale la pâtisserie » ?

Pour présenter les toiles de Jérôme Tisserand dans ses « Salons », Carène Arnaud a eu l'idée de demander des plats « picturaux » aux grands cuisiniers parisiens. Michel le Régent (barman du *Bristol*) a créé un long drink coloré, Lionel Poizien, une palette de pains de couleurs variées, et les restaurateurs *Bonvillers*, *Jamin* (Joël Robuchon), *Le Ferme Saint-Simon* (François Vandebende), *Le Trou Gascon* (Dutois), *Le Petit Bedon* (Ch. Ignace), *Cagna*, le *Pavillon des princes* (François Clerc), *Bédier* (*Chiberta*), ainsi que *Guy Legay* (*Ritz*) et *Christian Constant*, ont travaillé dans la couleur autant que dans la saveur pour les invités des trois jours de vernissage (les 7, 8 et 9 juin). — L.R.

LE SAVOIR FAIRE PLAISIR

Sous forme de plateaux prêts à servir, Coquehin Aîné vous propose pour vos réceptions, lunchs, soupers, goûters d'enfants, une formule simple composée de ses meilleures spécialités.

Coquehin Aîné
1 PL. DE PASSY 75016 PARIS
Tél. : 288.21.74

CROISIÈRES EN CHARTER

TURQUIE GRÈCE
SANS ÉPUISER VOS REVISSES
Collète turque ALARGA (16,50 m) — 10 passagers
Bateau entier ou par couchette
Tél. 548-89-10
Corresp. : 1, rue Régie, 75006

CHANGEZ DE VACANCES !

Les séjours linguistiques de vos enfants sont éparpillés grâce à l'ALLOCATION SPÉCIALE Interreg-nous : Tél. (1) 271.29.30

GRANDE-BRETAGNE

- Séjours en Centres de Vacances avec cours et sports nautiques dans l'ÎLE d'ANGLESEY.
- Séjours en Familles avec cours le matin et activités culturelles et sportives l'après-midi.
- Dans la GRANDE BANLIEUE de LONDRES. Dans la REGION de SOUTHAMPTON et PORTSMOUTH.
- En Familles, séjours à dominante sportive avec cours et options : TENNIS/KAYAK/VOILE/EQUITATION, dans le SUFFOLK.

Brochure gratuite sur demande à L.F.E.E.P. des centres linguistiques de vacances
7 Bd St-Denis 75141 Paris cedex 03

MO.05.83
M
adresse

DECOUVREZ L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

Une région où le soleil est comme chez lui. Un pays où la lumière, les couleurs, la douceur sont partout, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque vallée, sur les pics ou au fond des gorges, sous les tonnelles des auberges ou dans l'accent des habitants.

Midi-Pyrénées, ce sont 8 départements où toutes les vacances sont possibles : sportives, artistiques, gastronomiques, détente, découverte, randonnées, les possibilités sont infinies et l'émerveillement permanent.



Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron.

L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

(61) 47.11.12 BP 2000 31017 TOULOUSE
Standard 6 jours/7 de 8 à 21h

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

AUTEUIL

AUBERGE MOUTON BLANC, 40, r. d'Auteuil, 288-02-21. Cadre agréable. Spécial. poissons. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche.

BAC-MONTEMBERT

TAN DINH, 60, r. de Verneuil, 7, 544-04-84. Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 Grands Crus, dont 160 Pomerols. Service assuré jusqu'à 23 h 15. F/dimanche.

BATIGNOLLES - ROME

EL PICADOR, 80, bd des Batignolles 387-28-37. F. lundi, mardi. Jusqu'à 100 couverts. Paella, zarzuela.

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I^{er} 723-54-42. Jussu, 22 h. Cadre élégant. INDRAL, 10, r. Cdt-Rivière. F. dim. 359-46-40. Spécialités indiennes. Chez DIEP, 22, rue de Ponthieu, 256-23-96. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamienne. F/samedi midi.

Avenue des Champs-Élysées N° 142, COPENHAGUE, 1^{er} étage FLORA DANICA, sur son agréable jardin ELY 20-41.

FAUBOURG-MONTMARTRE

Rue du Faubourg-Montmartre AUBERGE DE RIQUEWIHR, 770-62-39. SPEC. ALSACIENNES.

GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 34, r. Traversière, 343-14-96. Spéc. F. dim.

GRANDS BOULEVARDS

LE LOUIS XIV, 6, bd Saint-Denis, 200-19-90 et 208-56-56. Déj. Diners-soupers jusqu'à 1 h du matin. Fruits de mer, rôtisserie, gibiers. Salons. Parking. F. dim. et mardi.

INVALIDES

CHEZ FRANÇOISE, Adressé des Invalides (7^e), 551-87-20 et 705-49-03. Menu 90 F et sa nouvelle carte de Printemps. Grands crus de Bordeaux en carte. Dans un oasis de verdure. Ambiance musicale. Ouvert dim. au déj. F/dim. soir et lundi. Parking.

LES HALLES

CAVEAU F-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 236-10-92. Ses caves du XV^e. Fermé dimanche et lundi. P.M.R. 150 F.

Rue Etienne-Mercier

N° 18, CHEZ PIERROT. Cuisine bourgeoise. 508-05-48 - 508-17-64. Fermé samedi, dimanche.

LE POTAGER DES HALLES, 15, rue du Cygne, 1^{er}, 296-83-30. Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.

MAUBERT-MUTUALITÉ

MAHARAJAH, 72, bd Saint-Germain. F. lundi 354-26-07. Indes et pakistanaise. Spécial. biryani.

RAFFATIN ET HONORINE, 16, bd St-Germain, 354-22-21. F. D. L. midi.

MONTAGNE-STE-GENEVIÈVE

LE VILLARS PALACE, M. Tailleux propose ses spéc. : POISSONS, COQUILLAGES, banc d'HUITRES, 3 salles. Planché L. arc. Éléance, 8, r. Descazes, Ouv. T.L.J. : 326-39-08 et 75-50. Ouv. la dim.

MONTMARTRE

MAHARAJAH, 15, r. J.-Chaplain, 6. Carré. Montmartre. Spécial. F. mardi 325-12-84. Indes et pakistanaise. F. L. J. : 326-39-08 et 75-50. Ouv. la dim.

OPÉRA

PIERRE, place Gallieni, 265-87-04. F. dim. déjeuner, dîner, souper. Terrasse et sal. Menu 118 F s.e.c. carte. Park. VISHNOU, 21, r. Daumesnil, 297-56-54. F. dim. Spécialité indiennes.

ORDÈRE

CHEZ TOI OU CHEZ MOI, 8, rue Marché-Ordère, 228-58-24. Ouv. T.L.J.

PIGUS

LA PALETTE, 307-46-27. 86, bd de Pigus. Spéc. poissons F/sam. midi, dim.

PLACE Clichy

Rue de Clichy (près du Casino de Paris) N° 42, REST. DU CASINO, 280-34-62. DIVERS AVANT SPECTACLES. Cuis. traditionnelle. F/sam. midi-dim.

PLACE DU PALAIS ROYAL

JARDIN DU LOUVRE, 2, pl. du Palais-Royal - 261-16-00. Volantier. Déj. Dîners. Soupers jusqu'à 0 h 30. Fête permanente et cuisine légère.

PLACE PEREIRE

N° 9 DESSIERER, maître écailleur. Jusqu'à 1 h du matin, 227-82-14. T.L.J. Poissons, grillades, ses Spécialités.

LE SAINT-SIMON, 116, bd Pénine, 380-88-68. F. dim. Ses Spécialités de poissons. Menu à 110 F s.e.c. Terrasse.

PORTE MAILLOT

CHEZ GEORGES, 273, bd Pereire, 574-31-00. F. samedi. Maison cinq-couverts. F. ou vous reçoit jusqu'à 23 h. Gigue, train de chars tracés devant vous. Vins de propriétaires.

PORTE D'ORLÈANS

LE FRIANT, 40, r. Friant, 539-59-98. Fermé dim. Spéc. Périgord. Poissons.

PORTE SAINT-CLOUD

LE COSSAIRE, 1, bd Eschmann, 525-53-25. F. dim. Ouv. sam. Carte et spécial. Menu 70 F s.e.c. « Une formule qui vous enchante ». Le restaurant du XV^e.

RÉPUBLIQUE - BASTILLE

LE REPAIR DE CARTOUCHE 700-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire, 11^e. Fermé le dimanche.

RICHELIEU-DROUOT

AU PETIT RICKE, 25, r. Le Peletier, 770-68-68 et 770-86-50. Sou. économe. Menu à 95 F s.e.c. Salons. Décor centenaire. Vins du Val de Loire. F. dim.

SAINT-AUGUSTIN

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet 60 F. Confit 60 F.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux. PETITE CHASSE, 36, rue de Grenelle, 222-13-35. Menu 70 F. O. L. J.

ST-GERMAIN-ST-MICHEL

ALSACE A PARIS, 326-89-36. 9, pl. St-André-des-Arts, 6, T.L.J. grillades, choucroute, poissons. SALONS. Dégustation d'huîtres et coquillages.

SAINT-MICHEL

LAFÉROUSE, 51, q. des Gds-Augustins, 326-68-04 - 326-90-14. Menu dégust. 240 F s.e.c. Carte prix fixe 190 F vin et s.e.c. Grande carte.

Environ de Paris

BOIS DE BOULOGNE

VIEUX GALLON, 4, r. LON 26-10. Une table raffinée à bord d'un navire du XIX^e siècle. Réceptions et cocktails. Séminaires et présentations. Parking.

En couleurs
D'

LE SAVOIR FAIRE
PLAISIR
CROISIÈRES
EN CHARTER
TURQUIE
GRÈCE

ER
Environs
de Paris

ET DU TOURISME

VINS SOUS BONNE GARDE

Touchons du bois

« Plus que jamais, la tonnellerie doit faire entendre sa voix, car la question du conditionnement des alcools est un élément fondamental du combat pour une meilleure qualité de la vie... »

« Seul le bois peut garantir un vin naturel. Il faut obtenir que tous les vins délimités de qualité supérieure (V.D.Q.S.) et les appellations d'origine contrôlées (A.O.C.) vieillissent dans du bois neuf... »

ALAIN GALAN

MIETTES

« Seul des trois grands guides, le Bortin gourmand honore, à Nantes, cette Esquadrille (7, rue Saint-Denis - tél. 48.17.22) un nom provincial mais à la cuisine éclectique (sandres, beurre blanc, bœuf mouillé) avec son menu à 88 francs qui enchante un lecteur (enrichi des livres et de la bonne cuisine) de la Rochelle-sur-Yon. Le patron cuisinier, M. Garbay, est à féliciter tout autant qu'Annick Garbay pour son accueil... »

Un accueil de prix

La chaîne « Relais et Châteaux » vient de décerner son prix de l'accueil, baptisé prix Henry-Georges-Montblanc, au restaurant Fagueron, de Paris, et à la Mairie de Millan.

Vos vacances en Corse!
dans l'hôtel-club
« LA MARANA » à Bastia
229 bungalows vous attendent dans le cadre exceptionnel d'une pinède très fleurie, bordée d'une plage de sable fin.
Night-club, salon, bar, boutiques, planche à voile, tennis.
Parking ombragé de 100 voitures, sanitaire privé dans chaque bungalow.
Contactez l'Agence
CODETEM-CONNAITRE
13, PLACE KOSSUTH, 75009 PARIS
Tél. 280-19-19

Philatélie

N° 1794

FRANCE : Concarneau.

Un des chefs-lieux de canton du Finistère du Sud, Concarneau, station balnéaire et port de pêche, à la grande satisfaction des Concarneois, illustrera le deuxième diorama de la série « Touristique » de l'année. Vente générale le 13 juin (38/53).



300 F, brun, bien-vert.
Format 36x22 mm. Dessin et gravure par Claude Haley. Tirage : 8 000 000 d'exemplaires. Taille-douce, Périmètre.

Mise en vente anticipée :
- Les 11 et 12 juin, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire ouvert au Centre des Arts et de la Culture, bd Bougainville, à Concarneau (Finistère).
- Obligation « P.J. ».

- Les 11 juin, de 8 h. à 12 h., au bureau de poste de Concarneau. - Boîte aux lettres spéciale pour « P.J. ».

RETRAIT de quatre timbres, le 10 juin, émis en 1982 : 1,60 F, hydra-vion Laté 300, Croix du Sud (6-12) ; 2,00 F, Aix en Provence (21-6) ; série « Europe », 1,40 F, traité de Rome et 2,30 F, traité de Verdun (26-4).

Oblitérations « 1^{er} jour » par correspondance

Le service philatélique des P.T.T., 18 rue des Services Postaux, Paris XV, n'est pas compétent en matière d'oblitérations - les demandes d'oblitérations « P.J. » (France et Andorre) doivent continuer à être adressées au Receveur des Bureaux temporaires, 61-63 rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09, dans les conditions rappelées ci-après :

- envoi sous enveloppe ou paquet affranchi au tarif « lettres » ou « paquets postaux » ;

- enveloppes et cartes postales exclusivement, dix par expéditeur au maximum, revêtues d'un ou plusieurs exemplaires du timbre faisant l'objet du « P.J. » ;

- envoi expédié au plus tard le soir du troisième jour de mise en vente générale du timbre ;

- pour le retour des objets à l'expéditeur, joindre un emballage, affranchi convenablement.

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires

34500 Brest (théâtre municipal), le 11 juin. - Centenaire de la création du corps de sapeurs-pompiers.

31079 Toulouse (garre), le 11 juin. - Inauguration de la gare de Toulouse-Matabiau.

63510 Aulnat (base aérienne), le 11 juin. - Journée « Portes ouvertes » et baignade de la base 745.

56000 Vannes (bd de la Résistance), les 11 et 12 juin. - 24 Heures cyclistes A.S.P.T.T.

59140 Dunkerque (Musée, place du Général-de-Gaulle), les 11 et 12 juin. - Appel du 18 juin 1940.

59400 Dunkerque (base aérienne 103), le 12 juin. - Hommage au commandant René Mouchotte.

68270 Wittelsheim (salle des fêtes, rue de Pfaffstätt), le 18 juin. - Congrès nat. de l'O.N. centr. des activités philat.

14600 Hénin-Beaumont (grosir à sel), les 18 et 19 juin. - Cinquantenaire du Club philatélique.

03380 Harlet (maison du temps libre), les 18 et 19 juin. - Centen. de la soc. music. « Les Enfants de la Toque ».

72100 Le Mans, les 18 et 19 juin. - Cinquantenaire et unions « 24 Heures ».

VIET DE PARAITRE. - La deuxième édition du catalogue fédéral « Marianne » est une pyramide en couleurs, un monument de connaissances en texte, ses deux qualités et sa vocation de catalogue lui confèrent le titre « le premier guide à 100 % » au service des collectionneurs. Une feuille gommée, reproduisant, dans quatre teintes différentes, l'effigie de la « Marianne » de Gaulle est offerte gratuitement par les éditeurs. 624 pages, sous couverture de carton toilé, prix 74 F. En vente chez certains négociants et libraires, ainsi qu'à la Fédération des S.P.F., 7, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

TRANSPORT PAR BALLON DU 26 JUIN 1983

Les P.T.T. ont passé un contrat de transport exceptionnel, exclusivement d'aérogrammes du « Bicentenaire de l'air et de l'espace » - dans le cadre des manifestations commémoratives - avec le Club aéronautique de France.

Le ballon « Mégère », 1 360 mètres cubes, gonflé à l'hélium, s'envolera le 26 juin de la place de la Concorde, à Paris.

Deux aérogrammes au maximum admis par expéditeur (3,10 F l'un), en vente dans les « points philatélie » et les bureaux de poste.

Chaque aérogramme devra être complété par le nom du destinataire, l'expéditeur et la mention « Transport par ballon du 26 juin 1983 ». Expédier sous enveloppe - au plus tard le 10 juin - à M. le receveur des bureaux temporaires, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.

Il est recommandé de ne rien inclure dans les pli, sous peine de les voir retournés.

Au départ, les aérogrammes seront revêtus d'une griffe commémorative spéciale et, au lieu de l'attestation, d'un cachet à date de la localité concernée. Ensuite, l'acheminement vers les destinataires sera assuré par les moyens habituels aux P.T.T.

Vous n'avez pas de temps à perdre si vous voulez vous assurer de minimaximum de deux aérogrammes voyagés par ballon.

En bref...

CANADA : objets de paroisserie, entre les XVII^e et XIX^e siècles, 37 c., charrie de bois ; 48 c., berceau ; 64 c., poêle à bois.

LUXEMBOURG : Année mondiale des Télécommunications, 8 F.

NORFOLK (île de) : série de « championnats », quatre valeurs, 27, 40, 55 et 65 cents. Les noms latins, dans l'ordre : Pantheus papilionaceus ; Coprinus domesticus ; Marmaris murex et Cymatoderma elegans var. lamellatus.

OMAN : Journée nationale de la police, 50 baïas.

POLYNÉSIE FRANÇAISE : 80^e anniversaire de la mort de Paul Gauguin (P.A.), 600 F. « l'Homme à la hache, Tahiti 1891 ». Gravé par Jean Pheulpin, d'après document. Taille-douce, Périmètre.

WALLIS-ET-FUTUNA : 200^e anniversaire de l'invention de la Montgolfière, (P.A.), 205 F. Dessin de Jacques Combet, Offset, Edita.

SRI-LANKA : Journée internationale de la femme, 50 c., et 5,00 R. - La faune marine, 50 c., 2,00, et 5,00 RS.

TANZANIA : cinquante anniversaire de la Poste et Télécommunications, 50 c., 1,5 et 10 shillings.

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE, à l'occasion de l'émission des deux timbres, les 26 et 27 novembre prochain, organise à Enghien-les-Bains (salle des fêtes), avec la participation des clubs philatéliques du Val-d'Oise, une double exposition philatélique. Reas. : section « Expositifs ». Croix-Rouge française, conseil départemental du Val-d'Oise, B.P. 20, 95580 Andilly.

ADALBERT VITALYOS.

RÉSIDENCES
Campagne · Mer · Montagne

HTES-ALPES - PROX. MAISON SANTÉ
site boisé, calme, soleil, alt. 1300 m.
Pension - Chambre couple
Très grand confort - Prix raisonnables
Ecrire Maison convalescence
« LES GUÉRINS » - SIGOYER
par 05130 TALLARD

GORGES DU TARN
AU CŒUR DU PARC DES CÉVENNES
LES RÉSIDENCES D'IS-PAGNAC
T2, T3, cuisine équipée, coller, parking
T2 (33,20 m²) : 210 500 F
Location garantie - Crédit possible 90 %
CABINET S. PASTOR
Point 2000, av. Villeneuve-d'Angoulême
34000 Montpellier - Tél. (66) 34-07-96

Hte Savoie - 25 km du lac d'Annecy
Tous les sports
dans le calme des alpages.
Chalets et appartements à louer,
THERAC - 74220 LA CLUSAZ (50) 62-41-57

NICE CIMEZ
De petit immeuble tr. calme, terminé
depuis 3 ans, très beau 2 pers., s. de b.,
cuisine équipée, 38 m² + terrasse, plein
sud, vue sur mer, grand garage +
2 caves 540 000 F.

CROS-DE-CAGNES
2 pièces vacances 32 m² + terrasse
14 m² + jardin privé 30 m² excellente
situation à 30 m des commerces et de
la mer 390 000 F. - Tél. (93) 53 08 89.

HÔTELS

Côte d'Azur
06600 ANTIBES
700 m plage HOTEL-MOTEL MÉRIDIEN
18 studios. Cuisine équipée, s. de b., w.c.
Tél., parking, jardin, salon téé,
prox. golf, tennis, parc boisé,
juin-sept. 2 pers. 195 F. 3 pers. + 53
120, chemin des Grands - Tél. (93) 33-50-75

06500 MENTON
HOTEL CÉLINE-ROSE *** NN
57, av. de Sospel, 06500 MENTON
Tél. (93) 28-28-38
Chambre ti com., calmes et ensolées.
Cuisine familiale. Ascenseur. Jardin.
Pens. compl. 85 à 150 à 175 F T.T.C.

Voyages d'affaires
MARSEILLE-LYON
Hôtels neufs, ultra-modernes, insoupçonnés,
situés au cœur des quartiers d'affaires,
proches d'une station de métro :
HOTEL CASTELLANE, 31, rue du Rouet
13006 Marseille, Tél. (91) 79-27-54
Méro Castellane
HOTEL de CRÉQUIL, 158, rue de Créqui
69003 Lyon, Tél. (7) 860-20-47
Méro Place Guichard

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 41 1150 FENICE I
Directeur : Dante Apollonio.

Mer
COTE NORMANDE
GRAND HOTEL **** NN
14910 Blainville-sur-Mer
Tél. : (31) 87-90-54 - Tél. : 170385
à 200 km de Paris, 3 km de Deauville
Directeurs sur la plage
Rest. REINE MATHILDE
(cuisine bourgeoise)
Pour vos déjeuners et vos vacances

Montagne
05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD-TB. : (92) 45-42-08
Chambres et duplex avec cuisinettes. 2 à 6 pers.
Tarif spécial juin et septembre

SAVOIE, COL DES SAISIES
HOTEL RÉSIDENCE PLEIN SOLEIL
COL DES SAISIES (1650 m)
73620 HAUTELOUE
près Megève, au cœur pays Mt Blanc
alpages, sentiers propices à la marche,
station bien schématisée, cheval, tennis,
résidence tous services : appartements gd
confort (2/8 pers), lingerie, entretien,
traiteur, restaurant. Location simple
385 à 1125 F la semaine.

1/2 pension et pension complète :
à partir d'un jour : 86 à 150 F.
Réduction pour les enfants.
Ecrire ou tél. : (79) 31-34-99
Société GKS, 73620 HauteLoche

Provence
ROUSSILLON - 84220 GORGES
Découvrez le petit hôtel de charme du
Lubéron. Haut confort, calme, cuisine de
famille et de marché. Week-end ou séjour.
Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à
proximité.

MAS DE GARRIGON ***
Roussillon 84220 Gorges
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.
84500 MENERBES
HOSTELLERIE
LE ROI SOLEIL
Calme, détente, confort raffiné...
DE VOS VACANCES EN LUBERON
Menerbes. Tél. : (90) 722561

LEYSIN (Alpes vaudoises)
Ligne Paris-Milan. A
quelques km du Léman l'été
sur l'Alpe. Climat tonique,
promenades, lacs alpins, pisc. patin.
tennis, minigolf : GRATUIT. La Suisse
pas plus chère : pens. compl. dès FF. 155.
Offre Dél. par Office Tourisme
CH-1854 LEYSIN
Téléphone : 19-41/25/34-22-44

HOTEL MONT-RIANT **
40 lits. Confort, ascenseur, jardin. Ac-
cueil et prestations suisses. Pens. compl.
F.S. 48, à 67, selon chambre et période
(env. FF 170, à 240).
CH-1854 Leysin. Tél. 19-41/25/34-12-35

La Bavière fait la fête, Paris n'a plus sommeil.
Hôtels, hôtels de mer, coquillages tous l'année, cochons de lait, et les chouchous gastronomiques.
Place de Châtelet. Réservations : 233.48.44. (ouvert tous les jours jusqu'à 23 h. du matin).

LE BAYERN.
La grande brasserie bavaroise.
AUX HAÏLES
AU PIED DE
COCHON
LES 3 LIMOUSINS
LES 3 MOULTONS

MAISON DALSACE
le grand café

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillet
vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin
A L'AUBERGE AU RESTAURANT
Dab Le Congrès
Choucroute, rôtisserie, Viandes grillées à l'os
desserts maison, au feu de bois.
Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.
161 av. de Malakoff 75116 Paris - tél. 500.32.22
80 av. de la Grande Armée 75017 Paris - tél. 574.17.24

Rive gauche
Il y a des femmes
chez qui on revient
pour le plaisir.
Huîtres, fruits de mer, homards,
chocolates.
Face à la tour Montparnasse,
3, place du 18 Juin
1940 à Paris 6^e
Tél. : 548.56.42
Ouvert tous les
jours jusqu'à
8 h. du matin.
CHEZ HANSL

PIZZA
SANTA LUCIA
7, RUE DES CISEAUX
75006 PARIS
Tél. : 326-00-43

Rive droite
La côte
de bœuf
rue Sausse-Laron, 75017 Paris
Ferme samedi et dimanche
Tél. 222-73-50

CAVEAU FRANÇOIS VILLON
84, RUE DE L'ARME-NOIR (11) 236-10-82
Dans ses caves du XV^e
Intégré au circuit aux pommiers d'Alsace
Escalade de saumon frais à l'orange
Chavignol rôti
Soirée animée par
le troubadour EL SERVAGEAN
Fermé dimanche et lundi

Le Petit Naples
Restaurant Spécialités italiennes
5, rue Forest - 75018 PARIS
Tél. 522.73.59

LES 3 MOULTONS
LES 3 LIMOUSINS

AMBASSADE D'OUVERGNE
Entre le Centre Bourgeois et le Musée
Parking face restaurant
Grande Cuisine Régionale et Traditionnelle
Vins de France, Grande Crée
22 r. du Général St Lazare 75003 Paris
Tél. 272.31.22

24 H/24.
TOUJOURS
OUVERTS QUAND
LES AUTRES
SONT FERMES.

AUX HAÏLES
AU PIED DE
COCHON
LES 3 MOULTONS
LES 3 LIMOUSINS

le bar
à huîtres
le seul bar à Paris
où vous pouvez déguster
mieux une huître
Spécialités
de poissons et de coquillages
TERRASSE OUVERTE
172, bd de Montparnasse - 75006 PARIS
Tous les jours de midi jusqu'à 2 h du matin
possibilité de parking

ET DU TOURISME

15.50

Le Monde

culture

MM. Senghor et Soustelle élus à l'Académie française

L'Académie est au complet. Elle vient de combler les vides causés par la mort du duc de Lévis-Mirepoix et de Pierre Gaxotte en élevant au premier tour le président Léopold Sédar Senghor et M. Jacques Soustelle, qui ont au moins un point commun, celui d'avoir dans les

années 30 été sous la tutelle du grand ethnologue Paul Rivet. Le premier faut-il a finalement été pourvu sans difficulté. C'est la quatrième fois qu'il était remis en compétition. Il est improbable qu'il y ait eu des

tiraillements autour des délibérations préliminaires à ces élections : en tout cas, rien n'a transpiré. Voici le détail de ce double scrutin. Au siège du duc de Lévis-Mirepoix, ont obtenu : M. Senghor : 20 voix, M. de la Rochefoucauld : 10 voix, M. Charles Trenet : 0 voix. Il y avait

4 bulletins blancs dont trois marqués d'une croix. Au siège de Pierre Gaxotte, M. Jacques Soustelle a été élu par 25 voix contre 2 à M. Florent Gaudin et 7 bulletins blancs. Le nombre des votants : 34 chaque fois.

J.-M. D.

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR

La négritude debout

Avec Léopold Sédar Senghor, ce n'est pas seulement le chant de la négritude, le rassemblement et le maintien de la culture de toute l'Afrique noire, le promoteur d'une communauté organique de la francophonie, l'homme politique et l'ancien chef d'Etat qui entre à l'Académie française. C'est la poésie à l'état pur, la voix de l'universel qui depuis trop d'années en était absente.

A la mission catholique de Jost, sur la « Petite Côte » du Sénégal, où il naquit en 1906, en pays sérère, « à l'ombre verte des vérandas », puis à celle de Ngazun, enfin au collège Libermann de Dakar, il avait été conquis par la pensée occidentale. Par un étonnant renversement des rôles, il a fallu que la métropole vienne lui restituer son identité. « Véritablement, en me révélant les valeurs de ma civilisation ancestrale, Paris m'a obligé à les assumer et à les faire fructifier en moi ».

Ses condisciples d'hypothèse et de khôgne à Louis-le-Grand - entre autres Pham Duy Khien, Jean Trichet, dont il préférait les poèmes, Georges Compagnon, qui lui inspira, le 16 juin 1959, « à l'ombre verte des vérandas » - lui révélèrent la vraie France, tandis qu'en Sorbonne - il sera le premier Africain agrégé de l'Université, en 1935 - il met au jour ses racines, au contact d'étudiants d'outre-mer. Aimé Césaire lança avec lui le mot de « négritude », dont on connaît la fortune.

Professeur au lycée Descartes, à Tours, il trouve le temps de suivre des cours de linguistique négro-africaine. Il enseigne ensuite depuis un an au lycée Marcelin-Berthelot, à Saint-Maur, lorsque la guerre éclate. Mobilisé, fait prisonnier - il écrit *Hosties noires* en mémoire des tirailleurs sénégalais sacrifiés - il organise dans le camp la résistance à l'ennemi, ce qui lui vaut l'envoi dans un commando de représailles. Il est réformé, retrouve son poste, participe à la Résistance avant d'occuper, en 1944, la chaire de langue et de civilisation négro-africaine à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Alors son parcours va bifurquer.

Sa carrière politique s'amorce dès 1945, l'année même où paraissent *Chants d'ombre*. Le général de Gaulle le nomme membre de la commission chargée d'étudier la représentation des colonies à la future Assemblée constituante, où, élu député socialiste du Sénégal - il sera constamment réélu - il siègera quelques mois plus tard. Il fera même partie, en 1955, du cabinet d'Edgar Faure comme secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil. Il sera également membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale à Strasbourg, et à plusieurs reprises délégué de la France à la conférence de l'UNESCO et à l'Assemblée générale de l'ONU.

Les problèmes de la négritude et de ses rapports avec le monde blanc demeurent son souci majeur. Son nom figure dans le comité de patronage qui préside à la création de « Présence africaine », il multiplie les articles, les manifestes, les rapports, les essais, les discours, les adresses, car les données sont complexes et englobant la quasi-totalité des sciences dites humaines. Dès 1937, il avait proclamé la complémentarité des deux blocs ethniques, dissemblables, certes, mais à placer sur un pied d'égalité, insistant sur l'importance de « ce que l'homme noir apporte » au patrimoine commun de l'humanité : richesses des traditions africaines, révélation d'une sensibilité inconnue de notre sensibilité rationaliste. Thèses qu'il développe notamment dans les deux congrès des Ecrivains et Artistes noirs, à Paris en 1956, à Rome en 1959.

Ces hautes conceptions, largement exposées, n'empêchent pas Léopold Sédar Senghor de mener de front une action politique qui va devenir capitale. Dès l'indépendance, proclamée en 1960, il est élu premier président de la République du Sénégal. Tenant la barre d'une main ferme à travers les ramours d'une situation encore mouvante, il est constamment réélu jusqu'à ce qu'il décide lui-même de sa retraite, en 1980. Sa zone d'influence avait amplement dépassé les frontières sénégalaises.

On n'a pas oublié le Festival mondial des arts nègres qu'il avait organisé en 1966 à Dakar, et où André Malraux avait déclaré : « Pour la première fois un chef d'Etat prend entre ses mains périssables le destin spirituel d'un continent ».

Elu associé étranger en remplacement de Konrad Adenauer à l'Académie des sciences morales et politiques, il a déjà revêtu l'habit vert sous la Coupole le 16 décembre 1989. En 1971, c'est l'Académie des sciences d'outre-mer qui l'accueille. Il est reçu, pris auparavant par ses fonctions, le 2 octobre 1981 par M. René Pleven, en présence de M. François Mitterrand - ce qui lui fournit l'occasion de commenter « une certaine idée de la francophonie », un projet de « Commonwealth à la française » qui, outre les objectifs socio-économiques, propose le droit à la différence, la promotion des cultures du tiers monde, les échanges culturels...

Scandée par le tam-tam

Francophonie... Senghor la prône en parfait connaisseur de notre langue devenue la sienne, que, pour l'avoir disséminée, cet agrégé de grammaire possédait mieux que la plupart des Français de vieille souche. C'est en français qu'il a fait œuvre de poète, sans dénigrer sa langue maternelle, loie de là. Bel exemple de « métissage culturel » : il n'hésite pas à incorporer à ses versets des vocables africains lorsque manque l'équivalence. Car c'est au verset claudélien qu'il a emprunté sa forme. Les *Cinq Grandes Odes* la lui ont enseignée - et, plus tard, *Exil*, de Saint-John Perse. Seulement, dans ces versets qu'on dirait soulevés par la houle marine, on entend battre le cœur de l'Afrique, les échos du tam-tam.

« Il existe une différence entre l'Afrique et tout le reste, disait Malraux dans le discours déjà cité, c'est sa volonté de rythme et sa puissance pathétique ». Et Senghor de préciser de son côté, à propos du peintre Emile Lahner, chez lequel il décèle des correspondances : « Ce qui caractérise le rythme nègre, c'est qu'il est fait de parallèles asymétriques, le retour du même élément étant décalé, comme une surprise dans l'attente de ce retour ».

Oui, au rythme interne - « rythme et sang du tam-tam, tam-tam sang et tam-tam... » - scandé ses poèmes ruisselants d'images, dont les recueils, *Chants d'ombre*, *Hosties noires*, *Chants pour Noël* (devenue *Signare* dans une nouvelle version), *Nocturnes*, enrichis de diverses *Elégies*, ont, pour finir, été réédités en un seul volume. La négritude, si durement bafouée et opprimée par les colonialistes, tout cet asservissement que le poète voudrait oublier - « Je déchirerai les rires Banania sur tous les murs de France... » - il l'exalte d'un cœur véhément et pacifié. Mêlant la matière et l'esprit, il la rend palpable sous tous ses aspects, en mots charnels, sensuels, pulpeux, musicaux. Rien n'est trop beau pour chanter « la négritude debout ».

JEAN-MARIE DUNOYER.

« Pour M. Léopold S. Senghor, « Cette élection est une invitation aux pays francophones de participer au maintien et à la résurrection de la langue et de la civilisation françaises, tout en faisant entrer des mots d'origine francophone - du lexique sénégalais comme du lexique québécois - dans le dictionnaire ». Cela rejoindra dans son esprit les efforts en faveur des langues classiques tout en faisant émerger les langues nationales locales dans l'enseignement ».

Dans un télégramme adressé à M. Senghor, M. Jack Lang, ministre de la culture, a estimé que cette élection « rend hommage à l'écrivain, au poète, au militant infatigable du dialogue entre les cultures et aussi à l'homme du contingent africain, au socialiste, au combattant de la justice et des droits de l'homme ».

« Le vingt-huitième Tournoi national des voix d'or aura lieu à Forges-les-Bains les 4, 5 et 6 novembre 1983. Des auditions, en vue des sélections, sont organisées, en juin, à : Strasbourg, Lyon, Arignat, Rouen, Paris, Bordeaux et Toulouse (rem. : 9, rue de Neuchâtel, 76440 Forges-les-Bains) ».

« Le chanteur américain Donald Gramm (hase-baryton) est mort, le 2 juin à New-York, des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-quatre ans. Il avait fait ses débuts au Metropolitan Opera en 1964 ».

JACQUES SOUSTELLE

Une carrière politique agitée

La destinée de M. Jacques Soustelle offre un étonnant dualisme. Parallèlement à sa brillante carrière d'ethnologue, s'inscrit la courbe d'une existence mouvementée d'un intellectuel, puis d'un homme politique « engagé » dans le sillage à ses moments les plus dramatiques.

Sa vocation de chercheur s'était éveillée de bonne heure ; de 1932 à 1939, en intérim à ses autres fonctions, le jeune normalien, né le 3 février 1912 à Montpellier, avait participé à des missions scientifiques en Amérique latine. Bientôt agrégé de philosophie, docteur ès lettres, diplômé d'ethnologie, il est, en 1937, sous-directeur du Musée de l'homme, à la réalisation duquel il contribue sous Paul Rivet - ce qui ne l'empêche pas de militer, puisqu'il est membre de la direction du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. De 1938 à 1939, il est chargé de cours au Collège de France et à l'Ecole coloniale.

Survient la guerre. Dès l'armistice, il prend parti et rallie les Forces françaises libres à Londres, qui, en 1942, le chargent de missions pour l'Amérique latine. La même année, il est commissaire national à l'information. L'Afrique du Nord passant dans le camp des Alliés, M. Jacques Soustelle est directeur général des services spéciaux à Alger de 1943 à 1944. La libération le retrouve commissaire de la République à Bordeaux. Le 30 mai 1945, il est nommé ministre de l'information, puis des colonies dans le gouvernement provisoire, et est élu député U.D.S.R. de la Mayenne (1945-1946). En 1946, lorsque le général de Gaulle quitte le pouvoir, M. Jac-

ques Soustelle le suit au Rassemblement du peuple français, dont il sera le secrétaire général de 1947 à 1951. Le 17 juin 1951, il est élu député R.P.F. du Rhône.

Cinq ans d'exil

La guerre d'Algérie - déclenchée le 1^{er} novembre 1954 - va provoquer un profond bouleversement dans son comportement politique : pendant un an, de janvier 1955 à janvier 1956, nommé par Pierre Mendès-France, il sera gouverneur général d'Algérie. Son mandat prend fin avec sa réélection de député du Rhône. En février 1958, il est président national pour le salut et le renouveau de l'Algérie française. Surveillé par la police, il gagne clandestinement Alger au lendemain du 13 mai 1958 et contribue au renouveau du général de Gaulle, qui le prend comme ministre de l'information (du 7 juillet 1958 au 7 janvier 1959). En même temps, il est membre du comité central de l'U.N.R. et, sous cette étiquette, est réélu député du Rhône.

Début janvier 1959, alors que le général de Gaulle vient d'être élu président de la République, M. Soustelle est, jusqu'au 4 février 1960, ministre délégué auprès du premier ministre, M. Michel Debré, ce qui l'amène à renoncer à son mandat parlementaire. Il est, en outre, délégué général de l'Organisation commune des régions sahariennes. Sa position favorable à l'Algérie française l'éloigne du général de Gaulle. Il est « excusé » du

gouvernement en février 1960, puis quitte l'U.N.R. Devenu l'un des chefs de file de l'opposition au pouvoir, il est nommé en 1961 professeur de sociologie à l'Ecole des hautes études.

En décembre, il quitte la France pour la Suisse et l'Italie, tandis qu'il est poursuivi pour atteinte à l'autorité de l'Etat (22 septembre 1962) et que, le 3 décembre, un mandat d'arrêt est lancé contre lui : les accords d'Evian, dont il était le farouche adversaire, ont eu lieu, et l'indépendance de l'Algérie a été proclamée en juillet...

M. Jacques Soustelle restera en exil près de cinq ans. Il n'y posera pas moins sa candidature en 1967 au siège de député de la troisième circonscription du Rhône, mais ne sera pas élu. Il ne rentre en France que le 24 octobre 1968 et reprend ses fonctions dans l'enseignement. Deux ans plus tard, il fonde le mouvement national Progrès et Liberté. En mars 1971, il est réélu conseiller municipal de Lyon, puis élu député (non-inscrit, puis réformateur) du Rhône en mars 1973. En 1974, il s'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates-sociaux. En 1977, il est membre du comité directeur de la Démocratie chrétienne française, et, en mars 1978, il se représente aux élections législatives, mais se retire entre les deux tours.

M. Jacques Soustelle est directeur d'études en sciences sociales à l'Ecole des hautes études ; membre de la section « anthropologie, préhistoire, ethnologie » du C.N.R.S.

J.-M. D.

L'ethnologie des Aztèques et des Mayas

Jacques Soustelle, ethnologue, a choisi pour spécialité l'un des plus passionnants terrains qui soient au monde : le Mexique, où se mêlent civilisations européennes et indiennes, où l'ethnologie ne peut être séparée de l'histoire. Soustelle a travaillé sur les Aztèques et les Mayas, peuples historiques, sur les Aztèques paysans et les Lacandons de la forêt, qui sont aujourd'hui leurs descendants. Cette double perspective nourrit une pensée originale, très consciente, bien sûr, de la fragilité des civilisations et des problèmes posés par les conflits culturels.

Elève de Marcel Mauss et de Paul Rivet, amené à l'ethnologie par le goût du voyage, le pur plaisir de l'exotisme et de la découverte, Soustelle est un sceptique plutôt qu'un théoricien. Il n'apparaît pas dans les *Quatre soleils* (1), merveilleux livre de souvenirs intellectuels, comme l'homme d'un modèle, d'une anthropologie savante et froide, qui cherche surtout à comprendre et expliquer plutôt qu'à sentir et sympathiser. De tempérament, il semble plus proche d'Alfred Métraux que de Claude Lévi-Strauss.

Lorsque Soustelle, esprit analytique et précis, parle des grands modèles, culturalistes, spengériens ou marxistes, c'est pour les relativiser, pour les détruire parfois. Il ne croit pas à une classification élémentaire des civilisations, même lorsque le critère adopté paraît aussi simple que le niveau technologique. Ainsi, il se refuse à placer les Mayas au-dessous des Gaulois simplement parce que ces derniers relèvent de l'âge du fer et les premiers de l'âge de pierre. Au contraire des Mayas, les Gaulois ne découvrant pas la rotation des nombres par positions des chiffres. Exemple unique et capital de développement d'une civilisation totalement indépendante, durant ses premiers millénaires, du gros de

l'humanité, le cas de l'Amérique indienne jette le doute sur l'hypothèse a priori d'un développement intellectuel logique, ordonné, cohérent des sociétés et des cultures.

Soustelle ne cherche même pas à présenter une vision unifiée et simplifiée du monde précolombien : ses ouvrages mettent, au contraire, en valeur la diversité des civilisations mexicaines, depuis leur origine jusqu'à l'arrivée des conquérants espagnols. Ses recherches de terrain, ethnologiques et linguistiques, l'amenent à étudier, à l'intérieur même de l'ensemble indien, deux petits peuples résiduels et minoritaires : les Lacandons, vivant d'une agriculture itinérante et précaire sur le bord de lacs situés à la frontière du Mexique

et du Guatemala ; les Otomis, paysans du plateau central parlant une langue totalement distincte du nahuatl, peuple déjà tourné en dérision par les Aztèques de la grande époque, mais dont la capacité de survie culturelle se révèle, avec le temps, prodigieuse.

L'ethnologie de Jacques Soustelle, centrée sur l'étude d'un monde simultanément complexe et barbare, constructeur de temples et praticien du sacrifice humain, ne peut mener qu'à une vision mesurée et nuancée des phénomènes culturels.

EMMANUEL TODD.

(1) - Collection « Terre humaine », Presses-Pocket.

V.O. : U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. DANTON
GRÉ DEBAUBOURG LES HALLES
V.F. : U.G.C. ROTONDE U.G.C. OPÉRA
MAGIC CONVENTION - ARTEL MARNE LA VALLÉE
ALPHA ARGENTEUIL - ARTEL CRÉTEIL
ARTEL NOGENT-SUR-MARNE

LES DIABLES

DE
KEN RUSSELL



VANESSA REDGRAVE. OLIVER REED

Ce film expose des situations d'une cruauté et d'un réalisme qui peuvent choquer et troubler certains spectateurs non avertis. D'autre part, certaines scènes sont traitées avec une telle précision sur le plan des mœurs, qu'elles ne sont acceptables que pour un public adulte et informé.

le Palais des Glaces
accueille
la Péniche Opéra

opéra
musique : Georges ARONIS, Alain LOUVER
Arrivée du CLOUSE, Guy REBEL
Giacinto TRIO
mise en scène : MARCELLE LAROCHE
direction musicale : Jean-Claude PENNER

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



UN FILM D'AMOUR ABSOLU

Éclatante de beauté, de santé, de bonheur, Schygulla est la reine de ce film.
R. Chazal FRANCE SOIR

Hanna Schygulla et Isabelle Huppert apportent une présence phénoménale à cet hymne de tendresse.
J. Sticher LE MONDE

Voici certainement l'un des meilleurs films de l'auteur de « La Grande Bouffe ».
F. Maurin L'HUMANITÉ

« L'HISTOIRE DE PIERA » est belle. Vraiment belle.
D. Heymann L'EXPRESS

Un film léger, liquide... le contraire d'une protestation morale contre le moralisme.
G. Lefort LIBÉRATION

SPECTACLES

CINÉMA

« L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS », de Peter Weir
et « FURYO », de Nagisa Oshima

La tentation de l'Occident

Dans l'assaut généralisé du grand cinéma international de qualité, capable de s'imposer sous toutes les latitudes grâce à une parfaite maîtrise du *know how* hollywoodien et à l'emploi indispensable de la langue anglaise, deux œuvres semblent n'avoir pas obtenu toute l'attention qu'elles méritaient à Cannes : l'« Année de tous les dangers », de l'Australien Peter Weir, produit et distribué par la M.G.M., et le coproduction anglo-japonaise, *Furyo*, de Nagisa Oshima. L'une et l'autre traitent par le biais du spectacle, de la confrontation Est-Ouest, de la rencontre de l'Orient insoufflé et de l'Occident pris au piège.

L'« Année de tous les dangers » renoue avec un roman de la Science-fiction pour très vite le dépasser par ce que l'enjeu est grave, trop grave : derrière les amourettes d'un correspondant australien à Djakarta se profile le coup d'État de l'armée indonésienne prenant le pouvoir le 30 septembre 1965 et éliminant dans un bain de sang son rival, le parti communiste indonésien. Le scénario est lui-même tiré, il faut le dire, de s'emparer d'un État faible dirigé par le président Sukarno, aux commandes du pays depuis l'indépendance.

Le titre du film, repris d'une déclaration du président qui avait pour habitude, à chaque anniversaire de l'indépendance, de trouver un titre-programme pour l'année en cours, préfigure ce moment pathétique où l'Occident reçoit une giflette en plein visage, se trouve réduit à l'impuissance. La réponse de Peter Weir, son originalité, ses limites, consistent à renouveler les clichés prévalant sur l'antagonisme Est-Ouest, dans un style romanesque qui n'aurait pas renié la M.G.M. d'antan, celle de Clark Gable et Jean Harlow. La politique n'acquiesce une importance croissante, à travers le personnage du photographe australien Billy Kwan - un nain (rôle tenu par l'actrice américaine Linda Hunt), ami de Guy Hamilton, le reporter australien (Max Max en personne, le Clark Gable australien Mel Gibson) - connue à travers la menace de la révolution imminente, que pour être esquivée par le biais d'une histoire d'amour entre le séduisant journaliste et une beauté brune de l'ambassade britannique, Jill Bryant (l'Américaine Sigourney Weaver).

Le dernier plan, qui a tant choqué les puristes, où Guy rejoint en fine le dernier avion pour la liberté et tombe dans les bras de sa bien-aimée, s'ins-

crit rigoureusement dans la logique du récit conduit par Peter Weir. L'« Année de tous les dangers », mal l'évasion reste reine, avec cette parvenue occidentale qui rend la décadence plus séduisante.

Dans *Furyo* (titre japonais dérivé de l'anglais *Fury* 7), Nagisa Oshima donne le point de vue oriental sur cette déconfort de l'Occident, rappelle ce moment où, pour la première fois, dans l'histoire, le suprématie anglo-américain est directement remis en question par le Japon conquérant. L'entrée en guerre des armées du Mikado voit, en 1942, le pouvoir blanc, anglais et américain, refuser dans toute l'Asie du Sud-Est, battu en brèche et condamné, selon toutes les apparences, à plus ou moins brève échéance. L'originalité de Nagisa Oshima consiste à regarder le phénomène non plus avec la mauvaise conscience melle d'un Britannique transplanté aux antipodes (comme Peter Weir), mais en affrontant avec toute la violence requise la rencontre des gentlemen de Sa Majesté et des samouraïs fanatisés.

L'action se passe dans un camp de prisonniers de l'Indonésie occupée et va se concentrer sur un rapport triangulaire entre le chef du camp, le capitaine Yonoi (Ryuchi Sakamoto, également auteur de la *space music*, qui « irradie » curieusement le film à certains moments), l'officier d'élite anglais Jack Celliers (David Bowie) et un petit grand nippon obtus, le sergent Hara (Takashi) par qui le miracle survient, l'ouverture du Japon aux valeurs humanistes contemporaines, quatre ans plus tard.

L'audace d'Oshima est double, si non triple : confronter deux cultures par le biais d'une passion ambiguë entre Yonoi et Hamilton, opposer le bon sens de Hara à un quatrièmes l'enfer, humanisme anglais gâté de culture japonaise, le colonel Lawrence (coup de chapeau lointain à un autre colonel Lawrence ?), enfin, sur scène dérisoire, choisir comme interprètes de Celliers et de Yonoi deux figures de proue de la pop music anglaise et japonaise, Bowie et Sakamoto.

Furyo devient l'endroit éblouissant, aveuglant, du *cinéma* non révisable film de Peter Weir. Que le jury de Cannes ait ignoré ces deux versions modernes de la *Tentation de l'Occident*, qui évoquent André Malraux des 1920, témoigne d'un certain manque de fiabilité.

LOUIS MARCOCHELLES.

* Voir les films nouveaux.

Fin de la grève du nettoyage au Centre Georges-Pompidou

Les rats vont devoir quitter le vaisseau Beaubourg : le conflit du Centre avec les personnels de nettoyage, commencé le 27 mai, est réglé depuis jeudi soir. On l'a remarqué : les rongeurs se multiplient dans le sous-sol du bâtiment pendant les grèves, malgré le service minimum finalement mis en place par la Ville de Paris, et tendent à se replier avec le retour des règles élémentaires d'hygiène.

Conséquence de l'affluence (environ vingt mille visiteurs par jour), l'hygiène est une question préoccupante du Centre. Un seul jour sans nettoyage lui donne un air de terrain vague. Cette fois, la direction a dû décider de fermer, cinq jours avant échéance, l'exposition Yves Klein, dont l'art a, plus que tout autre, besoin de silence et de netteté de l'environnement. Et le danger des papiers accumulés le jour tel que les salles du musée furent bouclées deux jours avant que la maison tout entière ferme ses portes au public.

Le conflit des services de nettoyage n'est pas nouveau. En 1982, il avait provoqué trente-cinq jours de fermeture totale et le retard dans l'inauguration de la rétrospective Pollock. Les ouvriers avaient alors repris leur travail, mais le différend n'était pas réglé pour autant. De plus, l'administration du Centre a cru bon de transformer son contrat de nettoyage avec la Prévoyance, société en difficulté financière, dont les agissements avaient motivé la première grève. Il a été fait appel à trois entreprises spécialisées (vitres, lavabos, poussière...) afin de diviser les risques. Mais avec l'obligation pour elles de reprendre, comme le veut la loi du travail, la suite du contrat avec les mêmes ouvriers et dans des conditions identiques. Signé par la C.F.D.T. (15 adhérents), ce contrat a d'abord été refusé par la C.G.T., majoritaire dans ce secteur de personnel non qualifié (60 sur 75), mais en revanche minoritaire dans l'ensemble du Centre, où sa position est passée de 20 à 17 %.

Mécontent de cette tentative de division des intérêts du personnel de nettoyage par spécialisations, qui le met à la merci d'entreprises utilisant des méthodes d'un autre âge (brutalités, caporalisme, sans compter les chèques non signés pour en retarder l'encaissement) la C.G.T. a

réclamé l'intégration pure et simple des employés au personnel du Centre, ce qui leur octroierait le statut de salarié (alors qu'ils ne sont que mensualisés) et en même temps que la garantie de l'emploi et des salaires.

La direction de Centre a pris sur elle de défendre la garantie de l'emploi et des salaires, mais s'est déclarée intraitable en ce qui concerne l'intégration. Le Centre compte en effet plusieurs autres sociétés de sous-traitance (la librairie Flammarion, le restaurant, les services de climatisation) rassemblant deux cent cinquante personnes. Une telle intégration créerait un précédent qui mettrait en cause la pratique de sous-traitance pratiquée par l'administration dans d'autres établissements publics, nombreux à travers la France (à commencer par les hôpitaux). De plus, le Centre ne dispose pas de budget pour créer ces postes, ce qui a récemment été précisé par une circulaire du premier ministre, le 1^{er} avril, précisant qu'il n'y aurait pas d'emplois nouveaux.

L'affaire est d'autant plus délicate que, devant le mécontentement général, on risquait de voir surgir des réactions xénophobes à l'égard des travailleurs immigrés, qui n'étaient pas explicitement en grève, répétaient : « *Donnez-nous des outils pour travailler...* ». La société de liquidation avait retiré ses outils, et les nouvelles entreprises attendaient, pour remettre les leurs, que l'accord soit signé par la C.G.T. Devant l'impasse où se trouvait le conflit, et devant son enjeu, faute d'accord, la direction du Centre se dirigeait vers l'épreuve de force. Cet accord s'est finalement réalisé sur un retour à l'ancienne formule : réunir les trois contrats en un, passé avec une seule entreprise, mais dans des conditions de travail nouvelles. Le directeur du Centre, M. Jean Mahieu, pousse un soupir de soulagement. D'un côté, il ne saurait laisser fermer une institution culturelle telle que le Centre Georges-Pompidou et pénaliser le public pour un conflit qui, après tout, ne concerne que quelques-uns ; de l'autre, il s'efforce d'éviter tout recours à l'épreuve de force, dans une maison de verre où l'entrée doit en principe rester ouverte et libre.

JACQUES MICHEL.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES OISEAUX - Carré Silvia Montfort (331-28-34), 21 h.
LE MUSÉE NOIR - Plateau (320-00-06), 20 h 30.
L'IVROGNE DANS LA BROUSSE - Théâtre Noir (346-91-93), 20 h 30.
LA VOUTE - Théâtre 18 (226-47-47), 21 h.
TRIO - American Center (321-42-20), 21 h.
LE PRINCE TRAVESTI - Chaillot (727-81-15), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : *Soirée Balanchine*.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : *Les Esquisses* ; *Thèmes de Chary*, 21 h : *Le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*.
CHAILLLOT (727-81-15), T.N.C. - Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : *Le Gai*.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : *Dialogues aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu*.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : *Erendira*.
BEAUBOURG (277-12-35), - D. Débat et rencontres musicales ; 20 h 30 : *Rencontre avec J. Svoboda* ; 16 h : *Petit Pierre, le Théâtre du triangle, Châteaux de sable* ; Images, rue, images ; En finir avec la faim ; 18 h : *Alain Fiechter* ; Paul Klossowski, portrait de l'artiste en souffrance.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : *Les Indes galantes*.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : *Ballet Rambert* ; 18 h 30 : *Compagnie/Centre national de danse contemporaine d'Angers* ; *Viola Farber*.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), 21 h : *Teshigahara Hiroshi*.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : *Coop de sol*.
ARTISTIC ATHEVAINS (355-27-10), 20 h 30 : *Le Deuil solitaire du boulier* ; *Prélude à K. Mansfield*.
ATELIER (606-49-24), 21 h : *Le Neveu de Rameau*.
ATHÉNÉE (742-67-27), 20 h : *Keen*.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : *Descriptif d'un d'œuvre*.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), 20 h 30 : *Zod Zol Zol...laque*.
CARTOUCHE, Espe de Bois (808-39-74), 20 h 30 : *Patience* ; *patience sans Tazur* ; *Temple* (328-36-36), 21 h : *Les Amis de M. G. G.*.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52), 20 h 30 : *Roman Rock* à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46), 20 h 30 : *Les vers de LÉLÉ*.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles « LE MONDE SPECTACLES » 281-26-20 + (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 3 juin

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : *Monieur Milord*.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : *Dialogue de l'arbre* ; *Ressort*, 20 h 30 : *la Musica* ; *Grand Théâtre*, 20 h 30 : *Ruade et Juliette*.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : *Reverses dormir à l'élégie*.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 21 h : *Commissaire Nicole Boston*.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : *Noblesse et bourgeois*.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : *Si Guitry m'était chanté*.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : *Un canapé*.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : *Mourir à Colone*.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : *Joyeux Piqués*.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : *Théâtre de Bonnard*.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : *Abraham et Semuel*.
ESPACE-GAITE (327-13-54), 18 h 30 : *Les Gros*.
ESPACE-MARAI (271-10-19), 20 h 30 : *le Mariage de Figaro*.
FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (797-33-05), 19 h 45 : *Les Noces de Figaro*.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : *S. Joly*.
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 30 : *Des jours et des nuits*.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : *Play it again, Sam*.
HUCHETTE (263-38-99), 19 h 30 : *la Cantatrice chauve* ; 20 h 30 : *la Leçon* ; 21 h 30 : *Théâtre d'ombres* ; 22 h 30 : *les Amours de Néel*.
JARDIN D'HIVER (255-74-40) 21 h : *Truist*.
LA RUEYER (874-76-99), 21 h : *Mort accidentelle d'un amant*.
LUCERNAIRE (544-57-34) 18 h 30 : *Un secret à la mer* ; 20 h 30 : *les Mythes du confessional* ; 22 h 15 : *Archéologie* ; - II, 18 h 30 : *Fragments* ; 20 h 30 : *les Enfants de béton* ; *Petite salle*, 22 h 15 : *Pernis de séjour*.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : *l'Amour fou*.
MARAI (278-50-27), 20 h 30 : *le Plaisir des bébés*.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : *Ou dînera au lit*.
MICRODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : *le Visage voyageur*.
MONTMARTRE (320-49-90), 21 h : *R. Devos ; Petit Montmartre*, 21 h 15 : *l'Astronome*.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : *l'Enrouleur*.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : *Sarah ou le Cri de la lugubrité*.

La danse

A. BEJAZET (857-97-34), 22 h 30 : *M. Vieux, S. Kasher*.
BASTILLE (357-42-14), 20 h : *Intérieur rouge*.
CENTRE MATHIS (241-50-80), 21 h : *M. Hamel*.
SUNSET STUDIOS, 21 h : *P. Cammer*.
TEL. PARIS 12 (343-19-01), 18 h 30 et 21 h 30 : *Cie Dansté*.
TEL. 18 (226-47-47), 20 h : *Cie Danse Concert*.
TEL. DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : *Ballet A-Gades*.

Les concerts

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : *Orchestre français de jeunes musiciens*, dir. Ch. Goussier (Mozart, Chopin).
LUCERNAIRE, 21 h : *T. Mamm, G. Cammer* (Mendelssohn, Strauss, Schumann...)
FLAP, 20 h 30 : *Q. Yaguchi* (Yaguchi).
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 30 : *Ensemble F. Polet* (Rimsky-Korsakov, Poulenc).
ESPACE CARDIN, 20 h 30 : *Orchestre des Pays de Loire*, dir. M. Sonastre (Cherubini).
ÉGLISE SAINT-PIERRE DE MONTMARTRE, 21 h : *G. Laine, M. Teller, P. Hamon, J. Benfield, K. Vranovska* (musique de la Renaissance).
RADIO-FRANCE, Auditorium 104, 18 h 30 : *T. Fumock* (Bach, Rameau).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 20 h 30 : *M. Buhler* ; à 23 h : *A. More*.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : *F. Simeon*.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : *Palakat*.
CLOTTE DES LOMBARDS (233-54-09), *Aperchid* ne...
DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30 : *V. Lenz*.
MANU MUSICALE (238-05-71), 21 h 30 : *C. François, P. Jacquet, J. Querrier, B. Girard, R. Toccini*.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h : *Silkephonic*.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : *Barbican*.
PETIT OPORTUN (236-01-36), 21 h 30 : *M. Richard, N. et S. Rahoerson, M. Hery*.
PHILIPPE DEFENSE (716-44-26), 21 h : *Zaka Perennance*.
SLOW CLUB (233-44-30), 21 h 30 : *R. Franc*.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémaèque

CHAILLLOT (744-24-24)
15 h. Liberté, de J. Kerm; Festival de Cannes 83 : Quinzaine des réalisateurs : 19 h. Raptus, de M. Chouh; 21 h. Les derniers jours de la vieillesse, de A. Aristarlin et P. F. Fomont.
BEAUBOURG (278-35-67)
15 h. Chevaux de bois, de E. von Stroheim; 17 h. Festival de Cannes 83-Semaine de critiques : Carnaval de la nuit, de M. Yamamoto; 19 h. Panorama du cinéma indien : Un sac dans un village brahminique, de J. Abraham.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.l.)
(**) : Rio Opéra, 2 (742-82-54).
L'ARGENT (F.), Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Hantefemelle, 6 (633-79-38) ; Colisée, 8 (359-23-46) ; Saint-Lazare, 9 (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Paranaiss, 14 (329-83-11) ; Bienville Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14 Juillet Beaumarchais, 15 (575-79-79).
ATOMIC CAFE (A. v.l.) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.l.) : Temple, 3 (272-94-56).

SELECTION OFFICIELLE CANNES 83

GAUMONT et FILMS PRODUCTION - présentent une Production LIME FAYOLLE

GERARD
DEPARDIEU

NASTASSIA
KINSKI

LA LUNE DANS LE CANIVEAU

UN FILM DE
JEAN-JACQUES BEINEIX



VICTORIA ABRIL
BERTICE READING dans le rôle de LOLA
MILENA VUKOTIC dans le rôle de FRIEDA
et avec VITTORIO MEZZOGIORNO

PLUTON
ODEON
18 h 30

MACHIAVEL
DIALOGUE AUX ENFERS
MONTESQUIEU
MAURICE JOLY

Mise en scène SIMON EINE
du 31 mai au 3 juillet
En collaboration avec la Comédie-Française

MAISON
DES ARTS
CRETEIL

dans le cadre de la Biennale Nationale
de Danse de Val de Marne
samedi 4 juin 20 h 30

COMPAGNIE
MICHEL ALLET-ESAYAN

mardi 7 mercredi 8 jeudi 9
20 h 30

LE BALLET-THÉÂTRE
FRANÇAIS DE NANCY

Pierre Salvador Allende tel. 899 94 50
M. Creteil Préfecture

البريد 1352

COMMUNICATION

« Les affaires Hersant » et le statut de la presse

Les nouvelles avancées de M. Robert Hersant au soir de Bruxelles, malgré les réserves sévères exprimées par la direction du quotidien (le Monde du 3 juin), et au Dauphiné libéré provoquent des réactions.

Au Dauphiné libéré, où un administrateur provisoire, M. Jean-Louis Cavar, a été désigné par le tribunal de commerce, dans l'attente de l'assemblée générale du 17 juin, les sections syndicales de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C.) ont esquivé, jeudi 2 juin, M. Robert Hersant pour obtenir un droit de réponse dans la Figaro. En conclusion d'un article consacré, jeudi, à l'arrêt de la cour d'appel de Grenoble favorable aux intérêts de M. Hersant, un pouvait lire : « Les syndicats de journalistes ont décidé de ne pas faire grève dans l'immédiat ». Ce que Robert Hersant a considéré comme un mouvement d'enthousiasme pour sauver son arrivée.

Simultanément, l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.C.), constatant que Robert Hersant a considéré comme un mouvement d'enthousiasme pour sauver son arrivée.

du Dauphiné libéré à Robert Hersant - alors que ce dernier est inculpé depuis 1978 d'infraction aux ordonnances de 1944 - « réclame de l'appareil judiciaire la procédure d'urgence pour juger l'affaire Hersant ».

L'U.N.S.J. fait état de la réponse, datée du 30 mai, que M. Pierre Mauroy lui a adressée au sujet d'un précédent communiqué de l'Union, relatif à la « prise de pouvoir » de M. Robert Hersant à France-Soir, sur les mêmes critères que ceux avancés pour sa prochaine arrivée au Dauphiné libéré. Refusant de s'immiscer dans une affaire (judiciaire) en cours, le premier ministre n'en précise pas moins, sur le fond, que « le gouvernement ne saurait accepter que des dispositions à valeur législative continuent à être méconnées » et qu'« il entend (...) proposer, si nécessaire, les mesures économiques et juridiques nouvelles qui seraient de nature à améliorer la transparence financière des entreprises et développer le pluralisme de l'information ».

L'Élysée et les réformes

(Suite de la première page.)

L'orientation définie par le premier ministre dans sa réponse à l'U.N.S.J. est claire, mais la nuance apportée dans le « si nécessaire » contient la réponse aux lanceurs de l'action gouvernementale. On la sait depuis de longues semaines : la présidence de la République a demandé à son premier ministre et à son secrétaire d'État de prendre patience. Le régime de la presse, dit-on à l'Élysée, « n'est pas une priorité ».

La temps presse, pourtant. D'abord pour les aides de l'État aux journaux. Le gouvernement a fait conduire par le Parlement, deux années de suite, le régime antérieur. Cette fois-ci, on est bien d'accord pour que des modifications soient apportées dans la loi de finances de 1984. Il faut pour cela qu'elles soient mises au point - donc discutées avec les organisations patronales, - pour certaines, avant la 1^{re} juillet (augmentation éventuelle de crédits), pour d'autres, avant la 1^{re} août. Il semble que l'on soit sur ce point assez proche d'un déblocage.

On ne n'est pas une révolution ! Le régime particulier de la T.V.A. ? Trop compliqué pour être ramené, il restera en l'état. Les tarifs postaux ? On paraît décidé à appliquer, avec des nuances, les « accords Laurent » de 1979. En fait, deux points surtout seraient modifiés. D'une part les aides à l'exportation, les pouvoirs publics voulant aider la rayonnement à l'étranger de la presse française. D'autre part le fameux « 39 bis », cet article du code général des impôts qui exemptait partiellement de l'impôt sur les bénéfices les sociétés de presse, à condition qu'elles investissent.

Doit-on le garder ou doit-on inventer un autre système, plus favorable aux petits journaux ou aux journaux en difficulté, alors que le « 39 bis » profite surtout aux riches ? Si l'on imaginait à la place une sorte de fonds d'aide à la création et à la survie des journaux, cela remettrait d'autre part en question les aides exceptionnelles aux quotidiens à faibles ressources publicitaires, reconduites

elles aussi pour 1982 et 1983. Autant, la question fondamentale posée par toutes les formes d'aides - doit-on introduire des critères plus sélectifs que ceux actuellement en vigueur et lesquels ? - ne serait pas encore posée.

Bref, des objectifs modestes, qui ne devraient pas soulever des difficultés insurmontables dans les discussions avec les milieux professionnels - les patrons eux-mêmes sont divisés sur la « 39 bis ». Mais le lobby de la presse est puissant. Et l'irritation est forte ces temps-ci contre la gauche, notamment parmi les quotidiens de province...

La proposition 95

Second volet du dossier de presse : la refonte de la législation. C'est là qu'on retrouve M. Robert Hersant, ses déclarations avec la justice, ses innombrables coups de presse... Le propos gouvernemental est donc simple : s'en tenir à l'esprit de l'ordonnance du 26 août 1944 et faire respecter la « transparence » de la propriété et de la gestion des entreprises de presse. Là encore, il s'agit présentement d'un programme minimum. Le gouvernement ne veut pas plus que ses prédécesseurs d'un véritable statut de la presse (terme honni par les organisations patronales), préluce à une définition des futures entreprises de communication.

Le secrétariat d'État a donc mis au point des propositions d'application de la législation actuelle. On reprendrait la proposition faite en 1979 par le doyen Georges Vedel au Conseil économique et social d'une « commission des opérations de presse » chargée de veiller sur la « transparence ». Éventuellement, on reverrait la question de la concentration de deux, trois ou plusieurs titres dans les mains d'une seule personne (physique ou morale) : c'est le chef d'implication, on le sait, de M. Hersant et de ses collaborateurs. La nature juridique de l'entreprise de presse, la participation des journalistes aux orientations des publi-

tions, ne paraissent plus à l'ordre du jour...

Et là, plus encore que pour la chartre économique, l'Élysée bloque. La proposition 95 du candidat à la présidence François Mitterrand disait pourtant : « Les ordonnances de 1944 sur la presse seront appliquées. Les dispositions assurant l'indépendance des journalistes et des journaux face aux pressions du pouvoir, des groupes privés et des annonceurs seront prises ». On laisse maintenant entendre que la question n'est pas d'actualité et ne le sera pas avant 1985-1986. L'époque où le gouvernement sera contraint, par la loi du 29 juillet 1982 sur l'audiovisuel, de se pencher à nouveau sur le système de l'information.

Pourquoi ce retard ? Le gouvernement voudrait-il attendre le résultat du procès Hersant et ses éventuelles conséquences (en cas de condamnation, d'autres propriétaires pourraient être atteints) pour mettre l'ouvrage sur le métier ? Peu vraisemblable. Il aurait alors fait intervenir - et depuis plusieurs mois - le parquet pour accélérer l'affaire. Au contraire, le dossier (clos) serait toujours entre les mains du juge d'instruction.

Plus probable est la crainte d'ouvrir avec cette réforme un nouveau front de conflit avec une catégorie sociale particulièrement sensible : ceux qui font l'information. La presse, ce quatrième pouvoir, est redoutée. Elle est globalement critiquée vis-à-vis de la gauche, quand elle n'est pas franchement hostile. Ce n'est pas le moment de s'en faire un adversaire irréductible et racornier. Un raisonnement qui ont toujours fait les gouvernements et qui a conduit à la déshérence des textes de la Libération.

D'autre part, ce pouvoir-là est mal à l'aise avec l'information. Il a lui-même des difficultés à communiquer avec les citoyens (la nomination de M. Max Gallo en est la conséquence). Sans parler, hélas, d'une tradition déglottée sur la matière (contrôler l'information n'est pas la même chose que changer les hommes et la société...). Il défend aujourd'hui une option plus libérale que celle de la droite : indépendance de l'information y compris à la radio-télévision publique. Et il a peur qu'on l'accuse, s'il entreprend de réformer la jungle de la presse, de revenir à ses vieux démons.

Il faut ajouter que le parti socialiste, pour ce qui le concerne, n'a jamais eu de position très élaborée sur cette question. Le dossier était en friche avant 1981. Ce n'est qu'après avoir réglé le statut de l'audiovisuel que le secrétariat d'État et les services du premier ministre ont commencé à l'étudier avec sérieux. Le parti ? Il semble en être toujours aux débats théoriques et aux effets de tribune au moment des congrès.

Toutefois, la grogne augmente dans ses rangs. Les socialistes, dans leur ensemble, ne sont pas satisfaits non plus des journaux. Et que dire des communistes ? En province, beaucoup de titres mènent la vie dure aux élus de gauche, maires ou députés. Mais M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale et du conseil général de l'Aisne, n'a pas du tout pris son parti, dit-on, du dernier chapitre grenoblois du feuilleton Hersant. Contrairement à ce qu'on semble penser à l'Élysée, plus on se rapproche de l'échéance électorale de 1986, plus il sera difficile de prendre des décisions courageuses et donc à haut risque politique.

Avec cet inconfort, en retour : décevoir ceux, nombreux, qui avaient souhaité et espéré que la gauche au pouvoir permettrait une certaine « moralisation » de la presse.

YVES AGNÈS

■ An *Nouvel Economiste*, le poste de président-directeur général a été occupé actuellement par M. Dominique Ferry - a été confié par le conseil d'administration, réuni le 2 juin, à M. Guy Thomas, conseiller d'État, ancien P.-D.G. de FR 3.

M. Dominique Ferry, récemment nommé au sein du groupe Europe 1-communication, P.-D.G. de l'Affichage Giraudy, avait demandé à être relevé de ses fonctions au *Nouvel Economiste*.

CATHERINE HUMBLLOT.

PRÉAVIS DE GRÈVE GÉNÉRALE LE 9 JUIN A FR 3

« La confiance n'existe plus »

Climat lourd à FR 3. Après la réunion houleuse du comité central d'entreprise du 25 mai dernier (le Monde daté 29-30 mai), les syndicats des journalistes, des techniciens et des administratifs, C.F.D.T., C.G.T., S.N.J., C.G.C., SCORT et F.O. de la troisième chaîne ont déposé un préavis de grève à partir du jeudi 9 juin. A « durée indéterminée ».

Toutes catégories de personnel confondues, tous syndicats unis : rien ne va plus ! Cela fait un moment maintenant que la tension monte dans les régions. Les représentants du personnel avaient claqué la porte le 25 mai après avoir critiqué très vivement le manque de cohérence de la direction dans la mise en place des structures régionales, la politique des investissements et la politique des programmes, le retard dans la publication du budget 83, l'insuffisance des débats au sein des instances représentatives, des moyens matériels et des personnels, bref à peu près tout. « La confiance n'existe plus », déclarent les syndicats.

Répondant aux diverses accusations, le président de FR 3, M. André Holleaux, a fait savoir ces jours derniers que la politique de décentralisation de la chaîne ne pourrait se faire que par étapes. Conscient de la déception des syndicats devant l'insuffisance des moyens prévus pour la régionalisation, il a déclaré que celle-ci ne pourrait se faire que « progressivement » en raison d'une part de la situation économique et financière de la France, d'autre part parce qu'il faut que les téléspéctateurs français s'habituent au changement.

M. André Holleaux a rappelé le travail important et difficile qui se fait depuis des mois, à Paris comme dans les régions, pour préparer les nouvelles grilles des programmes qui entreront en vigueur en septembre. Cette nouvelle grille régionale (c'est-à-dire la libre disposition des programmes de 17 à 30 à 20 heures par les régions) portera la durée des émissions régionales à au moins deux heures et demie, mais tout le monde n'est pas d'accord sur le contenu.

Faut-il privilégier l'information, proposer des programmes plus faciles (plus susceptibles aussi d'attirer la publicité) ? On a reproché au président de ne pas arbitrer entre les différents projets : ce n'est pas à lui, de Paris, de trancher, répond-il, et les comités d'établissement ont aucune compétence pour mettre en cause les grilles.

Le président de FR 3 a affirmé d'autre part sa volonté d'assurer « un plein rendement » aux outils de production des stations régionales, mais ces productions, a-t-il précisé, devront être cofinancées et circuler entre les régions afin de pouvoir être rentabilisées : « Aucune région ne pourra - hormis les informations - se permettre de produire pour elle seule une émission dramatique, un feuilleton ou un magazine ».

M. Holleaux a enfin rejeté sa responsabilité dans le retard apporté à la mise en place du cadre juridique des sociétés régionales. La décision de la grève a néanmoins été prise par les syndicats en raison de « la gravité de la situation » et de l'impossibilité de la direction « de présenter depuis des mois un plan global ». Un simple avertissement ou va-t-on vers un affrontement prolongé ?

Vendredi 3 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

-20%
sur tous les
aspirateurs
SINGER
ex : TA super 1000 watts
1225⁰⁰ 980⁰⁰
Offre valable jusqu'au 2/7/83

20 h 35 Variétés : Hervé Vilard à l'Olympia. Réal. R. Pradines.
« Capri c'est fini », « Reviens », « Pedro »...

HERVÉ VILARD
"OLYMPIA 82" "14 CHANSONS D'OR"
enregistrement public inclus. Magasin de la presse
31025M29 312146
sur disques et cassette en 15 min.

21 h 35 Feuilleton : la Route de la liberté.
De J. Kadar, avec M. Ali, K. Kristofferson...
L'ascension politique d'un ancien esclave noir après la guerre de sécession. Bons sentiments à l'américaine.
22 h 35 Court métrage : l'Ascension du Choccalqui.
De R. Demaison.
23 h 10 Internationaux de tennis.
A. Roland-Garros (résumé).
23 h 30 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Secret diplomatique.
De D. de La Patellière et A. Kautof. Avec R. Cromme.
De retour enquête sur le kidnapping d'une de ses petites amies.
21 h 35 Apostrophes : Magazine littéraire de B. Pivot.
« Faits divers », « Sont invités : M. Grisol (Les Gueux), J.-E. Hallier (L'Enlèvement), R. Le Taillanter

Samedi 4 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h 45 Vision plus.
10 h 15 La maison de TF 1 (à 13 h 35).
12 h Bonjour, bon appétit.
Magazine de la cuisine, avec M. Oliver.
13 h 30 La séquence du spectateur.
13 h Journal.
13 h 35 Court métrage : le Bourton.
De D. de La Patellière et A. Kautof.
A. Roland-Garros (et à 16 h 30).
15 h 30 Salon aéronautique et de l'espace.
En direct du Bourget.
16 h 55 Série : Les Visiteurs.
18 h Trente millions d'amis.
18 h 30 Bépin collé.
Les enfants ont toujours besoin d'exercices physiques.
18 h 35 Magazine auto-moto.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
Distributeurs et étiquettes des produits.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 40 Les uns pour les autres.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Dallas.
J.R. chagriné tente de reconquérir Sue Ellen.
Émission de Michel Polak.
21 h 50 Sport : Basket-ball.
Les voitures d'occasion.
22 h 50 Étoiles et talles : Robert Bresson.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 15 ANTOINE.
11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.
13 h 30 A nous deux.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Colorado.
15 h 10 Les jeux du stade.
Cyclisme : Dauphiné libéré ; basket : championnats d'Europe.
17 h 50 Les carnets de l'aventure.
Les Montagnes et les rivières de Nouvelle-Guinée.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
De M. Drucker. Avec Nicole Croisille.
21 h 50 Sport : Basket-ball.
Finale du championnat d'Europe.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

13 h 30 Horizon.
Magazine des armées.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 4 JUIN

- MM. René Monory, ancien ministre et vice-président du C.D.S. et Christian Leblanc, responsable du Mouvement des radicaux de gauche, sont reçus au journal de 12 heures, sur Radio-Be-Bop, 88,7 MHz, Joinville, Val-de-Marne.

DIMANCHE 5 JUIN

- M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur, est invité à l'émission « Le grand jury R.T.L.-le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15.

- M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

(Paris sur Jazz), N. Ward-Jones (Un homme nommé Zapolya) et une interview de A. Spagnoli pour : Journal d'une truffe.

22 h 55 Journal.

L'ENLEVEMENT
Ce soir à Apostrophes.

23 h 5 Ciné-club (cycle les années 70) : Tout va bien.
Film français de Jean-Luc Godard et Jean-Pierre Gorin (1971) avec J. Fonda, Y. Montand, V. Caprioli, J. Pignol.
Une journaliste américaine vient faire un reportage dans une usine en grève, accompagnée d'un cinéaste français. Les ouvriers les séquestrent avec le patron. Le patron de Godard (associé à Gorin) après des films satiriques. Les problèmes et la vie professionnelle d'un couple confronté à une expérience politique et sociale. Un événement, à l'époque : Godard épouse tout.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Requiem pour le Vietnam.
Un reportage de Bill Couture pour la chaîne américaine ABC.
Dépression, tentative de suicide, délinquance... pour les anciens combattants américains au Vietnam, la « guerre » n'est toujours pas finie. Ils ont honte, mais ils éprouvent un sentiment d'injustice. Revenus couverts de médailles, ils n'ont pas pu s'adapter. Aujourd'hui, ils sont en prison, des centaines de milliers, parés-ils. Ils racontent... Un document long, intense.
21 h 35 Journal.
21 h 55 Magazine de la photo : Flash 3.
De J. Bardin, P. Dhostel et J. Egner.
Un photographe dévoile ses secrets : le grand-père de Mick Mickey, photographe entré de Clemenceau ; Portrait de Checco Zalone ; L'équipement idéal pour les vacances.
22 h 38 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
L'album imaginaire de Sarah Moon.
22 h 40 Prélude à la nuit.
« Etudes symphoniques opus 13 » de R. Schumann, par J.-Y. Tjebkeld, au piano.

FRANCE-CULTURE

20 h La mémoire de la terre : tradition et production, à Madagascar, au sud et au nord.
21 h 30 Black and blue : Jazz et littérature.
22 h 30 Nuits magiques : des femmes en Chine.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 20, Concert (donné le 16 avril 1982 à Pleyel) : « Printemps », suite symphonique de Debussy, « Concerto pour violon et orchestre » de Beethoven, « Symphonie n° 4 en la majeur » de Mendelssohn par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Soudant, sol. J.-P. Walley.
22 h 15, Fréquence de nuit : P. Valéry, iconoclaste, œuvres de Wagner, Gluck, Bach, Honegger, Boulez.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 30 Pour les jeunes.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Bucky et Pépito.
20 h Les Jeux.
20 h 35 Tous ensemble ou... à chacun son programme.
« Papier, révo et montgolfières ». Diffusé Rhône-Alpes, Auvergne. Pour le bicentenaire du premier vol d'un ballon dirigeable à Annemasse.
« Danse et musique à Lille ». Diffusé dans les autres régions.
Extraits des « Maîtres chanteurs » de R. Wagner, d'« Eugène Onegin » de Tchaïkovski, du ballet « Daphnis et Chloé » de Ravel, et de « Célébration » de Haendel, par le Ballet du Nord et l'Orchestre de l'Opéra du Nord.
21 h 40 Cycle Charles Chaplin : le Madriliste. Court métrage de 30 minutes (1916) : Charlie, de l'autre côté de la caméra fait la satire des comédiens.
22 h 10 Journal.
22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
L'album imaginaire de Sarah Moon.
22 h 30 Must-Club.
Concert à l'Opéra de Bayreuth à l'occasion du centième anniversaire de la mort de Wagner : « Siegfried Idyll » de Wagner et « Du berceau jusqu'à la tombe » de Liszt, dir. Pierre Boulez.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, Le pont des sots.
14 h, Son.
14 h 5, Les samedi de France Culture : « Le jeu de l'oie », par F. Pliot.
18, Trois républiques : crises, mutations et réformes de l'État depuis 1870 (la République sans illusions : 1946-1958).
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La Radio belge présente : les Surcouf, quand le poète mène à la physique.
20 h, « Les passeurs de la maison brune », de Marc Agé.
Avec J. Toppet, C. Rich, P. Vaneck, A. Falco...
21 h 55, Ad lib.
22 h 5, La légende du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

JOURNÉE RICHARD STRAUSS
13 h, Importation : magazine de J.-M. Deniau.
14 h, La vie et l'œuvre de R. Strauss.
19 h, Enregistrements historiques : Strauss.
19 h 28, L'opéra dans l'opéra : extrait de « Ariane à Naxos ».
20 h, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Capriccio » de R. Strauss par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Lettier, chef de chœur M. Fribourg, 1^{er} violon, F. Fray, sol. C. Caspietti, R. Gottlieb, T. Moiré, H. Orenstein.
23 h, Le club des archives : R. Strauss, chef d'orchestre, et les chefs d'orchestre straussiens ; œuvres de Mozart.

un cocktail quand la nuit commence

Le Negroni.
1/3 Campari.
1/3 Gordon's Gin.
1/3 Martini rouge.
1/2 tranche d'orange.
Servir glacé.
recette de F. Scott Fitzgerald
pour le Conte Negroni.

0124 00 1350

	1982	1983 T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	1982	1983 T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor appelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

Groupe IFG
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
 R&L VM 13618 K
CHEF COMPTABLE
 R&L VM 3858 A

Rhône-Alpes
5 INGENIEURS
 CHIMISTE FORMULATION
 CHIMISTE POLYMERES
 RECHERCHE PROCÉDES
 DEVELOPPEMENT PROCÉDES
 ELECTRICIEN/ELECTRONICIEN

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
 6 rue de Brest 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERIMIA ROMA DUISSELDOFF LONDON MADRID MONTREAL

S.A.R.L. Sp. INVENTAIRE 12
 12 rue de la République, 75001 Paris.
 Pour développer son service
 social, organisme important
 rach. M. ou F. excellente
 présentation, gains importants,
 formation permanente,
 promotion rapide.
 Tél. pr. r. 500-24-03

secrétaires
 S.O.S. 99-99
 recherche
UN SECRETAIRE
 S.T.M.
 Tél. M. Besson 707-99-99.

ENTREPRENEUR DU GROUPE
 reth. pour NANTERRE (REN)
SECRETAIRE
DIRECTION

AVEC STENOGRAPHE
 5 ans d'expérience
 - SAC + S.T.S. minimum
 - Langues non souhaitées.
 Env. C.V. + photo à R.P.-ref. 100.
 56 rue Fontaine-au-Roi.
 Paris 11^e, tél. 750-00-00.

egor
 6 rue de Brest 75008 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi
 vous propose une sélection de collaborateurs :
 • INGENIEURS toutes spécialisations
 • CADRES administratifs, commerciaux
 • JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE PUBLICITAIRE D.P.R. - 30 ans - 4 ans
 exp. agence, gestionnaire, sens de la créativité -
 disponibilité - anglais

RECHERCHE : situation similaire dans le Sud
 (presse, édition, R.P.) démission développe rapide-
 ment son image de marque et faire progresser son
 C.A. par une gestion rigoureuse des moyens publi-
 citaires - Paris - R.P. (Section R.C.O./I.C.B. 363).

CADRE ADMINISTRATIF EXPORT - 30 ans -
 Université Américaine - Bachelor of Arts - Ecole
 de commerce internationale - Anglais courant -
 Bonnes notions espagnol - 5 ans exp. prof. finan-
 cière et commerciale dans importantes multinationa-
 les - Stages administratifs export (banque et
 Sid de négoce international spécialisé).

RECHERCHE : poste évoluant à responsabilités
 dans toute entreprise à forte volonté exportatrice
 Paris-Provence (Section R.C.O./I.C.B. 364).

H. ATTACHE DE DIRECTION - 40 ans - For-
 mation universitaire - Quadrilingue - Expérience
 française et allemande - 11 ans R.F.A. commu-
 niale, contentieuse, informatique, bancaire - Intro-
 duit milieux financiers et socio-culturels - Relations
 publiques internationales haut niveau -
 Promotion produits culturels import-export -
 Grande disponibilité.

RECHERCHE : Situation similaire toutes entre-
 prises désireuses développer activités sur la
 R.F.A. (Section R.C.O./I.C.B. 365).

J.F. 27 ans - Formation - Sciences humaines
 (D.E.A. psychologie-sociologie) - Anglais courant
 - Stages et job divers en entreprises (France)
 - 6 mois exp. organisation de travail (secteur
 vente d'espace publicitaire) - Prospection de
 clientèle - Grande disponibilité.

RECHERCHE : situation dans une entreprise
 désirant renforcer réseau commercial - Paris-R.P. -
 (déplacements acceptés étrangers). (Section
 R.C.O./I.C.B. 366).

ANPE
 12, rue Blanche, 75008 PARIS CEDEX 08
 Tél. : 285-44-40, poste 33 et 28.

INTERNATIONAL

MANAGER

36 ans, personnalité chaleureuse
 et efficace, parlant angl., ital.,
 esp., esp. nat., néerlandais,
 suédois dans diff. domaines
 bon réd., ch. poste stimulant
 à la fois dur.

capitax
propositions
commerciales
SOCIÉTÉ CHAMAR
 NOVOTEL PARIS BAGNOLET
 Tél. : 360-02-10
 EXPOSE 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

NOUVEAUX
JEUX MECANQUES
 Pour bar-hôtel, salle jeux
 recherche investisseur ou
 acquiescent pour exploitation
 départementale et régionale.

propositions
diverses
 L'Etat offre des emplois stables,
 bien rémunérés, à toutes et
 tous avec ou sans diplôme.
 Demandez une documentation
 gratuite sur la revue
 FRANCE CARRIÈRES (C16)
 Boîte Postale 40209 PARIS.

propositions
diverses
 Les emplois offerts à l'ETRAN-
 GER sont nombreux et variés,
 demandez une documentation
 sur la revue spécialisée
 MIGRATIONS (A14).
 Boîte Postale 2909 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt
BEAUBOURG
 Superbe rénovation, charme,
 sur rue piétonne, tout est, belle
 réception, 2 chambres, cuisine
 équipée + salle d'eau, soleil.
 Prix très exceptionnel.
 8, rue des Lombards, 14-17 h.
 Sam., dim., lun., 14-17 h.

5^e arrdt
24, RUE DU PER-A-MOULIN
 ADAPTABLE
 8, rue des Lombards, 14-17 h.
 Sam., dim., lun., 14-17 h.

6^e arrdt
GENSIER, bel imm. pierre de t.
 4 pièces, 91 m², 1/2 loggia
 sur cour, 440.000 F. 347-57-07.

8^e arrdt
5, RUE CHEVREUSE
 angle bd Montpensier, imm.
 en cours réfection, 1/2 loggia
 sur cour, 14/18 h. 842-57-00.

SAINT-GERMAIN
 Rue piétonne, pierre de t.
 4 pièces, 91 m², 1/2 loggia
 sur cour, 440.000 F. 347-57-07.

8^e arrdt
VESINET 5 min RER
 Confortable duplex avec gar. et
 jard., 14/18 h. 842-57-00.

11^e arrdt
HOTEL
DE MONTAGNE
 (Island M.H.)
 Construit par Mansart
 17^e siècle

REHABILITATION COMPLETE
APPARTEMENTS 2 à 6 P.
 Jumeaux habités, frais rénovés.
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

12^e arrdt
FAUCHERIE, bel imm. pierre de t.
 4 pièces, 91 m², 1/2 loggia
 sur cour, 440.000 F. 347-57-07.

13^e arrdt
EXCEPTIONNEL
MAISON JARDIN
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

14^e arrdt
MAISON JARDIN
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

15^e arrdt
CONVENTION TRANQUILLE
 2^e étage, 65 m², 1/2 loggia
 sur cour, 440.000 F. 347-57-07.

16^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

17^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

18^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

19^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

20^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

21^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

22^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

23^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

24^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

25^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

26^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

27^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

28^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

29^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

30^e arrdt
BOUL. BESSIERES
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

78-Yvelines
POISSY
 dans belle résidence faire-toi-
 St-Germain, parc, tennis,
 7 pièces, 3 salles de bains.
 Prix 750.000 F. 979-34-17.

PARC MONCEAU, PRÉS
 Et. élevé, soleil, 6 pièces tout
 confort, 200.000 F. 347-57-07.

92
Hauts-de-Seine
LEVALLOIS, Anatole-France,
 100.000 F. 347-57-07.

PUTEAUX
 LA DÉFENSE
 habitable immédiatement,
 12 m², 5^e étage, 784.000 F.
 parking, prêt conventionné
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

BOULOGNE BOIS
 Beau studio, gde cuis., bains.
 Refait neuf, immeuble pierre,
 300.000 F. 347-57-07.

93
Seine-Saint-Denis
APPART. F4 + cave et
 parking, cuisine, salle de bains,
 1867, tout confort, 2 bns.
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

94
Val-de-Marne
LA VARENNE, s/voies privées
 2 p. ch. cuis., spacieuse, 58
 m², 399.000 F. Samedi, dimanche,
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

5^e PORTE D'IVRY
 apt 3/4 p. 82 m² + 25 m²
 terrasse, 1^{er} et dernier étages
 Rénové, sol, stand, 540.000 F.
 Urgent N.J.H. 535-05-09

appartements
achats
 Couple 1 enfant ch. 3-4 p.
 70 m², prop. gare Est, calme,
 sec., soleil. Tél. : 551-73-78.

locations
non meublées
offres
Région parisienne
 F4/S, Palaiseau résidence avec
 grand. Parc sur Parc
 vallée, bois, grand balcon
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

VALLEE DE CHEVREUSE
CHEVREUSE
 Couple 1 enfant ch. 3-4 p.
 70 m², prop. gare Est, calme,
 sec., soleil. Tél. : 551-73-78.

locations
non meublées
demandes
Paris
 Collaborateur journal rech. apt
 3/4 p. 3.000/3.500 F. c. s.
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

VERNEUIL SUR AVRE
MAISON NORMANDE
 110 km Paris Ouest
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

TOURNAI, 210 KM Paris
 site exceptionnel, VUE su-
 perbe, DEMEURE anc. cachet,
 5 p. ch. gar., 2 ha 1/2
 agencement, arboré. Cabinet
 GIATY 37180 - FRANCOIS.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

locations
meublées
demandes
Paris
 Pour 600 euros recherche
 12, rue de la République, 75001 Paris.
 Depuis 12.000 F. 347-57-07.

propriétés

domaine

DE LA GOUGONNE

77480 BRAY-S/SEINE

DANS PARC CLOS 28 HA

CHALET EN BORD

ÉTANG DE 12 HA

BORD SEINE ET RIVIÈRE

PECHE, VOILE, TENNIS

TERRAINS DISPONIBLES

bord étang, superficie ou choix

PLUSIEURS TYPES DE

CHALET

A PARTIR DE 235.000 F.

T.T.C. TERRAIN COMPLET

Visitez et renseign. 8/ place

des Jours de l'Est. Tél.

067-13-97.

MOULIN DE RÈVE

3 fermes à rénover

à 3 km de Paris, 705-61-91.

MOULIN A VENT RENOVÉ

à 10 km de Paris, 705-61-91.

MOULIN A VENT RENOVÉ

à 10 km de Paris, 705-61-91.

MOULIN A VENT RENOVÉ

à 10 km de Paris, 705-61-91.

MOULIN A VENT RENOVÉ

à 10 km de Paris, 705-61-91.

MOULIN A VENT RENOVÉ

à 10 km de Paris, 705-61-91.

MOULIN A VENT RENOVÉ

العدد 1550

Le Monde

économie

L'INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS

M. Michel Rocard annonce la mise en place d'une société d'épargne foncière agricole

LA RELANCE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT

Une opération à double détente

Pour la seconde fois en deux ans et demi, les pouvoirs publics ont éprouvé le besoin de relancer l'épargne-logement. En novembre 1980, ils avaient porté de 7,50 % à 9 % le taux de la rémunération des dépôts dans les plans d'épargne-logement. Ils ajoutent un point à partir du 15 juin prochain pour le fixer à 10 %, niveau record. Le plafond des dépôts, passé de 100 000 F à 150 000 F en 1980, va, d'un seul coup, être doublé à 300 000 F. De même, celui des prêts, porté toujours en 1980 de 150 000 F à 200 000 F, est, lui aussi, doublé à 400 000 F.

En outre, une incitation, à caractère familial, est instituée avec une contribution supplémentaire de l'Etat de 1 000 F par personne.

Enfin, les modalités de « sortie » anticipée du plan, d'est-à-dire de remboursement des dépôts, sont améliorées : le délai de maintien minimal des dépôts étant ramené de quatre à trois ans. En contrepartie, le taux des prêts, déjà porté de 5,5 % à 7 % en novembre 1980, est majoré d'un point à 8 %.

Cette relance a un double objectif. Tout d'abord, le régime général de l'épargne-logement, essentiellement celui des plans (140 milliards de francs environ pour un peu plus de 200 milliards de francs pour l'ensemble de l'épargne logement), est de plus en plus déséquilibré, en raison de la baisse de la collecte de dépôts nouveaux et du gonflement des prêts obligatoirement déversés par les organismes qui ouvrent les plans (banques, réseaux mutualistes, caisses d'épargne). La logique du système veut que,

pour assurer son équilibre, les dépôts doivent croître plus vite que les prêts, la valeur globale de ces derniers ne devant pas dépasser 40 % des dépôts.

Or, depuis 1979, date à laquelle la rémunération des obligations a été fortement majorée, et en raison de l'augmentation des coûts de la construction, qui a découragé les emprunteurs éventuels, le rythme de la collecte des dépôts s'est dangereusement ralenti, sa croissance revenant de 30 % à 40 % annuels dans la période « glorieuse » d'expansion (1969-1979) à 7 % à 8 % à l'heure actuelle.

Il était donc urgent de relancer cette collecte, et il faut bien dire qu'au taux de 10 % sur cinq ans, avec exonération fiscale, cette forme de placement redevient concurrentielle, aux dépens, très probablement, des obligations.

Les pouvoirs publics attendent de ce relèvement de taux un supplément de collecte d'au moins 5 milliards de francs.

Par ailleurs, le gouvernement espère que le relèvement du plafond des prêts stimulera la construction, actuellement dans un état critique, en faisant justement valoir qu'à 8 % sur quinze ans les conditions offertes sont les plus avantageuses du marché. Il n'en reste pas moins que le régime de l'épargne logement, très coûteux pour le budget (plus de 5 milliards de francs en 1982), appelle une réforme, mise à l'étude par la commission Bonin.

F. R.

Royan. — Un revenu trop faible qui nuit à l'investissement, des débouchés sur les marchés étrangers de plus en plus difficiles à atteindre, et un renouvellement des exploitants, mal assuré : l'avenir n'est pas rose pour les agriculteurs français. C'est à partir de ce constat que le Centre national des jeunes agriculteurs, qui tenait à Royan les 1^{er} et 2^e juin, ses journées d'études, propose de relever de nouveaux défis et de raisonner non plus seulement en nombre d'agriculteurs à installer (1), mais en fonction de la qualité de ces agricul-

Le quantitatif a fait place au qualitatif à deux points de vue : celui des installations et celui des productions. Sur le premier point, on assiste et on assistera à une féminisation de la profession, à l'arrivée des jeunes qui ne viennent pas du milieu agricole, ce que le C.N.J.A. considère comme « une source de dynamisme professionnel », et à un accroissement du niveau de formation moyen. Sur le second, il s'agit non plus de produire un maximum de volume, mais de rechercher le maximum de valeur ajoutée du travail sur l'exploitation. D'où l'exigence des niveaux de formation que le C.N.J.A. fixe au brevet technique agricole (B.T.A.) ou à son équivalent, avec aussi, car on n'a pas encore dans le milieu agricole la religion du diplôme, une période de travail en exploitation valant formation professionnelle. Le niveau de formation minimum et l'expérience professionnelle seraient des critères d'attribution des aides spécifiques à l'installation. M. Rocard est pour, mais souhaite que ces nouveaux seuils soient exigés progressivement.

Pour le C.N.J.A., l'intensification des revenus passe par ce qu'on pourrait appeler les revendications classiques : la maîtrise des coûts de production, le respect de la politique agricole commune, mais aussi par des propositions plus originales, tels la mise en place de circuits de commercialisation courts, le choix des nouvelles productions agricoles (sur mille cinq cents productions pratiquées en France, cinq assurent

la moitié des livraisons) et une trentaine des neuf dixièmes), l'encouragement par des mesures fiscales au développement des formes diverses d'agriculture de groupe, telle encore la création d'une ligne budgétaire pour le développement de l'informatic dans les exploitations agricoles.

Installer de nombreux jeunes ne suffit pas. Encore faut-il qu'ils aient les moyens de vivre sur une exploitation viable au bout de quelques années. Après l'exigence de formation initiale vient donc celle de l'installation progressive : les expériences en cours de préinstallation dans les Vosges ou le Massif Central, ou l'adaptation des contrats emploi-formation à l'agriculture, sont des pistes à explorer. Le C.N.J.A. est pour. M. Rocard aussi, mais il a relevé, par contre, les difficultés d'ordre législatif ou administratif que rencontrent ces projets. L'installation progressive, c'est encore l'assouplissement des critères d'accès aux crédits liés aux plans de développement et aux aides pour la modernisation. Le C.N.J.A. le demandait. M. Rocard a annoncé que le premier ministre venait de signer un décret en ce sens.

L'intensification du revenu disponible, c'est encore, pour le C.N.J.A., l'accession au foncier, sans ce support les charges d'acquisition. Cela passe par un double mouvement : l'un qui consiste à rassurer les propriétaires,

De notre envoyé spécial

leur intention de proposer, pour l'automne, une réforme de la législation foncière, afin de mieux contrôler le mouvement des terres, notamment les cumuls d'exploitations. Les demandes du président du C.N.J.A., M. Luc Guyau, et les réponses de M. Michel Rocard ne manquent pas de parallélisme. Les connaissances de l'histoire agricole évoqueront sûrement, à ce propos, la connivence qui exista entre le syndicalisme jeune et M. Edgard Pisani dans les années 60.

l'autre à mobiliser l'épargne vers l'agriculture. Pour rassurer les premiers, le C.N.J.A. propose la création d'un fonds de caution mutuelle, alimenté par une cotisation des fermiers, qui paierait les échéances impayées aux bailleurs. Plusieurs départements ne sont pas favorables à cette idée. Pour attirer l'épargne publique, une Société d'épargne foncière agricole (SEFA) sera créée à dunc annoncé M. Rocard, d'ici quelques jours. Dotée des crédits prévus à cet effet lors de la conférence annuelle de... 1981, soit 300 millions de francs pour amorcer la pompe, elle pourrait être alimentée par d'autres ressources.

Et notamment par ce Fonds national de solidarité foncière (F.N.S.F.), dont le C.N.J.A. propose la création. Ce fonds serait lui-même alimenté par une taxe progressive sur les plus-values réalisées lors des cessions de terres pour des usages non agricoles. Mais aussi par les agriculteurs eux-mêmes : le C.N.J.A. a adopté, à une faible majorité (il est vrai 95 pour 79 contre et 8 abstentions), l'idée d'une cotisation (additionnelle à la taxe foncière sur le non-bâti) acquittée par tous les exploitants : à raison de 10 F l'hectare, 300 millions de francs seraient aussi injectés par les agriculteurs eux-mêmes dans le circuit de financement des terres. Ce F.N.S.F., outre le financement des SEFA, aiderait également les sociétés d'aménagement foncier

(SAFER) à louer des terres aux jeunes.

M. Michel Rocard s'est montré très prudent sur ses propositions, qu'il juge « ambitieuses, voire dérangeantes », et qu'il dit devoir étudier avant que de porter son jugement. Nul doute que l'idée du C.N.J.A. est courageuse puisqu'elle tend à manifester une solidarité professionnelle dans un domaine où l'individualisme prime. Il est donc certain qu'elle sera l'objet d'un large débat au sein du monde agricole. Il s'agit en fait d'imprimer un mouvement pour orienter l'épargne vers le foncier. M. Rocard a certes plaidé pour la mobilisation de l'épargne en faveur de l'agriculture, mais il sait bien qu'il s'agit là d'un choix de politique nationale qui ne correspond pas avec les orientations actuelles. Une fois le mouvement lancé, « les apports attendus ne viendront pas de l'Etat », est-il clairement déclaré, « mais bien pour l'essentiel des portées prénotées elles-mêmes, considérées au sens large ». Le C.N.J.A. prend les devants de ce mouvement aux agriculteurs d'en faire parties prenantes dans le financement solidaire du foncier.

JACQUES GRALL

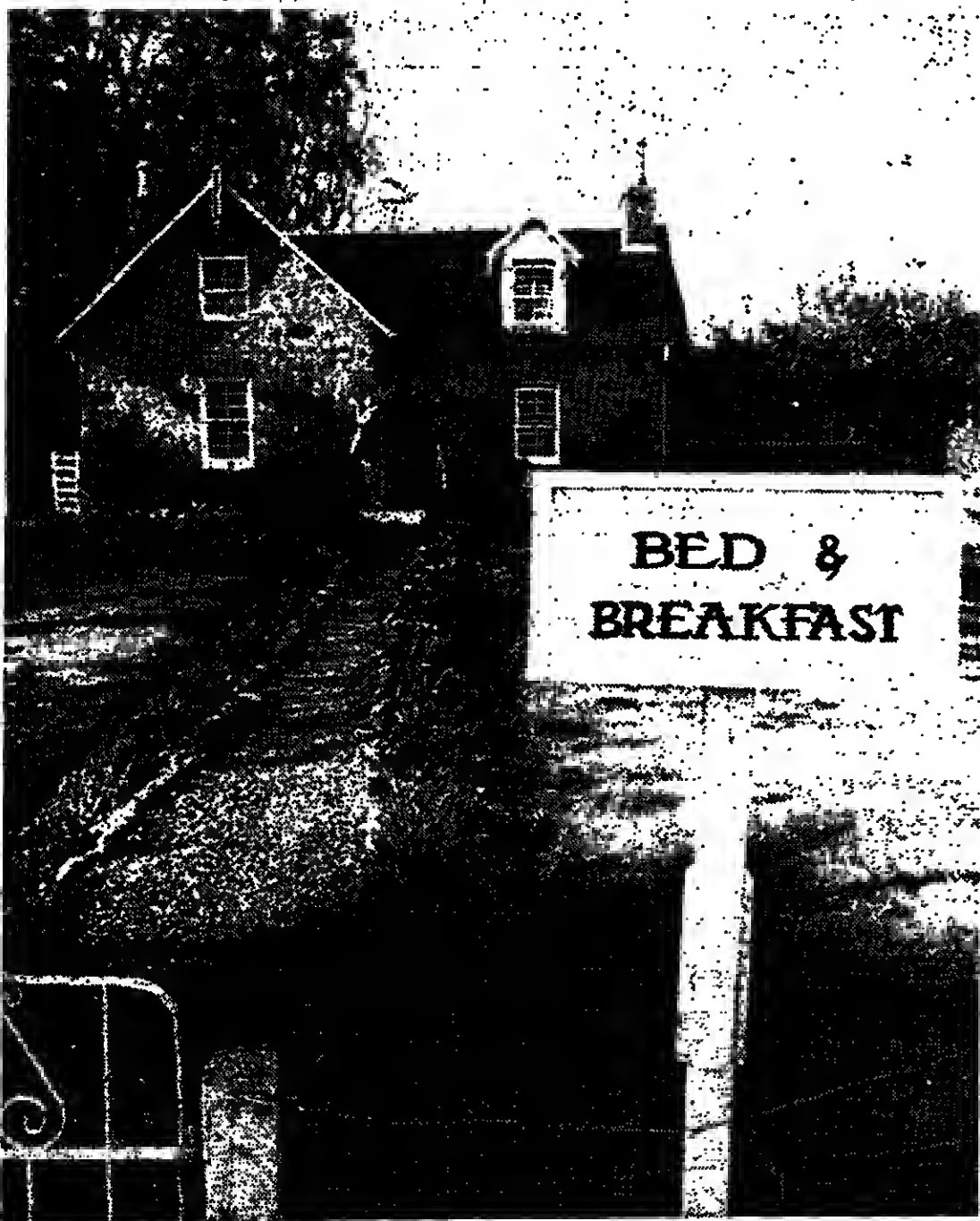
(1) Il y eut 10 700 installations annuelles de jeunes agriculteurs de moins de trente-cinq ans entre 1970 et 1975, 15 000 entre 1975 et 1978, l'objectif fixé par le C.N.J.A. pour le fin du IX^e Plan étant de 20 000.

(2) Dont la création avait en fait été annoncée en conseil des ministres le 23 février 1983.

PUBLICITÉ

LA LIBERTÉ SANS RESTRICTION

Faites comme nous !
Passez une semaine à 3 personnes
en Grande-Bretagne avec 4 500 F.



Oui, c'est vrai ! Nous sommes partis à l'étranger. Sans fraude, sans nous ruiner ni nous priver. Hier, nous étions à l'agence de la Grande-Bretagne. Evasion totale, dépaysement à volonté. Je l'avais bien préparé mon petit circuit : la côte des premiers jours, puis cap sur l'histoire. Petit tour chez les antiquaires de Brighton pour y découvrir des merveilles. Ensuite direction Winchester, histoire de se replonger dans le passé de l'Angleterre et d'admirer les remparts et la cathédrale du 13^e siècle. Les chevaliers de la Table Ronde doivent encore brouter ces lieux !

C'est aussi dans un restaurant de Winchester que nous avons découvert les spécialités anglaises. Agréablement surpris par le menu : une « farmhouse vegetable soup » (soupe maison), suivie d'un « Lancashire Hot Pot » (casserole d'agneau aux pommes de terre et oignons) et un apple pie pour finir.

Pour le déjeuner, nous nous sommes sordions en moyenne pour 35 F. Tous les soirs, dîners dans les pubs pour s'imprégner des coutumes locales. C'est là que j'ai pris mon premier cours de fléchette. Une ambiance chaude, la bière coulait à flot, je mettais dans le mille à chaque coup. Une soirée étonnante !

La plupart des chefs-d'œuvre de Grande-Bretagne ne nous ont pas échappé grâce aux tickets « Open to View ». Pour 130 F par personne (demi-tarif enfants) musées, monuments historiques vous ouvrent leurs portes. Coup de foudre en découvrant Bath. Comme son nom l'indique, elle nous a livré tous les secrets des bains romains. Un prodige d'ingénierie. Pas fous ces Romains !

Retour par Oxford ou même les fermiers ont des allures de profs

d'université. Intarissables quand ils commencent à vous raconter leurs histoires ! Décision prise à l'unanimité : la solution Bed & Breakfast était la meilleure (80 F la nuit par personne, petit déjeuner compris). Le plus court chemin pour connaître les Anglais dans leur vie de tous les jours.

Dernières étapes Guildford, Canterbury puis retour à la case départ : Douvres. Objectif réussi : la Grande-Bretagne nous a conquis ! Nous avons fait un circuit de plus de 1 000 km, un vrai plaisir même de rouler à gauche. Cette balade en Angleterre nous est revenue à :

— Pleins d'essence (4,15 F le litre) 450 F
— 8 nuits pour 3 à 80 F par personne en B & B avec petit déjeuner... 1 920 F
— 8 déjeuners pour 3 à 35 F par personne 840 F
— 8 dîners pour 3 à 50 F par personne 1 200 F
au total : 4 410 F

Nous avons pris l'assurance automobile RAC en France. Pour 180 F,

elle couvrait accidents et pannes pendant 28 jours. Sur l'allocation maximum de 9 000 F pour vous trois, nous n'avons dépensé que 4 410 F. Prochain voyage : le pays de Galles en camping car (27 F par nuit et par famille).

Faites comme nous, venez découvrir l'île aux Trésors.

Et pour y aller,

Sealink
FERRIES LINK

vous offre sûrement la ligne qui vous convient : Calais-Douvres en 1 h 30, avec ses car-ferries géants ultramodernes, dont le « Côte d'Azur » de la SNCF ; Boulogne/Fulkestone en 1 h 50 avec plus de traversées qu'en 1982 ; Dunkerque/Douvres en 2 h 20, souvent moins cher ; Dieppe/Newhaven et Cherbourg/Weymouth en 4 h environ.

Les prix ? Ils dépendent de la longueur de votre auto et de la saison. Premier prix 380 F aller-retour (auto + conducteur).

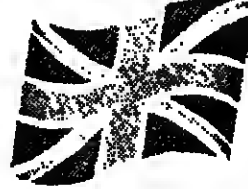
Grande-Bretagne, l'île aux Trésors

Si vous voulez faire comme nous, retournez ce coupon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, Service Publicité, 6, place Vendôme, 75001 Paris.

Je désire recevoir gratuitement une documentation complète sur la Grande-Bretagne et les liaisons Sealink France/Grande-Bretagne. Je désire également recevoir le « Guide des terrains de Camping-Caravaning en Grande-Bretagne » pour lequel je joins 20 F en timbres.

☐ OUI ☐ NON (cochez la case de votre choix).

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____



LM20/8

SOCIAL

Le Fonds social européen va consacrer 75 % de ses ressources à la lutte contre le chômage des jeunes

De notre envoyé spécial

Luxembourg. — Le Fonds social européen (F.S.E.) consacrerait à partir de l'année prochaine 75 % de ses ressources à la lutte contre le chômage des jeunes. Les ministres des affaires sociales de la C.E.E. ont abouti le 2 juin, à Luxembourg, à cette décision en terme de discussions de près de dix heures.

Créé au début des années 60, le F.S.E. a été conçu pour contribuer à la formation professionnelle dans les régions défavorisées de la Communauté (à l'époque le Mezzogiorno et les départements français d'outre-mer). Cette tendance à la régionalisation du Fonds social s'est accentuée au fil des années avec l'entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande et de la Grèce dans le Marché commun. Les résultats pour 1982 sont significatifs à cet égard. L'année dernière, les Italiens ont obtenu 30 % des fonds attribués par le budget communautaire, les Britanniques 25 % et les Français 17 %.

La crise économique et ses effets sur l'emploi ont amené la France à revendiquer depuis plusieurs années une conception du F.S.E. plus conforme aux objectifs qui devraient être normalement les siens.

Les Dix sont parvenus assez vite à s'entendre pour que les jeunes chômeurs (40 % des 11,7 millions de sans-emploi que compte la Communauté) puissent bénéficier des trois quarts des ressources communautaires, contre un tiers actuellement. Les actions envisagées (financées à 50 % par la C.E.E.) sont multiples, allant de la formation professionnelle à la prime à l'embauche des moins de vingt-cinq ans.

A l'inverse, M. Bérégovoy, le ministre français des affaires sociales, a dû patienter plusieurs heures avant que ses partenaires, notamment son homologue italien, se mettent d'accord sur la répartition régionale et acceptent de « plafonner » à 40 % les dépenses (toutes mesures confondues) destinées aux régions considérées comme traditionnellement pauvres de la C.E.E. Les 60 % restants devront obligatoirement être attribués aux secteurs en difficulté, et donc aux régions touchées par le déclin industriel.

Il en est allé de même en ce qui concerne le financement (5 % des ressources du F.S.E.) de projets expérimentaux pour lutter contre le chômage. La délégation danoise a longtemps bloqué la possibilité pour la Communauté de financer l'action visant à réduire la durée du travail hebdomadaire. Finalement, le Danemark a accepté, avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, également très réticents au début des discussions, les propositions de la Commission européenne sur ce point.

Les ressources du Fonds social sont écroulées de façon sensible au cours des dernières années, surtout sous la pression du Parlement européen, qui a le pouvoir de majorer les dépenses arrêtées par les Dix. En 1983, elles atteignent en crédits de paiement 1 350 millions d'ECU (9,3 milliards de francs), et, pour 1984, la Commission propose un montant de 1 550 millions d'ECU (10,6 milliards de francs).

MARCEL SCOTTO.

RÉPUBLIQUE DU NIGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR UN PROGRAMME D'HYDRAULIQUE VILLAGEOISE

Financé par le Fonds d'aide et de coopération (FAC) de la République Française

Le ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement lance un appel d'offres pour les travaux suivants :

OBJET : Exécution en un seul lot de 120 forages dans les formations sédimentaires du Continental Terminal. Ces forages seront équipés de pompes à motricité humaine.

LIEU D'EXÉCUTION : Arrondissement de OUALLAM et FILINGUE, dans le département de Niamey.

DÉLAI D'EXÉCUTION : 8 à 9 mois - novembre 1983 à juillet 1984. La participation est ouverte à tous les ressortissants de la zone franc.

Les soumissions devront parvenir par pli recommandé avec accusé de réception, ou être remis contre récépissé à M. le directeur des Infrastructures hydrauliques, B.P. 257, Niamey, au plus tard le 29 juillet à 17 h heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu à Niamey, le 1^{er} août en séance publique.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être consultés et retirés :

- en Afrique : à la direction des Infrastructures hydrauliques, B.P. 257 Niamey - Niger
- en France : au Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.), B.P. 6009, 45018 Orléans cedex

AFFAIRES

Renault prend le contrôle du groupe américain Mack

Renault a décidé de porter de 20 à 45 % sa participation dans la société Mack, second constructeur américain de camions de gros tonnage. Il s'est en outre assuré la possibilité (par les droits de souscription ou warrants) de prendre la majorité de Mack en cas de nécessité.

Dans une lettre d'intention signée le 2 juin à New-York, la firme française s'est engagée à racheter ces actions au groupe financier Signal, propriétaire de 80 % des titres, qui avait fait connaître en avril sa volonté de se dégarer du poids lourd pour réorienter ses investissements vers des entreprises de haute technologie (le Monde du 28 avril). Signal offrira les actions qui lui restent (55 %) sur le marché financier.

Le coût global de l'opération s'élève pour Renault à 100 millions de dollars (750 millions de francs) versés de 1984 à 1986. Renault-Véhicule industriel devient ainsi le second constructeur mondial de poids lourds de gros tonnage, derrière Mercedes, et espère développer son plan d'exportation entre R-V.I. et Mack pour atteindre 150 millions de dollars d'ici à 1986.

Cent mille Alliance vendues par A.M.C. filiale à 48,4 % de Renault : 10 000 camions français de la gamme intermédiaire (midliner) écoulés par Mack/Truck, prochainement filiale à 45 % de Renault-Véhicule industriel (R-V.I.) : l'implantation américaine de Renault est bien l'un des axes majeurs de sa stratégie.

Mais, dans la branche poids lourds, une autre politique était-elle possible que cette fuite en avant ? Ne pas prendre cette participation de 45 % et s'assurer d'un verrou qui empêche quiconque de disposer de la majorité (mais Renault affirme ne pas vouloir s'en servir « sauf circonstances exceptionnelles »), c'était à peu près à coup sûr voir la concurrence (Iveco, Scania et Mitsubishi) étaler sur les rangs prendre la place. C'était donc, à terme, la remise en cause de l'écoulement par Mack des véhicules industriels de la gamme intermédiaire (de 11 à 15 tonnes) à moteur diesel fabriqués par R-V.I. dans l'usine de Blainville (Normandie). Plus symboliquement, c'était l'aveu que Renault commençait à se désintéresser d'un secteur — les poids lourds — qui pèse sur son activité automobile, puisque R-V.I. a encore perdu 746 millions de francs en 1982.

M. Hanon, le P.-D.G. de la Régie, a donc choisi de doubler la mise en s'associant plus étroitement avec son partenaire américain. Renault avait déboursé 115 millions de dollars pour acquérir en 1979 puis en 1982 20 % du capital de Mack. Il ne dépensera que 100 millions de dollars de plus pour s'attribuer les 25 % supplémentaires. Et encore ces 100 millions de dollars seront-ils remis par Signal dans Mack avec l'espoir que les 55 % d'actions restant mises sur le marché financier s'en trouveront revendues (la société serait estimée à 300 millions de dollars).

Si Signal prend ainsi des risques financiers — ce qui est dans sa nature d'investisseur spéculatif — Renault fait, lui, un pari industriel. Le marché américain du poids lourd, avec la crise, s'est effondré. Dans la spécialité de Mack (les véhicules de plus de 15 tonnes), il est tombé de 164 000 unités en 1979 à 70 000

en 1982 et ne devrait plus être que de 63 000 en 1983. Mack, qui a conservé sa part de marché (19 %) dans cette catégorie, a été obligé de licencier 40 % de son personnel et a présenté des pertes de 18,2 millions de dollars en 1980, de 32,3 millions de dollars en 1982 et de 17 millions de dollars au seul premier trimestre de 1983. M. Séméria, le patron de R-V.I., n'envisage d'ailleurs pas de retour à l'équilibre avant la fin de 1984 pour cette entreprise dont Renault assurera désormais la responsabilité du management (mais les dirigeants actuels resteront en place).

Renault fait donc un pari sur la reprise américaine. R-V.I. fait aussi le pari que ses produits — les midliners déjà vendus outre-Atlantique (2 561 en 1982) mais aussi les autobus et les autocars français — pourront être attractifs sur le marché américain et renforcer ainsi le flux des exportations françaises vers Mack (avec pour objectif une exportation de 150 millions de dollars en 1986). Avant d'envisager la production en commun de certains organes et même d'un moteur.

Beaucoup de paris donc qui expliqueront sans doute les réticences de ceux qui jugeront que ces 750 millions de francs auraient été plus utiles à la consolidation de la position de R-V.I. en Europe. « Fuite en avant certes, reconnaît M. Séméria, mais fondée sur un jugement raisonnable et équilibré. » On la lui souhaite.

BRUNO DETHOMAS.

Les ministres des affaires sociales de la C.E.E. ont adopté, le 2 juin à Luxembourg, une directive sur la protection des travailleurs exposés aux émanations d'amiante. Le texte, applicable par les Dix, prévoit des taux limites de concentration dans l'air de ce produit au-delà desquels les entreprises sont tenues d'exercer des contrôles médicaux réguliers (0,25 fibre par centimètre cube) et de réduire la toxicité (1 fibre par centimètre cube pour l'amiante et 0,5 fibre par centimètre cube pour l'amiante bleue). — (Corresp.)

APRÈS LES RÉCENTES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES

Le président du groupe CETELEM-COFICA s'élève contre « l'atteinte au crédit à la consommation »

A l'occasion de son trentième anniversaire (le groupe CETELEM est né le 6 mai 1953), le numéro un du crédit aux particuliers avait prévu de faire le point sur ces trois décennies d'activité, en parallèle avec l'évolution de la consommation en France, mais l'actualité en avait décidé autrement après le récent renforcement du dispositif d'encadrement du crédit annoncé par le gouvernement (le Monde des 1^{er} et 2^{er} juin).

Les normes d'encadrement du crédit, qui prévoyaient pour les établissements de crédit du type Cetelem-Cofica (catégorie B) une croissance des prêts limitée à 5 % pour la fin de l'année 1983, ont finalement été ramenées à 3 % seulement alors que les pouvoirs publics avaient laissé entendre jusqu'à présent qu'il n'était pas prévu de « tour de vis » supplémentaire, a rappelé le président du groupe, M. Gérard de Chamac Lanzac.

« Je m'élève contre cette atteinte au crédit à la consommation alors que ce secteur n'a représenté en 1982 que 60 milliards de francs sur les quelque 2 460 milliards de crédits à l'économie recensés pendant cette période », a-t-il notamment déclaré jeudi 2 juin. « Nous comprenons les impératifs du plan de rigueur, mais il ne faudrait pas que ces contraintes durent trop longtemps. Si, en 1984, nous ne bénéficions pas d'un ballon d'oxygène, la gravité de la situation qui nous affecte se répercuterait à l'ensemble de l'industrie étant donné que notre fonction est d'aider ce secteur économique par l'intermédiaire des crédits mis en place grâce aux distributeurs », a-t-il expliqué.

Abordant plus précisément les conséquences de ce nouveau dispositif d'encadrement du crédit sur l'activité du groupe Cetelem-Cofica, M. de Chamac Lanzac a estimé que la masse des crédits distribués allait

être réduite cette année de 3,5 % à 4 %, ce qui devrait ramener sa progression aux alentours de 9 % à 10 % (contre 13 % selon les prévisions initiales) « soit un taux légèrement supérieur à celui de l'inflation que la France devrait connaître en 1983 ».

Pour remédier à cette situation, le Groupe Cetelem va essayer de réduire la durée des crédits consentis (treize à quatorze mois en moyenne pour l'électroménager, par exemple) et d'accroître, si possible, le montant des versements au comptant (il est actuellement de 10 % environ du total du prêt accordé).

De ce fait, les résultats financiers du groupe « devraient rester bons cette année ». S.M.

(1) « De la 4 CV à la victa 1953-1983 : ces trente années qui ont changé notre vie. » Éditions Communauté International.

Nominations

● M. GEORGES BEISSON a été nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.

[Né le 10 février 1933, administrateur civil, sous-directeur au ministère de l'économie et des finances (1969-1972), directeur adjoint du FORMA, il suivait, depuis 1982, les dossiers productions végétales au cabinet de M^{me} Cresson.]

● M. PIERRE CERVONI a été nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des vins.

[Né le 26 mai 1926 à Bastia (Haute-Corse), ancien directeur général délégué de la SCOPENA, M. Cervoni avait été nommé directeur de l'Office des vins de table le 30 octobre 1982. Il conserve donc ses attributions avec la mise en place du nouvel office.]

● M. ARMAND COLLOMB est nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des plantes à parfums, aromatiques et médicinales.

Il était précédemment directeur adjoint, puis directeur par intérim de l'Office des vins de table.

● M. PIERRE MAZERAN est nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.

[Il s'agit ici aussi d'une confirmation, puisque M. Mazeran, né le 23 février 1926 à Lussac (Hérault), avait été nommé directeur de l'Office du bétail et des viandes (ONIBEV) en mars 1982. Le nouvel office prend la dénomination d'OFIVAL.]

● M. FRANCIS RANC est nommé directeur de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.

[Né le 19 juillet 1942 à Paris, précédemment directeur du FORMA (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles) depuis le 10 février 1982.]

LE GROUPE RHONE-POULENC VA ÉMETTRE DES TITRES PARTICIPATIFS POUR UN MONTANT DE 600 MILLIONS DE FRANCS

Après Saint-Gobain, un deuxième groupe nationalisé, Rhône-Poulenc, va émettre des titres participatifs pour un montant de 600 millions de francs. Le produit de cette émission, a indiqué son président, M. Loïc Le Floch-Prigent, est destiné à renforcer les fonds propres du groupe afin de mener à bien un important programme d'investissement (3 milliards de francs en 1982). Ces titres seront émis au prix unitaire de 1 000 francs.

L'HÉBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

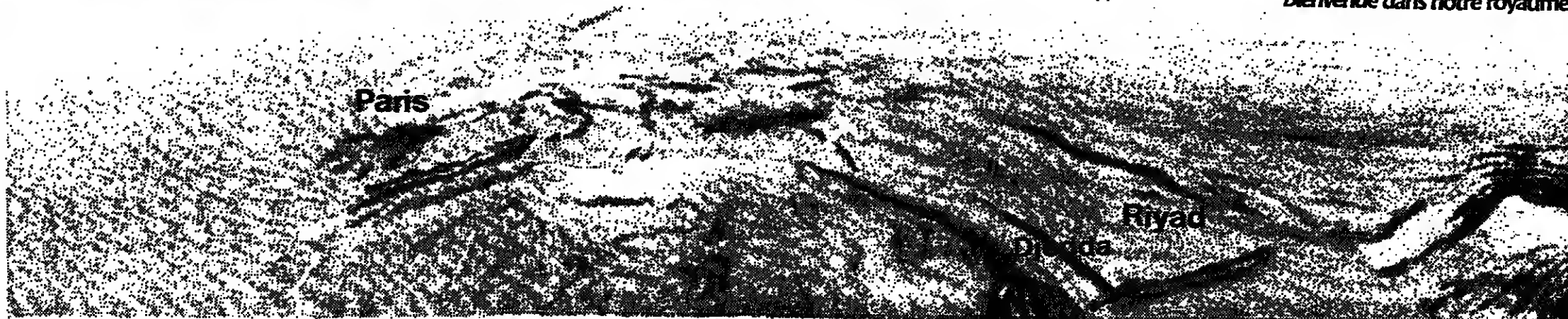
DEMOCRACY AT RISK
THE ECONOMIST LOOKS AT THE
PROTECTIONIST TEMPTATION FOR MITTERRAND

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La voie royale : chaque semaine, 9 TriStar vers Djedda et Riyad.

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia, 55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20, libre appel 146.

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES
Bienvenue dans notre royaume



AFFAIRES

ÉTRANGER

Framatome se diversifie dans la matière grise

Avec le ralentissement inévitable du programme nucléaire français, l'avenir à long terme de Framatome est loin d'être assuré. Même si, selon son directeur général, M. Leiny, « avec la commande de deux réacteurs par an sur une période raisonnable de trois à cinq ans », l'industrie peut se maintenir. Et cela malgré des difficultés à l'exportation : les travaux en Corée du Sud ont été gelés pendant huit mois et la Chine n'est qu'un espoir incertain.

Cette association inattendue d'un savoir-faire et d'un savoir-être, c'est le constructeur français de plus de soixante réacteurs nucléaires, une société dont le chiffre d'affaires est de 3,9 milliards de francs en 1982. Teknowledge, c'est pour l'essentiel vingt chercheurs américains en intelligence artificielle qui ont décidé en 1981 de fonder une société pour proposer des « systèmes experts », c'est-à-dire de gros logiciels informatiques qui incorporent, sinon de l'intelligence, au moins de la connaissance humaine, et aident à la prise de décisions complexes. Or les centrales nucléaires n'ont rien de spécialement intelligent et la robotique avancée, où l'on pourrait voir un trait d'union entre les deux firmes, est justement un domaine de l'intelligence artificielle que Teknowledge n'aborde pas. Que signifie donc cette alliance entre un Goliath et un David qui ne combattent même pas sur le même terrain ?

Il faut oublier que Framatome s'occupe d'énergie nucléaire et observer simplement qu'une société aux bénéfices importants, mais à l'avenir potentiellement sombre, cherche naturellement des axes de diversification. Il faut chercher la fronde derrière la petitesse de David.

Cinquième équipe pour le travail en continu dans la sidérurgie. Un accord, conclu le 2 juin entre le patronat et les syndicats, prévoit la mise en place d'une cinquième équipe pour le travail en continu, avant le 1^{er} janvier 1984, dans la plupart des entreprises sidérurgiques, et au plus tard pour le 31 décembre 1984. Le temps de travail hebdomadaire sera de trente-trois heures trente-six minutes, le salaire de base sera maintenu intégralement - mais sans les primes dites d'« astreinte » - et des compensations de productivité devront être trouvées. La C.F.T. « avec réserve » et la C.F.D.T. vont signer cet accord. L'avis favorable de l'E.O. devrait être confirmé ce 3 juin.

Jamais les bénéfices (près de 500 millions de francs en 1982) et la trésorerie de Framatome ne seront aussi florissants que dans les deux années qui viennent. Il faut donc que l'entreprise se diversifie. Avec plus de 50 % de son personnel composé d'ingénieurs et de cadres, Framatome est d'abord une entreprise de matière grise. D'où sans doute cette première diversification dans l'intelligence artificielle par la création avec Teknowledge d'une filiale commune Framintec (le Monde du 1^{er} juin).

d'un ordinateur - il y a des millions d'erreurs possibles parmi lesquelles il faut trouver celles qui se sont produites - ou encore l'audit comptable. Mais la société a aussi une grosse activité d'enseignement et de formation de spécialistes pour les sociétés qui souhaitent se doter d'équipes compétentes en expertise automatique. Ce sont ces activités que la filiale Framintec doit étendre à l'Europe occidentale. Une deuxième filiale, à Genève, doit prendre en charge les activités de recherche-développement. - M. A.

(1) L'université de Stanford, la Massachusetts Institute of Technology, la Rand Corporation, Teknowledge emploie maintenant cinquante personnes à plein temps et s'est assuré le service de vingt-cinq consultants. Framintec pourrait employer une vingtaine de personnes dès l'an prochain.

(2) Elf-Aquitaine et maintenant Framatome sont les deux seuls actionnaires étrangers de Teknowledge, à hauteur d'environ 10 % chacun.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	base + base	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-UL	7,400 7,425	+ 180 + 230	+ 380 + 440	+ 990 + 1120
S. can.		+ 130 + 190	+ 280 + 350	+ 760 + 900
Yen (100)	3,2810 3,2840	+ 140 + 180	+ 300 + 350	+ 520 + 1080
DM	3,8650 3,8670	+ 170 + 280	+ 350 + 390	+ 1650 + 1100
Flora		+ 130 + 160	+ 280 + 310	+ 530 + 880
F.R. (100)	15,8580 15,8780	+ 310 + 430	+ 670 + 830	+ 1670 + 2040
S.S.	3,6320 3,6350	+ 210 + 250	+ 450 + 510	+ 1330 + 1430
L (1 000)	5,8475 5,8725	+ 170 + 120	+ 350 + 270	+ 1230 + 1080
F. (100)	12,8725 12,8825	+ 170 + 280	+ 440 + 580	+ 1260 + 1520

TAUX DES EURO-MONNAIES

	5 1/16	9 1/8	9 1/4	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 5/8
SE-UL	4 7/8	5	5 3/16	5 3/16	5 1/4	5 3/8	5 5/16
Flora	5 15/16	6 1/16	6	6 1/4	6 1/8	6 3/8	6 5/8
F.R. (100)	3	3 1/2	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
L (1 000)	15 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	17 3/4
F. (100)	10 1/4	10 3/8	10 5/16	10 7/16	10 3/8	10 1/2	10 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

En un an

101 % D'INFLATION AU PÉROU

Lima (A.F.P.). - Le taux d'inflation au Pérou a dépassé, pour la première fois, la barre psychologique des trois chiffres, atteignant 101,4 % en mai 1983 par rapport à mai 1982. Pour le seul mois de mai, le coût de la vie a augmenté de 5,3 % par rapport à avril, ce qui correspond à une hausse de 44,8 % durant les cinq premiers mois de 1983.

La dépréciation du sol par rapport au dollar a été de 8,5 % en mai, et de 47,5 % au cours des cinq premiers mois de 1983. Sur un an, de mai à mai, la monnaie péruvienne s'est dépréciée de 127,2 % par rapport au dollar.

Augmentation du prix du pétrole soviétique vendu à la Finlande. - L'Union soviétique a augmenté le prix du brut importé par la Finlande de 0,50 dollar par baril, à 29 dollars. La Finlande doit importer jusqu'à 8 millions de tonnes de pétrole brut soviétique cette année pour sa propre consommation. Chaque mois, l'Union soviétique révisé le prix de son pétrole en tenant compte de l'évolution des cours sur les marchés libres. - (A.F.P.)

L'Italie risque de rater le rendez-vous de la reprise déclare le gouverneur de la Banque centrale

De notre correspondant

Rome. - Le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Azeglio Ciampi, a lancé, le 31 mai, à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'Institut d'émission, un nouveau cri d'alarme contre les risques d'une inflation trop élevée qui tend au corps social et aux institutions un piège non moins grave que ceux que l'Italie a su courageusement déjouer au cours de ces dernières années.

La proximité des élections législatives obligeait le gouverneur de la Banque centrale à une certaine prudence de ton. Il n'en a pas moins appelé explicitement « à ne pas laisser perdre l'esprit de l'accord sur le coût du travail signé en janvier dernier », prenant ainsi nettement parti contre les positions les plus dures d'une fraction du patronat qui, selon les accusations portées par les syndicats, ferait délibérément traîner les négociations pour le renouvellement des conventions collectives du tex-

tile, de la métallurgie et du bâtiment (le Monde du 1^{er} juin).

Pour tenter de résorber une inflation de 16 % par an, M. Ciampi a insisté sur la nécessité de contraindre sérieusement le déficit budgétaire. Celui-ci avait atteint en 1982 le chiffre record de 79 600 milliards de lires, dépassant de 30 000 milliards de lires le maximum prévu au début de l'année. « L'obligation de couvrir les dépenses, telle qu'elle est énoncée par la Constitution, est actuellement vidée de tout contenu », a affirmé M. Ciampi. Le gouverneur de la Banque centrale a reconnu que l'économie mondiale est en train de sortir peu à peu de la plus grave récession qu'elle ait connue depuis la guerre, mais a aussi exprimé ses préoccupations devant le fait que l'Italie risque de « rater le rendez-vous » à cause de son économie encore en récession et de la situation désastreuse de ses finances publiques. - M. S.

Dès maintenant, la solution pour vos VACANCES à l'étranger c'est: PARIS TOURS

LA GRECE
Hôtel 4 étoiles C
logement + petit déjeuner
Avion Paris/Paris
1 semaine à partir de :
2530^F

LES BALEARES
Hôtel 4 étoiles 1/2 pension
Avion Paris/Paris
1 semaine à partir de :
1990^F

LE MAROC
Hôtel 4 étoiles 1/2 pension
Avion Paris/Paris
1 semaine à partir de :
2290^F

LA SICILE
Village club 1/2 pension
Avion Paris/Paris
1 semaine à partir de :
2865^F

LES CANARIES
Hôtel 4 étoiles 1/2 pension
Avion Paris/Paris
1 semaine à partir de :
2830^F

Demandez notre brochure générale à :
PARIS TOURS 14, rue d'Antio 75002 Paris
Tél. : (1) 256.45.14

De puissants associés

Plus que tout autre constructeur de moteurs d'avion, Rolls-Royce a signé des accords de coopération dans le monde entier. Cette collaboration à l'échelle internationale permet le développement et la production de moteurs toujours plus performants, à usage civil et militaire: le RB199, réacteur militaire le plus avancé qui soit, équipe le Tornado à aile variable. Il est produit par Turbo-Union, association comprenant Rolls-Royce, MTU en Allemagne et Fiat Aviation en Italie.

C'est ainsi que la technologie du RB199 autorise de remarquables exploits: le Tornado peut voler sur de longues distances et attaquer en rase-mottes à plus de 1100 Km/h.

En altitude, il peut voler à plus de deux fois la vitesse du son.

Une technologie éprouvée en service. Recherches et essais conduits sans relâche pour préserver demain notre avance d'aujourd'hui. Tels sont les atouts qui permettent à Rolls-Royce de se maintenir en tête de la compétition internationale.

Outre la motorisation d'avions civils et militaires dans le monde entier et celle des navires de 25 marines nationales, Rolls-Royce assure aussi le pompage du pétrole et du gaz ainsi que la production d'électricité.

ROLLS-ROYCE LIMITED,
65 BUCKINGHAM GATE, LONDON SW1E 6AT.
Pour tous renseignements: Rolls-Royce (France) Ltd,
122 Avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly sur Seine.

ROLLS-ROYCE MÈNERA TOUJOURS LA COURSE DU FUTUR.



ASK
AT THE
OR MITTERFAND

TriStar

audia

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LA PRÉPARATION DU IX^e PLAN EN ILE-DE-FRANCE

La « priorité des priorités » doit être donnée aux investissements de transport

Par 111 voix (R.P.R., U.D.F. et modérés) contre 53 (communistes et socialistes), les conseillers de la région Ile-de-France ont adopté, le 31 mai, le projet de contrat qu'ils se proposent de signer avec l'Etat pour la durée du IX^e Plan (1984-1988). Il s'agit d'une sorte de programme commun d'investissements d'une vingtaine de milliards de francs, dont la charge doit être répartie entre l'Etat et la région.

Ce document n'est qu'un des éléments d'un puzzle beaucoup plus vaste. Après des négociations qui s'annoncent difficiles et assorties de modifications qu'il ne manquera pas de subir, il s'ajoutera aux autres contrats régionaux et nationaux similaires signés par les autres régions de France. Le tout devrait s'insérer dans le Plan national, neuvième du nom.

Avant d'en arriver là, chaque contrat régional suit un cheminement compliqué. Celui de l'Ile-de-France a d'abord été élaboré par les collaborateurs de M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional. Puis il a été envoyé pour avis au comité économique et social de la région, étudié par plusieurs commissions du conseil et

finement soumis au vote des conseillers. Bien entendu, il ne s'agit encore que d'une série de propositions. M. Giraud a été chargé de les faire accepter par M. Lucien Voche, le commissaire de la République de l'Ile-de-France.

En juillet, un conseil interministériel d'aménagement du territoire fera la synthèse des projets de toutes les régions. Il tentera d'en dégager les lignes directrices du IX^e Plan. Celui-ci sera présenté au Parlement lors de sa session d'automne. Enfin, au début de 1984, M. Giraud et M. Voche devraient apposer leur signature sur le contrat définitif engageant la région et l'Etat pour cinq ans.

Une telle procédure paraît bien lourde, mais comment faire autrement dans le cas où le gouvernement tient à mener de front la décentralisation et la planification ?

L'élaboration d'un contrat de plan est néanmoins un salubre exercice pour les régions, et notamment pour l'Ile-de-France, la plus puissante d'entre elles. Il contraint les élus à voir plus loin que le bout de l'année, à réfléchir sur les options à moyen terme. Rien n'est plus éducatif que l'arithmétique budgétaire. L'Etat

demande en effet à ses partenaires de choisir dans la multitude des actions possibles quelques thèmes prioritaires.

L'Ile-de-France en a choisi six : l'environnement, l'eau, l'habitat, les villes nouvelles, les transports et le développement économique. Estimant avec prudence que ses recettes auraient plutôt tendance à diminuer, M. Giraud a misé sur un rythme d'investissement annuel équivalent en francs courants à celui de ces dernières années. La région aura donc à dépenser une quinzaine de milliards en cinq ans. En gros 80 % de cette somme seront consacrés aux six actions prioritaires pour lesquelles la région demande à l'Etat un financement complémentaire.

En réalité, les thèmes retenus seront très inégalement traités. Les dépenses qui leur seront consacrées, le développement économique et l'environnement seront les parents pauvres. L'eau, c'est-à-dire l'opération « Seine propre », sera un peu mieux pourvue avec 6,7 % des investissements. L'habitat et les villes nouvelles ne bénéficieront guère que de 13,5 % des dépenses. Ce sont les transports qui se tailleront la part du lion (73,7 % des budgets).

Après vingt ans d'efforts sur le

métro, le chemin de fer et les routes, l'amélioration de la circulation reste l'obsession des responsables de l'Ile-de-France. Ceux-ci estiment que la mobilité est pour les dix millions d'habitants de la conurbation parisienne la condition de toute vie sociale, économique et culturelle. Ils assurent que dans cinq ans la région sera enfin équipée des voies de communication qu'elle mérite et qu'on en restera là.

Mais ce choix implique bien des sacrifices. Le 31 mai, les conseillers socialistes et communistes ont vivement critiqué les lacunes du programme quinquennal proposé par M. Giraud. Ils lui reprochaient d'oublier complètement la recherche, de négliger le développement économique et d'opter en matière d'habitat pour les villes nouvelles et les communes de la grande couronne, alors qu'il faudrait, selon eux, maintenir la population au centre de l'agglomération.

De son côté, M. Alain Griotteray (U.D.F.), vice-président chargé des finances, a lancé une mise en garde à ses amis. Les actions que la région se propose de financer avec l'aide de l'Etat représentent près de 80 % du budget régional. Et cela pour cinq ans.

« Notre marge de liberté sera bien réduite », a-t-il dit en substance. « Nous multiplierons les risques de voir l'exécution de notre budget paralysée par des décisions étatiques : blocage d'opérations ou reports de paiements. » Bref, en demandant trop à l'Etat et donc en se liant les mains, la région va à rebours de sa volonté d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central.

Ce qui « sauvera » l'Ile-de-France d'une dépendance totale, c'est que l'Etat refusera probablement une partie du programme qui lui est proposé. M. Lucien Voche, le commissaire de la République, l'a laissé deviner d'emblée. Lui aussi a souligné les insuffisances du contrat dans le domaine de la recherche et de l'action économique.

Il a surtout indiqué que plusieurs actions s'ajoutaient à faire dans le contrat : la station d'épuration de Valenton et le barrage Aube parce qu'ils sont déjà « cofinancés », l'environnement parce que ce n'est pas une priorité pour le gouvernement, le « desserrement » de l'habitat vers la périphérie alors qu'on néglige les centres. Quant aux programmes concernant les transports, il souhaite les discuter en même temps que le dossier de l'exposition universelle, tandis que les conseillers veulent très nettement dissocier les deux affaires.

Entre le président de la première région de France et le commissaire de la République, les négociations s'annoncent sévères. « Discussions de marchands de tapis », a prophétisé méchamment un conseiller socialiste. Ce serait dommage, car il s'agit de bien autre chose que de gros sous : c'est tout simplement l'avenir des hommes et des femmes de l'Ile-de-France qui est en cause et la conciliation entre les intérêts d'une région et ceux de l'ensemble de la nation.

MARC AMBROISE-RENDU.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIMINO

L'Assemblée générale mixte, réunie le 31 mai 1983 sous la présidence de M. Suty de Chalon, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Les engagements bruts nouveaux se sont élevés à 128 174 000 F pour 19 opérations portant le volume des engagements bruts à 1 674 millions de francs pour 244 opérations dont 41 en propriété directe.

Le bénéfice net de l'exercice s'est élevé à 99 231 673,09 F.

L'Assemblée a décidé la distribution à compter du 11 juillet 1983 d'un dividende unitaire de 37 F dont 0,10 F d'acompte fiscal, contre 32,95 F dont 0,70 F d'acompte fiscal pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 12,3 %.

L'Assemblée a, en outre, autorisé le Conseil d'administration à émettre des obligations pour un montant maximal de 300 millions de francs et à procéder à l'augmentation du capital par incorporation de réserves.

Au cours de l'Assemblée, le Président a évoqué les perspectives favorables de l'exercice en cours, tant en ce qui concerne les engagements nouveaux que les résultats. Il a par ailleurs confirmé l'admission des titres de la Société à la cote du terme au cours du 4^e trimestre 1983.

DARTY GROUPE DARTY

L'Assemblée générale extraordinaire du 1^{er} juin 1983 a approuvé à l'unanimité les résolutions qui lui étaient présentées, en particulier l'autorisation conférée au conseil d'administration d'augmenter le capital social d'un montant maximum de 20 000 000 de francs nominal par émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Le conseil d'administration, dans sa séance du même jour, a décidé de porter très prochainement le capital social de 30 451 980 francs à 34 235 960 francs par émission à 450 francs de 190 199 actions à dividende prioritaire sans droit de vote. Les actions ainsi créées bénéficieront d'un dividende prioritaire représentant 35 % de leur valeur nominale.

ENVIRONNEMENT

POINT DE VUE

A PROPOS DU CONTROLE DES PRODUITS TOXIQUES

La fin de la clandestinité

par ALAIN-LOUIS DANGEARD (*)

DEUX exemples récents, empruntés à l'actualité américaine et française, ont mis en valeur l'impact insupportable de l'opinion en matière de protection de l'environnement.

Aux Etats-Unis, les pratiques employées traditionnellement pour se débarrasser des déchets industriels toxiques étaient pour le moins imprudentes : la plupart des quelque 50 à 60 millions de tonnes de déchets industriels toxiques produits annuellement par l'industrie étaient déposées dans le sol, un peu n'importe où, sans grande attention à la pollution, inévitable avec le temps, des nappes et de l'air environnants.

Des accidents devaient se produire : le plus célèbre, en 1979, près des chutes de Niagara, à Love Canal, a entraîné l'évacuation d'urgence d'une quarantaine de foyers, après des accidents de santé sérieux. Cette année, une ville entière a dû être évacuée et ses habitants indemnisés et relégués par l'Agence fédérale de l'environnement.

Sous la pression de l'opinion, le Congrès a adopté en 1980 une loi renforçant considérablement les dispositions antérieures de 1976 concernant la conservation et le recyclage des ressources naturelles et créant un fonds de 1,6 milliard de dollars pour l'élimination des déchets dangereux (points noirs).

C'est au sujet de l'application des textes de 1980 qu'une nouvelle démonstration exemplaire du pouvoir de l'opinion a été faite en mars à Washington. Voulant alléger, dans ce domaine comme dans d'autres, les réglementations publiques, le pré-

sident Reagan avait confié en 1981 à une nouvelle équipe nommée à l'Agence de protection de l'environnement (E.P.A.) le soin d'appliquer une politique d'environnement plus souple. Les budgets pour les déchets toxiques avaient été sévèrement réduits en 1982 et, en matière d'élimination des déchets dangereux, la priorité avait été donnée à la recherche des responsabilités des industriels sur l'engagement immédiat des fonds publics.

Rien de ceci, cependant, ne semblait véritablement remettre en cause les politiques décidées antérieurement. Or, il a suffi d'incidents secondaires pour que cette équipe soit accusée de vouloir retarder l'action de résorption des « points noirs » au profit des industriels, et plus généralement d'être trop négligente dans la protection de l'environnement. Le président Reagan a dû céder en quelques semaines et a sacrifié l'équipe qu'il avait lui-même choisie, tant était forte la pression de l'opinion, relayée par le Congrès, en faveur d'un renforcement des contrôles et des actions d'élimination en matière de déchets toxiques. Il a fallu renommer à la tête de l'Agence de l'environnement un des anciens responsables du début des années 70, connu pour être un partisan d'une application énergique des responsabilités de l'Etat dans ce domaine.

En France, l'affaire des déchets de Seveso a également illustré de manière spectaculaire le poids de l'opinion, bien relayé par les médias. Cha-

cun a pris conscience, du jour au lendemain, de l'insuffisance des mesures de contrôle : sur les 5 millions de tonnes de déchets industriels pontantellament toxiques, la part contrôlée et éliminée de manière satisfaisante est tout à fait insuffisante : 50 %, 70 % ?... L'imprécision n'est tout à coup plus acceptable.

Il serait regrettable, cependant, que l'opinion se mobilise sur des fautes mineures. Un certain nombre de déclarations, dont certaines sont quelque peu démagogiques, ont souligné les risques encourus par les opérations de destruction de la diacrine contenue dans les fûts. Or, les technologies d'élimination de la diacrine existent : elles ne présentent que des risques limités, qu'il faut assumer dès lors qu'il s'agit précisément de faire disparaître définitivement un produit dangereux pour l'environnement.

Sans le mouvement de l'opinion et les réactions des pouvoirs publics, ces fûts auraient sans doute été enterrés dans un lieu où leur présence aurait été rapidement oubliée. Le scénario aurait pu être celui d'une manipulation ultérieure des terrains contaminés par des personnes non averties. Aux Etats-Unis, le scénario de Love Canal avait été le suivant : saturation ou fissure du dépôt, circulation d'eaux contenant des teneurs anormales de produits toxiques, ou les entraînant au-delà du confinement d'origine ; contamination d'habitants ou d'animaux en contact avec ces produits... De tels processus peuvent être plus ou moins rapides. Mais leur caractère inexorable, dans un monde de plus en plus peuplé et industrialisé, rend les pratiques clandestines révélatrices à cette occasion tout à fait inacceptables.

La France a été longtemps en avance sur les Etats-Unis en matière de contrôle des déchets toxiques. Ces dernières années ont marqué un certain retard : la destination des déchets produits n'était pas suffisamment connue ; des mesures de résorption des points noirs ont été prises, mais parfois trop hâtivement, sans prendre suffisamment en compte le long terme, c'est-à-dire les risques de déplacement ou fuites inévitables des produits mis en décharge, quelles que soient les précautions d'échec, dès lors que l'on raisonne en dizaines, voire en centaines d'années et que ces déchets risquent d'être tout simplement « oubliés ».

A la différence des déchets radioactifs, la nocivité des déchets industriels ne diminue pas avec le temps. Une détérioration des eaux souterraines de la France, déjà en cours, serait à craindre sans des pratiques beaucoup plus rigoureuses : or personne ne sait décontaminer une nappe souterraine devenue impropre à la consommation, et il y a peu à attendre des progrès technologiques dans ce domaine où la nature impose ses limites.

(*) Président de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

WILAYA DE CONSTANTINE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

BUREAU DES MARCHÉS

AVIS DE PRÉSELECTION

Un avis de préselection des entreprises est lancé pour l'acquisition de pièces détachées pour matériels roulants et matériels de travaux publics destinées à la Société de travaux de la Wilaya de Constantine de marques suivantes :

LIEBHERR • FIAT • ALLIS • RICHIER

RENAULT • BERLIET • CATERPILLAR FIAT

Les entreprises intéressées par le présent avis doivent joindre au dossier de soumission les pièces prévues par la circulaire n° 021/DGCI/DMP du 4 mai 1981 de Monsieur le Ministre du Commerce.

Le dossier complet doit être adressé sous double enveloppe à Monsieur le Wali de Constantine, Service du Budget et des Opérations Financières, bureau des marchés.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention : « Avis de préselection fourniture de pièces détachées ».

Le délai de dépôt des offres est fixé à 30 jours à compter de la parution du présent avis.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DE SERVICES AUX Puits

Direction des opérations spéciales

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Numéro 002/83

L'entreprise nationale de services aux puits lance un appel d'offres international pour la fourniture de :

Produits additifs pour ciment pétrolier

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78/02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

— E.N.S.P. — Direction des opérations spéciales, 2, rue du Capitaine-Azzoug — Côte Rouge — H. Dey Alger, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction des opérations spéciales susindiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans entête, portera la mention « Avis d'appel d'offres international, numéro 002/83, confidentiel, à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 16.07.83, avant 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

YUGOSLAV AIRLINES

PARIS-DUBROVNIK : 1.630 Frs

* Aller et retour en vols vacances directs. Départs tous les samedis.

Possibilité d'1 semaine en pension complète dans un hôtel*** en juin : 630 F en juillet-août : 840 F.

Renseignements et documentation

OFFICE DU TOURISME YUGOSLAVE

Tél. 268.07.07

J.A.T. Tél. 268.06.06

31, boulevard des Italiens

75002 PARIS

الجزيرة

2 JUIN

2 JUIN

2/8	Émission Frais inf.	Rachet net
-----	------------------------	---------------

120	Affiliated	290 35	282 91
9	A.S.F. 6000	207	197 61
9	Affirm	210 65	256 56
75	Abuse	207 89	198 46
9	A.L.T.O.	172 94	165 10
420	Andronic Station	517 73	454 25
9	Assoc.		
2	Assoc. Swindon	227 23	226 66
2	Capital Plan	1440 23	1140 23
9	C.I.P.	736 11	702 73
9	Construction	278 41	255 31
50	Current	894 05	854 08
9	Chairman	346 81	330 90
9	Chris. Travel	31 87	207 73
9	Chairman	5925 61	5893 34
9	Deputy-France	245 58	235 21
9	Deputy	812 32	792 32
9	Deputy-Secretary	116 54	105 54
9	Egon	225 21	225 21
9	European State	5675 93	5647 69

9	Energy	225	21	21
9	Engineering Sector	5675	93	5947
9	Export Associations	22012	52	21948
9	Exporters Council	1680	32	1203
9	Exporters Institute	378	18	38101
9	Exporters Union	800025	572	874
9	Exporters' Club	765	40	722
9	Exporters' Association	765	40	722
9	Exporters' Association	501	83	287
9	Exporters' Association	7631	47	7295
9	Exporters' Association	345	32	328
9	Exporters' Association	590	15	525
9	Exporters' Association	265	28	268
9	Exporters' Association	305	61	343
9	Exporters' Association	305	61	343
9	Exporters' Association	218	08	218
9	Exporters' Association	206	23	196
9	Exporters' Association	307	34	346

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450
--	--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

SECOND MARCHÉ

Parsons Company	10838 34	10894 76
Parsons Gencon	478 61	457 29
Patrimonio-Retrans	1041 90	1021 47
Phenix Placements	217 10	216 02
Pierre Investec	381 71	345 31
Provincia Investec	239 99	228 73
Randevu, St-Honori	10901 02	10846 79
Siccar, Mobilis	371 01	355 06

4	Silber, Michel, Dir.	250 20	277 12
138	Silberstein-Pandora.	155 70	148 84
0	Silberz, Vol. Franc.	170 84	163 09
5	S.F.J. & Co. dir.	386 02	378 06
8	Silberstein	431 11	411 56

S&W	176 28	197 31
Simplicity	292 98	279 70
Singer	272 13	258 79
Silverline	186 97	187 08
Sewster	315 50	301 16
S.L.G.	697 49	685 10
S.M.A.	608 00	608 00

S&P 500	336.08	895.54
S&P 500	387.82	370.23
S&P 500	312.83	298.64
S&P 500	754.26	720.06
S&P 500	848.24	808.20
S&P 500	408.38	390.82

506	U.A.P.	283 43	280 12
	Unifrance	217 39	207 53
	Unipac	576	549 92
	Unipresse	551 41	526 41 ●
4	Uni-Japan	920	878 85 ●
	Univis	1588 78	1517 20

Univar	12086	12086 56
Valorem	349	333 92
Valory	10172	10121 48
Valvul	112422	12308 92
Worms Innocent	669	838 88

clôture, la cotation des valeurs ayant
14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette
des derniers cours de l'après-midi.

Hors-cote

écobl.	jours	cours	Premier cours	action	VALEURS	précéd.	cours	cours	Premier cours
--------	-------	-------	------------------	--------	---------	---------	-------	-------	------------------

COTES DES CHANGES			COURS DES BILLETS AUX GROSCHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
COURS OFFICIEL	COURS prix.	COURS 2/8	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 2/8
100 \$ F 1	7 637	7 683	7 430	7 830	Or fin (à la barre)	102 160	102 100
100 DM	300 180	300 850	230	310	Or fin (au lingot)	1022500	1020500
100 £	16 040	16 064	14 500	15 800	Pièces françaises (20 fr)	881	883
100 Lfr	287	287 680	258	278	Pièces françaises (10 fr)	440	441
100 lire	83 790	83 970	80	108	Pièces suisses (10 fr)	670	675
100 esc	106 220	106 690	106	108	Pièces belges (20 fr)	630	607
100 pes	10 420	12 122	11 750	12 350	Souverain	640	641
100 pes	8 065	8 100	1 250	10 250	Pièces de 20 dollars	3945	3825
100 fms	8 067	8 089	4 847	5 300	Pièces de 10 dollars	1810	1870
363 700	363 730	363 700	350	371	Pièces de 5 dollars	1100	1210
100 bal	100 940	101	98	103	Pièces de 50 pesos	4335	4330
100 ach	42 665	42 700	41 800	43 800	Pièces de 10 florins	680	678
100 pes	5 417	5 427	5 250	5 850			
100 esc	7 540	7 585	6 850	8 250			
5 cent 1	5 212	6 228	6 050	6 350			
31 pes	3 165	3 211	3 060	3 210			

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC : « Changement social et dynamisme industriel », par Jean-Paul Bachy ; « Utopie ou leurre ? », par Marc Blondel ; « Une orientation déterminante », par Pierre Bey ; « Gère à l'État », par Yves Durieu.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- AU SÉNAT : l'opposition est satisfaite de la fermeté de l'Occident face aux menaces soviétiques.
4. EUROPE
- GRANDE-BRETAGNE : une polémique sur les Malouines donne aux travaillistes l'occasion d'un nouveau faux pas.
5. AMÉRIQUES
- AFGHANISTAN : Point de vue : « La chasse aux médecins », par Bernard Kouchner.
7. PROCHE-ORIENT
- M. Arian et le nouveau style de la diplomatie israélienne.

POLITIQUE

8. La polémique au sein de la majorité.
9. Les travaux de l'Assemblée nationale.
9. Le R.P.R. et l'U.D.F. signent une charte commune.

SOCIÉTÉ

10. Après la mort de deux policiers à Paris.
- JUSTICE
11. SCIENCES : la situation des industriels français de l'espace.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

15. MUSCLES À L'EXERCICE : avec les fous des catastrophes, l'été en famille.
16. Comment louer une auto-camion ?
17. BALADE À LA CARTE : les Dombes aux mille étangs.
19. La Thaïlande double la dose.
20 à 22. Hippisme : Plaisirs de la table ; Philatélie ; Jeux.

CULTURE

23. L'élection de MM. Senghor et Soustelle à l'Académie française.
26. COMMUNICATION : Les « affaires Hérault » et le statut de la presse.

ÉCONOMIE

29. AGRICULTURE : M. Ricard annonce la mise en place d'une société d'équipement foncier pour favoriser l'installation des jeunes agriculteurs.
30. SOCIAL : le Fonds social européen et le chômage des jeunes.
30-31. AFFAIRES : Renault prend le contrôle du groupe américain Mack.
32. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : la préparation du IX^e Plan en Ile-de-France.
32. ENVIRONNEMENT : Point de vue : « La fin de la clandestinité », par Alain-Louis Dangeard.

RADIO-TÉLÉVISION (26)

- INFORMATIONS
- SERVICES (14) :
Rétromanie ; Loto ; Météorologie ; « Journal officiel ».
Mots croisés (22) ; Annonces classées (27-28) ; Carset (28) ; Programmes des spectacles (24-25) ; Marchés financiers (33).

L'année américaine après le BAC

Sur le campus d'une grande université de Floride

un avantage déterminant pour les études supérieures

O.C. 00555, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 NEUILLY. 722.94.94

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 305,39 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

DANS LA SIDÉRURGIE ET LES TRANSPORTS

Les suppressions d'emplois sont à l'origine de plusieurs conflits

● Journée de contestation le 2 juin chez les sidérurgistes et mineurs de fer lorrains. Pour « protester » contre le démantèlement des installations et les suppressions d'emplois, 300 ouvriers des mines de fer de SAILLOR et des sidérurgistes ont occupé dans la matinée les hauts fourneaux d'Hayinge (Moselle). Selon la C.G.T., 90 % des 1 725 ouvriers des mines SAILLOR se sont mis en grève pour une journée, à l'appel des syndicats, sauf de la C.G.C.

Au même moment et pour des motifs analogues, quelque 80 mineurs de fer d'USINOR ont séquestré pendant plus de huit heures les dirigeants de leur société, Pienne Nord-Est, à Pienne (Meurthe-et-Moselle). Refusant eux aussi des suppressions d'emplois, 250 ouvriers des mines lorraines d'Usinor ont envahi la salle de réunion de la mine de Pienne, où se tenait dans l'après-midi le comité central d'entreprise. La C.G.T. a appelé à la grève pour le 3 juin.

● Dans les transports, les menaces de restriction d'effectifs alimentent la contestation. La C.F.D.T. de la R.A.T.P. a dénoncé

le 2 juin les projets de la direction visant, selon la C.F.D.T., à supprimer mille emplois chez les sous-traitants, au nom des économies à réaliser. A la gare de Bischheim (Bas-Rhin), une grève se poursuit depuis le 30 mai pour des revendications touchant à l'aménagement du temps de travail.

● A Vichy, chez Valette et Garreau (machines à bois), les 47 ouvriers occupent, depuis le 1^{er} juin, les locaux pour protester contre leur licenciement. Chez Jacquart, près de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), après le licenciement, à mi-avril, des 696 salariés, on s'assemble vers un plan permettant de sauver une partie des emplois (environ 150). A la verrerie Les Arts de Porcieux, à Porcieux (Vosges), en dépôt de bilan depuis le 1^{er} juin, les ouvriers actionnaires préparent un plan de redressement.

Enfin, la direction de l'usine de Sandozville (Seine-Maritime) de Renault a annoncé, le 2 juin, une mise en chômage technique les 29, 30 juin et 1^{er} juillet en raison de la réforme actuelle des automobiles haut de gamme.

LES INTERVENTIONS DES BANQUES CENTRALES ONT FAIT FLÉCHIR LE DOLLAR

Après la flambée qui avait fait monter vertigineusement les cours boursiers le 1^{er} juin et surtout le 2 juin en début de matinée, le dollar a légèrement fléchi à la veille du week-end. Vendredi 3 juin, il revenait, à Francfort, de 2,55 DM à un peu plus de 2,54 DM et, à Paris, de 7,67 F, record historique, à 7,64 F environ, c'est-à-dire les cours pratiqués mercredi dernier.

Sans le dire, les banques centrales sont intervenues pour freiner cette ascension, essentiellement la Banque fédérale d'Allemagne, qui a « défendu » le cours de 2,55 DM pour 1 dollar, la Banque d'Angleterre et celle du Japon, la Réserve fédérale des États-Unis s'étant abstenues de participer au mouvement, selon toutes les apparences.

Les opérateurs internationaux, alertés par ces interventions ou même par la simple rumeur qui pourrait courir à ce sujet, ont fait baisser le cours du dollar. En outre, les taux d'intérêt américains ont interrompu leur ascension qui était à l'origine de la flambée du « billet vert », et ont même légèrement reculé, l'emprunt à six mois ressortant, ce vendredi, à 10 1/8 à 9 3/4 %. Enfin, les autorités monétaires américaines ont fait des déclarations de nature à calmer un peu l'inquiétude du marché financier, assurant que leur politique économique « prudente », s'efforçant de maintenir les taux à leur niveau actuel sans se laisser influencer par un gonflement de la masse monétaire difficile à interpréter.

Au reste, on s'attendait, à New-York, à une distribution de ladite masse vendredi soir.

LA CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LA PALESTINE NE SE RÉUNIRA PAS À PARIS

New-York (Nations unies) (A.P.F.). Le choix de Paris comme siège de la conférence internationale sur la Palestine, qui devait se réunir du 16 au 24 août au siège de l'UNESCO, a définitivement été écarté par le comité préparatoire de la conférence, a-t-on appris officiellement jeudi 2 juin à New-York.

Le comité n'a pas encore pris de décision sur le lieu où sera organisée cette conférence, dont le gouvernement français ne souhaitait pas qu'elle eût lieu sur son territoire. Il est probable qu'elle sera transférée à Genève, mais la Suisse a souligné elle aussi des objections qui nécessitent encore des négociations avec le comité préparatoire.

L'U.R.S.S. LANCE UNE NOUVELLE SONDE VERS VÉNUS

L'Union soviétique a lancé, jeudi 2 juin, une nouvelle sonde automatique interplanétaire, Venera-15, qui doit atteindre Vénus au début du mois d'octobre, après un voyage de 300 millions de kilomètres.

Le système de bord et l'équipement scientifique, mis au point en collaboration avec l'Allemagne de l'Est, fonctionnent normalement, indique l'agence Tass. Venera-15 a pour mission de continuer l'investigation scientifique de la surface et de l'atmosphère de Vénus, programme qui a débuté en février 1961 avec le lancement de Venera-1. Depuis, les Soviétiques accumulent les « premières » : première descente en douceur dans l'atmosphère de la planète (Venera-4, octobre 1967), première descente sur le sol vénusien (Venera-7, janvier 1971), premières photographies (Venera-9, octobre 1975), premières photographies en couleur et analyse d'échantillons du sol (Venera-13, mars 1982).

**LE PREMIER
MAGASIN DE TISSUS
A DROITE,
EN REMONTANT LES
CHAMPS ÉLYSÉES...**

**TISSUS
"COUTURE"**
une
prodigieuse
originalité

**TISSUS
"DECORATION"**
une
prodigieuse
originalité

RODIN
31, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**VOIR
TOUS LES
HALOGENES**

Des lampadaires
qui éclairent
toute une pièce

Confiez
votre choix
au spécialiste
de l'éclairage

**READY
MADE**

38 et 40, rue Jacob
75006 PARIS.

Tél. 260.34.25 et 28.01.

A B C D E F G

« La loi Savary ne s'appliquera pas à l'architecture »

déclare M. Quillot, à Avignon

De notre envoyée spéciale

Avignon. — M. Roger Quillot, ministre de l'Urbanisme et du Logement, a été vivement chahuté et contesté le 2 juin dans la soirée par les quatre cents architectes réunis au congrès d'Avignon à l'appel de l'Union nationale des architectes français (U.N.S.F.A.), alors que les congressistes avaient bruyamment approuvé les propos de leur président, M. Michel Delsporte.

Les architectes sont doublement inquiets et « déprimés » : la chute de la construction (343 000 logements en 1982) compromet leurs conditions de rémunération ; la perspective d'une réforme de la loi de 1977, annoncée depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, menace leur statut social et une protection — en partie symbolique — à laquelle ils sont attachés.

Seul à propos de l'enseignement, dont il a affirmé avec force qu'il ne serait en aucun cas rattaché à l'université ni concerné par la loi Savary en cours de discussion au Parlement, M. Quillot n'a vraiment rassuré la profession sur aucun point. Il a étudié la question de la suppression

de l'Ordre et n'a précisé aucune des orientations de la réforme envisagée, afin d'en réserver la primeur à ses collègues du gouvernement, qui doit entendre une communication sur ce sujet, en principe avant la fin du mois de juin.

Admettant que la situation économique n'était pas favorable, le ministre a même souligné que « l'architecture n'était pas la voie royale que certains avaient imaginé », que « l'embouteillage de la profession est réel » (plus de dix-neuf mille architectes, treize mille étudiants) et il s'est déclaré, pour la première fois, prêt à limiter les entrées dans les unités pédagogiques.

Devant une assemblée très échauffée, le président de l'U.N.S.F.A. a dressé l'inventaire des charges et des menaces qui pèsent sur la profession, donnant parfois à son discours un tour plus largement critique à l'égard de l'ensemble de la politique économique du gouvernement.

MICHEL CHAMPENOIS.

Logement

Les élections des locataires aux conseils d'administration des offices d'H.L.M. ont lieu du 4 au 11 juin

Du 4 au 11 juin vont être organisées dans près de 280 offices publics d'H.L.M., les élections des représentants des locataires (1 700 000 familles) aux conseils d'administration de ces organismes. Un décret du 22 mars 1983 (Journal officiel du 24 mars) a ramené de 20 à 15 le nombre des membres de ces conseils d'administration et a porté de 2 à 3 le nombre des représentants des locataires.

A côté de ceux-ci siégeront cinq représentants désignés par la collectivité locale ou l'établissement public dont dépend l'office, cinq membres désignés par le commissaire de la République (dont un représentant de l'union départementale des associations familiales), un représentant

des caisses d'allocation familiale et un représentant tant des organismes collecteurs du 1^{er} patronal sur le logement.

De nombreuses listes sont en présence dont la variété dans chaque office rend la recension difficile. Les alliances s'étant de plus en plus opérées localement entre des associations qui ne se sont pas regroupées au plan national.

La plus importante des associations de locataires, la Confédération nationale du logement, présente des listes dans 253 offices. La Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.) a des candidats dans 120 offices, répartis dans 60 départements. L'Association Force ouvrière consommateurs (AFOC) est présente dans 50 offices (40 départements).

A Paris et à Suresnes, l'AFOC a regroupé ses candidats avec ceux de la Fédération de défense des intérêts des locataires (FEDIL) créée « à l'initiative d'un groupe de personnes venues d'horizons différents ». Trois autres listes importantes se présentent dans la capitale, la C.N.L., la C.S.C.V. et la Confédération générale du logement (C.G.L.), qui s'est allié, ici, avec la Confédération syndicale des familles (C.S.F.).

Archéologie

M. JACK LANG LANCE UNE CAMPAGNE « LAISSONS L'HISTOIRE EN PLACE ! »

M. Jack Lang a lancé le 2 juin une campagne d'été en faveur du patrimoine archéologique national. 50 000 affiches et 250 000 dépliants sur le thème « Laissons l'histoire en place ! » vont tenter de réveiller l'intérêt et le sens des responsabilités du grand public envers notre vieille histoire, et de rappeler quelques grands principes. A commencer par l'obligation, qui n'est pas seulement morale, de déclarer toute découverte fortuite aux maires des communes concernées, ceux-ci étant chargés d'alerter les autorités compétentes.

Le lancement de cette campagne a été l'occasion de rappeler les dommages et pertes de sites archéologiques occasionnés par les travaux qui bouleversent le sol et le sous-sol, dans les ensembles urbains comme dans les campagnes, ainsi que nombre de découvertes passionnantes. Par exemple, en 1982, celle d'habitats du paléolithique supérieur, lors des travaux d'aménagement des tournants de la route nationale de Cahors à Figeac, ou celle (par des spéléologues), en 1981, d'un casque gaulois du quatrième siècle avant Jésus-Christ.

JEAN-CLAUDE DROUOT DRIGERA LE CENTRE DRAMATIQUE DE REIMS

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, vient de désigner M. Jean-Claude Drouot à la tête du Centre dramatique national de Reims.

A compter du 1^{er} octobre 1983 et pour une durée de trois ans, il remplacera M. Jean-Pierre Michel, appelé aux fonctions de directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique.

A Bagnoux

M. LEROY

INVITE LES COMMUNISTES A « SE MOBILISER A TOUS LES NIVEAUX »

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, a participé, jeudi 2 juin, à une assemblée-débat organisée par la section communiste de Bagnoux (Hauts-de-Seine). Devant quelque deux cent cinquante militants et sympathisants, le directeur de l'« Humanité » a expliqué que « l'échange d'idées est indispensable, parce que la situation actuelle est compliquée et que les contradictions sont dans la réalité et dans la vie ».

Parmi imprécis sur les questions des militants touchant les points les plus sensibles (politique extérieure, eurocommunisme, présence des ministres communistes au gouvernement), M. Leroy a exhorté les communistes à « renoncer à la délégation de pouvoir, pour participer pleinement au débat démocratique, en se mobilisant à tous les niveaux ».

« La loi donne aux travailleurs des droits nouveaux », dit M. Leroy, « et nous n'utilisons pas assez ces droits. Il faut renforcer notre action, poursuivre nos interventions, distribuer des tracts, diffuser l'Humanité le plus largement possible ».

Après avoir égratigné la télévision, « qui ne soutient plus le gouvernement », comme elle le faisait avant 1981, M. Leroy a exprimé son accord avec un militant qui avait dénoncé la « fausse gauche » et mis en cause, à ce titre, MM. Edmond Maire et Jacques Delors. Le directeur du quotidien communiste a répondu aussi à un militant qui lui reprochait de laisser M. Pierre Mauroy s'exprimer dans l'« Humanité », alors que les communistes n'ont pas accès aux colonnes de l'« Unité ». « Dans la mesure où cela nous a permis de confronter les positions de la gauche », a-t-il dit, « je ne regrette pas d'avoir publié des interviews des responsables socialistes du gouvernement ».

F. R.

LA POLITIQUE DE RIGUEUR PEUT SERVIR L'INTÉRÊT NATIONAL

déclare M. Joxe

Dans un entretien accordé au *Nouvel Observateur* daté du vendredi 3 juin, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, se déclare surpris par certaines réactions aux propos tenus samedi 26 mai par M. Jean-Pierre Chevènement devant la convention nationale du parti socialiste. « Ces propos, estime-t-il, méritaient mieux que l'ironie ou l'anathème ».

M. Joxe remarque que M. Chevènement a commis une « erreur » en évoquant, au moment de la réunion de Williamsburg, une éventuelle dévaluation du franc, mais que, sur le fond, il a prononcé « un certain nombre d'évidences qui, c'est vrai, ne s'imposent pas à tout le monde ».

M. Chevènement, dit-il, pose sur plusieurs points les mêmes problèmes que beaucoup d'autres militants socialistes. « M. Joxe cite notamment les nationalisations et le crédit. D'autre part, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale estime que « la politique de rigueur peut servir l'intérêt national, donc notre base sociale ».

M. Joxe déclare qu'il partage l'analyse de M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, selon laquelle des mesures d'accompagnement sont nécessaires afin que cette politique réussisse. « Dans les prochaines années, il faudra bien que la lutte contre le chômage demeure prioritaire, ajoute-t-il. Cela suppose une nouvelle politique de relance, comme le dit la contribution (au congrès du P.S.) que nous avons signée avec Lionel Jospin ».

A propos du P.S., M. Joxe déclare : « Il me semble que la majorité de Metz demeure toujours une réalité ». Au congrès de Metz, en 1979, une majorité composée du courant A (militariste) et du CERS s'était dégagée.

Le numéro du « Monde » daté 3 juin 1983 a été tiré à 497 526 exemplaires

العدد 1355